ANNALES PARLEMENTAIRES DE BELGIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1956-1957

SÉNAT

Séances du 13 novembre 1956 au 8 novembre 1957

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Note: La table contient l'indication des « Pièces imprimees par ordre du Sénat » ou « Documents parlementaires ».

ABREVIATIONS: Doc. (Documents parlementaires). — Ann. (Annales parlementaires).

A

Accidents. — V. Catastrophes et Accidents. — V. aussi Interpellations/Moureaux. — V. aussi Sécurité sociale/Accidents du travail.

Accord culturel belgo-soviétique. — V. Chambres Législatives/Sénat — Incidents. — V. aussi Interpellations/d'Aspremont Lynden (Comte).

Accords commerciaux. - V. Affaires étrangères.

Accords internationaux. - V. Affaires étrangères.

Actes des autorités administratives. — V. Administrations publiques.

Actions publique et civile. — V. Procédure pénale/Prescription des actions publique et civile.

Administrations publiques.

ACTES DES AUTORITES ADMINISTRATIVES.

Proposition de loi relative à la forme des actes des autorités administratives.

Doc. — N° 235. Proposition de loi de M. Neybergh.
 Ann. — Prise en considération — renvoi en commission; p. 1329 (21 mai 1957).

PERSONNEL

Proposition de loi portant des mesures exceptionnelles en faveur de certains agents définitifs ou régularisés exerçant des fonctions supérieures dans les administrations de l'Etat.

Doc. — N° 228. Proposition de loi de M. De Man.
 Ann. — Prise en considération — renvoi en commission;
 p. 1244 (9 avril 1957).

Proposition de loi réglant la situation des agents exerçant leurs fonctions dans des services temporaires de l'Etat.

Doc. — N° 267. Proposition de loi de M. Ronse.
 Ann. — Prise en considération — renvoi en commission;
 p. 1413 (4 juin 1957).

Adoption. - V. Droit civil.

Adultères. - V. Droit civil.

Affaires étrangères.

ACCORDS COMMERCIAUX.

Projet de loi portant approbation de l'Accord commercial entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République turque et des annexes, signés à Rome le 2 décembre 1948, de l'Accord de Paiement entre le Gouvernement belge et le Gouvernement turc, des lettres annexes et du protocole, signés à Rome le 2 décembre 1948, des actes subséquents ainsi que du protocole sur le commerce et les paiements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République de Turquie, signé à Bruxelles le 15 avril 1955.

Doc. - Nº 319. Exposé des motifs et projet de loi.

AGRICULTURE ET HORTICULTURE.

BLE.

Projet de loi portant approbation de l'Accord portant revision et renouvellement de l'Accord International du Blé, conclu à Londres, le 25 avril 1956.

Doc. — Nº 33. Exposé des motifs et projet de loi + annexe.

Nº 287. Rapport de M. Leynen.

Nº 378. Rapport complémentaire de M. Leynen.

Ann. -

Discussion générale (4 juin 1957).

Discours de MM. R. DESMEDT (concernant le but de l'accord international du blé; la fixation des prix; l'importation et la consommation de froment; l'achat de froment dans le cadre du marché commun; la production de froment indigène; l'incorporation de froment dans la farine panifiable; la situation de l'agriculture; l'importation de 450.000 tonnes de froment); p. 1438;

Affaires étrangères. - AGRICULTURE ET HORTI-CULTURE.

BLE (suite).

LEEMANS (concernant la contradiction entre notre politique intérieure agricole et les termes de la convention discutée ; l'examen des problèmes économiques soulevés par cette convention par une commission compétente); pp. 1438 à 1439;

Observations de M. STRUYE; p. 1439;

CROMMEN (concernant les observations de MM. R. DESMEDT et LEEMANS; l'examen de la convention en Commission des Affaires étrangères alors qu'à la Chambre elle fut examinée par la Commission du Commerce extérieur : la situation délicate provoquée par des protestations émises contre certaines dispositions de cette convention alors que le projet et le rapport ont été approuvés à l'unanimité en commission); p. 1439;

Observations de M. STRUYE; p. 1439;

LAROCK, m.a.étr. (concernant la confusion dans le débat ; la commission compétente pour l'examen de la convention; le fond de la question; les remarques formulées par M. R. DESMEDT); p. 1439;

Observations de MM. STRUYE et DUVIEUSART; p. 1439;

STRUYE (concernant les conditions dans lesquelles la convention a été renvoyée à la Commission des Affaires étrangères ; la procédure adoptée pour l'approbation de la convention; reproche au gouvernement de ne pas soumettre en temps opportun certains traités importants au Parlement; propose le renvoi en commission); p. 1440;

Observations de MM. LAROCK, m.a.étr., MULLIE; p. 1440;

DUVIEUSART (concernant le malentendu au sujet des problèmes posés par l'accord sur le blé; les prix ; la compétence des commissions ; l'importation de froment ; l'activité de la Commission du Commerce extérieur); p. 1441;

Observations de MM. LAROCK, m.a.étr., STRUYE, MULLIE; pp. 1440, 1441;

LAROCK, m.a.étr. (répond aux orateurs : répond à M. STRUYE au sujet de traités et d'accords non ratifiés par le Parlement; parle de la revision de la Constitution; cite l'exemple de la Hollande); p. 1441;

STRUYE (répond au ministre et pose à nouveau une question précise sur l'accord discuté); p. 1441;

LAROCK, m.a.étr. (répond à M. STRUYE; parle de la consultation d'une commission sénatoriale compétente); p. 1441;

Observations de MM. le PRESIDENT, MULLIE; p. 1442;

STRUYE (propose le renvoi à la Commission des Affaires étrangères); p. 1442;

LAROCK, m.a.étr. (se déclare d'accord s'il est entendu que la Commission des Affaires étrangères se bornera à demander l'avis de la Commission du Commerce extérieur, sans reprendre le débat sur le fond); p. 1442;

Observations de M. le PRESIDENT; p. 1442.

Le projet de loi est renvoyé à la Commission des Affaires étrangères ; p. 1442.

Affaires étrangères. - AGRICULTURE ET HORTI-CULTURE.

BLE (suite).

Reprise de la discussion générale (4 juillet 1957).

Discours de MM. LEYNEN, rapp. (souligne les améliorations que le projet apporte à la situation précédente; estime que le contingent de 450.000 tonnes n'est pas trop élevé; soulève la question d'une baisse éventuelle des prix et d'une augmentation de la récolte indigène); pp. 1661 à 1662;

R. DESMEDT (regrette que la Commission des Affaires étrangères n'ait pas fait connaître sa position propre ; déclare que le contingent de 450.000 tonnes est trop élevé; demande de voter contre l'accord);

p. 1662 :

HENSKENS (rend hommage au Ministre de l'Agri-culture qui a réduit de 30 p. c. le contingent de l'importation du blé); p. 1662; Observations de MM. SLEDSENS; p. 1662;

LEYNEN, rapp. (estime que le traité ne sera nullement désavantageux pour l'agriculture); p. 1662; R. DESMEDT (maintient son opposition au projet);

pp. 1662 à 1663;

LAROCK, m.a.étr. (s'engage à tenir compte dans la plus large mesure des observations de M. DE-SMEDT lorsque l'accord sera renouvelé); p. 1663. La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (4 juillet 1957).

Adopté sans observations; p. 1663. Vote (4 juillet 1957)

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix et 6 abstentions; p. 1668.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

OPIUM.

Projet de loi portant 1º approbation du protocole visant à limiter et à réglementer la culture du pavot, ainsi que la production, le commerce international, le commerce de gros et l'emploi de l'opium, signé à New-York, le 23 juin 1953 ; 2° modification de la loi du 24 février 1921, concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes et antiseptiques.

Doc. - Nº 32. Exposé des motifs et projet de loi. Nº 286. Rapport de M. Léynen.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion des articles (4 juin 1957). Art. 1 et 2

Adoptés sans observations ; p. 1437.

Vote (6 juin 1957).

Le baron de DORLODOT justifie son vote; p. 1486. L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 8 abstentions; pp. 1487, 1488.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

ARMES.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale conclue entre la Belgique, l'Allemagne, la France et l'Italie, en vue de l'établissement de règles uniformes pour la reconnaissance réciproque des poinçons officiels d'épreuves des armes à feu et du règlement, signés à Bruxelles, le 15 juillet 1914.

Doc. - Nº 29. Exposé des motifs et projet de loi + annexes.

Nº 284. Rapport de M. Moreau de Melen.

Affaires étrangères. - ARMES (suite).

Ann. -

Discussion générale (4 juin 1957).

Discours de M. MOREAU de MELEN, rapp. (explique pourquoi le gouvernement demande avec tant de retard l'approbation d'une convention internationale signée en 1914); p. 1437.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (4 juin 1957). Adopté sans observations; p. 1437.

Vote (6 juin 1957).

Le baron de DORLODOT justifie son vote; p. 1486. L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 8 abstentions; pp. 1487, 1488.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

ARTS, SCIENCES ET LETTRES. PHOTOGRAMMETRIE.

Projet de loi portant approbation de l'accord relatif à la constitution d'une organisation européenne d'études photogrammétriques expérimentales, signé à Paris, le 12 octobre 1953, et du Protocole additionnel, signé à Delft, le 16 juin 1954.

Doc. - Nº 290. Rapport de M. De Winter.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (4 juin 1957). Adopté sans observations; p. 1436.

Vote (6 juin 1957).

Le baron de DORLODOT justifie son vote; p. 1486. L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 8 abstentions; pp. 1487, 1488.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

ASSURANCES. RESPONSABILITE CIVILE.

Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxem-bourg et le Royaume des Pays-Bas, relatif à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, signé à Bruxelles, le 7 janvier 1955.

Nouveau titre :

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) du Traité entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas relatif à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhi-cules automoteurs, signé à Bruxelles le 7 janvier 1955 ; b) Convention additionnelle à ce Traité, signée à La Haye le 3 juillet 1956.

Doc. - Nº 382. Rapport de M. De Winter.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (4 juillet 1957).

L'amendement du gouvernement est adopté.

L'article est adopté.

Le nouvel intitulé est adopté ; p. 1664.

Vote (4 juillet 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 90 voix et 2 abstentions; p. 1669.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Affaires étrangères (suite).

BENELUX.

CONSEIL CONSULTATIF INTERPARLEMENTAIRE.

Ann. -

Nomination des délégués belges (15 janvier 1957).

M. le PRESIDENT fait des observations relatives à la répartition des mandats entre les groupes politiques du Sénat;

L'Assemblée décide de nommer ses délégués le mer-

credi 23 janvier ; p. 279. MM. les sénateurs DUVIEUSART, MOREAU de MELEN, MULLIE, RONSE et SEGERS, pour le groupe P.S.C., CROMMEN, DOUTREPONT, MOULIN, VAN REMOORTEL, pour le groupe socialiste et WARNANT pour le groupe libéral, sont nommés membres du Conseil consultatif inter-

parlementaire de Benelux; p. 385 (23 janvier 1957).

MM. les Députés du BUS DE WARNAFFE,
CHALMET, DEVEZE, DUPONT, HEGER,
HOYAUX, MARTEL, PIERSON, VAN CAUWELAERT, VAN WINGHE et VERBIST, sont nommés membres du Conseil consultatif interparlementaire de Benelux; p. 412 (29 janvier 1957).

Annonce de la nomination de 21 membres néerlandais du Conseil consultatif interparlementaire de Bene-

lux; p. 432 (30 janvier 1957).

La réunion constitutive du Conseil est fixée au 22 et 23 février 1957, à 11 heures, dans les locaux du Sénat; p. 488 (5 février 1957).

Annonce de la nomination des 7 membres luxembourgeois du Conseil consultatif interparlementaire de Benelux; p. 557 (7 février 1957).

DOUANES ET ACCISES. Droits d'entrée.

Projet de loi portant approbation du quatorzième protocole à la convention aouanière entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas et ratification de l'arrêté royal du 24 décembre 1955 relatif au tarif des droits d'entrée.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion des articles (22 novembre 1956). Art. 1 et 2.

Ces articles sont adoptés sans observations; p. 71.

Vote (6 décembre 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 138 voix et 2 abstentions; pp. 175, 176.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant approbation du quinzième Protocole à la Convention douanière entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas et ratification de l'arrêté royal du 27 mai 1956 relatif au tarif des droits d'entrée.

Doc. - Nº 180. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 263. Rapport de M. Doutrepont.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion des articles (4 juin 1957). Art. 1 et 2.

Adoptés sans observations; p. 1436.

Vote (6 juin 1957).

Le baron de DORLODOT justifie son vote; p. 1486. L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 8 abstentions; pp. 1487, 1488.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Affaires étrangères (suite).

COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER.

Projet de loi relatif à l'exécution des arrêts de la Cour de Justice et de certaines décisions de la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

Doc. - Nº 182. Rapport de M. Dehousse.

Ann. -

Discussion générale (3 avril 1957).

Discours de M. DEHOUSSE, rapp. (expose le but du projet); p. 1212.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (3 avril 1957).

Art. 1 à 4.

Adoptés sans observations; p. 1213. Vote (4 avril 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 135 voix contre 2 et 3 abstentions; pp. 1239, 1240.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale. Représentants belges à l'Assemblée commune

de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier. . - Expiration des mandats de MM. DE BLOCK, DEHOUSSE, P. DE SMEDT, MOTZ et STRUYE, représentants élus par le Sénat; p. 1413 4 juin 1957

MM. STRUYÉ, P. DE SMET, DEHOUSSE, DE BLOCK et MOTZ sont réélus représentants de la Belgique, pour une période d'un an, à dater du 1er juillet 1957; p. 1509 (25 juin 1957).

Projet de loi portant approbation du Traité portant modification au Traité instituant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, signé à Luxembourg, le 27 octobre 1956. Doc. — Nº 327. Rapport de M. Machtens.

Ann. –

Discussion générale (2 juillet 1957). Discours de MM. LEEMANS (concernant le traité instituant la C.E.C.A. et le statut modifié de la Sarre; les modifications apportées à des traités internationaux sans en référer aux parlements nationaux ; les discussions des problèmes fondamentaux de la C.E.C.A. lors de la prochaine réunion à Rome; les déclarations de M. Furler. Président de l'Assemblée de la C.E.C.A.; demande au ministre s'il a l'intention de soumettre au préalable au Parlement la révision du traité; parle de la procédure à suivre dans l'éventualité d'une révision de traités similaires - Euratom - Marché commun); pp. 1585

LAROCK, m.a.étr. (répond à M. LEEMANS et parle de la revision de l'article 68 de la Constitution) ;

1586

DÉHOUSSE (fait, en qualité de membre de la C.E.C.A., une mise au point technique concernant la demande de M. LEEMANS; parle de la révision de l'article 68 de la Constitution); p. 1586;

LEEMANS (concernant les modifications à apporter à des traités et le vote préalable des parlements ; la déclaration de M. DEHOUSSE dont il prend note; un article paru dans le Nieuwe Rotterdamse Courant du 29 juin dernier); p. 1586;

DE BLOCK (concernant la création d'une nouvelle assemblée commune pour l'ensemble de la C.E.C.A., l'Euratom et le Marché commun : l'expiration de la période transitoire de cinq ans fixée pour la C.E. C.A.; les déclarations de M. Furler); pp. 1586 et 1587;

Observations de MM. STRUYE et DEHOUSSE; p. 1587;

La discussion générale est close.

Affaires étrangères. - COMMUNAUTE EUROPEEN-NE DU CHARBON ET DE L'ACIER (suite).

Discussion de l'article unique (2 juillet 1957). Adopté sans observations; p. 1587.

Vote (4 juillet 1957).

Le baron de DORLODOT justifie son vote. L'ensemble du projet de loi est adopté par 141 voix contre 2 et 4 abstentions; p. 1665. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

COMMUNICATIONS.

AVIATION.

Projet de loi portant approbation de l'Accord, entre la Belgique et l'Autriche relatif aux transports aériens et de l'annexe, signé à Vienne, le 7 janvier 1955, ainsi que de l'Accord de modification, conclu par échange de lettres, datées à Bruxelles, le 29 décembre 1955.

Doc. - Nº 289. Rapport de M. De Winter. Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (4 juin 1957). Adopté sans observations; p. 1436.

Vote (6 juin 1957).

Le baron de DORLODOT justifie son vote; p. 1486. L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 8 abstentions; pp. 1487, 1488.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

CHEMINS DE FER.

Eurofima.

Projet de loi portant approbation de la Convention relative à la constitution d' « Eurofima », société européenne pour le financement de matériel ferroviaire, du Protocole de signature et du Protocole additionnel à cette convention, signés à Berne, le 20 octobre 1955.

Doc. - Nº 383. Exposé des motifs et projet de loi.

CONSEIL DE L'EUROPE.

Ann. - Transmission des résolutions 123, 125 et 126 relatives à la rationalisation des activités parlementaires européennes, à l'Euratom et à la Communauté européenne, adoptées par cette Assemblée au cours de la première partie de sa neuvième session ordinaire;

Renvoi à la Commission des Affaires étrangères; p. 1327 (21 mai 1957).

FINANCES.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE.

Projet de loi portant approbation de l'accord fixant les statuts de la Société Financière Internationale. Doc. - Nº 37. Rapport de M. Machtens.

Ann.

Discussion générale (6 décembre 1956). Discours de MM. MACHTENS, rapp. (concernant la disposition du projet accordant des privilèges fiscaux aux fonctionnaires de l'institution faisant l'objet de l'accord en question et l'opposition en commission); p. 178;

PARMENTIER (concernant l'exemption fiscale des fonctionnaires internationaux; justifie son abstention

au vote); p. 179;

Affaires étrangères. - FINANCES.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE (suite).

STRUYE (approuve les considérations émises par les orateurs précédents concernant l'exonération fiscale des fonctionnaires internationaux et souhaite que les membres du Sénat marquent, par leur abstention, leur protestation contre la généralisation du système); p. 179; LEYNEN (se rallie aux déclarations faites précédem-

ment concernant l'exonération fiscale des fonction-

naires internationaux); p. 179;

CROMMEN (explique la raison de son vote positif du projet lors de la discussion en commission);

LIEBAERT, m.f. (dit que le gouvernement partage entièrement le point de vue des orateurs précédents, mais engage cependant le Sénat à voter le projet);

ROLIN (concernant le double objet du projet ; la possibilité d'établir un impôt moyen et les protestations des fonctionnaires internationaux ; demande de voter

le projet); p. 179;
MACHTENS, rapp. (est d'un avis opposé à celui de M. ROLIN concernant le vote du projet discuté; estime que la création de la nouvelle société n'est pas nécessaire; s'abstiendra au vote); pp. 179 à 180:

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (6 décembre 1956). Adopté sans observations ; p. 180.

Vote (11 décembre 1956).

M. DEHOUSSE justifie le vote du groupe socialiste ;

p. 192. L'ensemble du projet de loi est adopté par 49 voix contre 3 et 98 abstentions; p. 192.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

FORCES ARMEES.

UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE.

Proposition de résolution relative aux recommandations adoptées par l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale au cours de sa deuxième session ordinaire les 12 et 13 octobre 1956.

Doc. — N° 20. Proposition de résolution + annexe de MM. Van Remoortel, Struye et de la Vallée

Nº 171. Rapport de M. Moreau de Melen + Avis de la Commission de la Défense nationale.

Prise en considération (22 novembre 1956).

Ann. - Observations de MM. VAN REMOORTEL, DEHOUSSE, le PRESIDENT et DOUTRE-PONT relatives à l'instauration d'un débat sur les rapports de notre Parlement avec les diverses organisations internationales et spécialement avec les organisations européennes ayant un caractère parlementaire:

La proposition de résolution est prise en considération et renvoyée à la Commission des Affaires étrangères; p. 59 (22 novembre 1956).

Discussion générale (3 avril 1957.)

Discours de M. VAN REMOORTEL (concernant la portée des recommandations de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale ; le but de la proposition de résolution; le maintien des forces armées traditionnelles en Europe); p. 1213.

La discussion générale est close.

Affaires étrangères. - FORCES ARMEES.

UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE (suite).

Vote (4 avril 1957).

La proposition de résolution est adoptée par 139 voix contre 2 et 7 abstentions; p. 1239.

La proposition sera transmise au Ministère des Affaires étrangères.

Ann. - Transmission de la recommandation nº 5 sur l'état de la défense de l'Europe, la recommandation nº 6 sur les activités de l'Union de l'Europe occidentale dans le domaine de la défense, la recommandation nº 7 sur les relations entre l'Union de l'Europe occidentale et l'Euratom, adoptées par l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale au cours de la seconde partie de sa deuxième session ordinaire; renvoi à la Commission des Affaires étrangères; p. 6 (13 novembre 1956).

Transmission de cinq recommandations adoptées par cette Assemblée au cours de la première partie de sa troisième session; renvoi à la Commission des Affaires étrangères; p. 1327 (21 mai 1957).

FRONTIERES.

Projet de loi portant approbation du compromis soumettant à la Cour internationale de Justice le différend existant entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas, concernant la souveraineté sur certaines parcelles, situées à la frontière belgo-néer-landaise, signé à La Haye, le 7 mars 1957.

Doc. - Nº 303. Rapport de M. Dekeyzer.

Ann. - Dépôt du rapport ; demande d'urgence ; p. 1473 (6 juin 1957).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (6 juin 1957). Art. 1 et 2.

Adoptés sans observations; pp. 1475, 1476.

Vote (6 juin 1957).

Le baron de DORLODOT justifie son vote; p. 1486. L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 8 abstentions; pp. 1487, 1488

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

HONGRIE ET MOYEN-ORIENT.

Ann. - M. le PRESIDENT donne lecture d'une proposition de résolution relative aux récents événements internationaux, adoptés à l'unanimité par la Commission des Affaires étrangères; p. 9 (13 novembre 1956).

Ann. - MM. STRUYE, ROLIN et COULONVAUX ont déposé un projet de résolution relatif à l'ingérence de l'U.R.S.S. dans les affaires intérieures de Hongrie et au conflit du Proche-Orient ; p. 10 ;

M. NOEL proteste contre une procédure inhabituelle, consistant à soumettre à la discussion et au vote de l'assemblée une motion qui n'a même pas été distribuée, demande que la discussion et le vote soient remis à une prochaîne séance; p. 12;

La demande d'ajournement n'est pas adoptée ;

Le projet de résolution de MM. STRUYE, ROLIN et COULONVAUX est adopté à l'unanimité moins 2 voix; p. 12 (13 novembre 1956).

Affaires étrangères (suite).

IMPOTS.

DROITS DE SUCCESSION.

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et la Suède, tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les successions et du protocole, signés à Stockholm, le 18 janvier 1956.

Doc. - Nº 30. Exposé des motifs et projet de loi. Nº 381. Rapport de M. De Winter.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (4 juillet 1957). Adopté sans observations; p. 1664.

Vote (4 juillet 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 90 voix et 2 abstentions; p. 1669.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Projet de loi portant approbation de la Convention entre la Belgique et la Suède, en vue d'étendre au Congo Belge et au Territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi, la convention du 1^{er} avril 1953, entre la Belgique et la Suède, tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les revenus et sur la fortune, signée à Stockholm, le 12 décembre 1955.

Doc. — Nº 380. Rapport de M. De Winter. Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (4 juillet 1957). Adopté sans observations; p. 1664.

Vote (4 juillet 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 90 voix et 2 abstentions; p. 1669.

Le projet de loi sera soumts à la sanction royale.

PECHE.

Projet de loi portant approbation de l'Accord signé à La Haye le 3 juin 1955, concernant la Convention internationale pour régler la police de la pêche dans la mer du Nord, signée à La Haye, le 6 mai 1882. Doc. — Nº 288. Rapport de M. De Winter.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (4 juin 1957). Adopté sans observations; p. 1436.

Vote (6 juin 1957).

Le baron de DORLODOT justifie son vote; p. 1486. L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 8 abstentions; pp. 1487, 1488.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

QUATRIEME ASSEMBLEE EUROPEENNE.

Proposition de Résolution relative à la création d'une quatrième Assemblée européenne.

Doc. - Nº 104. Proposition de résolution de MM. Struye, Dehousse et Coulonvaux. Nº 108. Rapport de M. de la Vallée Poussin.

Prise en considération (30 janvier 1957). Discours du baron de DORLODOT (est d'avis que le Sénat n'a pas à émettre de vœu à l'adresse du gouvernement); p. 432;

Affaires étrangères. - QUATRIEME ASSEMBLEE EUROPEENNE (suite).

M. STRUYE (estime qu'il est indispensable qu'un contact puisse s'établir dans certaines circonstances entre le Sénat et les assemblées européennes où il délègue des représentants, de façon à établir un minimum de collaboration entre eux); p. 432;

DEHOUSSE (se déclare d'accord avec M. STRUYE) : p. 432 ;

M. le PRESIDENT (tout en étant d'avis qu'il n'est pas d'usage que le Sénat émette des vœux, estime qu'il est intéressant de manifester la tendance qui se fait jour sur les bancs du Sénat et que la motion est parfaitement recevable); p. 432;

La proposition de résolution est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères ; p. 433.

Vote (31 janvier 1957).

La proposition de résolution est adoptée ; p. 459.

SECURITE SOCIALE.

Projet de loi portant approbation de la Convention entre la Belgique et l'Éspagne sur la sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 28 novembre 1956.

Doc. - Nº 301. Exposé des motifs et projet de loi.

Nº 328. Rapport de M. Dekeyzer.

Ann. -

Discussion générale (2 juillet 1957). Discours de MM. MOULIN (souhaite que dorénavant l'avis de la Commission du Travail et de la Prévoyance sociale soit demandé avant la discussion de ce genre de convention); pp. 1584 et 1585; Observations de M. le PRESIDENT; pp. 1584 et

1585:

LAROCK, m.a.étr. (répond à M. MOULIN; dit que le gouvernement souhaite voir sans retard ratifier la convention); p. 1565;

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (2 juillet 1957).

Adopté sans observations; p. 1585.

Vote (4 juillet 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 90 voix et 2 abstentions; p. 1669.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

TRAVAIL.

BUREAUX DE PLACEMENT.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale (nº 96) concernant les bureaux de placement payants, adoptés à Genève, le 1er juillet 1949, par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, au cours de sa trente-deuxième session.

Doc. — N° 31. Exposé des motifs et projet de loi.
 N° 285. Rapport de M. Dekeyzer.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (4 juin 1957).

Adopté sans observations; p. 1437.

Vote (6 juin 1957). Le baron de DORLODOT justifie son vote; p. 1486. L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 8 abstentions; pp. 1487, 1488.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Agents des pouvoirs publics. — V. Pensions/Vieillesse et décès prématuré.

Agriculture.

ARBRES.

Proposition de loi complétant l'article 35 de la loi du 7 octobre 1886, formant le Code rural.

Doc. — Nº 307. Proposition de loi de M. Uselding.

Doc. — N° 307. Proposition de loi de M. Uselding.
 Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 1622 (4 juillet 1957).

PIGEONS.

Projet de loi relatif aux pigeons.

Doc. — Nº 196. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — Renvoi aux commissions réunies de l'agriculture et de la justice; p. 1339 (21 mai 1957).

PRETS AGRICOLES.

INSTITUT NATIONAL DE CREDIT AGRICOLE.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création d'un Institut national de crédit agricole.

Doc. - Nº 365. Exposé des motifs et projet de loi.

Agriculture. — V. aussi Affaires étrangères. — V. aussi Interpellations/Mullie.

Aide de l'Etat. — V. Commerce et Industrie/Entreprises industrielles et artisanales.

Ajournement. - V. Chambres législatives/Sénat.

Alcool.

Projet de loi modifiant la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool.

Doc. Nº 314. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Allemagne. - V. Affaires étrangères/Armes.

Anciens combattants. - V. Guerre.

Appareils récepteurs de radiodiffusion. — V. Communications/Radiodiffusion — Redevances.

Arbres. - V. Agriculture.

Armée.

CONTINGENT.

Projet de loi fixant pour l'année 1957 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne et modifiant les lois de cadres en officiers des trois forces.

Doc. - Nº 56. Rapport de M. Flamme.

Ann. -

Discussion générale (20 décembre 1956).

Discours de M. FLAMME, rapp. (motive la diminution du contingent pour 1957); p. 283.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (20 décembre 1956).

Art. 1 à 4.

Adoptés sans observations; pp. 283 à 284. Vote (20 décembre 1956).

Le baron de DORLODOT justifie son vote. L'ensemble du projet de loi est adopté par 83 voix contre 51 et 8 abstentions; p. 287.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Armée (suite).

LANGUES.

Ann. — Transmission d'un rapport sur l'usage des langues à l'armée pour ce qui concerne l'année 1956; p. 1229 (4 avril 1957);

MILICE.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

Doc. — Nº 161. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 322. Rapport de M. Lacroix.

N° 329. Amendement proposé par M. Van Buggenhout.

Nº 344. Amendement présenté par le Gouvernement.

 N° 348. Amendement proposé par M. Sledsens.

Ann. -

Discussion générale (25 juin 1957).

A cette discussion générale est jointe celle du projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

Discours de MM. LACROIX, rapp. (concernant le triple but du projet : 1° les devoirs des jeunes gens astreints aux obligations de milice, la simplification de certaines règles administratives régissant l'octroi de sursis, de dispenses, de congés exceptionnels et d'exemptions; 2° la création d'un contingent spécial; 3° le volontariat féminin (article 45 du projet); les controverses suscitées lors de la discussion du projet en commission); pp. 1511 à 1512;

baron de DORLODOT (concernant ses interventions relatives à la Défense nationale; sa proposition de loi sur la réorganisation de l'armée, déposée en 1946 et écartée sans discussion par le Sénat unanime; rappelle les faits depuis 1946; parle du libellé de la proposition de loi déposée le 3 mai 1956 par les représentants du P.S.C.; cite des extraits de presse et du C.R.A.); pp.º 1512 à 1513;

Observations de MM. ROLIN, comte d'ASPRE-MONT LYNDEN, HARMEGNIES; pp. 1512 à 1513:

YERNAUX (concernant le contingent spécial, le principe et les considérations particulières; la thèse et les statistiques de M. Verboven, membre de la Chambre des Représentants; le volontariat féminin); pp. 1513 à 1514;

BAERT (concernant l'attitude du P.S.C. au sujet de la réduction du service militaire et les questions militaires; la création et la composition d'une Commission nationale; la constitution, l'activité et la dissolution de la Commission militaire mixte; l'attitude de M. JORIS, vice-Président de cette Commission; les communiqués et extraits de presse de MM. BUSET, DEVEZE, LAROCK, m.a.étr., VAN EYNDE et du parti social-chrétien); les informations fournies sur la réduction de la durée du service militaire; le recrutement de militaires de carrière; le coût de la mesure prise); pp. 1515 à 1517;

Observations de MM. SPINOY, m.d.n., DE BOODT; p. 1516;

SLEDSENS (concernant l'aspect anti-familial des adaptations techniques prévues par le projet; l'adaptation du plafond des revenus; la réglementation de l'exemption de service à la garde territoriale; ses amendements; les sursis accordés aux étudiants; la situation dans les familles nombreuses); pp. 1517 à 1518:

Observations de M. VERMEYLEN, m.i., p. 1517;

Armée. - MILICE (suite).

- VAN BUGGENHOUT (concernant l'amendement à l'article 30 introduit par le P.S.C.; les obligations internationales de la Belgique; la réduction du service militaire à douze mois et les conséquences économiques; l'armement moderne; l'amendement du gouvernement au sujet du volontariat féminin; le statut du personnel civil du Ministère de la Défense nationale; la situation du personnel féminin occupé dans les services auxiliaires de l'armée); pp. 1518 à 1520:
- Observations de MM. VANDER BRUGGEN, VAN REMOORTEL, HARMEGNIES; pp. 1518 à 1520:
- HARMEGNIES (concernant l'amendement de M. VAN BUGGENHOUT; la faculté de sursis pour les étudiants des écoles industrielles supérieures; l'aspect social de la question); p. 1520;
- Observations de M. RONSE; p. 1520;
- BUSIEAU (concernant la faculté de sursis pour les étudiants des écoles industrielles supérieures; l'aspect social, économique et militaire de la question; situe l'école industrielle supérieure dans l'ensemble de notre enseignement); pp. 1520 à 1521;
- VAN GERVEN (concernant l'aspect familial et social du volontariat féminin et du service à la garde territoriale antiaérienne; ses amendements); pp. 1521 à 1522;
- Observation de M. SPINOY, m.d.n.; p. 1522.
 - Reprise de la discussion générale (26 juin 1957).
- Discours du baron NOTHOMB (concernant la durée du service militaire; le réarmement de l'Allemagne; la Commission militaire mixte; la reconversion militaire; les armées de l'OTAN; l'organisation des forces de l'intérieur; les événements en Hongrie; la défense du territoire; l'amendement de M. VAN BUGGENHOUT); pp. 1526 à 1528;
- Observations de MM. FLAMME, SPINOY, m.d.n., Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE; pp. 1527 à 1528;
- COULONVAUX (concernant le service militaire; l'argument du P.S.C. que la réduction du temps de service est une manœuvre électorale; des faits historiques; les charges militaires; les déclarations de MM. Théo LEFEVRE et BUSET; la Commission militaire mixte; la réorganisation de l'armée; les reproches adressés au gouvernement); pp. 1528 à
- Observations de MM. DECOENE, baron NO-THOMB, DELOR, PHOLIEN, LEYNEN, DE BOODT, LEMAL, YERNAUX; pp. 1529 à 1530;
- Comte d'ASPREMONT LYNDEN (expose pourquoi le P.S.C. combat le service de 15 mois et veut le ramener à 12 mois ; donne un aperçu historique de la question ; refute l'argumentation que le P.S.C. fait de la démagogie ; parle de son interpellation (1955), la constitution de la Commission militaire mixte ; les communiqués et déclarations du Ministre de la Défense nationale et de MM. Théo LEFE-VRE et BUSET ; le projet de M. LEFEVRE sur la réorganisation de l'armée) ; pp. 1530 à 1532 ;
- Observations de MM. YERNAUX, FLAMME, HOUGARDY, MOUREAUX, SPINOY, m.d.n., HARMEGNIES, DOUTREPONT; pp. 1530 à 1532:

Armée. - MILICE (suite).

- Mme CISELET (concernant l'article 45 du projet et l'amendement gouvernemental se rapportant au volontariat féminin; les avantages de l'instauration du volontariat féminin; la situation des femmes actuellement occupées par le Ministère de la Défense nationale; les conditions mises à la militarisation des femmes volontaires. réfute les arguments invoqués pour empêcher l'enrôlement des femmes à l'armée); pp. 1532 à 1534;
- Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE (concernant le volontariat féminin; l'amendement du gouvernement; les revendications des femmes; le projet du gouvernement sur les objecteurs de conscience); pp. 1534 à 1535;
- SPINOY, m.d.n. (concernant la politique militaire du P.S.C.; les interpellations de MM. van ZEELAND (1954) et d'ASPREMONT LYNDEN (1955); la réunion de la commission militaire mixte du 21 mai et l'attitude de M. Théo LEFEVRE; la diminution du temps de service; la réorganisation de l'armée et l'exemple d'autres pays; la Belgique dans le cadre de l'OTAN; la structure des armées belge et allemande; l'aviation; la répartition des militaires de carrière; l'importance des forces d'intervention; répond à la question des 15 mois de service; parle des amendements de MM. SLEDSENS et VAN BUGGENHOUT; répond aux observations); pp. 1535 à 1539;
- Observations de MM. DE BOODT, BAERT, VAN BUGGENHOUT, R. HOUBEN, VAN GER-VEN, SLEDSENS, CROMMEN; pp. 1535 à 1539;
- HARMEGNIES (formule une observation concernant la lecture du rapport de M. LACROIX sur le projet de loi relatif aux officiers de réserve); p. 1540;
- Observations de M. le PRESIDENT; p. 1540;
- SLEDSENS (exprime le désir de recevoir le texte néerlandais du rapport de M. LACROIX); p. 1540;
- Observations de MM. le PRESIDENT, DE BOODT; p. 1540;
- RONSE (propose de terminer le débat et de discuter les articles le lendemain); p. 1540;
- Observations de MM. HARMEGNIES, VERMEY-LEN, m.i., RONSE, SLEDSENS et le PRESI-DENT; p. 1540;
- PARMENTIER (concernant l'opinion des états-majors du SHAPE sur le temps de service militaire en Belgique [délégation parlementaire de l'OTAN invitée aux Etats-Unis]; demande à M. VAN BUGGENHOUT de renoncer à sa proposition); p. 1541;
- VAN REMOORTEL (concernant les travaux de la Commission militaire mixte, la collaboration de M. Théo LEFEVRE; l'incident qui a eu lieu en commission; la réduction du temps de service à 15 mois); p. 1541;
- Observations de M. DE BOODT; p. 1541;
- DE BOODT (répond à M. VAN REMOORTEL; parle de la politisation de la question militaire; la consultation des dirigeants de l'opposition sur les problèmes importants); pp. 1541 à 1542;
- Observations de M. SPINOY, m.d.n.; p. 1542;
- LACROIX, rapp. (répond à M. SLEDSENS au sujet de sa remarque sur le respect de la langue néerlandaise); p. 1542.

Armée. - MILICE (suite).

Reprise de la discussion générale (27 juin 1957). Discours de MM. VERMEYLEN, m.i. (répond aux

orateurs); p. 1544;

Observations de M. SLEDSENS; p. 1545;

baron de DORLODOT (signale au Ministre de l'Intérieur une injustice en lui demandant de la redresser); p. 1546;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (27 juin 1957).

Art. 1 à 10.

Adoptés sans observations; pp. 1546 à 1549.

Intervention de MM. SLEDSENS et VERMEY-LEN, m.i.;

Observations du baron de DORLODOT: L'article est adopté; pp. 1549, 1550.

Art. 12 à 28.

Adoptés sans observations; pp. 1550 à 1552.

Art. 29.

M. SLEDSENS retire son amendement; L'article est adopté; p. 1552.

Art. 30.

Intervention de MM. VAN BUGGENHOUT, VER-MEYLEN, m.i., PARMENTIER, HARME-GNIES:

Observations de MM. VAN BUGGENHOUT, VERMEYLEN, m.i., SPINOY, m.d.n., VERGEY-LEN, HARMEGNIES, SLEDSENS, pp. 1553,

L'amendement de M. VAN BUGGENHOUT est rejeté; p. 1554;

L'article est adopté; p. 1555.

Art. 31 à 38.

Adoptés sans observations ; pp. 1555 à 1556.

Art. 39.

Intervention de MM. SLEDSENS et VERMEY-LEN, m.i.; pp. 1556 à 1557;

L'article est adopté ; p. 1557.

Art. 40 à 44.

Adoptés sans observations; p. 1557.

Art. 44bis.

L'amendement du gouvernement tendant à insérer un

article 44bis est adopté; p. 1558; Intervention de M. RONSE; p. 1558; M. VAN BUGGENHOUT fait des observations au sujet de la régularité du vote

Observations de MM. le PRESIDENT et DOUTRE-

L'article 44bis devient l'article 45 du projet ; p. 1559.

Art. 46 à 57.

Adoptés sans observations; pp. 1559 à 1561.

Vote (27 juin 1957).

M. RONSE justifie le vote de son groupe ; p. 1561. L'ensemble du projet de loi est adopté par 78 voix contre 59 et 14 abstentions; p. 1561. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

Doc. - Nº 351. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 354. Rapport de M. Lacroix.

Armée. - MILICE (suite).

Ann. - La discussion générale est jointe à celle du projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service (doc. nº 161).

Discussion des articles (27 juin 1957).

Art. 1 et 2.

Adoptés sans observations; p. 1561.

Vote (27 juin 1957).

M. RONSE justifie le vote de son groupe ; p. 1561. L'ensemble du projet de loi est adopté par 78 voix contre 59 et 14 abstentions; pp. 1561, 1562. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

OBJECTEURS DE CONSCIENCE.

Projet de loi portant le statut des objecteurs de conscience.

Doc. - Nº 379. Exposé des motifs et projet de loi.

OFFICIERS.

Proposition de loi complétant la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément, modifiée par les lois des 19 mars 1954 et 3 juillet 1956.

Doc. - Nº 82. Proposition de loi de M. Moreau de

Ann. - Prise en considération. - Renvoi en commission; p. 310 (16 janvier 1957).

Projet de loi modifiant les lois du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers et du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la Force navale.

Doc. - Nº 223. Rapport de M. Flamme. Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion des articles (9 avril 1957).

Art. 1 à 3.

Adoptés sans observations; p. 1262.

Vote (10 avril 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 143 voix et 4 abstentions; pp. 1311, 1312.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi relatif au statut des officiers de carrière et de réserve.

Doc. - Nº 341. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Projet de loi modifiant la loi du 16 juin 1937 relative au cadres en officiers de l'armée sur pied de paix, non compris la gendarmerie.

Doc. - Nº 353. Rapport de M. Flamme.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion des articles (27 juin 1957).

Art. 1 à 3.

Adoptés sans observations; p. 1562.

Vote (27 juin 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 135 voix contre 4 et 5 abstentions; pp. 1562, 1563. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Armée. - OFFICIERS (suite).

FORCE NAVALE.

Projet de loi modifiant la loi du 18 décembre 1951 fixant le cadre des officiers en activité de la force navale en temps de paix.

Doc. - Nº 251. Exposé des motifs et projet de loi. Nº 268. Rapport de M. Machtens.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion des articles (4 juin 1957).

Art. 1 à 3.

Adoptés sans observations; p. 1428.

Vote (6 juin 1957). Le baron de DORLODOT justifie son vote; p. 1486. L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 8 abstentions; pp. 1487, 1488.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

OUVRIERS CIVILS.

Projet de loi relatif aux ouvriers civils du Ministère de

la Défense nationale.

Doc. — N° 222. Rapport de M. Flamme.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (9 avril 1957).

Art. 1 à 4.

Adoptés sans observations; p. 1261.

Vote (10 avril 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 94 voix et 46 abstentions; p. 1298.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

PROCEDURE PENALE MILITAIRE.

Projet de loi modifiant la loi du 27 mai 1870, contenant le Code pénal militaire et la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre le du Code de procédure pénale militaire.

Doc. - Nº 54. Exposé des motifs et projet de loi. Nº 326. Rapport de Mme Ciselet.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion des articles (4 juillet 1957).

Art. 1 à 5.

Adoptés sans observations; p. 1656.

Vote (4 juillet 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 90 voix et 2 abstentions; p. 1669.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Armes. - V. Affaires étrangères.

Art de guérir.

CUMUL MEDICO-PHARMACEUTIQUE.

Projet de loi relatif au cumul médico-pharmaceutique. Doc. - Nº 342. Projet transmis par la Chambre des Représentants. Nº 392. Rapport de M. Moulin.

Arts, sciences et lettres.

CONSERVATION DES MONUMENTS ET SITES.

Proposition de loi instituant un régime de protection limitée pour certains sites urbains et ruraux.

Doc. - Nº 90. Proposition de loi de M. de la Vallée Poussin.

Ann. - Prise en considération. - Renvoi en commission; p. 922 (12 mars 1957).

Arts, sciences et lettres (suite).

DROITS D'AUTEUR.

Projet de loi modifiant la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur.

Doc. - Nº 296. Exposé des motifs et projet de loi.

Artisanat. - V. Commerce et Industrie.

Arts. sciences et lettres. - V. aussi Affraires étrangères.

Assistance publique. - V. Fonds communal d'assistance publique.

Associations de communes. - V. Impôts/Impôts directs. - V. aussi Immunisation fiscale.

Assurances. - V. Affaires étrangères.

Athénée royal de Hasselt. - V. Interpellations/Leynen.

Autriche. - V. Affaires étrangères/Communications -Aviation. - V. aussi Président.

Aviation. - V. Affaires étrangères/Communication. -V. aussi Communications.

R

Bail à ferme. - V. Droit civil.

Banqueroutes. - V. Droit civil/Privilèges et hypothèques.

Banques. - V. Commerce et Industrie.

Bâtiments industriels et artisanaux. - V. Commerce et Industrie/Entreprises industrielles et artisanales -Aide de l'Etat.

Bénéfices de guerre. - V. Impôts/Impôts directs - Impôts extraordinaires.

Benelux. - V. Affaires étrangères.

Biens ruraux. - V. Droit civil/Bail à ferme - Droit de préemption.

Blé. - V. Affaires étrangères/Agriculture et horticulture. V. aussi Interpellations/Mullie.

Bouteilles. - V. Commerce et Industrie/Réglementation du commerce.

Boxe. - V. Droit pénal/Combats de boxe.

Brevets. - V. Commerce et Industrie/Brevets et marques de fabrique ou de commerce.

Budget de l'Agriculture. - V. aussi Motions d'ordre/ Doutrepont.

Budget des Affaires économiques. - V. aussi Commerce et Industrie - Gaz.

Budget des Voies et Moyens. - V. aussi Interpellations/ Duvieusart.

Budgets. - Exercice 1957.

AFFAIRES ECONOMIQUES.

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1957.

Doc. - Nº 5-XIV. Projet du gouvernement + annexes.

 N° 12. Amendements présentés par le gouvernement. N° 62. Rapport de M. Louis Desmet.

Nº 65. Amendements présentés par le Gouvernement.

Nº 95. Amendements présentés par le Gouvernement. Nº 96. Amendement proposé par le baron Zurstrassen.

Nº 97. Amendement présenté par le Gouvernement.

Ann. -

Discussion générale (15 janvier 1957).

Discours de MM. REY, m.a.éc. (concernant l'activité de la Commission parlementaire des Affaires économiques; l'année 1956 dans son ensemble; les impressions de son administration de l'industrie en ce qui concerne les conséquences des restrictions pétrolières actuelles; les événements internationaux et le plafonnement de la haute conjoncture ; l'avis donné par la Banque Nationale; l'opinion dans le secteur privé sur l'évolution prochaine de la situation; les prévisions économiques des services de la C.E.C.A. et celles de l'étranger ; le caractère concordant des avis réunis; les perspectives pour 1957; le problème des prix, le prélèvement conjoncturel : son aspect économique et sa raison d'être ; les idées qui sont à la base de sa politique en matière de prélèvements et les autres formules proposées ; la date du contrat entre les organisations patronales et syndicales et la pensée des dirigeants responsables des secteurs industriels ; le premier contact du gouvernement avec les organisations syndicales et patronales au sujet du problème des prix et salaires; la politique à suivre dans le domaine du prélèvement : diverses solutions et observations ; la destination du produit du prélèvement, les objectifs économiques donnes au prélèvement conjoncturel; le problème de l'énergie; le secteur charbon; Marcinelle; les concessions des réserves minières de la Campine; le problème du charbon domestique; la grève dans les mines ; la baisse progressive des tarifs d'électricité; la Commission nationale de l'énergie nucléaire et le concours du secteur privé ; le centre de Mol; le pétrole, le fuel oil industriel et le mazout pour chauffage; le problème des carburants en Belgique et à l'étranger et les mesures priscs dans le pays ; les investissements ; la politique d'économie régionale; les problèmes industriels; notre effort en matière de productivité; la recherche scientifique et les crédits pour l'I.R.S.I.A.; les différents systèmes de la distribution ; rend hommage « à la Belgique qui travaille »; parle de l'événement économique de 1957 : le marché commun et l'Euratom ; les différents projets de loi à l'étude); pp. 297 à 305;

LEEMANS (concernant la politique du Ministre des Affaires économiques ; l'évolution du budget de 1956 et le chiffre définitif; les crédits supplémentaires pour l'énergie atomique et rour l'exposition ; le climat économique au moment du dépôt de ce budget et les variations du baromètre économique ; les fruits de la haute conjoncture ; la politique de dépenses et les difficultés de trésorerie; la détaxation; les investissements et les prélèvements ou surtaxations ; la disproportion entre le prélèvement et son incidence économique; la hausse des prix; l'index et le réel coût de la vie; les manipulations de la taxe de transmission et son influence sur les prix; la crise du canal de Suez ; le problème du charbon ; les éclaircissements sur la catastrophe de Marcinelle;

Budgets. - Exercice 1957. - AFFAIRES ECONOMI-QUES (suite).

la politique de l'énergie ; le centre de Mol, les subsides en faveur de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture ; l'activité de l'I.R.S.I.A. ; les réalisations dans le domaine de la productivité; la standardisation de la comptabilité industrielle; la répartition des avantages issus de la haute conjoncture); pp. 305 à 308.

Reprise de la discussion générale (16 janvier 1956).

Discours de MM. VANDERMEULEN (concernant les inondations à Verviers et l'aide de l'Etat); pp. 310, 311;

DE WINTER (concernant la politique des prix dans le domaine des produits pétroliers; l'approvisionnement ; la majoration des prix des produits pétroliers justifiés par l'application du principe de la valeur de remplacement et par l'adjonction du supplément de crise au prix initial; la politique des prix dans d'autres pays et la comparaison avec celle de la Belgique; le principe de la fixation des prix en ce qui concerne les distributeurs ; les producteurs et les consommateurs); pp. 311, 312;

WARNANT (félicite le rapporteur et rend hommage au ministre ; parle des problèmes de la haute conjoncture, les faits qui se sont passés depuis 1951, la pratique des conférences économiques et sociales; examine certains aspects de la menace inflatoire en liaison avec la politique économique et financière du gouvernement, les trois facteurs d'influences qui ont agi sur les prix, la comparaison des indices du volume monétaire et du volume de la production industrielle dans divers pays, l'accélération de la hausse des prix et des salaires et ses causes, la réduction du temps de travail à 45 heures, l'influence des événements internationau- sur l'économie, le problème des investissements dans le secteur industriel et dans celui de la distribution, le plafonnement de la haute conjoncture, la recherche scientifique, la formation des ingénieurs, la réforme de l'enseignement supérieur, les subventions pour l'I.R.S.I.A., le problème du charbon, l'exploitation des réserves de la Campine); pp. 312 à 316;

Observations de MM. HARMEGNIES et MOU-LIN: p. 315:

SEGERS (concernant la situation économique favorable du pays et les moyens pour maintenir cette prospérité; n'est pas d'accord avec le gouvernement au sujet des points suivants : le secteur de l'énergie, l'agriculture dans la période de haute conjoncture, les investissements, le développement des régions arriérées, les réformes structurelles; critique la gestion économique du ministre chargée de fautes de politique financière et d'hésitations sur le plan social; parle de la semaine de 45 heures, du blocage des prix, des salaires, les prélèvements, la grève dans les mines de Marcinelle, les grèves politiques, les allocations familiales; conseille au ministre de revoir sa politique; parle de la revendication du mouvement syndical chrétien); pp. 316 à 319;

Observations de MM. WARNANT, SMETS, DETHIER, DOUTREPONT, VAN BUGGEN-HOUT; pp. 317 à 318;

ROELANTS (concernant les concessions sollicitées pour la Campine en 1953, en vue de la prospection et de l'éventuelle exploitation de produits pétroliers ; les efforts des pays voisins en ce domaine); pp. 318 à 319;

Budgets. - Exercice 1957. - AFFAIRES ECONOMI-QUES (suite).

HOUGARDY (concernant le ravitaillement et la distribution des produits du pétrole; le ravitaillement des consommateurs belges en combustibles liquides; le transport du pétrole; le port pétrolier d'Anvers, l'aménagement du port de Zeebrugge ; l'augmentation des prix, la situation des importateurs indépendants : la création éventuelle au département d'une Commission permanente de l'énergie ; le projet de loi sur les abus de la puissance économique ; les tarifs de l'électricité, la situation à l'étranger, les solutions au problème; les investissements; l'énergie et le problème des cadres ; la recherche scientifique; l'enseignement scientifique; la formation des universitaires spécialistes des questions nucléaires ; l'augmentation des crédits alloués à l'I.R.S.I.A.); pp. 319 à 321:

VAN BUGGENHOUT (concernant la politique du ministre; les revendications des mineurs en grève, Marcinelle, le déficit de la caisse de pensions des mineurs, la question des mines en général ; rappelle au ministre ses questions posées en commission : les importations de charbon américain, l'indemnisation des victimes de Marcinelle, la majoration des pensions, la C.E.C.A. et les charges sociales et les salaires, le pouvoir d'achat, la production, le problème pétrolier); pp. 321 à 323; Observations de M. REY, m.a.éc.; p. 322.

Reprise de la discussion générale (22 janvier 1957). Discours de MM, L. DESMET, rapp. (concernant la signification des budgets et les modifications y apportées; le principe des subventions économiques et scientifiques ; le secteur de la distribution ; le problème de la constitution des stocks et l'exemple de la Suisse; la notion « prix social »; la fixation des prix; les réserves de Campine; les réformes de structure dans l'industrie charbonnière; les nationalisations; le prélèvement et les conclusions éventuelles des protestations; la grève des mineurs; la concurrence; les initiatives nouvelles; le code de la route); pp. 342 à 345;

Observations de MM. ANCOT et VAN BUGGEN-HOUT; p. 345;

COUPLET (concernant les difficultés dans le secteur agricole ; la baisse de la rentabilité de l'agriculture ; la production des betteraves sucrières; l'industrie sucrière; la saccharine; la protection du blé); pp. 345 à 346;

Observations de MM. L. DESMET, WARNANT; p. 346;

BLOCK (concernant les recherches scientifiques; l'énergie nucléaire et le centre de Mol ; les difficultés dans la région du Rupel); pp. 346 à 347;

VAN IMPE (concernant les événements dans le Proche-Orient pendant les dernières années, l'affaire de Suez, l'insécurité de notre situation actuelle; les réserves de la Campine; la recherche de sources d'énergie dans notre pays; la question du pétrole, les sondages en Belgique; l'industrie du lin); pp. 347 à 348;

MEURICE (concernant la politique tracée en mai 1954 par le Ministre des Affaires économiques ; les difficultés surgies dans l'ensemble de la politique gouvernementale ; l'élévation des prix, la hausse de l'index et des salaires ; les mesures gouvernementales : blocage des prix et salaires, prélèvement conjoncturel; les investissements); pp. 348 à 349;

Observations de M. DE BLOCK; p. 348;

Budgets. - Exercice 1957. - AFFAIRES ECONOMI-QUES (suite).

REY, m.a.éc. (concernant la discussion des crédits supplémentaires par la Commission des Finances; la politique conjoncturelle; le problème des charbons domestiques ; la Commission chargée d'étudier la rationalisation de la meunerie industrielle; les subventions; la structure de notre économie; les problèmes de l'intégration européenne; l'appel de concorde lancé par M. SEGERS; répond aux ob-

servations essentielles); pp. 349 à 355; Observations de MM. DUVIEUSART, R. DE-SMEDT, BOUILLY; pp. 352 à 353;

DEKEYZER (concernant la politique économique menée par le département ; le prélèvement conjoncturel et son emploi; la crainte de la baisse de la conjoncture; les nationalisations; l'équipement et la modernisation du port d'Anvers; la distribution et la loi de cadenas); pp. 355 à 356;

DE BLOCK (concernant l'économie orientée ; la politique modérée d'économie dirigée; la recherche scientifique; l'électricité; les nationalisations à l'étranger ; l'énergie nucléaire ; les moyens pour combattre le chômage ; le planning en matière d'énergie ; félicite le Ministre REY) ; pp. 356 à 357 ;

REY, m.a.éc. (répondra par écrit à MM. DEKEYZER et DE BLOCK); p. 357.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (22 janvier 1957). Art. 1 à 24.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés avec les amendements du gouvernement ; p. 357.

Art. 25.

Intervention de MM. GODIN, REY, m.a.éc.; pp. 358, 359:

Observations de M. DUVIEUSART; p. 359; L'amendement du baron ∠URSTRASSEN est retiré; L'amendement du gouvernement est adopté ; L'article 25, amendé, est adopté ; p. 359

Art. 28 in fine.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 359.

Intervention de MM. WIARD, DUVIEUSART, REY, m.a.éc.; pp. 359 à 360; Observations de MM. REY, m.a.éc., DUVIEU-SART; pp. 359, 360.

Discussion des articles du projet (22 janvier 1957). Art. 1 à 7.

Adoptés sans observations; p. 360.

Vote (24 janvier 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 71 et 2 abstentions; p. 399.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

AFFAIRES ETRANGERES ET COMMERCE EXTERIEUR.

Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1957.

- Nº 5-IX. Projet du gouvernement + annexe. Nº 53. Amendements présentés par le gouvernement. Nº 115. Rapport de M. Motz (Crédits : Commerce

Nº 159. Raport de M. Dehousse (Crédits : Affaires étrangères).

Budgets. - Exercice 1957. - AFFAIRES ETRAN-GERES ET COMMERCE EXTERIEUR (suite).

Ann. Crédits Commerce extérieur.

Discussion générale (6 février 1957).

Discours de MM. LAROCK, m.c.ex. (parle des points suivants dans son exposé introductif : un rapide bilan; les perspectives; les conclusions pratiques; les relations Est-Ouest, l'aide aux pays neufs, l'Europe, l'effort à faire chez nous); pp. 511 à 517;

Observations de MM. STRUYE, VAN REMOORTEL, DUVIEUSART; pp. 513 à 515;

LEEMANS (concernant la libération du commerce international; nos relations avec les pays économiquement sous-développés; la place que nous occuperons sur le marché européen); p. 517 à 520;

Observations de MM. STRUYE, LEYNEN; pp. 518

LAROCK, m.c.ext. (répond à M. LEEMANS au sujet d'un traité en préparation); p. 521;

STRUYE (appuie le point de vue développé par M. LEEMANS au sujet de la négociation de traités internationaux; regrette le manque d'informations relatives à l'établissement du marché commun dont la discussion s'est déroulée à Val-Duchesse et des éléments essentiels des grandes questions encore en litige); pp. 521 à 522;

Observations de MM. LAROCK, m.a.ex. et DE-HOUSSE; p. 521.

Reprise de la discussion générale (7 février 1957). Discours de MM. VAN REMOORTEL (concernant les informations au sujet des négociations diplomatiques qui se déroulent à Val-Duchesse sur le marché commun ; le reproche que M. STRUYE adresse au gouvernement; l'examen des principes; l'article 68 de la Constitution, Benelux et la création du Conseil parlementaire consultatif; la question de savoir si les dispositions adoptées postulent une modification de certains articles de la Constitution); pp. 543 à 544;

DE GRAUW (concernant la politique du gouvernement en matière de commerce extérieur; les différents éléments de nos échanges commerciaux ; la participation de la grosse industrie belge à l'exposition internationale à Bogota, en Colombie ; le danger d'une politique d'expansion limitative et la collaboration des postes diplomatiques et consulaires aux efforts d'expansion; le commerce avec la Chine; le Fonds du commerce extérieur); pp. 544 à 545;

MEURICE (concernant l'alimentation du pays en matières premières; nos exportations, les prix de revient et leur compétition sur les marchés mondiaux lors d'un éventuel retournement de la conjoncture ; la nécessité de contenir les prix et leurs éléments constitutifs ; l'accroissement de la productivité et la politique d'investissement); pp. 545 à 547;

STRUYE (concernant la position de la Belgique en Ethiopie ; le cordon fiscal à la frontière du Grand-Duché de Luxembourg; les traités actuellement en discussion à Val-Duchesse : Euratom et Marché commun; l'absence d'informations; l'absence du Ministre du Commerce extérieur aux négociations, les principales questions en litige, la réglementation prévue dans le traité de ce qu'on appelle les abus de la puissance économique); pp. 547 à 548;

Observations de MM. LAROCK, m.c.ex., DE BLOCK, MEURICE, LEEMANS; pp. 547 à 548; GODIN (concernant la sauvegarde des intérêts belges

à l'étranger); pp. 548 à 549;

Budgets. - Exercice 1957. - AFFAIRES ETRAN-GERES ET COMMERCE EXTERIEUR

Crédits Commerce extérieur (suite).

Observations de M. LAROCK, m.c.ext.; p. 549; DEHOUSSE (concernant les problèmes constitutionnels que peuvent soulever les traités en préparation sur l'Euratom et le Marché commun ; la réglementation des abus de la puissance économique ; l'opportunité de mettre le Parlement au courant des négociations et l'absence du Ministre du Commerce extérieur aux négociations des traités); pp. 549 à 550; Observations de MM. STRUYE, LEEMANS; pp.

549 à 550;

ADAM (concernant le manque d'informations au sujet de l'élaboration du traité relatif au marché commun européen et demande réponse à six questions ayant trait à l'application du traité); pp. 550 à 551; Observations de MM. LAROCK, m.c.ext., STRUYE;

p. 550 ; DE BAECK (concernant le problème de nos relations commerciales avec la Pologne et l'indemnisation des biens nationalisés en Pologne; le manque d'informations au sujet des traités internationaux actuellement en préparation ; les abus de la puissance économique); pp. 551 à 552; DUVIEUSART (concernant la différence entre les

prix des engrais aux Pays-Bas et en Belgique; sa question, parlementaire à ce sujet et la réponse du Ministre) p. 552;

PAIRON Concernant notre accord commercial avec l'Indonésie pour l'exportation de fil de coton ; l'aide aux industriels pour la prospection des marchés extérieurs et la concurrence possible avec les autres pays ; l'augmentation du crédit destiné au Fonds du Commerce extérieur ; rend hommage à nos attachés commerciaux à l'étranger); p. 552;

LAROCK, m.c.ex. (concernant la distinction entre le commerce mondial et le commerce européen ; l'em-

bargo chinois); pp. 502 a 554; Observations de MM. STRUYE et DECOENE; pp. 553, 554.

Reprise de la discussion générale (7 février 1957). Discours de MM. LAROCK, m.c.ex. (concernant deux questions de caractère plus général : le marché commun et le niveau de nos prix; répond aux observations des orateurs); pp. 557 à 559;
Observations de MM. VAN BUGGENHOUT, DEHOUSSE, STRUYE, ORBAN; pp. 557, 558;
DE BLOCK (demande à M. MEURICE de renoncer

à la parole); p. 559;

STRUYE (répond au ministre au sujet du marché commun et lui demande d'assister à la réunion de la Commission du Commerce extérieur); p. 560;

LEEMANS (demande également la présence du ministre à la réunion de la Commission du Commerce extérieur) ; p. 560 ; Observations de M. le PRESIDENT ; p. 560 ;

LAROCK, m.e.ex. (demande d'attendre le retour de M. SPAAK, m.aff.étr., pour obtenir des renseignements complémentaires au sujet du marché commun); p. 560

MEURICE (parle encore de la compétition de nos prix sur le marché mondial en cas d'un éventuel retournement de la conjoncture et la réponse du ministre à ce sujet); p. 560;

LAROCK. m.c.ex. (répond à M. MEURICE); p. 560;

La discussion générale est close

Discussion des articles du tableau (7 février 1957). Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 561.

Budgets. - Exercice 1957. - AFFAIRES ETRAN-GERES ET COMMERCE EXTERIEUR (suite).

Ann. - Crédits Affaires étrangères.

Discussion générale (2 avril 1957).

Discours de MM. LEYNEN (concernant la doctrine Eisenhower que les Etats-Unis ont adoptée pour le Moyen-Orient; l'évolution des événements au Moyen-Orient; le rétablissement de l'alliance américo-britannique; la Communauté européenne); pp. 1172 à 1173;

STRUYE (concernant les traités sur l'Euratom et le Marché commun; la nécessité d'une meilleure organisation de l'Europe; le regret du groupe socialchrétien que le Parlement ait été tenu dans l'ignorance des grandes questions relatives à l'Euratom et au Marché commun et qui pouvaient prêter à controverse; le canal du Moerdijk; les rebondissements de la crise de Suez et l'intervention de l'O.N.U.; l'Etat d'Israël et l'attitude de la délégation belge lors des dernières discussions à l'O.N.U.; l'affaire d'Algérie; la déclaration de la délégation belge; certains procédés de répression; l'attitude française et la sauvegarde des droits de l'homme; rend hommage, au nom de l'opposition, à M. SPAAK, secrétaire général de l'OTAN); pp. 1173 à 1176;

ROLIN (concernant le traité du Marché commun; exprime, au nom de son groupe, ses vœux au nouveau secrétaire général de l'OTAN; relève, en son nom personnel, les difficultés qu'il prévoit pour M. SPAAK dans ses nouvelles fonctions : susceptibilités nationales, récente nomination du général Speidel, armement et emploi de l'arme atomique, coordination des politiques étrangères suivies par les principaux membres de l'OTAN, droit international; situation au Moyen-Orient, domaine idéologique de l'Europe, événements d'Algérie et ratification par la France de la convention pour la sauvegarde collective des droits de l'homme, caractère fonctionnel de l'OTAN, création d'une zone neutre à l'est et à l'ouest de la ligne de l'Elbe; parle du but de l'OTAN et de la nomination de M. SPAAK comme secrétaire général); pp. 1176 à 1179;

MOUREAUX (adresse les vœux du parti libéral au nouveau secrétaire général de l'OTAN; parle de la situation internationale: attitude de l'Union soviétique, événements de Hongrie et réactions en Occident; désarmement; traite de la volonté d'expansion du communisme, la volonté d'émancipation des peuples afro-asiatiques, l'organisation des Nation Unies; rend hommage à M. SPAAK); pp. 1179 à 1180; Observations de M. STRUYE; p. 1180;

baron NOTHOMB (concernant l'attitude de la Belgique à l'O.N.U.; le fonctionnement de l'OTAN; l' « Europe » et la sauvegarde des intérêts belges dans les communautés nouvelles; le Comité européen des Ardennes et de l'Eifel; la C.E.C.A.; les intérêts belges dans l'affaire Mosane-Mosellane et dans le plan Delta; le traité belgo-allemand des frontières; la création d'une maison de culture belge; rend hommage à M. SPAAK); pp. 1180 à 1181:

DEKEYZER (s'associe, au nom de ses amis flamands, à l'hommage rendu à M. SPAAK; félicite M. DEHOUSSE, rapporteur; parle des traités : Euratom et Marché commun et des entretiens à Val-Duchesse; du Conseil économique et social et l'avis du Conseil central de l'économie; traite d'une consultation de l'opinion publique au sujet de l'intégration européenne; insiste sur la reconnaissance

Budgets. — Exercice 1957. — AFFAIRES ETRAN-GERES ET COMMERCE EXTERIEUR (suite).

Crédits Affaires étrangères (suite).

du fait chinois; parle de notre représentation diplomatique : les attachés commerciaux et sociaux; de la liaison Escaut-Rhin, du plan Delta, de l'admission de nouveaux membres à l'O.N.U.; de l'OTAN); pp. 1181 à 1183;

VAN IMPE (rend hommage à M. SPAAK; parle de la liaison de la question de l'écluse de Terneuzen à celle du canal du Moerdijk; du rapport Van Cauwelaert-Steenberghe; du plan Delta et de ses dangers pour la Belgique); pp. 1183 à 1184;

DE BAECK (concernant les traités Euratom et Marché commun et ses reproches au ministre de ne pas avoir informé le Parlement des grandes questions relatives à ces traités; l'article 68 de la Constitution; l'interpellation de M. Delwaide, membre de la Chambre des Représentants, au Ministre des Affaires étrangères; l'idée européenne; rend hommage à M. SPAAK); pp. 1184 à 1185;

CLAEYS (concernant le bouchon de Lanaye, le canal Gand-Terneuzen et la nouvelle écluse; le rapport de 1951 de la Commission d'étude spéciale Van Cauwelaert-Steenberghe; l'état des négociations avec les Pays-Bas relatives aux voies d'eau; le canal du Moerdijk); pp. 1185 à 1186.

Reprise de la discussion générale (3 avril 1957).

Discours de MM. DEHOUSSE, rapp. (concernant la situation internationale; l'affaire de Suez, les actes du colonel Nasser, les six principes élaborés par le Conseil de Sécurité ; le problème d'Israël ; l'attitude des Etats-Unis d'Amérique; les rapports entre l'est et l'ouest : déstanilisation, reprise en mains des satellites par le pouvoir central soviétique, attitude de l'Union soviétique envers l'OTAN; la nomination du général Speidel; le désarmement dans le cadre de l'U.E.O.; les répercussions des événements de Hongrie, de Suez et du règlement sarrois sur la situation « européenne » ; l'Euratom et le Marché commun; les pouvoirs confiés aux conseils des ministres nationaux, les nominations dans les deux commissions européennes qui tiendront lieu de Haute Autorité à l'Euratom et au Marché commun ; la zone de libre échange ; l'Europe des Six ; l'association des territoires d'outre-mer; l'unification politique; la souveraineté des états nationaux ; la technocratie ; le regroupement des institutions et des assemblées européennes ; rend hommage à M. SPAAK et lui exprime ses vœux); pp. 1201 à 1205;

Observations de M. ROLIN, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, comte d'ASPREMONT LYNDEN, M. LEYNEN; pp. 1202 à 1204;

MOREAU de MELEN (concernant Suez : la Hongrie, l'attitude de l'O.N.U. et la reconnaissance du gouvernement hongrois ; les traités de l'Euratom et du Marché commun et le manque d'indications fournies au Parlement ; l'article 68 de la Constitution ; la liaison organique Euratom-Marché commun ; les investissements ; félicite le nouveau secrétaire général de l'OTAN) ; pp. 1205 à 1206 ;

MOTZ (concernant le fonctionnement de l'organisation des Nations Unies et les critiques émanant surtout des nations européennes; la neutralisation de l'Allemagne; certains aspects des traités de l'Euratom et du Marché commun: libre échange, charges sociales, territoires d'outre-mer; l'attitude des nouveaux Etats; rend hommage à M. SPAAK); pp. 1206 à 1208;

Budgets. - Exercice 1957. - AFFAIRES ETRAN-GERES ET COMMERCE EXTERIEUR (suite).

Crédits Affaires étrangères (suite).

DE BLOCK (rend hommage à M. SPAAK; parle de la reconnaissance de la République populaire de Chine); pp. 1208 à 1209;

de la VALLEE POUSSIN (concernant la politique atlantique pratiquée par M. SPAAK et de ses futures attributions comme secrétaire général de l'OTAN; la politique pratiquée par l'OTAN; la politique américaine ; la politique de paix : équilibre des puissances ou sécurité collective ; l'emploi de l'arme atomique ; la rivalité du monde atlantique et du monde russe; la politique suivie par l'U.R.S.S.; la position de l'OTAN; la politique active et constructive à suivre à l'égard du monde russe et les propositions faites à ce sujet ; l'armée atlantique ; le Conseil de l'Europe; demande au ministre de parler du problème général de la politique atlantique et de notre expérience au point de vue des institutions européennes ; rend hommage à M. SPAAK) ; pp. 1209 à 1212;

Observations de MM. ROLIN, DEHOUSSE; pp. 1210 à 1211.

Reprise de la discussion générale (4 avril 1957).

Discours de M. SPAAK, m.a.étr. (réfute l'argument que le Parlement n'aurait pas été suffisamment informé des pourparlers relatifs au Marché commun et à l'Euratom ; parle des relations Belgique-Pays-Bas au sujet des voies d'eau ; répond aux observations présentées; parle de la politique étrangère. la civilisation occidentale, la situation de l'Organisation des Nations-Unies et son évolution, le Conseil de sécurité, la thèse belge à l'O.N.U., les territoires coloniaux, l'avenir du Congo, le traité de l'Atlantique-Nord signé après le coup d'état de Prague en 1948; la politique soviétique; la nécessité d'une alliance militaire et d'une organisation politique; la crise de Suez; l'Europe politique ou économique; l'intégration de l'Europe, son unification, son unité); pp. 1229 à 1237;

Observations de MM. ROLIN, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, MM. STRUYE, MO-REAU de MELEN. DECOENE; pp. 1230. 1234; le PRESIDENT (rend hommage à M. SPAAK); p. 1237.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (4 avril 1957).

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés avec les amendements du gouvernement; p. 1237.

Discussion des articles du projet (4 avril 1957).

Art. 1 à 3.

Adoptés sans observations; p. 1237.

Vote (4 avril 1957).

M. STRUYE justifie le vote de son groupe ; p. 1238. L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 56 et 7 abstentions; p. 1238.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

AGRICULTURE.

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1957. Doc. - Nº 5-XIII. Projet du gouvernement + annexes.

9. Amendements présentés par le gouvernement. Nº 74. Rapport de M. Bouilly.

Nº 107. Amendement proposé par M. De Boodt et consorts.

Budgets. - Exercice 1957. - AGRICULTURE (suite).

Ann. -

Discussion générale (5 février 1957).

A cette discussion générale est jointe celle de l'interpellation de M. MULLIE au Ministre de l'Agriculture « sur la politique inconsidérée que le gouvernement à l'intention de suivre en ce qui concerne la récolte du froment indigène de 1957 ».

Discours de MM. LEFEBVRE, m.a. (concernant l'agriculture en période de haute conjoncture ; l'effort de l'agriculture pour augmenter sa production et accroître sa productivité ; introduit son budget par des tableaux et des données officielles du Ministère de l'Agriculture et de la station d'économie rurale de Gand; parle de toutes les branches se rapportant à l'agriculture, l'horticulture, l'élevage, la production de produits laitiers, la pêche et les mesures prises en tous ces domaines ; traite de l'enseignement postscolaire, les coopératives agricoles, nos relations commerciales et nos accords internationaux; la rationalisation de nos exploitations agricoles, l'amélioration et l'adaptation de leur structure foncière, la centralisation des tâches administratives, la recherche agronomique); pp. 490 à 501;

MONDELAERS (concernant les réductions budgétaires et le chiffre global du budget pour 1957 ; la politique agricole ; les dépenses d'administration générale; les subventions d'ordre économique; les crédits pour le contrôle du lait; la réglementation de la monte publique et de l'insémination artificielle ; l'élevage porcin ; l'affectation du crédit prévu à l'article 20-4; l'analyse pédologique; le défrichement des terres incultes ; la production de semences sélectionnées ; l'augmentation des subsides aux chambres provinciales d'agriculture; la subvention accordée à l'enseignement postscolaire et la suppression des cours de la section normale qui doivent former les professeurs de l'enseignement agricole postscolaire; le remembrement; l'intervention de l'État dans la lutte contre les maladies infectieuses du bétail et les mesures prises aux Pays-Bas); pp. 502 à 507; Observations de MM. DECOENE, R. DESMEDT,

DE BLOCK; pp. 504 à 505;

HENSKENS (remercie le ministre des renseignements

fournis et le félicite ; parle des habitations agricoles, la situation de l'agriculture belge; la « Food and Agriculture Organisation » et l'approvisionnement alimentaire; les cultures agricoles; la politique du froment suivie par le ministre ; la hausse artificielle des prix, la diminution du prix de revient ; la création de fabriques de cocke et d'azote dans le Limbourg et la fabrique de Tertre ; les articles de presse parus dans les journaux Het Volk et De Volksgazet ; fait des reproches à M. MULLIE; parle de la lutte contre la tuberculose bovine ; la qualité du lait distribué dans les établissements scolaires ; le commerce du bétail; le remembrement; les Polders; la loi améliorée relative à la pension des indépendants) ; pp. 507 à 510 ;

Observations de M. DECOENE; pp. 507 à 509; VAN IMPE (concernant l'augmentation de valeur des terres; la loi sur les fermages); p. 510; Observations de M. DECOENE; p. 510.

Reprise de la discussion générale (6 février 1957). Discours de MM. BOUILLY, rapp. (concernant les deux classes de travailleurs belges; la situation de l'agriculture ; les crédits prévus au budget ; le rôle important du secteur agricole ; l'assainissement des étables ; les marchands de bestiaux ; les crédits prévus pour l'octroi de primes de tous genres; la pro-

Budgets. - Exercice 1957. - AGRICULTURE (suite).

duction du froment et des autres cultures ; la rareté des terres ; l'action de l'Institut National de Crédit agricole ; le logement, l'électrification des fermes et leur approvisionnement en eau potable ; la coopération agricole ; l'accès à la propriété); pp. 524 à 526 ;

SLEDSENS (concernant la situation de l'agriculture et de l'horticulture pendant la période de haute conjoncture ; la part normale de ces deux branches dans le revenu national; la conférence de presse d'octobre dernier et le communiqué du Premier Ministre; le calendrier agricole; la politique agricole aux Pays-Bas; les diminutions budgétaires au détriment de l'agriculture et de l'horticulture ; la destination du crédit de 5 millions prévu pour le remembrement ; la situation des éleveurs de volaille ; quelques aspects particuliers du problème horticole et la position de l'agriculture dans le cadre de nos relations internationales; la culture de tomates, de salade et la licence; l'importation et l'exportation de ces légumes ; l'agriculture et l'horticulture dans le cadre de Benelux; la réglementation des prix minima; le calendrier agricole); pp. 526 à 529;

DE BLOCK (concernant la part normale de l'agriculture dans le revenu national; l'adaptation de la politique agricole et horticole suivie pendant de nombreuses années; le problème de la distribution; la politique agricole aux Pays-Bas; compare le problème de l'azote, des prix de base et du progrès technique en Belgique et aux Pays-Bas); pp. 529 à 530

Observations de MM. BUTS, HENSKENS. DE BOODT, DECOENE, ORBAN; pp. 529 à 530;

MULLIE (concernant le but de son interpellation; la culture du froment et l'évolution historique de ses prix; la concurrence avec les producteurs étrangers; l'incorporation de froment indigène dans la panification; le prix du froment incorporé et l'excédent); pp. 530 à 531;

Observations de MM. R. DESMEDT, LEFEBVRE, m.a.; p. 531;

LEFEBVRE, m.a. (concernant le rendement de la culture de froment; la politique de valorisation du froment; le pourcentage d'incorporation; le prix de direction; le problème de la valorisation pour 1957); pp. 531 à 532;

Observations de MM. ORBAN, BOUILLY, rapp., MULLIE; p. 532;

MULLIE (concernant les emblavements, la récolte et l'incorporation; le prix appliqué pour l'utilisation de l'excédent et le prix du froment à incorporer); pp. 532 à 533;

Observations de MM. LEFEBVRE, m.a., et BOUILLY; p. 533;

LEFEBVRE, m.a. (répond à M. MULLIE concernant la part de la récolte qui bénéficiera du prix de direction); p. 533;

NIHOUL (concernant la politique agricole du gouvernement : pas d'augmentation du prix des produits agricoles, le problème agricole doit être repensé, la rentabilité des exploitations agricoles doit être réalisée; la situation critique de l'agriculture); pp. 533 à 534;

Observations de MM. LEFEVBRE, m.a., ORBAN, BOUILLY, DULIEU; pp. 533 à 535;

SOBRY (concernant la conjoncture agricole défavorable et l'importance de l'agriculture, le problème de l'orge brassicole; la lutte contre les maladies infectieuses du bétail; les vaccinations gratuites; les subsides prévus pour la lutte contre la tubercu-

Budgets. - Exercice 1957. - AGRICULTURE (suite).

lose; l'amélioration du cheptel; l'assainissement des terres humides; la pêche maritime); pp. 535 à 537;

PIOT (concernant l'accession à la propriété en Belgique; la situation des agriculteurs belges; les conditions de travail; la politique d'accession à la propriété accompagnée d'une politique de crédit en vigueur au Danemark; la loi sur le bail à ferme; le taux des fermages; le prix des terres; le remembrement; la nécessité de l'adaptation aux exigences d'un marché commun; les semences et plants; les pépinières; la coopération agricole; la création d'un Institut National de la Coopération agricole; la tuberculose bovine; félicite le ministre); pp. 537 à 540:

Observations de MM. ANCOT, DECOENE, ESTIENNE; pp. 537 à 539;

LEYSEN (concernant l'assèchement et le défrichement des terres incultes et l'intervention de l'Etat; le domaine de Kasterlee; l'amélioration du sol; le développement agraire en Campine; l'octroi du titre de lauréat du travail à des cultivateurs d'élite, la répartition des candidats, ceux présentés par les dix fédérations provinciales de l'apiculture; la représentation belge au XVI^{me} Congrès international de l'Apiculture à Vienne; les arrosages effectués avec des produits insecticides; le problème de la gelée royale et l'étude du pollen; l'adaptation de l'indemnité octroyée aux conférenciers); pp. 540 à 542.

Reprise de la discussion générale (7 février 1957).

Discours de MM. R. DESMEDT (concernant la part normale de l'agriculture dans le revenu national; le prix de revient et les éléments qui le constituent; la politique des prix; le prix du froment, du sucre, des pommes de terre, du lin. de la chicorée, du tabac, de la viande. du beurre, des œufs; la productivité et l'accroissement de la consommation; la situation de l'agriculture à l'étranger; ses amendements); pp. 563 à 565;

Observations de MM. HENSKENS, SOBRY; p. 564;

Mme MELIN-ép. GUILMAIN (concernant les subventions accordées par le département pour les distributions de lait dans les écoles et les établissements hospitaliers; la qualité du lait et l'éducation du consommateur); pp. 565 à 566;

DE BOODT (reproche à M. HENSKENS son attaque sournoise contre M. MULLIE et l'interprétation des articles de presse parus dans De Volksgazet; rend hommage à M. MULLIE; parle de l'industrie de l'azote; de l'intervention de l'Etat en faveur des régions déshéritées, de la Campine; son amendement, la culture des céréales fourragères, la valorisation du froment; répond à M. R. DESMEDT concernant la situation de l'agriculture aux Pays-Bas); pp. 566 à 568;

Observations de MM. HENSKENS, LEFEBVRE, m.a.; p. 567;

HENSKENS (demande la parole pour un fait personnel concernant les articles de presse desquels il a fait mention et rectifie ses reproches à M. MUL-LIE); p. 568;

Observations de MM. SLEDSENS, DE BOODT, le PRESIDENT; pp. 568 à 569;

VAN PETEGHEM (concernant l'affermage de terres arables par les pouvoirs publics; les arbres forestiers plantés sur des terres arables; les baux emphytéotiques; les défrichements); pp. 569 à 570;

Budgets. — Exercice 1957. — AGRICULTURE (su.tz).

ESTIENNE (concernant la recherche scientifique dans l'agriculture et la vulgarisation; la station d'amélioration de la pomme de terre à Libramont; le recrutement des ingénieurs agronomes; la maind'œuvre agricole; la réforme de la mentalité de la jeunesse en vacances); p. 570;

Observations de M. LEFEBVRE, m.a.; p. 570;

chev. de SCHAETZEN (concernant les principales causes de la situation actuelle de l'agriculture : disproportion entre prix de vente et prix de revient, conditions atmosphériques défavorables; les crédits octroyés aux agriculteurs; les subventions à l'agriculture et l'horticulture; les emprunts contractés par les agriculteurs; l'augmentation des prix de revient; le sort des jeunes agriculteurs : l'aide à fournir par l'Etat; l'amélioration de certaines terres, particulièrement dans le Limbourg); pp. 570 à 572;

DEMARNEFFE (concernant le logement des agriculteurs; les normes établies en ce qui concerne l'achat de froment; la production fruitière dans notre pays et les débouchés; la conservation des fruits; les comptabilités dans les exploéations fruitières; l'indemnité aux fonctionnaires des services extérieurs); p. 572 à 573;

Observations de M. LEFEBVRE, m.a.; pp. 572 à 573.

Reprise de la discussion générale (12 février 1957).

Discours de MM. BOUILLY, rapp. (concernant les prévisions budgétaires pour l'exercice en cours de l'Office national du Lait et ses Dérivés; répond à certaines observations de MM. NIHOUL, PIOT. ESTIENNE, HENSKENS et DE BOODT); p. 576;

Observations de MM. MOULIN, ESTIENNE, OR-BAN; p. 576;

BUTS (concernant l'importance de l'horticulture sous tous ses aspects; les dommages causés par le gel; la situation de l'horticulture; le calendrier agricole; la protection du marché intérieur; l'intérêt de l'industrie des conserves; résume ses revendications et désapprouve la politique agricole gouvernementale); pp. 576 à 578;

FERIJN (concernant la culture du tabac; la culture du houblon et l'emploi d'une machine pour la cueillette; la taxation des primes obtenues par certains éleveurs-amateurs; l'exonération de la taxe sur la circulation accordée aux tracteurs agricoles; la situation financière difficile des jeunes ménages agricoles; la revision des prix de direction); pp. 578 à 579.

Observations de M. SOBRY; p. 579;

VAN HEMELRIJCK (concernant la suppression du droit de franche pâture et le danger de contagion pour le bétail); p. 579;

MULLIE (concernant la fabrication et les prix de l'azote; l'importance d'une éventuelle recherche scientifique dans le domaine de l'agriculture; l'incorporation du froment; la culture de la betterave sucrière; les résultats obtenus en matière d'élevage du bétail; l'augmentation du prix du lait; l'aviculture; les perspectives immédiates de l'agriculture); pp. 579 à 580;

LEFEBVRE, m.a. (s'étend sur le problème de l'alimentation des fermes en eau potable et sur l'électrification des écarts; le fonctionnement du système de la Commission du Calendrier; l'acquisition de terrain par la Société Nationale de la petite propriété

Budgets. - Exercice 1957. - AGRICULTURE (suite).

terrienne; le remembrement; les relations internationales : G.A.T.T., O.E.C.E., Benelux; parle de la politique agricole général et mentionne le rapport de M. BAETS, Directeur général de la production animale et végétale; répond aux orateurs); pp. 580 à 593:

Observations de MM. ORBAN, SOBRY, BOUILLY, DE BOODT, DUVIEUSART, HARMEGNIES, SLEDSENS, YERNAUX, FERIJN, ANCOT, DE WINTER; pp. 582 à 590;

ANCOT (traite du problème de l'élevage et proteste contre la manière dont la loi de cadre du 20 juin 1956 a été élaborée; parle de la consultation des intéressés; d'un article de presse; de la pêche maritime); pp. 593 à 594;

Observations de MM. NIHOUL et DOUTREPONT; p. 593;

LEFEBVRE, m.a. (répond à M. ANCOT concernant la pêche maritime et les problèmes d'élevage); p. 594;

SLEDSENS (concernant l'article de presse cité par M. ANCOT; le remembrement; le calcndrier agricole et les prix minima; la responsabilité de l'actuel Ministre de l'Agriculture; l'intégration européenne; la différence des prix; la Commission d'harmonisation); pp. 594 à 595;

ADAM (concernant la politique des prix du gouvernement : prix de revient et de direction; prix des betteraves sucrières, du beurre, du lait, de la viande, les stocks de lard; fait des reproches au ministre); pp. 595 à 596;

Observations de MM. LEFEBVRE, m.a., R. DE-SMEDT; pp. 596 à 597;

MULLIE (concernant la loi de cadre sur l'amélioration des animaux domestiques; la production des œufs); p. 597;

LEFEBVRE, m.a. (repond aux observations de MM. ADAM et MULLIE); pp. 597 à 598;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (12 février 1957).

Art. 1 à 19.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés avec les amendements du gouvernement; p. 598.

Art. 20.

Intervention de Mme GERBEHAYE-Vve LE-HOUCK et M. LEFEBVRE; p. 598; L'amendement du gouvernement est adopté; p. 598; L'article est adopté; p. 598.

Art. 21 à 25.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 599.

Art. 26.

L'amendement du gouvernement est adopté; L'article 26 est adopté; p. 599.

Art. 27.

Adopté sans observations; p. 599.

Art. 28.

Intervention de MM. R. DESMEDT, MULLIE, LE-FEBVRE; pp. 600 à 601;

Le vote sur l'amendement de M. DE BOODT et sur l'article est réservé; p. 601.

Art. 29.

Adopté avec l'amendement du gouvernement; p. 601.

Budgets. - Exercice 1957. - AGRICULTURE (suite)

Vote sur l'amendement et l'article réservés (14 février 1957).

Art. 28 du tableau.

L'amendement de M. DE BOODT n'est pas adopté ; p. 635 ;

L'article est adopté; p. 636.

Discussion des articles du projet (14 février 1957).

Art. 1 à 5.

Adoptés sans observations; p. 636.

Vote (14 février 1957).

MM. R. DESMEDT et DE BOODT justifient leur vote; pp. 636, 637.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 83 voix contre 68 et 4 abstentions; p. 637.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

CLASSES MOYENNES.

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1957.

Doc. — N° 5-XV. Projet du gouvernement + annexe. N° 24. Rapport de M. De Stobbeleir.

Nº 36. Amendements présentés par le gouvernement.

Ann.

Discussion générale (28 novembre 1956).

Discours de MM. MUNDELEER, m.c.m. (concernant les réductions générales sur les dépenses pour 1956 et 1957, les amendements du Ministre des Finances en vue de réduire les frais de fonctionnement, la question des pensions, la formation professionnelle et la coordination plus grande des organes, comités et commissions, intervenant directement dans la formation professionnelle; les contrats d'apprentissage, les métiers d'art et le transfert à son département de la Commission nationale de l'Artisanat et des Métiers d'art, le perfectionnement professionnel; les deux méthodes de crédits aux classes moyennes, les réalisations du département en 1956, la répartition par secteur économique des crédits alloués, le crédit artisanal; le registre du commerce, la création d'un registre central de l'artisanat, les trois phases que la mise en vigueur de la loi sur le registre du commerce comportera, la comptabilité des commerçants, l'accès à la profession, les allègements en matière fiscale, la loi d'impôt forfaitaire, le cumul des revenus des époux ; les charges sociales, la commission chargée d'élaborer une législation sur le fonds de commerce installée récemment. le problème des grands magasins, la loi du 15 mai 1956 relative aux économats, les ventes publiques des marchandises neuves, la vente avec primes, le problème des ventes en solde, la création du recueil d'informations Annales des Classes Moyennes de Belgique); pp. 99 à 105;

Observations de MM. REMSON, ANCOT, van LOENHOUT, WARNANT; pp. 103 à 104;

SANTENS (rend hommage au courage et à la bonne volonté du ministre, dresse le bilan des réalisations effectuées durant l'année écoulée; suppression des économats, réforme du registre du commerce, loi sur la pension des indépendants, parle des indépendants et s'étend sur la politique d'autres ministères pour autant que l'activité de ceux-ci ait des répercussions sur les indépendants et sur les classes moyennes); pp. 105 à 107;

Budgets. — Exercice 1957. — CLASSES MOYENNES

BUSIEAU (concernant le problème du perfectionnement et de la formation professionnelle, les critiques formulées à l'égard de l'organisation actuelle, les deux aspects négatifs de la législation de 1947 sur l'apprentissage sous contrat, le problème de l'apprentissage contractuel, croit que c'est le département de l'instruction publique qui devrait assumer l'organisation et la surveillance de l'apprentissage sous contrat, donne ses conclusions, demande qu'on pense aux petits patrons); pp. 107 à 109;

Observations de MM. ANCOT, MUNDELEERS,

m.c.m., ORBAN; pp. 108, 109;

WIARD (concernant la représentation élective des classes moyennes, la participation des travailleurs indépendants à l'organisation économique et sociale de la vie publique et l'avis du conseil supérieur des classes moyennes à ce sujet, la composition du conseil supérieur, le caractère politique de la Fédération nationale des Classes moyennes et du Nationaal Christelijk Middenstand Verbond, la représentation au conseil supérieur des pensions et au fonds de solidarité et de garantie); pp. 109 à 110;

SERVAIS. Maurice (s'associe à l'hommage de M. SANTENS, parle des arrêtés d'exécution de la loi relative au registre du commerce, de l'application de la loi relative à la pension des travailleurs indépendants et de la propagande faite par la Caisse d'Epargne et de Retraite au détriment des caisses libres, des ventes en solde, de l'égalité fiscale, de diverses études relatives à des améliorations d'ordre économique et social, des petits patrons, la situation dans l'industrie hôtelière en suite de la réduction de l'utilisation de carburant et de l'interdiction de circuler en voiture le dimanche); pp. 110 à 111;

Observations de M. MUNDELEER, m.c.m.; p. 111; PAIRON (examine toutes les possibilités afin d'augmenter l'exportation des produits des petites et moyennes entreprises, détaille les postes du budget, parle de la loi sur l'accès à la profession, la loi sur la pension des indépendants. la réforme de la sécurité sociale, la diminution des taxes, la représentation des classes moyennes à la conférence sociale et économique, les contrats de brasserie, répond à M. WIARD au sujet du conseil supérieur des classes moyennes et de la représentation élective); pp. 111 à 113;

Observations de MM. MUNDELEER, m.c.m., WIARD, HENSKENS; pp. 112 et 113;

FLAMME (demande la parole par motion d'ordre); p. 113:

le PRESIDENT (prie M. FLAMME de justifier par écrit sa demande de parole par motion d'ordre); p. 113:

ORBAN (concernant le crédit et la vente à tempérament, la défaillance de certains débiteurs et les dispositions du Code sur les déclarations en faillite); pp. 113 à 114:

PARMENTIER (reproche au ministre sa modestie qui consiste à vouloir juger de l'importance d'un département en fonction des millions mis à sa disposition); pp. 114 à 115;

VAN IMPE (concernant l'accession de la classe moyenne au crédit et le privilège général excessif dont jouit la sécurité sociale en cas de faillite d'un débiteur); p. 115;

FLAMME (concernant la dépolitisation des problèmes relatifs aux classes moyennes, le crédit accordé à la caisse de crédit professionnel et les deux grands

Budgets. - Exercice 1957. - CLASSES MOYENNES

régimes de crédit aux classes moyennes, l'office national pour la promotion de l'exportation); . 115 :

MUNDELEER, m.c.m. (répond à M. FLAMME au sujet de l'Office national pour la promotion de l'exportation); pp. 115 à 116;

FLAMME (concernant le centre national d'applications techniques et de recherches appliquées); p. 116

MUNDELEER, m.c.m. (remercie pour les phrases aimables, rappelle les réalisations des six derniers mois, parle des nominations au Conseil supérieur des pensions, répond aux observations formulées); pp. 116 à 118:

Observations de MM. WIARD, BUSIEAU; pp. 116 et 117.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (28 novembre 1956). Art. 1 à 6.

Les articles 1 à 6 sont successivement mis aux voïx et adoptés; p. 118.

Art. 7.
Intervention de MM. DUVIEUSART, MUNDE-LEER, m.c.m., PAIRON; pp. 118 à 119;

Observations de MM. DUVIEUSART, WIARD, PAIRON; p. 119;

Le vote sur l'amendement du gouvernement et sur l'article est réservé; p. 119.

Adopté sans observations ; p. 120.

Le vote sur l'amendement du gouvernement et sur l'article est réservé : p. 120.

Art. 10.

· Le vote sur l'amendement du gouvernement et sur l'article est réservé; p. 120.

Art. 11.

Le vote sur l'amendement du gouvernement et sur l'article est réservé; p. 120.

Le vote sur l'amendement du gouvernement et sur l'article est réservé; p. 120.

Art. 13 à 28.

Les articles 13 à 28 sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 120.

> Vote sur les articles réservés du tableau (6 décembre 1956).

Art. 7.

L'amendement du gouvernement est adopté; L'article 7 amendé est adopté; p. 174.

L'amendement du gouvernement est adopté; L'article 9 amendé est adopté; p. 174.

L'amendement du gouvernement est adopté ; L'article 10 amendé est adopté; p. 174.

Art. 11.

L'amendement du gouvernement est adopté; L'article 11 amendé est adopté; p. 174.

Budgets. - Exercice 1957. - CLASSES MOYENNES (suite).

Art. 12.

L'amendement du gouvernement est adopté ;

L'article 12 amendé est adopté ; p. 174.

Les articles amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés; p. 174.

Discussion de l'article unique du projet de loi (6 décembre 1956).

Adopté sans observations; p. 174.

Vote (6 décembre 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 83 voix contre 69 et 5 abstentions; p. 174.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

COLONIES.

Budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1957.

Doc. - Nº 5-XII. Projet du gouvernement + annexes. N° 18. Amendements présentés par le gouvernement.
 N° 211. Rapport de M. Warnant.

Ann. -

Discussion générale (28 mai 1957).

A cette discussion générale sont jointes celles du budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1957, du budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1957, du budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1957, du projet de loi portant approbation de l'ar-rêté royal du 31 octobre 1956 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1955 et du projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1955.

Discours de MM. VAN REMOORTEL (concernant une pétition émanant d'un groupe d'évolués et relative aux décrets récents (décrets-cadres) visant l'accès des indigènes du Congo à la vie politique, sur le plan communal; sa proposition à ce sujet; la lutte contre la discrimination raciale menée par le Ministre Buisseret à qui il adresse des félicitations; l'accueil des autochtones qualifiés dans les cadres de l'administration et d'officiers indigènes dans la force publique; la lutte des syndicats contre la discrimination raciale; l'installation éventuelle de commerçants blancs dans les quartiers des indigènes et la réaction possible de ceux-ci; l'affranchissement et l'égalisation politique des habitants du Congo; la constitution des conseils des villes et des communes ; la constitution des conseils de souschefferies au Ruanda-Urundi; la désignation des membres des conseils de province ; la dépolitisation au Congo; l'emploi des langues; l'aspiration des Congolais à la gestion des intérêts collectifs ; le régime politique; les élections; les consultations populaires; l'indépendance du Libéria, du Soudan, du Ghana et des territoires français d'outre-mer; le développement politique du Ruanda-Urundi; les prévisions pour le Congo); pp. 1380 à 1384;

Budgets. - Exercice 1957. - COLONIES (suite).

Observations de MM. BUISSERET, m.c., ANCOT, LEYNEN, le PRESIDENT; pp. 1381 à 1384;

PHOLIEN (concernant le cadre administratif territorial; la force publique; le dévouement de nos concitoyens; l'expansion des travaux publics; le développement du paysannat et de la classe moyenne indigènes ; les relations interraciales ; la politique du ministre au point de vue de l'évolution d'une communauté belgo-congolaise; les causes de la rupture de l'unité du front blanc : politique partisane belge au Congo, lutte scolaire, subsides pour constructions scolaires, liquidation des crédits, les nominations du ministre, la gestion ministérielle; les chiffres du budget : augmentations et recettes, le budget de la province du Kasaï; l'incidence du marché commun sur les territoires d'Afrique; l'exécution du plan décennal; la situation de trésorerie; le fonds d'égalisation des budgets, le rapport de la banque centrale; les dépenses faites au Congo; l'université d'Elisabethville; la misère dans certains milieux ; l'état des routes ; la décentralisation administrative; le problème du colonat; le décret de mars 1957 sur l'emploi des langues; Inga et son problème technique, économique et financier, international et eu égard au marché commun); pp. 1384 à 1387 :

Observations de MM. DULIEU, BUISSERET, m.c.; pp. 1384 à 1386;

DULIEU (concernant la question de l'alcoolisme au Congo, la consommation de bière et de vin, l'appel des hautes sommités médicales belges contre l'arrêté-loi du 30 avril 1955 sur les débits de boissons; la tâche déjà accomplie au Congo belge et les importants problèmes restant à résoudre; le développement des coopératives et du paysannat indigènes; l'importance de l'économie agricole ; l'aspect politique de la quesuon; l'exode rural vers les grands centres extra-coutumiers : la balance économique du Congo ; le cadre organique des agronomes ; la réalisation d'Inga ; l'élévation du niveau social et l'éducation de la femme congolaise ; la nécessité de fournir des produits laitiers aux femmes congolaises; rend hommage au ministre et félicite le rapporteur) ; pp. 1387 à 1391;

MOUREAUX, rapp. (reporte les éloges qui lui sont sont adressés sur M. WARNAN'I' qui l'a remplacé pour certains travaux à la Commission des Colonies); p. 1391;

DEKEYZER (concernant le service d'inspection du travail et la centralisation de ce service à Léopold-ville; la réforme de l'organisation judiciaire; les conflits du travail et son vœu de voir instituer des audiences spéciales prévues pour la liquidation de ces conflits à Léopoldville; l'instauration d'un régime de pensions et d'une législation concernant l'assurance invalidité en faveur des indigènes; la protection des veuves et orphelins; les accidents de travail et les maladies professionnelles; la loi des huit heures; le décret du 25 janvier 1957 sur la liberté d'association syndicale; la réglementation en matière de conflits du travail; les conseils d'entreprise au Congo); pp. 1392 à 1393.

Reprise de la discussion générale (29 mai 1957).

Discours de MM. HOUGARDY (concernant la situation économique; les importations, les exportations et la balance commerciale du Congo; les réalisations sociales et économiques; le site d'Inga: les problèmes d'ordre politique, social et psychologique Budgets. - Exercice 1957. - COLONIES (suite).

qui se posent; l'installation d'un bureau d'études; le malaise dans notre colonie : la crise d'autorité qui sévit à différents échelons, le manque d'unité et de cohérence de notre politique budgétaire; les cadres des services administratifs, territoriaux, médicaux et agricoles; la législation sociale au Congo; l'évolution du Congo et la nécessité de la qualification des travailleurs; leur rendement; les possibilités économiques actuelles; les prix et salaires; la lutte contre la vie chère); pp. 1395 à 1397;

YERNAUX (concernant l'opinion émise par certaines personnalités au sujet de la situation au Congo; l'éducation du noir; l'introduction de nos querelles politiques au Congo; la dépolitisation du Congo; la répartition des crédits à l'enseignement et les bâtiments scolaires; la population scolaire dans certaines écoles; l'athénée de Bukavu et le collège interracial des Jésuites à Usumbura; la guerre scolaire au Congo et la propagande contre l'inutilité des écoles officielles laïques; le rapport adressé le 21 octobre 1956 par un directeur d'école à l'administrateur territorial au sujet de mesures vexatoires et discriminatoires prises à l'égard d'élèves catholiques fréquentant l'école officielle; la lutte de religion dans certaines régions; l'émancipation du Congo et la communauté belgo-congolaise); pp. 1397 à 1400;

Observations de MM. DULIEU, BUISSERET, m.c., SLEDSENS. ROLIN, LEYNEN, DE BLOCK, MOREAU de MELEN; pp. 1398 à 1399;

BUISSERET, m.c. (répond aux observations; réfute l'allégation qu'il existerait un malaise au Congo; s'étend sur l'histoire sociale de la colonie; les accords passés en mars dernier avec les missions catholiques et protestantes, les conventions, l'arrangement Buisseret-Moerman, l'accord dit B.M.T. (Buisseret-Moerman-Thompson); le plan d'ensemble de développement de l'enseignement; le personnel enseignant; l'orientation générale de sa politique : exploration, civilisation, élimination du racisme, développement constant, économique, social, intellectuel et moral du pays ; la souveraineté du Congo ; la politique à suivre actuellement : humanisation, développement, émancipation, association; la législation sociale ; l'émancipation politique des indigènes et les expériences faites dans certaines régions); pp. 1400 à 1407;

Observations de MM. ANCOT, PHOLIEN, YERNAUX, SEGERS, DULIEU, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, MM. ROLIN, DE-HOUSSE, VAN REMOORTEL; pp. 1402 à 1407;

BLOCK (concernant l'emploi des langues au Congo; certains aspects techniques du plan décennal : les voies de communication, la production d'électricité, la politique agraire, la situation dans la région du Haut-Uélé et le district de Kibaldi; l'octroi de concessions, le vote d'un planning complémentaire; l'évolution de la population indigène dans le domaine social et économique, la promulgation des décrets; l'émancipation politique de l'indigène; les rapports entre les blancs et les noirs, la création d'une communauté belgo-congolaise); pp. 1407 à 1409.

Reprise de la discussion générale (5 juin 1957).

Discours de MM. VAN HEMELRIJCK (concernant la situation linguistique au Congo et dans les services d'information du gouvernement général à Léopoldville; l'emploi des langues dans les universités;

Budgets. - Exercice 1957. - COLONIES (suite).

le fait de Mushenge cité à la tribune par M. YER-NAUX; les accords Buisseret-Moerman-Thompson et les communiqués du ministre et des missions; la convention de 1948 et les événements qui se sont passés depuis ; la politique générale du ministre en matière d'enseignement; l'attitude de l'administra-tion générale à l'égard de l'enseignement lorsqu'il s'agit de l'administration journalière; la situation dans les écoles à Luluabourg, Léopoldville, Lisala, Bikoro, Kisamba; les conditions de logement des agents de la colonie à Coquilhatville); pp. 1444 à 1447:

Observations de MM. SOLAU, VERHAEST, YER-NAUX, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVEL-DE, BUISSERET m.c., PHOLIEN, DULIEU, HARMEGNIES; pp. 1445 à 1447;

FLAMME (concernant l'inquiétude exprimée au sujet des problèmes politiques congolais et des rapports entre Européens et autochtones; les réalisations; les progrès ; l'évolution politique et sociale, l'avenir du Congo; le problème de l'octroi des droits politiques aux autochtones lié à une certaine indépendance économique; les salaires; l'enseignement et le personnel enseignant blanc et noir; le traitement des moniteurs noirs, le cas des instituteurs, régents et professeurs qui rentrent en Belgique; le congé du personnel administratif des établissements scolaires; le nouveau statut soumis au conseil supérieur de consultation syndicale ; la communauté belgo-congolaise); pp. 1449 à 1450;

Observations de M. BUISSERET, m.c.; p. 1450;

(concernant l'organisation des classes moyennes au Congo; les intérêts des petites et moyennes entreprises ; cite des exemples ; les crédits au commerce et à l'artisanat ; l'institution à Bruxelles d'un secrétariat permanent pour les classes moyennes congolaises; le progrès social au Congo); pp. 1450 à 1451.

Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE (concernant le « titre » du ministre ; la soif de démocratie et d'enseignement qui se manifeste au Congo; les pétitions et contrepétitions du Congo et du Ruanda-Urundi; le régime pénitentiaire et la réalisation des réformes indispensables; la délinquance juvénile, la relégation et les critères de la subversion; l'œuvre médicale au Congo; l'accroissement de la consommation des boissons alcooliques; la situation des femmes blanches et noires; la polygamie); pp. 1451 à 1453;

Observations de MM. ROLIN, GODIN, BUISSE-RET. m.c., YERNAUX, SEGERS; pp. 1451 à

DELPORT (concernant le malaise au Congo ; le travail d'émancipation et les rapports entre le Congo et la Métropole; l'évolution du Congo après la guerre ; le racisme et le problème social ; la constitution de la communauté belgo-congolaise); pp. 1453 à 1454;

WARNANT (concernant l'accès des indigènes à la propriété immobilière individuelle ; le rôle du Fonds du Roi ; le financement du plan décennal ; les réformes administratives du ministre ; l'évolution politique du Congo; le service territorial et le renforcement des cadres; le rôle de l'administrateur territorial; le niveau des salaires; répond à M. PHO-LIEN au sujet du malaise qui existerait au Congo); pp. 1454 à 1455;

Budgets. - Exercice 1957. - COLONIES (suite).

Observations de M. PHOLIEN; p. 1455;

SOBRY (concernant l'élevage qui a été soustrait à la compétence des médecins-vétérinaires et le sérieux handicap que cette réforme constitue pour eux; les conséquences de la fusion, sur le plan provincial et sous l'autorité d'une seule direction, des services vétérinaires avec les services agricoles); pp. 1455 à 1456;

PHOLIEN (reproche au ministre de ne pas avoir répondu aux questions importantes posées dans un discours précédent et dont l'orateur rappelle briève-

ment l'essentiel); pp. 1456 à 1457; DULIEU (reparle du problème de l'alcoolisme au Congo; de l'élévation de la femme congolaise; de l'exode rural vers les centres extracoutumiers; demande des détails complémentaires au ministre);

p. 1458;
BUISSERET, m.c. (concernant l'évolution économique et politique du Ruanda-Urundi; le site d'Inga; le plan décennal; son communiqué de presse; le recrutement du personnel féminin; répond aux observations ; pp. 1458 à 1463 ; Observations de Mme BEECKMAN-Vve VANDER-

VELDE, MM. ROLIN, DEHOUSSE, VAN HE-

MELRIJCK: pp. 1458 à 1462. La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (5 juin 1957).

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés avec les amendements du gouvernement ; p. 1463.

Discussion des articles du projet (5 juin 1957). Art. 1 à 3.

Adoptés sans observations; p. 1463.

Vote (6 juin 1957)

L'ensemble du projet de loi est adopté par 71 voix contre 52 et 13 abstentions; p. 1489.

Le projet de loi sera una mis à la Chambre des Représentants.

COMMUNICATIONS.

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1957.

Doc. - Nº 5-XVI. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 206. Rapport de MM. De Block, Vergeylen, De Grauw et Briot.

Ann. -

Discussion générale (27 mars 1957).

A cette discussion générale est jointe celle de l'inter-pellation de M. DUVIEUSART au Ministre des Communications « sur le retard et l'insuffisance de réponse à une question qu'il lui a posée, par la voie des questions parlementaires le 4 décembre 1956. au sujet de la reclassification d'une partie du per-

sonnel de la Régie des Télégraphes et Téléphones ». Discours de MM. DE BLOCK, rapp. (concernant son rapport; la coordination des services qui ressortissent des ministères des Communications et des Travaux publics; la création de sous-secrétariats d'Etat; la création d'une Régie des postes; les imprimeries de l'Etat; la construction de bâtiments postaux; la Société nationale des Chemins de fer belges : problème des pensions à charge de la société, modernisation des chemins de fer, fonds empruntés par la société; le transport routier et les critiques adressées aux fonctionnaires ; le tourisme social ; la Régie des Télégraphes et des Téléphones; le problème de la marine); pp. 1117 à 1120;

Budgets. — Exercice 1957. — COMMUNICATIONS (suite).

Observations de M. DELPORT; p. 1119;

USELDING (concernant certains points particuliers à la province de Luxembourg : politique actuellement suivie par la S.N.C.V., manque de coordination entre la S.N.C.B. et la S.N.C.V., relations ferroviaires Bruxelles-Luxembourg, réforme des tarifs téléphoniques, problème de la télévision dans la province); pp. 1120 à 1121;

BRIOT, rapp. (concernant le problème des pensions à la S.N.C.B. et l'application de la loi du 2 août 1955, l'assimilation des signaleurs-instructeurs et des anciens piocheurs; le principe de la péréquation automatique des pensions aux barèmes futurs; les pensions des anciens facteurs des postes; la pension des veuves qui avaient épousé un pensionné; les relations personnelles des retraités avec le service des pensions de la S.N.C.B.; l'obtention d'un billet gratuit sur les chemins de fer français pour les cheminots retraités; la situation particulière à l'Administration des Postes); pp. 1121 à 1122;

VAN PETEGHEM (concernant la suppression du droit de passage du tunnel d'Anvers); p. 1122.

Reprise de la discussion générale (27 mars 1957). Discours de MM. DE GRAUW, rapp. (concernant les chiffres du budget de 1956; les modifications apportées à la distribution dominicale du courrier, la situation d'une catégorie d'employés auxiliaires; la marine; la Régie des voies aériennes; la situation financière de la S.N.C.B.; la réseau ferroviaire; le service des tramways intercommunaux bruxellois; les transports routiers nationaux et internationaux; la télévision; la radiodiffusion); pp. 1124 à 1125;

DEKEYZER (concernant le trafic routier et les accidents de la route; la marine et la flotte navale; les lettres de mer; le problème des transports; la télévision; le tourisme); pp. 1125 à 1126;

VAN IMPE (concernant la non-reconnaissance du Syndicat libéral des Chemins de fer); p. 1126;

DUVIEUSART (concernant la réponse insuffisante et tardive du ministre à sa question parlementaire au sujet de la reclassification d'une partie du personnel de la Régie des T.T.; la revalorisation de certains barèmes et le résultat de l'examen imposé aux ouvriers des téléphones pour obtenir un barème dit « fonctionnel »; le cadre technique); pp. 1126 à 1127;

DELPORT (concernant les séquelles de l'épuration dans le département des communications; l'application de la semaine des 45 heures; le déséquilibre linguistique dans certains services et l'usage du néerlandais cultivé; se rallie aux affirmations de M. DE BLOCK au sujet des critiques dont le personnel des transports routiers est victime; parle de la télévision et du projet de statut de la radio et de la télévision; s'associe à l'interpellation développée

par M. DUVIEUSART); pp. 1127 à 1128;
ANSEELE, m.c. (concernant les questions parlementaires qui lui sont adressées; répond à l'interpellation de M. DUVIEUSART et au discours de M. DELPORT et s'étend sur les problèmes du cadre supérieur et du cadre des ingénieurs à la R.T.T.); pp. 1129 à 1131;

Observations de M. DUVIEUSART; pp. 1129 à 1130:

DUVIEUSART (concernant les réponses aux questions parlementaires et les circonstances qui l'ont amené à interpeller le ministre); p. 1131; Budgets. — Exercice 1957. — COMMUNICATIONS (suite).

Observations de M. L. DESMET; p. 1131;

DELPORT (parle encore des barèmes du personnel des T.T.); p. 1131;

NEELS (concernant l'importance du tourisme; les compressions budgétaires à ce poste et la répartition des crédits); pp. 1132 à 1133;

Observations de M. ANSEELE, m.c.; p. 1132;

GODIN (concernant la vitesse des trains en Ardenne; le remplacement des chemins de fer par des autorails; la ligne Trois-Ponts-Verviers; le personnel des chemins de fer résidant dans cette partie des Ardennes); p. 1133;

ANSEELE, m.c. (concernant les commandes à passer à l'industrie nationale; le problème de la télévision); pp. 1133 à 1135;

Observations de M. ORBAN; pp. 1134 à 1135.

Reprise de la discussion générale (28 mars 1957).

Discours de MM. SEGERS (concernant l'augmention du budget; la navigation maritime; l'extension de la flotte marchande; les crédits dont la Société Nationale de Crédit à l'Industrie dispose; le développement et la modernisation des ports; les voies d'eau; les communications du port d'Anvers; la navigation intérieure; le problème de l'infrastructure et celui des possibilités économiques; l'accord de l'union économique avec les Pays-Bas et le maintien des primes rhénanes; la S.N.C.B. et la situation des chemins de fer à l'étranger; le tarif des voyageurs et la charge des pensions à la S.N.C.B.; fait des constatations dans le domaine des transports); pp. 1137 à 1140;

NOEL (concernant les barèmes du personnel de la Régie des T.T. et des cheminots); pp. 1140 à 1143;

ANSEELE, m.c. (concernant la pêche; les installations du port d'Anvers; les questions de transport; la navigation rhénane; la mécanisation et la motorisation des services de l'Administration des Postes; le problème des chemins de fer et l'application de l'électronique; le discours de M. ARMAND, Président des Chemins de fer français; l'aviation; le déficit des chemins de fer: répond aux observations des orateurs); pp. 1143 à 1144;

tions des orateurs); pp. 1143 à 1144;
Observations de MM. SEGERS, STUBBE, DEL-PORT, DE GRAUW; pp. 1144 à 1148;

STUBBE (concernant la télévision; les passages à niveau; l'amélioration des lignes Bruges-Courtrai et Courtrai-Ypres-Poperinge); p. 1149;

NOEL (parle encore de l'équivalence entre les barèmes des agents de l'Etat et ceux des chemins de fer); p. 1149.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (28 mars 1957). Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1149.

Discussion des articles du projet (28 mars 1957). Art. 1 à 13.

Adoptés sans observations; pp. 1149 à 1151.

Vote (28 mars 1957).

M. NOEL justifie son vote; p. 1160.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 73 et 3 abstentions ; p. 1160.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Budgets. - Exercice 1957 (suite).

DEFENSE NATIONALE.

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1957.

Doc. - Nº 5-X. Projet du gouvernement.

N° 26. Amendements présentés par le gouvernement. N° 67. Amendement présenté par le gouvernement.

Nº 73. Rapport de M. Machtens.

Ann. -

Discussion générale (31 janvier 1957).

Discours de MM. MACHTENS, rapp. (rappelle les principes fondamentaux qui déterminent la politique militaire du gouvernement; parle de la diminution du budget); p. 456;

baron NOTHOMB (concernant les activités de la Commission mixte ; le problème de la réduction de la durée du service militaire ; la situation internationale; le problème de la défense de l'intérieur; le progrès du réarmement allemand; les forces d'intervention; le transfert de l'armée d'occupation belge; la loi sur l'enseignement unilingue, régional et territorial et l'enseignement bilingue dans la province de Luxembourg et la situation des militaires flamands et de leur famille); pp. 456 à 458;

FLAMME (se borne à envisager si les sacrifices imposés garantissent notre sécurité; parle des forces armées et, plus spécialement, des forces d'intervention; des effectifs dissemblables qui composent l'OTAN; de la possibilité d'instituer un nouveau type unique de division ; du manque de standardisation des systèmes utilisés par les forces composant l'OTAN); pp. 458 à 459;

BAERT (concernant les conséquences internationales des deux grands événements récents : Hongrie et Suez ; la politique suivie par la France et l'Angleterre et la politique à suivre par la Belgique; l'UNO; la politique de l'OTAN; la lutte menée entre l'Amérique et la Russie pour la suprématie mondiale; l'armée belge; la participation belge à l'organisation de la défense dans le cadre de l'OTAN; le rôle de la Commission militaire mixte; la réduction du service militaire; l'insuffisance de l'armement de nos divisions; la protection de la population civile); pp. 466 à 467;

. Observations de M. SPINOY, m.d.n.; p. 467;

SOBRY (concernant les congés supplémentaires ; les rappels, les sursis et le casernement des miliciensagriculteurs); pp. 467 à 468;

DE BOODT (concernant l'ajournement du projet de loi portant modification de la loi sur la milice et la réponse du ministre ; la tâche de la Commission militaire mixte; les initiatives prises par le ministre sans attendre l'avis de la Commission militaire mixte; les soucis de l'opinion publique belge; l'emploi des 100 milliards consacrés à la défense nationale; nos forces de défense intérieure; les obligations internationales; les officiers du cadre de complément ; l'absence des classes flamandes dans les villes de garnison en Wallonie et plus spécialement à Arlon; le retrait de décorations à d'anciens combattants 1914-1918 ayant figuré sur la liste de Rex ou de V.N.V.; les situations linguistiques à l'armée); pp. 468 à 471;

Observations de M. SPINOY, m.d.n.; p. 469 à 470; WARNANT (concernant les répercussions économiques et sociales de la flamandisation éventuelle de l'aérodrome de Beauvechain ; la situation à Tourinnes-la-Grosse, Hamme-Mille, Nodebais et Grez-Doiceau); p. 471;

Budgets. - Exercice 1957. - DEFENSE NATIONALE (suite).

SPINOY, m.d.n. (concernant l'emploi des langues à l'armée et spécialement à la force aérienne; la tâche de la Commission militaire mixte; les forces terrestres; les directives politiques données en décembre dernier par le conseil de l'OTAN ; la défense du territoire national et de notre espace aérien; la force aérienne ; répond aux orateurs intervenus) ; pp. 472 à 475;

Observations de MM. DE BOODT, ANCOT, SE-

GERS; pp. 472 à 473.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (5 février 1957).

Art. 1er.

Intervention de MM. JESPERS, SPINOY, m.d.n., DE BOODT; pp. 488 à 489; L'article est adopté; p. 489.

Art. 2 in fine.

Ces articles ainsi que ceux du budget de l'ORAF sont successivement mis aux voix et adoptés avec les amendements du gouvernement ; p. 489.

Discussion des articles du projet (5 février 1957).

Art. 1 à 7.

Adoptés sans observations ; p. 489.

Art. 8 (nouveau).

L'amendement du gouvernement tendant à insérer un article 8 nouveau est adopté; p. 489; Cet article est remis aux voix et définitivement adopté;

p. 490.

Vote (7 février 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 69 et 2 abstentions; p. 563.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

DETTE PUBLIQUE.

Budget de la Dette publique pour l'exercice 1957. Doc. - Nº 5-II. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 119. Rapport de M. Parmentier + annexe.

Ann.

Discussion générale (21 mars 1957).

Discours de MM. JANSSEN (concernant la connexion entre le budget extraordinaire et le budget de la dette publique; la progression du chiffre de la dette publique; l'évolution des charges, de la dette ; la dette occulte ; les réformes apportées au système du budget extraordinaire; la délimitation entre les dépenses ordinaires non productives et les dépenses extraordinaires productives ; l'équilibre du budget ; les amortissements ; les dettes de l'Etat et la charge des intérêts; le rapport du comité du Fonds des rentes pour les opérations de 1956; les emprunts émis en 1956 par l'Etat et les pouvoirs publics subordonnés; la convention de 1948 entre l'Etat et la Banque Nationale; le rapport du gouverneur de la Banque Nationale de février dernier; le danger d'inflation ; le plafond des avances de la Banque Nationale; l'historique des statuts de la Banque Nationale ; les erreurs de M. LIEBAERT lorsqu'il parle de : 1º les dépenses de l'Etat, dans son discours du 28 avril 1955; 2º l'opération financière avec le Fonds monétaire international réalisée par lui-même en 1952 comparée à celle de décembre 1956 réalisée par l'actuel Ministre des Finances

Budgets. - Exercice 1957. - DETTE PUBLIQUE (suite).

> avec les banques belges — discours de M. LIE-BAERT en date du 17 janvier 1957 —; 3º la dette flottante qui s'est développée en Suisse; 4º le remboursement de 30 millions de dollars empruntés au profit du Congo, les rapports de l'Etat avec la Caisse d'Epargne, le Crédit communal et la Société Nationale de Crédit à l'Industrie ; 5° la comptabilité de l'Etat qui est en réduction en décembre 1956 et les paiements de l'Etat; les erreurs commises par M. VAN ACKER relatives à l'encaisse-or et à l'augmentation de la dette publique ; émet des considérations générales sur la politique financière du gouvernement et parle du problème crucial devant lequel le gouvernement se trouve) ; pp. 1065 à 1069 et 1076 à 1081;

bservations de MM. HARMEGNIES, LIE-BAERT, m.f., comte d'ASPREMONT LYNDEN Observations de STRUYE, le PRESIDENT. DOUTREPONT, VAN HOUTTE; pp. 1065 à 1069, 1076 à 1081;

MOUREAUX (concernant la dette publique et son évolution; le recours à l'emprunt; la comparaison entre le montant de la dette publique et le revenu national; la situation de la dette publique de la Belgique par rapport à celle des Etats-Unis, de la Hollande, du Royaume-Uni et de deux pays qui n'ont pas fait la guerre : la Suisse et la Suède ; le danger d'inflation ; les avances de la Banque Nationale: le plafond des avances à la Banque Nationale; les emprunts de l'Etat, des autres pouvoirs publics et des parastataux ; l'équilibre entre le revenu national et la dette publique ; émet des conclusions) ; pp. 1082 à 1083;

Observations de MM. STRUYE, JANSSEN, P. DE SMET; p. 1083.

Reprise de la discussion générale (26 mars 1957).

Discours de MM. LIEBAERT, m.f. (répond à l'exposé technique de M. JANSSEN; parle de l'argument « dette occulte »; de l'opération traitée avec les banques belges en décembre dernier et du droit de tirage sur le Fonds monétaire à Washington; expose la situation financière réelle et la situation de trésorerie de l'Etat belge ; répond à différentes critiques émises ; rencontre la thèse de l'opposition que le trésor bénéficierait du montant du prélèvement conjoncturel; produit les chiffres relatifs au Trésor public pour l'année 1956; émet des considérations générales; répond aux remarques émises par M. JANSSEN et concernant certaines déclarations du Premier Ministre); pp. 1094 à 1097; Observations de MM. VAN HOUTTE, JANSSEN.

STRUYE DULIEU; pp. 1096 à 1097; DUVIEUSART (concernant la trésorerie de l'Etat; le retard dans les paiements; la situation de la Société Nationale d'Habitations à bon marché et de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie); pp. 1097 à 1098;

Observations de MM. LIEBAERT, m.f., DOUTRE-

PONT; p. 1098; LIEBAERT m.f., répond aux observations de M. DUVIEUSART; p. 1098.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (26 mars 1957). Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1098.

Discussion des articles du projet (26 mars 1957). Art. 1 et 2.

Adoptés sans observations ; p. 1098.

Budgets. - Exercice 1957. - DETTE PUBLIQUE (suite).

Vote (28 mars 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix contre 69 et 4 abstentions; p. 1161. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

DOTATIONS.

Budget des Dotations.

Doc. - Nº 5-IV. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 262. Rapport de M. Wiard.

Discussion générale (26 juin 1957). Ann.

Discours du baron NOTHOMB (concernant la quotepart du Sénat dans le déficit de l'impression des annales et des comptes rendus analytiques ; l'exemple de la France; l'article 10 du budget : « cérémonies, uniformes des huissiers, médailles, etc... »; le poste « Union interparlementaire » et « Association parlementaire de l'OTAN »; pp. 1524 à 1525; Observations de MM. ORBAN, ROLIN, le PRESI-

DENT; p. 1525; DOUTREPONT, Président du Collège des questeurs (répond aux observations du baron NO-THOMB); pp. 1525 à 1526; Observations de M. R. HOUBEN; p. 1526;

baron de DORLODOT (concernant le port de l'uniforme); p. 1526;

Observations de M. le PRESIDENT et du baron

NOTHOMB: p. 1526: V. DE BRUYNE (propose d'employer pour tous les projets et propositions de loi un seul système de numérotation comme il se fait à la Chambre); p. 1526;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (26 juin 1957). Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1526.

Discussion de l'article unique (26 juin 1957). Adopté sans observations ; p. 1526.

Vote (27 juin 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 135 voix contre 4 et 5 abstentions; p. 1562; Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

FINANCES.

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1957.

Doc. - Nº 5-XXI. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 155. Rapport de M. Doutrepont.

Ann. -

Discussion générale (26 mars 1957).

Discours de MM. DOUTREPONT, rapp. (concernant les dépenses propres au département des Finances ; la liquidation des services nés de la guerre ; la politique en matière de fabrication des monnaies ; les méthodes de paiement des traitements du personnel de l'Etat ; le fonctionnement du Service central des dépenses fixes ; la formation professionnelle des agents; le manque de coordination entre les administrations fiscales et cite trois cas particuliers; la méthode d'application des lois fiscales); pp. 1099

Observations de MM. HARMEGNIES, LIEBAERT, m.f., ANCOT: pp. 1101 à 1103;

Budgets. - Exercice 1957. - FINANCES (suite).

van LOENHOUT (se déclare d'accord avec M. DOU-TREPONT quant à la formation adéquate des agents des contributions ; parle de la majoration des impôts directs en cas de déclaration inexacte; le service spécial de la taxe de transmission, le contrôle spécial des abattoirs de la Campine et le manque de coordination entre le département des Finances et celui de la Santé publique ; demande d'envoyer des contrôleurs flamands dans les régions flamandes); p. 1106;

VAN IMPE (concernant le caractère nocif de certaines taxations imposées; les vexations inutiles; le paiement anticipatif des impôts; les abus en matière d'enregistrement); pp. 1106 à 1107;

Observations de M. DE BLOCK; p. 1106;

VAN HOUTTE (concernant l'évaluation des stocks dans l'industrie textile en vue de l'assiette de l'impôt professionnel; l'étude du cumul des revenus familiaux des non-salariés ; la coordination et la simplification des impôts; pp. 1107 à 1108;

ADAM (concernant les services nés de la guerre); p. 1108;

LIEBAERT, m.f. (répond aux orateurs; parle des taxations ; rend hommage aux fonctionnaires de son département); pp. 1108 à 1110;

Observations de MM. DOUTREPONT, DUVIEU-SART, VAN HOUTTE; pp. 1108 à 1110;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (26 mars 1957). Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1110.

Discussion des articles du projet (26 mars 1957). Art. 1 à 5.

Adoptés sans observations; p. 1110.

Vote (28 mars 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix contre 69 et 4 abstentions; p. 1161. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

GENDARMERIE.

Budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1957.

- Nº 5-XI. Projet du gouvernement. Nº 67. Rapport de M. Knops.

Ann. -

Discussion générale (20 décembre 1956).

Discours de MM. DOUTREPONT (propose de remettre la discussion jusqu'après les vacances);

le PRESIDENT (propose d'épuiser l'ordre du jour);

p. 284; VAN GERVEN (questionne le ministre concernant vice de certains officiers à la colonie ; les brigades rurales; le maximum de traitement des gendarmes); p. 284

FLAMME (demande au ministre que les moyens nécessaires soient mis à la disposition de la gendarmerie afin de faire baisser le taux des accidents

de la route) ; p. 284 ; MACHTENS (concernant la mission du gendarme et

son traitement); pp. 284, 285; SPINOY, m.d.n. (répond aux questions posées par les orateurs); p. 285;

La discussion générale est close.

Budgets. - Exercice 1957. - GENDARMERIE (suite).

Discussion des articles du tableau (20 décembre 1956). Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés : p. 285.

> Discussion de l'article unique du projet (20 décembre 1956).

Adopté sans observations ; p. 285.

Vote (20 décembre 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 83 voix contre 51 et 8 abstentions; p. 287.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1957.

Doc. - Nº 5-XIX. Projet du gouvernement.

Nº 52. Amendements présentés par le gouvernement.

N° 125. Amendements présentés par le gouvernement. N° 173. Rapport de M. Craeybeckx + annexe.

Nº 175. Amendement proposé par le baron Nothomb.

Nº 201. Amendement proposé par M. Leynen.

Nº 207. Amendement proposé par M. Delport.

Ann. -

Discussion générale (19 mars 1957).

Discours de MM. CRAEYBECKX, rapp. (concernant les chiffres du budget; les amendements du gouvernement tendant à réduire les crédits ; l'évolution de l'instruction publique ; l'éducation de la jeunesse ; le souci grandissant que doit présenter cette

éducation); pp. 1010 à 1011;

DELPORT (concernant le manque de chercheurs et de techniciens dans le domaine des sciences; le programme d'enseignement national démocratique du ministre ; la population scolaire ; les charges de l'enseignement supérieur pour les économiquement fai-bles : la situation en Belgique et aux Etats-Unis ; les raisons qui plaident en faveur d'une démocratisation de l'enseignement secondaire et universitaire suivie d'une sélection sévère, uniquement basée sur la valeur; la nécessité de modifier notre système d'enseignement; la formation d'ingénieurs et de techniciens; les griefs de l'enseignement normal catholique : différence de barèmes, avantages sociaux. double pécule de vacances ; les revendications du P.S.C.); pp. 1011 à 1014;

DELIEGE (concernant l'agrandissement et l'amélioration des bâtiments scolaires existants et la construction de nouveaux bâtiments ; l'école moyenne pour jeunes filles à Binche ; les cantines et les restaurants scolaires; la majoration des subsides aux centres psycho-médico-sociaux ; la création d'établissements d'enseignement moyen dans l'arrondissement de Thuin; les abonnements scolaires; le surpeuplement

des classes); p. 1015;

BUSIEAU (concernant l'organisation de l'enseignement technique; la démocratisation de l'enseignement et l'effort accompli de 1954 à 1956 ; la prolongation de la scolarité; les retardés pédagogiques; le Fonds national des études; l'éducation populaire ; la valorisation de l'enseignement technique ; l'équipement nécessaire en écoles techniques; les élèves de l'enseignement technique; l'évolution des populations scolaires : la formation des ingénieurs et des ingénieurs techniques ; le rapport de la Fédération des Industries belges de 1955; la canalisation des éléments doués vers l'enseignement général : l'accès de la jeunesse féminine à la spécialisaBudgets. — Exercice 1957. — INSTRUCTION PU-BLIQUE (suite).

tion technique; l'établissement des besoins en ingénieurs et en ingénieurs techniques; le danger éventuel du développement de l'enseignement technique); pp. 1015 à 1018;

Observations de MM. ANCOT, R. DESMEDT, COLLARD, m.i.p., YERNAUX; pp. 1016 à 1017;

VANDERMEULEN (concernant la progression constante du budget de l'Instruction publique, le Fonds des constructions scolaires et universitaires de l'Etat; l'exécution de la loi du 27 juillet 1955; le traitement des instituteurs primaires et la valorisation des années de milice ou de captivité; les conservatoires et écoles de musique appartenant aux communes; les musées de province; les musées communaux; le problème de la délinquance juvénile); pp. 1018 à 1019;

PHILIPS (concernant la jeunesse délinquante et l'éducation morale de la jeunesse; son accord avec M. VANDERMEULEN à ce sujet; la différence entre ses opinions et principes et ceux du ministre; le principe de la liberté; le refus du ministre de reconnaître un établissement nouveau ou une section nouvelle de l'enseignement moyen catholique; la possibilité d'un échange de vues avec le ministre au sujet de la réforme de l'enseignement secondaire; l'organisation d'un tronc commun pour le cycle inférieur des humanités; la création d'humanités techniques; la création d'un centre d'étude pour l'enseignement secondaire; la possibilité de collaboration entre les deux secteurs de l'enseignement); pp. 1020 à 1022;

Observations de MM. LEYNEN et YERNAUX; p. 1020;

DULIEU (concernant l'augmentation des crédits aux services éducatifs, les problèmes de la jeunesse scolaire et adolescente : la délinquance juvénile en Belgique et à l'étranger ; l'état d'esprit d'une partie de la jeunesse ; l'étendue du mal et ses causes : influence du cinéma, de la radio, de la télévision, de la presse enfantine, notion de « liberté » ; les moyens pour remédier au mal) ; pp. 1022 à 1023 ;

YERNAUX (concernant les offices d'orientation professionnelle; les centres psycho-médico-sociaux de l'Etat; les intérimaires; le nombre d'élèves dans les écoles gardiennes; la pénurie d'instituteurs et d'institutrices; le statut des écoles spéciales d'ingénieurs techniques; les professeurs des écoles de musique communales: le statut de l'enseignement musical; la révision de l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire et le temps passé par le personnel à l'armée, à la guerre, comme prisonnier. dans le maquis); pp. 1023 à 1024;

CROMMEN (concernant les problèmes qui se posent dans chaque secteur de l'enseignement; la campagne menée contre le projet permettant aux régents de donner cours dans le cycle primaire de l'enseignement moyen; l'homologation des diplômes et l'accès à l'université; la campagne menée autour de l'Université de Gand; l'hôpital académique de Gand; la situation du personnel ouvrier de l'Université de Gand); pp. 1025 à 1026.

Reprise de la discussion générale (20 mars 1957). Discours de MM. HENSKENS (concernant les élèves et le personnel enseignant de toutes les sections; l'enseignement Froebel; l'enseignement primaire; les classes parallèles pour l'adaptation des

Budgets. - Exercice 1957. - INSTRUCTION PU-BLIQUE (suite).

retardés; les expériences dans l'enseignement secondaire dans des écoles pilotes; l'admission aux examens de fin d'études ou la délivrance de certificat de fin d'études dans le cycle inférieur; l'avenir des élèves des écoles pilotes; l'homologation des diplômes; l'enseignement technique; les institutrices frœbeliennes; la valorisation de l'école normale Frœbel, primaire et moyenne et les intérêts des quatre groupes de personnel enseignant); pp. 1029 à 1031;

LEYNEN (concernant le Fonds national des études; l'incidence financière de la loi de juillet 1955 sur les établissements d'enseignement libre; le coût d'un élève d'un établissement de l'Etat et d'un élève d'un établissement libre pour l'enseignement normal, moyen et technique; l'inégalité d'attribution aux deux secteurs de l'enseignement des allocations familiales, de la pension; les minima exigés pour la population scolaire; les subsides d'activité; la compensation; affirme que l'enseignement libre est traité en parent pauvre; parle d'un fonds d'emprunt pour la construction d'écoles libres); pp. 1031 à 1034;

Observations de MM. HENSKENS, ORBAN, COL-LARD, m.i.p.; pp. 1032 à 1034;

NEEFS (concernant l'enseignement technique dans le cadre de l'application de la loi Collard; les trois sortes d'écoles techniques: définitivement agréées, limitativement agréées, provisoirement agréées; le Conseil supérieur de l'enseignement technique; le personnel administratif, les surveillants éducateurs, les ingénieurs techniques; le traitement des professeurs de l'enseignement pratique; les titulaires des branches spéciales; les avantages sociaux accordés au personnel des écoles officielles et ceux accordés au personnel des écoles libres; le problème des pensions, leur calcul: la pension des professeurs de l'enseignement technique officiel comparée à celle de leurs collèques de l'enseignement moyen de l'Etat; le paiement des cotisations au profit du Fonds des veuves et orphelins); pp. 1034 à 1036;

LIGOT (concernant l'accroissement constant de la population scolaire; la création d'écoles expérimentales; les anomalies dans le secteur de l'enseignement primaire par suite du manque d'instituteurs; les enfants retardés et l'expérience faite à La Louvière avec des classes parallèles; l'enseignement technique féminin; l'enseignement musical et les beaux-arts; la création éventuelle d'humanités artistiques; la création de centres culturels provinciaux); pp. 1036 à 1037;

VAN IN (rend hommage au rapporteur; parle des traitements, de l'indemnité de déplacement et de l'indemnité pour frais de bureau accordés aux inspecteurs de l'Etat de l'enseignement primaire; l'épuration et la révision de la liste des « indignes »; les écoles de filles où des garçons sont admis en première et en seconde années d'études; l'adaptation et la réforme de l'enseignement primaire et du quatrième dearé; l'enseignement spécial pour anormaux et assimilés; l'enseignement Fræbel des enfants anormaux et assimilés; le manque d'établissements spécialisés pour l'enseignement spécial et le prix de la journée d'entretien; l'orthographe); pp. 1037 à 1039;

Observations de M. LEYSEN; p. 1037;

LEYSEN (concernant les aspects de la démocratisation de l'enseignement ; le problème des élèves arriérés ; la généralisation de l'enseignement Frœbel ; la Budgets. - Exercice 1957. - INSTRUCTION PU-BLIQUE (suite).

> réforme de l'enseignement et la prolongation de la scolarité; le quatrième degré; le statut des professeurs spéciaux des branches pratiques ; le désordre dans les traitements du personnel de l'enseignement primaire); pp. 1039 à 1040.

Reprise de la discussion générale (20 mars 1957).

Discours de MM. GEORGE (concernant les possibilités d'accès aux hautes fonctions du département pour les membres de la hiérarchie pédagogique; le rythme des diverses phases d'une nomination; les professeurs spéciaux dans les sections préparatoires; l'enseignement de la morale à l'école primaire); pp. 1042 à 1043;

NOEL (concernant la démocratisation de l'enseignement; les classes du quatrième degré; la réforme de l'enseignement secondaire ; la prolongation de la scolarité; la spécialisation; les classes inférieures d'humanités; le pré-technique et le pré-professionnel dans les écoles A 3; les grandes écoles et la création de petites écoles ; la suppression du cloison-nement et la loi sur l'homologation ; l'accès aux études universitaires; les écoles ménagères ordinaires et les écoles ménagères agricoles ; l'enseignement secondaire; l'enseignement technique; l'enseignement technique féminin et les écoles suisses; certaines anomalies au point de vue barèmes ; l'enseignement public subventionné; l'équivalence entre les traitements du personnel de l'enseignement public subventionné et du personnel enseignant de l'État); pp. 1043 à 1046;

Observations de MM. COLLARD, m.i.p., DUVIEU-SART, RASSART, ORBAN, BUSIEAU; pp. 1044

CRAEYBECKX, rapp. (répond à M. NOEL au sujet du cycle inférieur des humanités); p. 1046;

SLEDSENS (concernant l'opposition entre l'enseignement libre et l'enseignement officiel ; l'effort à faire par l'Etat en faveur de l'enseignement libre ; la cotisation patronale à la sécurité sociale pour les membres de l'enseignement libre ; le paiement des traitements, les minima exigés pour l'obtention du subside; l'agréation et le droit aux subsides des établissements d'enseignement moyen libre ; l'indemnité de compensation ; les écoles supérieures de commerce; les beaux-arts et l'éducation populaire); pp. 1047 à 1049;

COLLARD, m.i.p., (félicite le rapporteur ; répond aux orateurs ; s'étend sur le problème de la réforme de l'enseignement et des constructions scolaires ; répond au discours de M. PHILIPS); pp. 1049 à 1055;

Observations de MM. YERNAUX, NEEFS, DE BLOCK; pp. 1051 à 1053;

PHILIPS (répond au ministre au sujet de la collaboration entre l'enseignement officiel et l'enseignement libre); p. 1055;

Observations de MM. BOUILLY, DOUTREPONT, BUSIEAU; p. 1055;

VAN IMPE (concernant l'enseignement à domicile des enfants atteints d'une incapacité physique); . 1055

DÉLPORT (concernant les crédits prévus pour l'arriéré de traitement du personnel de l'enseignement technique, moyen et primaire libre); pp. 1055 à 1056;

NOEL (concernant la revalorisation des traitements des régents, des instituteurs de l'Etat et des inspecteurs cantonaux); p. 1056;

Budgets. - Exercice 1957. - INSTRUCTION PU-BLIQUE (suite).

COLLARD, m.i.p., (répond à M. NOEL) ; p. 1056 ; MOREAU de MELEN (dit que plusieurs membres de la droite siégeaient en commission sous la présidence de M. VAN REMOORTEL et que luimême est revenu dans l'enceinte avant la levée de la séance) ; p. 1056 ;

Observations de MM. BOUILLY et le PRESIDENT;

p. 1056;

baron NOTHOMB (concernant les problèmes nonscolaires ressortissant au budget de l'Instruction publique; l'insuffisance de la recherche scientifique ; la section des beaux-arts ; le statut des académies ; la création d'un Ministère des Sciences et des Arts; l'utilité et le but de l'Intergroupe des Intérêts intellectuels ; la création d'un Fonds national des lettres et des arts ; l'installation d'un centre culturel dans le Luxembourg ; l'établissement d'une succursale des musées royaux dans le palais abbatial de Saint-Hubert; l'organisation d'un complexe culturel dans la ville d'Arlon; les efforts des services de l'éducation populaire et de ceux des Beaux-Arts; la taxe compensatoire dont la France frappe les

produits belges, livres compris); pp. 1056 à 1058; Observations de MM. le PRESIDENT, CROMMEN, COLLARD, m.i.p.; pp. 1056 à 1058; COLLARD, m.i.p. (répond à M. DELPORT);

Observations de MM. SLEDSENS et DUVIEU-SART; p. 1058;

VAN REMOORTEL (concernant les subsides aux

théâtres); pp. 1058 à 1059; COLLARD, m.i.p. (répond au baron NOTHOMB; s'étend sur le problème du théâtre); pp. 1059 à

Observations du baron NOTHOMB; p. 1059;

DE GRAUW (pose trois questions au ministre au sujet des théâtres); p. 1060;

baron NOTHOMB (concernant l'aide aux théâtres); p. 1060:

Observations de M. COLLARD, m.i.p.; p. 1060; COLLARD, m.i.p. (répond aux questions de M. DE GRAUW); pp. 1060 à 1061

Observations de MM. DE GRAUW, SLEDSENS; pp. 1060 à 1061 :

pp. 1000 a 1001;
MOREAU de MELEN (concernant le théâtre permanent; le Gymnase de Liège); p. 1061;
COLLARD. m.i.p. (répond à M. MOREAU de MELEN); p. 1061;
Observations de MM. le PRESIDENT, MOREAU

de MELEN, DUVIEUSART; p. 1061; La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (20 mars 1957). Art. 22. - Sect. IV.

Intervention de MM. LEYNEN, COLLARD, pp. 1061 à 1062;

Le vote sur les amendements est réservé; p. 1062.

Art. 22. - Sect. IX.

Intervention de MM. DELPORT, COLLARD, baron

NOTHOMB; pp. 1062 à 1064; Observations de MM. CROMMEN, baron NO-THOMB, COLLARD; pp. 1063 à 1064;

Le vote sur les amendements est réservé; p. 1064. Reprise de la discussion des articles du tableau

(21 mars 1957).

Sect. I, II, III.

Les articles de ces sections sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1069.

Budgets. - Exercice 1957. - INSTRUCTION PU-BLIQUE (suite).

Art. 3 à 21. - Sect. IV.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1069.

Art. 22. - Sect. IV.

Intervention de MM. LEYNEN, COLLARD; L'amendement de M. LEYNEN est rejeté; L'article 22 est adopté; p. 1070.

Art. 23 à 29. - Sect. IV.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1070.

Sect. V, VI, VII, VIII.

Les articles de ces sections sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1070.

Art. 3 à 21. - Sect. IX.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1070.

Art. 22. - Sect. IX.

Intervention de M. DELPORT qui retire son amen-

Intervention du baron NOTHOMB, MM. COL-LARD et le PRESIDENT

L'amendement du baron NOTHOMB et de Mme CI-SELET est adopté;

L'article amendé est adopté; p. 1072.

Art. 23 à 27. - Sect. IX.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1072.

Art. 28. - Sect. IX.

L'amendement du baron NOTHOMB est adopté; L'article amendé est adopté; p. 1073.

Art. 29. - Sect. IX à fin.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1073;

Les articles du budget du Fonds national des Etudes sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1073;

Les articles 22 et 28 amendés de la section IX sont remis aux voix et définitivement adoptés; p. 1073.

Discussion des articles du projet (21 mars 1957).

Art. 1 à 11.

Adoptés sans observations; pp. 1074 à 1075.

Vote (21 mars 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 82 voix contre 65 et 5 abstentions; p. 1075.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

INTERIEUR.

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1957. Doc. - Nº 5-VIII. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Discussion générale (12 mars 1957).

Nº 98. Rapport de M. Yernaux.

Discours de MM. YERNAUX, rapp. (concernant les chiffres du budget ; le problème des finances communales et les trois moyens pour remédier à cette situation ; les finances provinciales ; le problème des grandes agglomérations ; les intentions du gouvernement à ce sujet ; les solutions au problème ; quelBudgets. - Exercice 1957. - INTERIEUR (suite).

ques idées générales; la constitution de centres de secours chargés d'intervenir en cas de calamité publi que ; la catastrophe de Marcinelle ; les retards apportés dans la liquidation des suppléments communaux aux instituteurs); pp. 922 à 924;

HARMEGNIES (concernant la revision du cadre du gouvernement provincial de Hainaut ; la réorganisation des services du commissariat d'arrondissement; le traitement et la pension des députés permanents ; le problème des finances provinciales et communales; le régime appliqué aux communes antérieurement à la législation de décembre 1948 et actuellement ; les solutions au problème : la séparation des commissions d'assistance des communes ; la part des communes dans la conjoncture favorable du pays; la situation des grosses et moyennes communes industrielles et plus spécialement celles du Borinage; la note du Ministre des Finances aux communes et relative à la pension des instituteurs pour 1955 et 1956; le versement du produit des additionnels à la contribution foncière); pp. 924 à 925;

SLEDSENS (concernant le traitement et la pension des députés permanents; le dépôt éventuel d'un projet de la loi relatif à la rémunération des députés permanents ; la création du grade de commis spécial dans les cadres du personnel de l'Etat ; l'application de l'arrêté du 13 avril 1955 dans les administrations centrales et son effet rétroactif; le certificat de bonne vie, mœurs et civisme; le retard dans le paiement des suppléments communaux au personnel enseignant et la discrimination à l'égard de l'enseignement adopté; les tribunaux de simple police; les dépenses de l'éclairage public ; la reprise des chemins de grande communication; les grandes communes; la publication du recensement linguistique, la situation linguistique dans l'agglomération bruxelloise; la publication des rapports de la Commission permanente pour le contrôle linguistique; les circulaires ministérielles de M. VERMEYLEN, rédigées en 1947 et 1948 et relatives à l'application des lois linguistiques); pp. 925 à 928;

Observations de M. VANDER BRUGGEN; p. 926; NOEL (concernant les secrétaires communaux, le service social du personnel communal, le barème des agents de 2e, 3e et 4e catégories, la progressivité des deux taxes industrielles sur le personnel occupé et sur la force motrice; le problème des finances provinciales et communales, les principes de base de la loi de 1948, le déficit des communes, le redressement de la situation de 1952, les additionnels à la taxe professionnelle des communes, la charge de l'assistance publique des communes; le déficit de trésorerie de certaines communes ; la quote-part du Fonds des communes, les barèmes communaux octroyés aux instituteurs); pp. 929 à 931;

Observations de MM. BUSIEAU, YERNAUX; pp. 930, 931;

PAIRON (concernant les demandes des communes tendant à être classées dans une catégorie supérieure); p. 931;

VAN IMPE (répond à M. SLEDSENS concernant la question linguistique; les certificats de bonnes vie et mœurs ; la demande de réhabilitation ; le traitement des députés permanents; les commissions d'assistance publique); pp. 931 à 932; Observations de MM. SLEDSENS et BUSIEAU;

p. 931;

NÍHOUL (demande des explications au ministre au sujet de l'arrêté royal publié au Moniteur le 28 fé-

Budgets. - Exercice 1957. - INTERIEUR (suite).

vrier dernier; la suppression dans le budget de la province de Liège d'un subside de 11 millions accordé par le Conseil provincial pour l'entretien des chemins de grande communication; les additionnels dans une commune rurale et dans une ville; l'épuraration administrative; le supplément aux instituteurs communaux; les moyens différents pour alléger dans une certaine mesure les finances communales); pp. 932 à 933;

Observations de M. DELMOTTE; p. 932;

DELMOTTE (concernant la loi de 1948 sur les finances communales et les éventuelles modifications à cette loi; la situation des communes à tous points de vue); pp. 933 à 935;

Observations de MM. LEYNEN, le PRESIDENT, R. DESMEDT; pp. 933 à 935;

BUSIEAU (concernant les suppléments communaux aux instituteurs primaires; le système actuel et les conséquences de la situation actuelle; les solutions au problème; la situation des communes industrielles; les taxes industrielles; les taxes sur la force motrice et sur le personnel occupé; la situation dans le Borinage); pp. 935 à 936.

Reprise de la discussion générale (13 mars 1957).

Discours de MM. DE MAN (concernant les finances provinciales et communales, les charges des communes, la réforme de l'assistance publique ; la part des communes dans la haute conjoncture et dans la plusvalue des impôts ; la reprise par l'Etat de certaines charges qui pèsent sur les communes; les frais d'éclairage des routes nationales et la situation dans certaines communes; la reprise des routes communales par l'Etat; les finances provinciales; les critères de répartition : la quote-part par tête d'habitant, le revenu cadastral, les primes à la construction considérées comme des dépenses pour la Santé publique, la dotation des provinces ; le chômage en Flandre occidentale; le reclassement des communes; les crédits inscrits au budget pour l'Exposition de 1958 et l'application de la loi sur l'emploi des langues; les grandes agglomérations; la régionalisation et l'intercommunalisation de certains services; la sécurité civile en période de guerre et en période de paix; demande qu'au C.R.A. la dernière phrase du discours de M. SLEDSENS soit modifiée dans sa traduction française); pp. 946 à 948;

Observations de MM. ANCOT, VAN BUGGEN-HOUT, ORBAN; pp. 946 à 948;

V. DE BRUYNE (concernant les frais de greffe et de parquet du tribunal de police à charge des communes et la situation à Hoboken. Zwijndrecht et Burcht; l'intervention de la commune dans la construction d'une église; les difficultés dans le domaine de l'organisation des vacances des employés communaux; l'impôt pour l'enlèvement des immondices; la loi de 1948 et la loi du 3 juillet 1956 sur la revision des critères du Fonds des communes; fait une suggestion afin d'assurer aux communes des revenus stables; parle du principe d'une imposition nouvelle afin d'assainir la situation financière des communes); pp. 948 à 950;

VERMEYLEN, m.i. (rappelle brièvement ce que le présent gouvernement a fait en faveur des finances communales; émet des considérations concernant les causes de l'actuelle situation des finances communales; redresse une erreur reprise dans le rapport concernant l'assistance publique; envisage les moyens

Budgets. - Exercice 1957. - INTERIEUR (suite).

tendant à assainir la situation des communes et parle des additionnels à l'impôt foncier; parle des réformes à envisager: la voirie de grande communication, les locaux de justice, les parquets de police, l'augmentation des fonds; la discussion dans les pays voisins au sujet des finances communales; de l'autonomie communale; des grandes agglomérations et du rapport de M. BLUM; répond aux orateurs); pp. pp. 950 à 956;

Observations de MM. PONCELET, LEYNEN, SLEDSENS, HARMEGNIES, NOEL, BUSIEAU, DE WINTER, YERNAUX, R. DESMEDT; pp. 950 à 954;

VAN BULCK (concernant la question de ramener le délai d'expropriation forcée à deux ou cinq ans; la révision des traitements des secrétaires communaux; les secrétaires communaux des communes non reclassées; l'adaptation de l'indemnité de milice; les suppléments de traitement des secrétaires communaux); p. 956;

ALLARD (concernant la qualité essentielle de la loi de 1948 : procurer des ressources aux communes qui n'avaient pas de matière imposable suffisante; la diversité d'emploi des crédits accordés; l'alimentation du Fonds des communes; les additionnels; l'ensemble des impôts cédulaires pendant les dernières années; la dotation du Fonds des communes et du Fonds d'assistance publique; la révision cadastrale; le reclassement des communes; les problèmes linguistiques); p. 956 à 958;

LAGAE (concernant la loi du 3 juillet 1956 modifiant les critères pour la répartition du Fonds des provinces; l'incidence de cette loi sur le budget des provinces; le cas de la Flandre orientale; l'équilibre des budgets provinciaux; la rétroactivité au 1er janvier 1956 de la loi du 3 juillet 1956; la revision du traitement des députés permanents et la rétroactivité de cette adaptation au 1er janvier 1955; la pension des députés permanents et l'adaptation de leurs frais de déplacement); pp. 958 à 959;

Observations de M. VERMEYLEN, m.i.; p. 959;

LACROIX (concernant le salaire des ouvriers communaux; la qualification des « semi-qualifiés »; le traitement d'une femme à journée occupée dans un certain athénée royal comparé à celui des ouvriers qualifiés et de commis à l'administration; la suppression de l'exercice de la fonction de ministère public par les commissaires de police dans les chefs-lieux des cantons; les finances provinciales et communales; le Fonds des communes, des provinces et des commissions d'assistance publique); pp. 959 à 960;

GILSON (concernant les suppléments de traitement au personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes, communales et adoptées); p. 960;

VAN BUGGENHOUT (concernant l'autonomie des communes; les finances provinciales; le système actuel de répartition; la situation en Flandre occidentale; l'industrie touristique à la côte belge; les difficultés de la commune de Coxyde: les parkings, la circulation, la reprise des routes; l'assistance publique; la protection aérienne avec un corps de volontaires pour les incendies et le danger des tempêtes. l'aérodrome, la taxe de séjour; l'augmentation d'une unité du nombre des échevins des communes de la côte; la comparaison des bourgmestres des communes côtières avec les bourgmestres de l'intérieur du

Budgets. - Exercice 1957. - INTERIEUR (suite).

pays; les subsides aux communes côtières); pp. 960 à 962

GODIN (concernant les finances communales : le déficit de certaines communes, leur recours à l'emprunt, l'allègement des charges, la loi sur l'assistance publique, le Fonds des communes); pp. 962 à 963; Observations de M. VERMEYLEN, m.i.; p. 963;

VERHAEST (concernant la Commission permanente de contrôle linguistique, ses frais d'administration);

pp. 963 à 964;

SLÉDSENS (concernant la réponse insuffisante du ministre au sujet de la Commission permanente de contrôle linguistique, la législation linguistique, la frontière linguistique, le supplément communal aux instituteurs de l'enseignement officiel et libre);

VÉRMEYLEN, m.i. (répond aux orateurs); pp. 964

à 966:

Observations de MM. SLEDSENS, VAN BUG-GENHOUT, GODIN, LAGAE, YERNAUX; pp. 964 à 965.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (13 mars 1957). Art. 1 à 27.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 966.

Art. 28.

Intervention de MM. WIARD, VERMEYLEN; Observations de M. WIARD: Cet article est adopté; p. 967.

Art. 29.

Cet article est mis aux voix et adopté; p. 967.

Discussion des articles du projet (13 mars 1957). Art. 1 à 3.

Adoptés sans observations; pp. 967 à 968.

Vote (14 mars 1957).

M. ROLIN justifie le vote de son groupe; p. 986. L'ensemble du projet de loi est adopté par 83 voix contre 64 et 6 abstentions; p. 986.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

JUSTICE.

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1957. Doc. - Nº 5-VII. Projet transmis par la Chambre des Représentants. Nº 193. Rapport de M. George.

Ann. -

Discussion générale (28 mars 1957).

Discours de M. CUSTERS (concernant la composition des cours d'appel et l'exemple de Liège; les nominations dans les cadres de la magistrature de Bruxelles ; la répression et la politique suivie par le gouvernement; les personnes condamnées simplement pour délinquence politique; le problème des « épurés »; les personnes condamnées à des dom-mages-intérêts; l'épuration administrative; les cas d'exclusion en matière de dommages de guerre; l'amnistie); pp. 1154 à 1158; Observations de MM. LILAR, m.j., ORBAN; pp.

1156, 1157

Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE (concernant le statut des objecteurs de conscience ; le régime de la probation ; la loi de 1930 sur les mesures

Budgets. - Exercice 1957. - JUSTICE (suite).

de défense sociale; les réformes pénitentiaires; les délinquants anormaux; le service d'anthropologie pénitentiaire; les méthodes de traitement psychiâtrique ; l'asile de Tournai ; la tutelle médico-sociale des anormaux libérés ; le régime spécial pour les anormaux-prévenus; la détention préventive; la re-valorisation des services mis à la disposition du ministre; les enfants délinquants); pp. 1161 à 1163:

Observations de M. STRUYE; p. 1162;

VAN IMPE (concernant la détention préventive ; le cas de l'inculpé qui bénéficie d'un avis favorable du juge d'instruction pour mise en liberté; l'enregistrement et le paiement des droits de mutation au receveur de l'enregistrement sur simple affirmation du demandeur); pp. 1163 à 1164;

CHOT (concernant les réformes réalisées par le ministre ; la détention préventive ; le fonctionnement des établissements de défense sociale; l'établissement de Tournai; la constitution de la commission dite « Commission Cornil » ; la délinquance juvénile et l'établissement de Bruges ; le cadre judiciaire ; la loi assurant la défense des animaux); pp. 1164 à 1165;

GEORGE, rapp. (rend hommage au ministre et rappelle les réformes réalisées par lui ; parle de la protection de l'enfance; le projet de loi relatif au nouveau régime de protection des mineurs ; la délinquance juvénile; les établissements de défense sociale; l'établissement de Tournai; les expériences faites à Hoogstraten, à Ruiselede et à Marneffe; le troisième chapitre relatif à l'adolescence coupable que comportait le projet de loi qui est devenu la loi d'avril 1930 ; le pouvoir judiciaire et les commissions à caractère juridictionnel) ; pp. 1166 à 1168 ;

Observations de Mme BEECKMAN-Vve VANDER-VELDE; p. 1166.

Reprise de la discussion générale (3 avril 1957).

Discours de MM. DE BAECK (concernant la réforme du Code de procédure civile; la réunification des pouvoirs judiciaires ; la suppression des avoués : le monopole de la plaidoirie des avocats ; la rénovation de la procédure pénale et du droit pénal et le rôle de l'Etat; la recréation du comité permanent de législation et la compétence du Conseil d'Etat ; la répression ; les cas graves ; ceux qui ont bénéficié d'un arrêt de grâce motivé; les condamnés pour actes politiques); pp. 1187 à 1188;

Observations de MM. GOOSSENS, ROLIN; p. 1188; ROLIN (concernant la détention préventive; la cir-culaire ministérielle du 6 mai 1913; les mandats d'arrêt; l'enfance délinquante; les établissements privés; les juges des enfants); pp. 1188 à 1190;

HOUGARDY (concernant l'indemnité forfaitaire journalière des membres de la police judiciaire ; le manque de coordination entre la Sûreté de l'Etat et la police judiciaire ; la pension du personnel des laboratoires de la police judiciaire; le recrutement du personnel à la police judiciaire du parquet); p. 1190;

PHOLIEN (concernant le traitement des secrétaires et secrétaires-adjoints des parquets ; l'indépendance du pouvoir judiciaire; les nominations dans la magistrature ; le conseil supérieur de la magistrature existant en France; les chambres à juge unique; le mandat d'arrêt ; la détention préventive et le mode de réparation en cas de détention injustifiée); pp. 1190 à 1191;

Budgets. - Exercice 1957. - JUSTICE (suite).

Observations de MM. STRUYE et LILAR, m.j.; p. 1191;

ANCOT (concernant les nominations politiques dans la magistrature; la collation de distinctions honorifiques pour actes patriotiques; la protection de l'enfance; l'établissement d'éducation de l'Etat à Bruges; la loi sur la défense sociale; la contamination de jeunes délinquants; les formulaires imprimés pour confirmer le mandat d'arrêt; le droit à la défense; les formulaires imprimés des jugements en matière correctionnelle; la présomption de non-culpabilité); pp. 1191 à 1193;

Observations de MM. CHOT, ROLIN; pp. 1192 à 1193:

LILAR, m.j. (concernant les établissements de l'Etat et plus spécialement celui de Bruges; les juges des enfants; les établissements de défense sociale; le problème « défense sociale » en Belgique et en France; le droit pénal; les tribunaux pour mineurs d'âge; les mesures prises sur le plan pénitentiaire; la répression; répond à certaines observations); pp. 1193 à 1199;

Observations de MM. ANCOT, ROLIN, Mme BEECKMAN - Veuve VANDERVELDE, MM. STRUYE, LEYNEN, CUSTERS, DE BAECK, le PRESIDENT, LAGAE; pp. 1194 à 1199.

Reprise de la discussion générale (4 avril 1957).

Discours de MM. LILAR, m.j. (concernant le sort des greffiers du tribunal de commerce de 2^{me} classe; la loi sur la probation et autres projets de loi à l'étude; répond aux orateurs); pp. 1216 à 1217;

Observations de Mme BEECKMAN-Vve VANDER-VELDE, MM. PHOLIEN, DECOENE, DE BLOCK; pp. 1216 à 1217;

LAGAE (concernant les questions traitées lors de la discussion du budget 1956 et la solution à quelques problèmes; le statut des juges d'instruction; la protection morale de la jeunesse; le crédit sollicité pour la recherche scientifique des causes de la délinquance juvénile; le projet de loi sur l'assistance éducative; l'absence scolaire; l'insuffisance des locaux du tribunal de Gand); pp. 1217 à 1219;

Observations de MM. LILAR, m.j., ROLIN; pp. 1218, 1219;

DEKEYZER (concernant la répression des infractions contre la réglementation technique du travail et les procès-verbaux dressés); pp. 1219 à 1220;

RONSE (concernant les commissions et conseils du secteur administratif qui jugent les conflits de droit civil; l'absence d'une défense régulière; la protection de la sécurité juridique); p. 1220;

VAN HEMELRIJCK (concernant la loi sur la réhabilitation; la recherche scientifique au sujet de la déliquance juvénile; le statut syndical du personnel administratif des parquets; le traitement des commis auxiliaires des justices de paix; le transport des détenus); pp. 1220 à 1221;

DE BOODT (concernant les établissements d'éducation de l'Etat à Mol et à Wauthier-Braine; les techniciens prévus pour Mol); p. 1221;

LILAR, m.j. (répond aux orateurs); pp. 1221 à 1222; Observations de M. DE BOODT; p. 1222;

LAGAE (rappelle sa question relative aux locaux du palais de justice de Gand); p. 1222;

LILAR, m.j. (répond à M. LAGAE); p. 1222; La discussion générale est close. Budgets. - Exercice 1957. - JUSTICE (suite).

Discussion des articles du tableau (4 avril 1957). Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1222.

Discussion des articles du projet (4 avril 1957).

Art. 1 à 10.

Adoptés sans observations; pp. 1222 à 1223.

Vote (4 avril 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 60 et 10 abstentions; p. 1238.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

NON-VALEURS ET REMBOURSEMENTS.

Budget des non-valeurs et remboursement pour l'exercice 1957.

Doc. — Nº 5-V. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 187. Rapport de M. Lacroix.

Ann. — Pas de discussion générale.

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1117.

Discussion de l'article unique (27 mars 1957). Adopté sans observations; p. 1117.

Vote (28 mars 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix contre 69 et 4 abstentions; p. 1161.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

PENSIONS.

Budget des pensions pour l'exercice 1957.

Doc. — N° 5-III. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 186. Rapport de M. Briot + annexes.

Ann. -

Discussion générale (27 mars 1957).

Discours de MM. BRIOT, rapp. (concernant la progression constante du budget et l'augmentation du revenu national; la loi du 2 août 1955 sur la péréquation des pensions de retraite et de survie et les cas spéciaux restant à résoudre; la pension pour les veuves qui avaient épousé un pensionné; le cumul d'une pension et d'un traitement ou d'un salaire; les pensions de guerre: la pension de guerre accordée aux veuves mariées après le fait dommageable); pp. 1113 à 1115;

Observations de M. LIEBAERT, m.f.; p. 1114; BUSIEAU (concernant le régime des pensions allouées aux agents des services publics instauré par la loi du 2 août 1955; les revendications des associations de pensionnés des services publics; fait des observations concernant la longévité humaine et la gratuité de la pension); p. 1115;

de la pension); p. 1115; Observations de M. LIEBAERT, m.f.; p. 1115; Mme GERBEHAYE-Vve LEHOUCK (concernant les veuves de guerre pensionnées; les veuves qui se sont remariées après le fait dommageable); pp. 1115 à 1116;

PARMENTIER (concernant les revendications des prisonniers de guerre; les veuves de guerre mariées après le fait dommageable; la constitution d'une commission mixte qui s'occuperait des problèmes des pensions); p. 1116;

GODIN (concernant la proposition de M. PARMEN-TIER relative à la constitution d'une commission mixte, qu'il appuie); p. 1116;

Budgets. - Exercice 1957. - PENSIONS (suite).

Observations de M. le PRESIDENT; p. 1116; LIEBAERT, m.f. (répond aux orateurs); pp. 1116 à 1117:

Observations de MM. GODIN, CUSTERS, Mme GERBEHAYE-Vve LEHOUCK; pp. 1116 à 1117. La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (27 mars 1957). Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1117.

Discussion de l'article unique du projet (27 mars 1957). Adopté sans observations; p. 1117.

Vote (28 mars 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix contre 69 et 4 abstentions; p. 1161. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

RECETTES ET DEPENSES EXTRAORDINAIRES.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1957.

Doc. - Nº 5-XXII. Projet du gouvernement.

28. Amendements présentés par le gouvernement.

66. Amendement présenté par le gouvernement.

85. Amendement présenté par le gouvernement.89. Rapport de M. Vandermeulen.

No 99. Amendement proposé par M. Van den

Storme.

Nº 103. Amendement proposé par M. Moulin.

Ann. - La discussion générale de ce budget est jointe à celle du budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction.

Discussion des articles du tableau (30 janvier 1957). Art. 57.401 à 57.430.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés avec les amendements du gouvernement ; p. 451.

Art. 57.531.

Le vote sur l'amendement de M. MOULIN et sur l'article est remis au lendemain; p. 452.

Art. 57.532 à 57.541.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 452.

Art. 57.542.

Intervention de MM. VAN DEN STORME, VAN-AUDENHOVE, m.t.p.r., PAIRON; p. 452; Le vote sur l'amendement de M. VAN DEN STOR-

ME et sur l'article est remis au lendemain ; p. 452.

Art. 57.543 à fin du tableau.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 453.

Vote sur les amendements et articles réservés (31 janvier 1957).

L'amendement de M. MOULIN est adopté ; L'article, amendé, est adopté; p. 461.

Art. 57.542. L'amendement de M. VAN DEN STORME est rejeté par 87 voix contre 73 et 1 abstention; L'article est adopté; p. 461.

Discussion des articles du projet (31 janvier 1957). Les articles 1 à 9 sont adoptés sans discussion; pp. 461 à 463.

Budgets. - Exercice 1957. - RECETTES ET DEPEN-SES EXTRAORDINAIRES (suite).

Vote (31 janvier 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 84 voix contre 73 et 4 abstentions; p. 463.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

RECETTES ET DEPENSES POUR ORDRE.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1957.

Doc. - Nº 5-XXIII. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 219. Rapport de M. Doutrepont.

Ann. -

Discussion générale (10 avril 1957).

Discours de M. DOUTREPONT, rapp. (concernant l'importance du budget, sa structure actuelle, les modifications à y apporter; le poste concernant la Banque d'Emission, la situation des accords bilatéraux en vue de la liquidation des opérations de clearing, les organismes et services à liquider, le contrôle de l'Etat auprès des institutions d'intérêt public); pp. 1264, 1265.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (10 avril 1957).

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1265.

Discussion de l'article unique (10 avril 1957).

Adopté sans observations; p. 1265.

Vote (10 avril 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 80 voix contre 53 et 7 abstentions; p. 1297.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE.

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1957.

Doc. - Nº 5-XX. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

92. Rapport de M. Camby (Crédits : Dommages

aux personnes). Nº 123. Rapport de Mme Beeckman-Vve Vandervelde.

Nº 150. Amendement proposé par Mlle Driessen.

Ann. -

Discussion générale (27 février 1957).

Discours de MM. DE GRAUW (concernant les chiffres du budget 1957, les restrictions budgétaires, la subvention accordée à l'Œuvre nationale de l'Enfance, les service familiaux, la lutte contre les maladies sociales, l'asthme, la recherche scientifique médicale, le Fonds spécial d'Assistance publique, les médicaments, la lutte contre les taudis); pp. 765 à 766;

VERHAEST (regrette qu'en commission le budget ait été discuté précipitamment; parle de la politique suivie par le ministre et plus spécialement de sa politique d'étatisation; sa politique de nominations partiales au sein de divers organismes et services; parle de l'Œuvre nationale de l'Enfance; du Fonds spécial d'Assistance; de son amendement, de ses ruggestions; du problème du logement, de la nouvelle loi sur le logement, de la situation à Gand; de l'Institut national de l'Education physique et des Sports, de la représentation belge aux jeux olympiques de Melbourne); pp. 766 à 770;

Budgets. — Exercice 1957. — SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE (suite).

Observations de MM. MOULIN, YERNAUX; pp. 767 à 770;

CAMBY, rapp. (concernant la gestion de l'O.N.I.G.; les dossiers des victimes civiles de la guerre; le statut de la reconnaissance nationale; le problème des œuvres nationales); p. 770;

NEYBERGH (concernant le Fonds spécial d'Assistance; les termes « établissement agréé »; l'article 2 de l'arrêté royal du 6 décembre 1956, et la délibération motivée de la Commission d'assistance publique secourante; la construction de la cité modèle en bordure de la Chaussée Romaine près de la future Exposition); p. 770;

MOULIN (félicite le ministre; parle de l'activité du département; des distribution d'eau du secteur de Frasnes-lez-Buissenal, dans la région de Rumes, Taintignies, des communes situées au sud de l'arrondissement d'Ath et de la situation spéciale de la commune de Bruyelle-lez-Antoing; de l'application de la loi relative à la protection des eaux contre la pollution; la Sambre et l'Espierres; des constructions; de la lutte contre les taudis; demande de terminer les travaux commencés); pp. 770 à 772;

REMSON (concernant le « gang » des spécialités pharmaceutiques, l'arrêté royal du 20 août 1955 relatif aux médicaments; l'examen des cas d'invalidité par l'Office médico-légal); pp. 772 à 773;

DERBAIX (concernant le problème du logement, les opérations d'emprunt, la réduction dans l'octroi des primes, les liquidités; la question de la dissolution de l'O.N.O.V.A. et les deux immeubles entrés par legs dans le patrimoine de l'O.N.O.V.A.); pp. 773 à 774:

Observations de MM. DULIEU, LEBURTON, m.s. p.f., Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, rapp.; p. 774:

rapp.; p. 774; LEBURTON, m.s.p.f. (répond à M. DERBAIX); p. 775;

Observations de M. DERBAIX; p. 775.

Reprise de la discussion générale (28 février 1957). Discours de Mme CISELET (compare le budget de 1957 à celui de 1956; parle des subsides aux universités pour couvrir les charges résultant des hôpitaux universitaires; de la mortalité infantile; des maternités; de la réorganisation et de l'extension de l'inspection médicale scolaire; des crédits prévus pour la lutte contre les logements insalubres et pour la recherche scientifique; félicite le ministre; pp. 802 à 803;

Mlle DRIESSEN (concernant l'Œuvre nationale de l'Enfance, les colonies, les soins à donner aux enfants dans le milieu familial et les deux services existant au sein de l'O.N.E.; les crèches et les garderies, l'indemnité journalière ; les subsides aux maternités : l'insuffisance des crédits pour le service d'aides familiales ; les crédits prévus pour le Fonds spécial d'Assistance; son amendement; les allocations familiales ; les dispensaires pour l'hygiène mentale ; les nominations politiques du ministre ; la politique de logement et le Fonds de logements de la Lique des Familles nombreuses; la lutte contre les maladies sociales ; les asthmatiques ; les crédits pour les recherches médicales ; l'article 547, 4° du budget extraordinaire et les établissements pour le traitement des maladies chroniques ; la réforme des études d'infirmier ou d'infirmière (projet LEBUR-TON-COLLARD) : les revendications de la Ligue nationale de l'enseignement technique catholique, **Budgets.** — Exercice 1957. — SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE (suite).

de la Ligue des Etablissements de Soins de Caritas Catholica et de l'orateur; ses suggestions; la réforme de l'inspection scolaire médicale et de l'assistance publique; demande de tenir compte, lors de l'élaboration du système, de deux principes : case-work et pluralisme des institutions; la consultation du Conseil supérieur de la Famille); pp. 803 à 808;

Observation de M. le PRESIDENT; p. 803;

Mme MELIN-ép. GUILMAIN (concernant l'Œuvre nationale de l'Enfance; les subventions aux centres de vacances; la lutte contre la mortalité infantile; le problème des personnes âgées: leur logement, les services d'aides familiales; la formation des aides familiales en général); pp. 808 à 809;

MM. van LOENHOUT (concernant la Colonie de l'Etat à Geel, l'acquisition de fournitures, la salle de divertissement pour les malades, le coût d'entretien des malades, le travail des malades); pp. 809 à 810:

LEMAL (concernant la lutte contre les taudis et l'indemnisation des communes qui mènent cette bataille; le cas de la commune d'Hornu; les maisons construites par la Société nationale d'Habitations à bon marché et qui restent inoccupées par le manque d'équipement des voiries; l'application de la loi du 27 juin 1956 relative au Fonds spécial d'Assistance et la décision en matière d'intervention; la revision de la loi du 10 mars 1925 sur l'assistance publique); pp. 810 à 811;

Observations de M. LEBURTON, m.s.p.f. et Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, rapp.; pp.

810 à 811.

Reprise de la discussion générale (28 février 1957). Discours de M. STUBBE (concernant la politique du logement; le paiement des entrepreneurs par la Société nationale des logements populaires; le programme de construction de 1957-1958 et l'acquisition de terrains; le remboursement de la réduction de loyer accordée aux familles nombreuses, ses suggestions; le retard dans les travaux d'urbanisation dans les nouvelles cités; l'acquisition de l'habitation louée et la possibilité d'achat en cours de bail emphytéotique; les constructions privées; les primes à la construction; les taudis; la distribution d'eau; le rôle linguistique néerlandais dans le département et les parastataux; la politique familiale; les allocations familiales; la consultation du Conseil supérieur de la famille); pp. 812 à 814;

rieur de la famille); pp. 812 à 814;

Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, rapp.
(concernant les réductions budgétaires et le budget proprement dit; la lutte contre les maladies sociales; la poliomyélite; la recherche scientifique médicale; le contrôle médico-sportif; le « gang » des médicaments; le fonctionnement de l'Office médico-légal et les cas de jurisprudence; la colonie de l'Etat à Geel; les aliénés; la loi de 1930 sur la défense sociale; l'asile de Tournai; la petite enfance et l'Œuvre nationale de l'Enfance; les études d'infirmières et leur recrutement; les maladies chroniques graves; les taudis; les dispensaires d'hygiène mentale; l'inspection médicale scolaire; l'infection tuberculeuse et les crédits aux sanatoria; l'alcool; les conceptions natalistes); pp. 814 à 817;

conceptions natalistes); pp. 814 à 817; Observations de MM. ANCOT. REMSON, MIle DRIESSEN M. PIOT; p. 815 à 817;

M. SOLAU (félicite le ministre et le rapporteur ; parle de la construction de logements et du manque de coordination entre les départements de la Santé Budgets. - Exercice 1957. - SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE (suite).

> publique et des Travaux publics et le Fonds BRUNFAUT; cite des exemples dans la commune d'Uccle; traite de la réforme de l'assistance publique; de l'inspection médicale scolaire); pp. 817 à 819:

Observation de M. ANCOT; p. 817

Mme GERBEHAYE-Vve LEHOUCK (concernant

l'affaire de l'O.N.I.G.); p. 819; MM. VAN PETEGHEM (concernant la pollution des eaux de la Moervaart, la Durme, la Zuidlede,

la Stekense vaart) ; p. 819 ; PONCELET (concernant le développement de la province de Luxembourg, la création d'un sanatorium à Nassogne, l'adjudication ouverte en 1953, l'abrogation des subsides par arrêté royal; l'alimentation en eau potable d'un grand nombre de communes de la province de Luxembourg; fait des reproches

au gouvernement); pp. 819 à 822; Observations de MM. YERNAUX, RASSART, LE-BURTON, m.s.p.f., DULIEU, BOUILLY, HOU-GARDY, Mme BEECKMAN-Vve VANDER-VELDE, rapp., MM. LACROIX, VAN BELLE, REMSON, LE PRESIDENT; pp. 820 à 822;

- USELDING (concernant l'habitat rural et l'intervention de l'Etat pour favoriser l'amélioration des logements ; l'équipement des maisons construites par les sociétés d'habitations à bon marché et de la petite propriété terrienne et la coordination automatique des différents travaux; la création de logements pour vieux conjoints pensionnés); pp. 822 à 823;
- E. CLAEYS (concernant le Fonds spécial d'Assistance, la nomination des membres des commissions consultatives provinciales et de la commission nationale; les formalités administratives pour l'admission des malades et les frais de placement ; l'hospitalisation des aliénes. l'insuffisance d'établissements pour malades mentaux et de personnel, le prix de la journée d'entretien; le placement d'enfants anor-maux ou estropiés; l'orphelinat pour garçons à Gand ; la pénurie de lits dans les hospices d'aliénés et la fixation du prix de la journée d'entretien; l'internement de vieilles personnes par suite de démence sénile et les malades mentaux hospitalisés librement, les frais d'entretien); pp. 823 à 825;

Observations de MM. LEBURTON, m.s.p.f., YER-NAUX. R. DESMEDT; pp. 824, 825

GODIN (concernant l'O.N.I.G. et les chiffres prévus au budget ; la pension des invalides de guerre 1914-1918); pp. 826 à 827

Observations de MM. LEBURTON, m.s.p.f., YER-

NAUX: p. 827; DERBAIX (parle encore du problème du logement, des primes à la construction, des emprunts; cite des chiffres et n'accepte pas les protestations du ministre); p. 827;

Observations de M. LEBURTON, m.s.p.f.; p. 827; PAIRON (parle de la pénurie des moyens financiers pour des constructions nouvelles); pp. 827 à 828.

Reprise de la discussion générale (5 mars 1957)

Discours de MM. LEBURTON, m.s.p.f. (parle du personnel de son département ; s'étend sur les problèmes d'hygiène publique, les établissements de soins, les œuvres médico-sociales, l'assistance et le Fonds spécial d'Assistance, le logement. l'éducation physique et les sports, les statuts de la reconnaissance nationale, la dissolution de l'O.N.O.V.A., les œuvres de guerre et la famille, la recherche scientifique médicale); pp. 830 à 838;

Budgets. - Exercice 1957. - SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE (suite).

- Observations de MM. STRUYE, van LOENHOUT, BEECKMAN - Vve VANDERVELDE, PONCELET, YERNAUX, LE PRESI-I, MOULIN, MIIe DRIESSEN, MM. MM. DENT. STUBBE, HARMEGNIES; pp. 830 à 838;
- VERHAEST (estime la réponse du ministre insuffisante; parle encore du Fonds spécial d'Assistance, du prix d'entretien, des institutions privées, du logement, de l'éducation physique et des sports); pp. 838
- Observations de MM. DE BLOCK, LEBURTON, m.s.p.f.; pp. 838 à 839;
- Mlle DRIESSEN (parle encore des études d'infirmière, de l'aide familiale, des institutions privées et officielles); p. 839;
- MM. STUBBE (parle encore du rôle linguistique néerlandais au département; du logement et du retard dans les paiements aux sociétés de construction ; des sociétés de construction qui n'ont pas vendu de logements depuis 1945 ; des allocations familiales; de la disposition de la Caisse d'Epargne qui limite le prêt à 50 p.c. de la valeur du logement); pp. 839 à 840;

LEBURTON, m.s.p.f. (répond aux questions posées); pp. 840 à 841;

Observations de Mlle DRIESSEN, M. STUBBE; pp. 840 à 841;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (5 mars 1957). Art. 1 à 27.

Les articles 1 à 27 du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 841.

Art. 28.

Interventions de M. LEBURTON, m. s.p.f., Mile DRIESSEN, MM. ANCOT, VERHAEST, LEYNEN, DE BLOCK, LE PRESIDENT, Mme BEECKMAN - Vve VANDERVELDE, MM. DOUTREPONT, YERNAUX, DUVIEUSART; pp. 843 à 847

Observations de Mme BEECKMAN-Vve VANDER-VELDE, MM. YERNAUX, DE BLOCK, VER-HAEST, ORBAN, STUBBE, MIle DRIESSEN, M. DULIEU; pp. 844 à 846;

Le vote sur l'amendement de MIle DRIESSEN et cts est réservé; p. 847;

Les articles 29 du tableau et 22 de la section II « Enseignement » sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 847.

Vote sur l'amendement et l'article réservés (7 mars 1957).

Art. 28

Intervention de Mlle DRIESSEN;

Mlle DRIESSEN retire son amendement;

L'article 28 est adopté; p. 895.

Discussion des articles du projet (7 mars 1957). Les articles 1 et 2 sont adoptés sans observations; p. 895.

Vote (7 mars 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 72 et 4 abstentions; p. 895.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Budgets. - Exercice 1957 (suite).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1957.

Doc. — Nº 5-VI. Projet du gouvernement. N° 11. Amendements présentés par le gouvernement. Nº 134. Rapport de M. Harmegnies.

Ann. -

Discussion générale (14 mars 1957). Discours de MM. P. DE SMET (concernant les difficultés du recrutement des ingénieurs civils dans les administrations de l'Etat, l'étude faite par la Fédération des Associations belges d'ingénieurs); pp. 1000 à 1001;

WIARD (concernant la régularisation de la situation des agents temporaires et de certains agents définitifs; le sort des agents de l'ancien Ministère du Ravitaillement maintenus momentanément en fonctions et des agents du département de la Reconstruction); pp. 1001 à 1002;
HARMEGNIES, rapp. (concernant les demandes de MM. P. DESMEDT et WIARD qu'il approuve;

le nombre de chômeurs qui doivent être occupés par

les communes); p. 1002;

VAN ACKER, p.m. (répond aux orateurs; s'étend sur le problème de la mise au travail de chômeurs

par les communes); pp. 1002 à 1003;

HENSKENS (concernant la circulaire du Ministère de l'Instruction publique du 13 mai 1948 déterminant les règles applicables aux examens de sortie des classes supérieures des athénées et de l'enseignement moyen; le diplôme délivré dans les classes supérieures de l'athénée); pp. 1003 à 1004;

DELPORT (concernant le barème du personnel de la Régie des Télégraphes et Téléphones); p. 1004; VAN ACKER, p.m. (répond à MM. HENSKENS et

DELPORT : parle du traitement du personnel de la Caisse d'Epargne et de Retraite; du personnel technique des T.T.); pp. 1004 à 1005;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (14 mars 1957).

Art. 1 à 4.

Adoptés sans observations; p. 1005.

Vote (21 mars 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 82 voix contre 65 et 5 abstentions; p. 1075.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Repré-

TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE.

Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1957.

Doc. - Nº 5-XVIII. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 248. Rapport de M. Smets.

Ann. -

Discussion générale (21 mai 1957).

Discours de MM. SMETS, rapp. (concernant la recommandation de la Commission du Travail tendant à instituer une commission chargée d'examiner le problème du cumul d'une pension et d'un travail salarié; les handicapés physiques et économiques; la législation relative aux accidents du travail ; l'octroi des allocations familiales aux ouvriers grévistes; l'organisation, la législation et le rôle des comités paritaires ; l'emploi des langues ; la construction d'un palais des congrès à Bruxelles et « la traduction Budgets. - Exercice 1957. - TRAVAIL ET PRE-VOYANCE SOCIALE (suite).

> simultanée »; le remplacement d'un délégué nommé par une organisation ouvrière ou patronale; le caractère obligatoire des conventions collectives ; la représentation des syndicats libéraux dans les commissions paritaires; l'administration paritaire et la modification de certaines conceptions générales qui ont cours); pp. 1329 à 1331;

Observations de M. ORBAN; p. 1330; VAN HOUTTE (concernant le point de vue du parti P.S.C. au sujet de l'arrêté royal du 10 avril 1957 relatif aux allocations familiales en faveur des ouvriers salariés; la politique familiale du P.S.C.; la façon dont le P.S.C. estime qu'il eût fallu résoudre le problème des allocations familiales); pp. 1331 à 1333:

Observations de MM. SMETS, rapp., TROCLET, m.t.p.s., LEYNEN; pp. 1332 à 1333;

TROCLET m.t.p.s. (rend hommage au rapporteur et aux membres de la Commission du Travail; parle de l'évolution des problèmes sociaux sous l'influence de l'automation et du marché commun ; le problème de l'emploi posé par l'automation dans les pays les plus évolués sur le plan de la technique industrielle Etats-Unis, Angleterre, France -; les essais d'automation en Belgique et les problèmes de redistribution de la main-d'œuvre, de l'emploi, du chômage et de la sécurité sociale qui devront être repensés entièrement ; les conséquences de l'automation associées à celles du marché commun ; la rationalisation économique entraînée par les opérations Benelux, C.E.C.A. et marché commun ; la création du marché commun et ses répercussions en matière économique et sociale ; les solutions à donner à ces problèmes en Belgique; le programme annoncé par le gouvernement lors de sa constitution; dresse le bilan, souligne le résultat obtenu et l'effort accompli); pp. 1333 à 1337;

WYN (concernant la situation des estropiés et des mutilés; les handicapés physiques; l'organisation du Service de l'Inspection technique; les accidents du travail, l'augmentation de la productivité, l'action menée pour prévenir les accidents du travail, Marcinelle, les mesures de sécurité nécessaires); pp. 1337 à 1338 :

VAN IMPE (concernant le syndicat libéral; les arriérés de cotisations à la sécurité sociale); pp. 1338 à 1339.

Reprise de la discussion générale (22 mai 1957).

Discours de MM. REMSON (concernant les interventions de l'Etat et la progression des dépenses en faveur des divers secteurs de la sécurité sociale, le secteur assurance maladie-invalidité); p. 1342;

Mlle DRIESSEN (concernant la lutte contre la silicose; le traitement de la maladie; les centres de Lanaken et de Houthalen; la reconnaissance de la silicose comme maladie professionnelle; le loge-ment des mineurs et l'initiative prise à Zwartberg; les mesures à envisager pour augmenter la sécurité dans les mines; la formation professionnelle des ouvriers mineurs; Marcinelle; l'âge d'accès à la mine ; les allocations familiales et la prime de la mère au foyer); pp. 1342 à 1345;

COULONVAUX (donne lecture du discours que M. PARMENTIER, en mission à l'étranger, comptait prononcer concernant les créances de l'Office national de sécurité sociale; parle de l'étude des propositions relatives à ce sujet); p. 1345;

Budgets. — Exercice 1957. — TRAVAIL ET PRE-VOYANCE SOCIALE (suite).

PEDE (concernant l'assurance maladie-invalidité, le subside octroyé à la caisse d'invalidité et celui prévu pour l'assurance libre; la modification de l'arrêté Van den Daele et la liberté des assurances libres; les listes à dresser par les mutualités relativement aux prestations des médecins et aux honoraires perçus; les nouveaux tarifs et les nouvelles interventions; l'indemnité des invalides en rapport avec leur salaire; la cotisation supplémentaire de certains pensionnés, veuves ou invalides); pp. 1345 à 1347;

DEKEYZER (concernant les questions sociales relatives à la pêche maritime et le manque de maind'œuvre, la réforme de notre système de protection technique du travail et la stricte application de la réglementation technique; fait des suggestions; parle de la politique sociale du ministre); p. 1347;

CUSTERS (concernant le discours du ministre ; les divergences fondamentales et principielles entre les conceptions du ministre et les siennes; l'examen approfondi du problème des pensions et la suggestion de M. PARMENTIER de créer une commission spéciale; le cumul de la pension avec une occupation lucrative et les problèmes qui en résultent; les décisions des commissions paritaires et la gestion paritaire : l'assurance maladie-invalidité : situation financière, transferts de fonds de différentes caisses à celle de l'assurance maladie-invalidité, remboursement des prêts ; la technique législative ; les projets soumis à l'avis du Conseil d'Etat; la légalité des commissions pour le chômage, la loi des pleins pouvoirs, la forme dans laquelle l'arrêté portant modification des allocations familiales a été promulgué; l'administration de la justice qui, en matière sociale devrait être confiée à de véritables conseils de prud'hommes); pp. 1347 à 1350;

Observations de MM. R. HOUBEN et ANCOT; p. 1348 à 1350;

MOULIN (félicite M. SMETS, rapporteur; émet des considérations concernant la politique du ministre; les retards dans la liquidation des dossiers de pension de vieillesse; la pension des estropiés et mutilés et son adaptation au coût de la vie: les revendications de la Fédération Nationale des Invalides de travail et de la paix; la situation du fonds de prévoyance en faveur des victimes de maladies professionnelles; les accidents du travail; les étude et les suggestions en vue de la réforme de la réparation des maladies professionnelles); pp. 1350 à 1352:

BEULERS (concernant les crédits accordés aux centres médico-techniques pour mineurs; la lutte contre la silicose; le centre d'Awans-Bierset; la nécessité d'un statut; les malades hospitalisés; le nombre d'invalides de la mine, la pension des mineurs); pp. 1352 à 1353;

Mme MELIN-ép. GUILMAIN (concernant l'arrêté du 10 avril 1957 en matière d'allocations familiales; le principe de la progressivité selon l'âge de l'enfant; l'adaptation des allocations familiales au coût de la vie; l'allocation de la mère au foyer; la majoration de l'allocation de naissance, les allocations pour let travailleurs indépendants, la situation des veuves de mineurs âgées de moins de 45 ans; la main-d'œuvre féminine e. l'enseignement technique féminin); p. 1353 à 1354;

Budgets. — Exercice 1957. — TRAVAIL ET PRE-VOYANCE SOCIALE (suite).

ROELANTS (concernant le classement des communes dans le domaine des indemnités de chômage, la situation dans l'arrondissement de Turnhout; l'indemnité accordée aux ouvriers frontaliers belges travaillant en Hollande; les versements des ouvriers frontaliers pensionnés pour l'assurance maladie); p. 1355.

Reprise de la discussion générale (23 mai 1957).

Discours de M. R. HOUBEN (concernant le retard dans la publication des textes coordonnés ; la ratification des décisions des commissions paritaires ; la confusion entre droit civil et droit pénal; la durée du travail; les salaires et leur structure en Belgique : adaptation au coût de la vie, salaire égal pour l'homme et pour la femme, nivellement des salaires, harmonisation des charges sociales sur le plan international, répartition entre salaire de prestation et salaire indirect ; les cotisations à la sécurité sociale ; les réalisations du ministre aux points de vue des problèmes sociaux et du secteur assurance maladieinvalidité; ses griefs au sujet de la gestion du ministre : sa politique dans la clandestinité, la multiplication des illégalités, le manque de respect de l'aspect humain; la doctrine du parti socialiste); pp. 1358 à 1362 :

Observations de MM. TROCLET, m.t.p.s., REM-SON, CUSTERS, SMETS; pp. 1360 à 1362;

HOUGARDY (parle au nom de M. PARMENTIER concernant la législation sur les maladies professionnelles et l'avis du Conseil national du Travail; le taux de la cotisation et la parution des arrêtés le fixant; les conclusions de la Commission du Travail instaurée en novembre 1954 et l'élaboration d'un avant-projet de loi; les ennuis de trésorerie du Fonds de prévoyance); pp. 1362 à 1363;

VERHAEST (concernant les questions qu'il a posées en commission et relatives à l'O.N.S.S. et la coordination de certains services; les cotisations à la sécurité sociale; le montant total des amendes et des suppléments et le montant payé par les petits employeurs; une attitude plus conciliante de l'O.N.S.S. en cas de retard de paiement; ses suggestions pour une répartition équitable des charges; la question parlementaire de M. RONSE relative aux créanciers de l'Etat; l'emploi des langues dans les relations de l'O.N.S.S. avec ses affiliés; l'indemnité des assesseurs juridiques et des greffiers des conseils de prud'hommes; la classification des conseils); pp. 1363 à 1366;

Observations de M. TROCLET, m.t.p.s.; p. 1366;

USELDING (concernant les allocations familiales pour orphelins de frontaliers; le montant total de l'intervention actuelle de la Caisse nationale de compensation); p. 1366;

PONTUS (rend hommage au Ministre; parle du problème social dans les cantons de l'Est); p. 1366;

VANDER BRUGGEN (félicite le Ministre; parle de la pension des mineurs et de leur veuve; la liquidation des dossiers de mineurs à carrière mixte; l'octroi de quelques billets de chemin de fer gratuits aux mineurs pensionnés; le renvoi d'un chômeur malade de l'Office de chômage à la mutualité); pp. 1366 à 1367;

GODIN (concernant la législation sociale dans les cantons de l'Est); p. 1367;

p. 381;

Budgets. - Exercice 1957. - TRAVAIL ET PRE-VOYANCE SOCIALE (suite).

TROCLET, m.t.p.s. (répond aux observations; s'étend sur le traité belgo-allemand et l'article relatif à la sécurité sociale; la campagne de propagande contre les accidents du travail, menée par l'actuel gouvernement; le privilège de l'O.N.S.S. en cas de faillite ; la campagne menée par la Fédération de la Construction en vue d'assurer le paiement régulier des cotisations ; l'illégalité des juridictions sociales ; l'assurance contre la maladie-invalidité ; l'élaboration des arrêtés de 1954, 1955 et 1956; le Comité de Coordination créé par le Premier Ministre); pp. 1367

Observations de MM. DOUTREPONT, GODIN, SMETS, CUSTERS; pp. 1367 à 1373.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (23 mai 1957). Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1374.

Discussion des articles du projet (23 mai 1957). Art. 1 et 2.

Adoptés sans observations; p. 1374.

Vote (29 mai 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 78 voix contre 56 et 7 abstentions; p. 1400.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION.

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1957.

Doc. - Nº 5-XVII. Projet du gouvernement + erratum.

 N° 43. Amendements présentés par le gouvernement.
 N° 55. Rapport de M. Lacroix (Crédits : Reconstruction).

Nº 83. Rapport de M. Delor (Crédits : Travaux

publics). Nº 105. Amendements proposés par MM. Van den Storme et consorts.

Discussion générale (23 janvier 1957).

A cette discussion générale est jointe celle du Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1957.

Discours de MM. VANAUDENHOVE. (concernant l'excellent rapport de M. DELOR; la revision du programme gouvernemental; le budget de 1956 : le Fonds des routes, l'autoroute Bruxelles-Ostende, les grands travaux routiers dans l'agglomération bruxelloise, l'autoroute Anvers-Liège, les voies d'eau, la grande écluse F.3 sur le canal de Charleroi, le port d'Anvers, le canal Gandl'erneuzen, les bâtiments scolaires, les bâtiments de l'Etat, les travaux publics exécutés en 1956; la réalisation des programmes de travaux publics vastes et judicieusement conçus même en période de haute conjoncture et le prix des adjudications ; l'effort considérable accompli par le gouvernement actuel en matière de travaux publics ; la rentabilité et l'intérêt de l'autoroute Bruxelles-Ostende ; la rentabilité et les indices favorables du canal Albert ; la nécessité des grands travaux et leur exécution d'après un planning bien établi ; le budget de 1957 : la révision du programme d'investissement, les crédits d'engagement et les crédits de décaissement, un certain étalement dans le temps des travaux restant à effec-

Budgets. - Exercice 1957. - TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION (suite).

tuer, le programme du Fonds des routes, les travaux remis en ce qui concerne Bruxelles, le montant total d'engagements de 3 milliards prévu pour 1957 et la répartition; l'autoroute Anvers-Liège et la section Rocourt-Herstal; les voiries de l'agglomération bruxelloise, l'autoroute Bruxelles-Namur, le passage à niveau de Wilrijk; les voies d'eau, l'urbanisme, les dommages de guerre aux biens des pouvoirs subordonnés, les bâtiments de l'Etat, la cité administrative, le Fonds des constructions scolaires); pp. 376 à 381;

VANDERMEULEN, rapp. (concernant la nouvelle présentation du budget extraordinaire; les crédits d'engagement et les crédits de paiement; le programme des travaux à effectuer en 1957; l'aménagement de nos ports et des voies d'eaux; l'équipement du pays en matière de distribution d'eau) :

DELOR, rapp. (rend hommage au ministre et aux fonctionnaires de son cabinet et de l'administration; parle de la rénovation de l'équipement public belge, les réseaux de transport, les travaux routiers, le premier bilan en partie prévisionnel de l'activité du Fonds des routes couvrant la première partie de son programme, les autoroutes, la répartition régionale des engagements globaux 1955-1957, les voies navigables : la modernisation des voies d'eau essentielles, le canal Charleroi-Clabecq, les ouvrages ou tronçons modernisés sur la Meuse, le canal Nimy-Péronnes, le canal circulaire de Gand, la rectification des courbes de Pottes, le bouchon de Lanaye, les bâtiments, l'Institut National du Verre à Charleroi, l'urbanisme); pp. 381 à 384;

LACROIX, rapp. (concernant la liquidation des dommages aux biens, les demandes de priorité, les demandes en revision: plusieurs points qui ont retenu l'attention des membres lors de la discussion en commission; l'octroi de priorités exceptionnelles; l'indemnité payée par obligations, les chiffres repris dans le rapport en ce qui concerne les dépenses et surtout les taux réduits; les dépenses occasionnées par la loi); pp. 384 à 385;

VAN DEN STORME (concernant les promesses faites par le ministre, le montant des crédits qui ont été engagés en 1956 avec l'ordre d'exécution; le Fonds des routes, les travaux mis en adjudication et ceux qui ne le seront pas; la préparation des travaux publics et le personnel technique nécessaire ; le manque d'études suffisantes pour les voies d'eau; le canal de Charleroi et la Chute de Ronquières, le canal Nimy-Blaton, la Durme; les travaux d'entretien des routes et des voies d'eau ; la rentabilité des travaux, leur exécution et les prix unitaires de comparaison; l'incidence des travaux sur le coût de la vie ; les immeubles et bâtiments de l'Etat : la cité administrative et la construction de garages, les garages pour l'Albertine, la construction d'écoles de l'Etat, la création d'écoles techniques, la répartition des crédits entre la Wallonie et la partie flamande du pays); pp. 386 à 390;

Observations de MM. VANAUDENHOVE, m.t.p.r., HENSKENS, DELOR, rapp.; pp. 386 à 390.

Reprise de la discussion générale (24 janvier 1957).

Discours de MM. BLOCK (rend hommage au Ministre des Travaux publics et au personnel du département; parle du passage à niveau de Wilrijk, la répartition des crédits en Flandre et en Wallonie, Budgets. - Exercice 1957. - TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION (suite).

> les communications par eau avec l'étranger, le plan Delta, la mise au gabarit de l'Escaut pour les pétroliers de plus de 35.000 tonnes ; le plan décennal pour le port d'Anvers); pp. 392 à 393;

Observations de MM. le PRESIDENT, COULON-VAUX, DE BLOCK, JESPERS, SLEDSENS, RASSART (concernant l'inscription des orateurs et l'ordre des travaux); pp. 393 à 394;

VAN IMPE (rend hommage au Ministre des Travaux publics ; parle du port de Gand et l'écluse de Terneuzen, le plan Delta, la Durme et le pays de Waas) ;

VAN PETEGHEM (concernant la route nationale Lille-Tilburg et le système de péage au tunnel d'Anvers ; la Durme, les « potpolders », le Moervaart, la Zuidlede; le canal de Stekene); p. 395;

Observations de M. ORBAN; p. 395;

LEMAL (concernant le canal Nimy-Escaut : la route de Wallonie, l'utilisation du crédit de 300 millions destiné au Fonds Brunfaut et l'adjudication des travaux de voirie); pp. 395 à 396 et 400;

Observations de MM. VANDEN STORME et VAN-AUDENHOVE, m.t.p.r.; p. 400;

LEYSEN (concernant les maisons construites dans le quartier Molekens à Herentals par la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne et la construction d'une station d'épuration); pp. 400 à 401;

GILSON (concernant les routes et ponts de la province de Luxembourg et les tronçons hors province qui en permettent l'accès ; le personnel technique et administratif du service des routes de la province de Luxembourg; la reprise par l'Etat des routes provinciales, les projets en souffrance au 1er septembre 1956; l'urbanisme dans le Luxembourg); pp. 401 à 402 :

SLEDSENS (concernant le poste de 90 millions inscrit au budget comme première tranche d'un plan décennal à titre de subvention aux établissements de soins pour malades chroniques; le projet de loi relatif aux Polders; le plan Delta et le danger d'inondations; le port d'Anvers et la navigabilité de l'Escaut ; l'annexion d'une partie importante des Polders et de trois communes autonomes situées au nord d'Anvers ; la question du canal Baudouin ; les voies d'eau; le canal Nimy-Blaton; l'influence des communications ferroviaires sur l'industrialisation de la Campine; les communications routières; les travaux de voirie en Campine ; la reprise par l'Etat des routes provinciales; le personnel technique des administrations provinciales; les circulaires ministérielles des 15 avril et 31 décembre 1948 ; l'importance des routes concentriques ; la courbe près du fort de Wijnegem; le désensablement des Polders à Melsele); pp. 402 à 405;

Observations de MM. VANAUDENHOVE, m.t.p.r., DE BOODT, LEYNEN; pp. 402 à 404;

DE BLOCK (concernant les autoroutes : les routes bétonnées et asphaltées et leur entretien ; l'autoroute Anvers-Liège et le tracé nord ; le Fonds des routes ; les voies d'au : le canal Bruxelles-Charleroi, le plan Delta; ses conséquences sur l'Escaut et une solution proposée, le canal Baudouin, la nouvelle écluse de Terneuzen : les possibilités de parcage et la superficie carrossable à Bruxelles. la jonction Nord-Midi) ; pp. 405 à 407;

Observations de MM. LEYNEN, JESPERS. AN-COT, DE BAECK, VANAUDENHOVE, m.t.

p.r.; pp. 405 à 406;

Budgets. - Exercice 1957. - TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION (suite).

NEYBERGH (concernant l'utilité de certains travaux envisagés dans la capitale et leur achèvement pour fin 1957; la non-exécution de certains travaux; le parking sur l'emplacement de la cité administrative ; la construction d'une cité modèle en bordure de la Chaussée Romaine; les adjudications et soumissions des travaux prévus et non exécutés; la construction d'un pont définitif à la porte de Ninove ; le problème routier dans la région viticole du Brabant; la route de Mont-Saint-Jean à Overijse et la route La Hulpe-Overijse); pp. 407 à 408;

Observations de M. VANAUDENHOVE, m.t.p.r.; p. 407;

Observations de MM. le PRESIDENT, baron de DORLODOT. VANAUDENHOVE, m. t. p. r., DOUTREPONT (concernant l'ordre des travaux); pp. 408 à 409.

Reprise de la discussion générale (29 janvier 1957).

Discours du baron NOTHOMB (concernant les itinéraires touristiques internationaux ; la visibilité des routes touristiques; la canalisation de la Moselle; la canalisation de la Meuse; la construction d'un canal reliant la Meuse au Rhin); pp. 412 à 413;

NEELS (concernant l'extension du port de Zeebrugge; le creusement d'une darse industrielle dans des terrains marécageux à Zeebrugge et la construction d'un réseau routier; les prévisions 1957 du Fonds des routes et la liaison directe de Zeebrugge à l'autoroute); p. 414;

HARMEGNIES (concernant les discussions jointes du budget extraordinaire et du budget des Travaux publics et de la Reconstruction; le réseau routier et le boulevard de ceinture du Borinage; la route Elouges-Péruwelz : la reprise par l'Etat des chemins de grande communication; les subsides pour travaux communaux de voirie et de construction d'égouts et l'application du régime introduit en 1948 par M. BEHOGNE); pp. 414 à 415;

STUBBE (concernant l'argent de l'emprunt du Fonds des routes; le budget des Travaux publics pour 1957 et le feuilleton des réductions de crédits ; la reprise par l'Etat des routes provinciales et des chemins vicinaux de grande communication et la question du personnel; les routes provinciales Bruges-Torhout, Ypres-Roulers, Wervik-Passendale; l'aménagement du canal Ypres-Boezinge; la route Courtrai-Menin-Ypres-Furnes; la question des passages à niveau ; les dommages de guerre 1914-1918 à la ville d'Ypres; les crédits prévus pour l'exécution de la loi Brunfaut ; l'amendement de M. VAN DEN STORME; le programme du West-Vlaamse Economische Raad); pp. 416 à 417;

MACHTENS (concernant le port de Bruxelles; le canal maritime de Bruxelles au Rupel et le problème de l'éclusage ; la reconstruction des ponts de Humbeek, Grimbergen et Tisselt; le pont provisoire sur le canal de Charleroi à Bruxelles et l'assainissement du quartier de la porte de Ninove ; le viaduc au boulevard Léopold II); pp. 417 à 418;

STRUYE (concernant le sort du Palais de Justice de Bruxelles); pp. 418 à 419;

GODIN (concernant la liquidation des dommages de guerre, les formalités, les frais d'administration, les retards inadmissibles; les chemins de grande communication et la reprise par l'Etat ou son aide); pp. 419 à 420;

Budgets. - Exercice 1957. - TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION (suite).

HENSKENS (concernant l'amélioration des terres agricoles et la construction de routes dans le Hageland; la navigabilité du Démer; la détresse de l'Université de Gand ; les écoles de l'Etat et l'école ménagère agricole à Bruxelles; l'athénée royal de Bourg-Léopold); pp. 420 à 422;

Observations de MM. ORBAN et LEYNEN; p. 421; VERHAEST (concernant la rentabilité surestimée

des travaux effectués à Bruxelles ; l'amélioration des routes à trafic moins intense; les routes Deinze-Gavere, Gottem-Oeselgem, Aalter-Maldegem; la reprise par l'Etat des routes provinciales et communales; le canal Gand-Terneuzen); pp. 423 à 424;

Observations de M. VANAUDENHOVE, m.t.p.r.; p. 424;

BUSIEAU (concernant la loi Brunfaut réglant le problème des voiries dans les cités construites à l'initiative des deux sociétés de construction ; l'engagement des crédits ; l'historique de la question et les inconvénients du système actuel; fait des suggestions); pp. 424 à 426;

Observations de M. VANAUDENHOVE, m.t.p.r.; p. 425;

VAN BELLE (concernant le bouchon de Lanaye, le programme décennal; le problème du pétrole, charbon et minerai; la commune de Forêt-Trooz; les locaux du Sénat); pp. 426 à 427;

DEKEYZER (concernant la loi du 5 juillet 1956 en faveur de l'extension et de la modernisation du port d'Anvers ; les travaux à effectuer à Anvers ; le port de Zeebrugge; le Fonds des routes; la création d'un fonds des transports ; une nouvelle liaison entre Anvers et la Flandre orientale ; le passage à niveau de Wilrijk; l'autoroute Anvers-Ruhr); p. 427;

MOULIN (concernant les discussions jointes du bud-get extraordinaire et du budget des Travaux publics et de la Reconstruction; son amendement à l'article 57/531; l'exécution des travaux communaux subsidiés ; l'état d'avancement des travaux en cours à la chaussée Bruxelles-Tournai entre Leuze et Gaurain-Ramecroix; le recrutement de fonction-naires et d'agents techniques de l'administration provinciale des Ponts et Chaussées ; l'embouteillage de péniches sur l'Escaut à Bléharies); pp. 427 à 428:

Observations de M. VANAUDENHOVE, m.t.p.r.; p. 428;

SOLAU (concernant la politique du ministre, l'étalement des travaux communaux ; la construction d'un centre culturel, d'une nouvelle école et d'un centre de santé dans la commune d'Uccle; le programme du Fonds des routes; le problème des routes provinciales ; la reprise par l'Etat de la voirie provinciale et communale et la question du personnel; le tracé du ring de Bruxelles); pp. 428 à 429.

Reprise de la discussion générale (30 janvier 1957).

Discours de MM. VANAUDENHOVE. m.t.p.r. (concernant la construction de l'autoroute Bruxelles-Mons-frontière française. l'activité de son départecent en ce qui concerne la reconstruction ; la dérogation indispensable pour pouvoir introduire un dossier, mesure prise par M. BEHOGNE; l'exposition de 1958, le Mont des Arts; les études et expérimentations faites par le laboratoire hydraulique de l'Administration des Ponts et Chaussées quant au plan Delta et la navigabilité de l'Escaut; répond Budgets. - Exercice 1957. - TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION (suite).

> aux différents orateurs intervenus dans le débat); pp. 433 à 445;

Observations de MM. VAN DEN STORME. HAR-MEGNIES. ORBAN, LACROIX, GODIN, LE-MAL, STUBBE, BUSIEAU, SLEDSENS, MOU-LIN. le PRESIDENT. STRUYE. DECOENE, VERHAEST; pp. 433 à 444;

DE MAN (concernant les 330.000 dossiers de dommages de guerre qui restent en souffrance ; les petits dossiers dont le montant est inférieur à 2.000 francs; le personnel qui s'occupe de la liquidation des dossiers et qui exerce une fonction supérieure ; la politesse envers les personnes qui demandent des renseignements); p. 445;

Observations de M. VANAUDENHOVE, m.t.p.r.; p. 445;

VAN IMPE (concernant la réponse du ministre au sujet de l'écluse de Terneuzen ; le canal du Moerdijk; le plan Delta); pp. 445 à 446;

SLEDSENS (parle encore des circulaires ministérielles

des 15 avril et 31 décembre 1948); p. 446; Observations de M. VANAUDENHOVE, m.t.p.r.;

MACHTENS (parle encore de la reconstruction des murs de revêtements du canal maritime de Bruxelles au Rupel, du pont de la chaussée de Ninove, de l'aménagement du quartier et de l'établissement de l'écluse n° 54 ; de la reconstruction du hangar n° 2 ; de la réponse du ministre); pp. 446. 447;

PARMENTIER (concernant les revendications de la ville de Huy, la grande percée et le lycée, la répartition des crédits; félicite le ministre); p. 447;

VAN DEN STORME (parle encore des engagements réels pour 1957; les adjudications; le nombre d'ingénieurs des Ponts et Chaussées; la répartition des crédits: la répartition des travaux; le canal Nimy-

Blaton : le canal de Charleroi) : pp. 447 à 448 : Observations de MM. YERNAUX, VANAUDEN-

HOVE, m.t.p.r.; p. 448; VANAUDENHOVE m.t.p.r. (répond aux orateurs); pp. 448 à 449;

Observations de M. MACHTENS; p. 449;

ANCOT (appelle l'attention des membres sur les paroles du Ministre des Travaux publics relatives aux crédits de paiement); pp. 449 à 450;

DOUTREPONT (ne partage pas l'avis de M. AN-COT concernant les crédits de paiement) ; p. 450 ; Observations de M. VANAUDENHOVE, m.t.p.r.; p. 450.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (30 janvier 1957). Art. 1 à 25.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés avec les amendements du gouvernement ; p. 450.

Art. 26.

Intervention de MM. VAN DEN STORME, VAN-AUDENHOVE, m.t.p.r.; p. 451;

Le vote sur les amendements de M. VAN DEN STORME et sur l'article est remis au lendemain; p. 451.

Art. 27 à fin du tableau.

Les articles 27 à fin du tableau ainsi que ceux du budget du Fonds des Routes sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 451.

Budgets. — Exercice 1957. — TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION (suite).

Vote sur les amendements et articles réservés du tableau (31 janvier 1957).

Art. 26.

Les amendements de M. VAN DEN STORME sont rejetés par 86 voix contre 72 et 1 abstention; p. 460;

L'article 26, amendé par le gouvernement, est adopté; p. 460.

Discussion des articles du projet (31 janvier 1957). Les articles 1 à 4 sont adoptés sans discussion; pp. 460, 461.

Vote (31 janvier 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 84 voix contre 73 et 4 abstentions; p. 463.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

VOIES ET MOYENS.

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1957.
Doc. — N° 5-I. Projet transmis par la Chambre des Représentants.
N° 60 Rapport de M. Vreven.

Ann. -

Discussion générale (18 novembre 1956).

Discours de MM. LIEBAERT, m.f. (concernant la valeur relative des prévisions budgétaires par rapport aux réalisations et les modifications qui sont de nature à altérer la signification des chiffres officiels ; l'accroissement régulier et continu du montant des budgets et des dépenses réelles ; la conclusion de l'exposé général ; la hausse continue des prix et salaires; le plan d'action anti-inflationniste; les entretiens du gouvernement et des représentants du patronat et des syndicats; les mesures gouvernementales; le projet tendant à effectuer un prélèvement sur les bénéfices industriels et commerciaux; la conférence économique des 5 et 6 novembre 1956; la nécessité d'une politique anti-inflatoire; le rapport du groupe de travail ministériel de l'O.E.C.E. et les mesures prises dans les pays voisins et même outre-Atlantique; la note complémentaire à l'exposé général; la crise de combustible; la situation économique et monétaire ; la dette publique ; le remboursement de la dette extérieure ; l'exécution des budgets; les frais de stationnement des troupes belges en Allemagne ; la situation de trésorerie ; le fonds monétaire; le programme gouvernemental qui sera présenté à l'approbation des Chambres); pp. 202

Observations de MM. STRUYE, HARMEGNIES, DOUTREPONT; pp. 206 à 207;

NIHOUL (concernant les prévisions de recettes et dépenses pour 1957 d'après les données de l'exposé général; l'augmentation annuelle des dépenses; les recettes fiscales; la brochure éditée en mars 1954 titrée Néo-Libéralisme, Programme économique et le problème fiscal; le recours à l'emprunt et les charges financières; l'alimentation du budget et son total final; les déficits budgétaires; réfute les accusations contre la gestion sociale-chrétienne; se demande si la trésorerie est dans la gêne); pp. 207 à 209;

Observations de MM. DOUTREPONT. STRUYE. ROLIN, HARMEGNIES. LIEBAERT. m.f.; pp. 207 à 209;

Budgets. — Exercice 1957. — VOIES ET MOYENS (suite).

DOUTREPONT (concernant l'adaptation des budgets déposés; la situation des finances publiques et les événements internationaux ; émet des considérations générales quant à l'élaboration des budgets ; relève la plainte de l'insuffisance du personnel du Ministère des Finances et la solution du même problème aux Etats-Unis ; parle de l'article 211-9 relatif à la Société Anonyme des Tramways unifiés de Liège et Extensions ; du poste de l'article 9 « sommes réalisées sur les produits des exercices clos »; du montant élevé des dégrèvements; de la vente du timbre de licence ; des prélèvements ; des opérations de l'Union douanière belgo-luxembourgeoise; de la situation de la trésorerie ; des organismes d'intérêt public ; de l'amortissement économique) ; pp. 209 à 212 :

Observations de MM. SEGERS, DUVIEUSART; pp. 211 à 212.

Reprise de la discussion générale (19 décembre 1956). Discours de MM. LEEMANS (estime que le Ministre des Finances n'a pas fourni les renseignements ou précisions demandés ; parle de la signification réelle des chiffres budgétaires, le budget du point de vue économique et conjoncturel, le rapport de la Commission des Finances, la réduction du budget extraordinaire, les prélèvements et la politique conjoncturelle, l'augmentation des prix et salaires et la répercussion sur la production industrielle, le contrôle des parastataux, les conséquences économiques de la hausse du taux d'intérêt. les réductions annoncées, la couverture-or ; le remboursement des annuités de la rente belge. l'usage des ressources ordinaires et les difficultés de trésorerie); pp. 214 à 216;

Observations de M. LIEBAERT, m.f.; p. 216; HARMEGNIES (concernant la situation économique favorable du pays; le problème des finances provinciales et communales; la péréquation générale des revenus cadastraux; les retards apportés à la liquidation de la part revenant aux communes dans les additionnels à la contribution foncière; les réductions à prévoir en 1957 sur le budget extraordinaire et les travaux communaux; le contrôle de la commune sur la perception des additionnels communer.

naux); pp. 216 à 217;

Observations de MM. DUVIEUSART, DULIEU; p. 217;

JANSSEN (concernant la politique gouvernementale; la situation financière du pays : l'augmentation des recettes fiscales. la question des prix et salaires. la note du 30 octobre en annexe à l'exposé général. l'emprunt lancé en novembre. le cours de la rente. la situation en 1937. les difficultés de trésorerie. les excédents de recettes: les crédits supplémentaires pour l'exercice 1956; l'équilibre du budget de 1957; le budget pour ordre; les finances communales: la situation des chemins de fer belges; le fonds national de l'assurance maladie-invalidité); pp. 219 à 222:

Observations de MM. ROLIN. YERNAUX. MOII-LIN. DULIEU. LIEBAERT. m.f., comte d'AS-PREMONT LYNDEN. HARMEGNIES; pp. 219 à 221.

Reprise de la discussion générale (20 décembre 1956). Discours de MM. VAN BULCK (concernant les chiffres réels pour le budget de 1957 et la comparaison avec le budget des années antérieures; sa ques-

Budgets. - Exercice 1957. - VOIES ET MOYENS (suite).

> tion parlementaire relative à la navigation intérieure et la taxe professionnelle sur la plus-value; les canaux et leur mise au gabarit de 1.350 tonnes; le cumul des revenus des époux; la taxation des employés qui sont administrateurs dans une société anonyme; l'exonération d'impôt de l'indemnité de congé payé; la majoration du minimum exonéré à la taxe professionnelle); pp. 246 à 248;

Observations de M. LIEBAERT, m.f.; p. 246;

VREVEN, rapp. (concernant les chiffres du budget initial de 1956; l'augmentation des dépenses, la provenance de cette augmentation et les personnes qui en portent la responsabilité; les sollicitations des congressistes P.S.C.; le problème des prélèvements; l'augmentation du taux des cotisations des allocations familiales; l'incidence des événements internationaux sur la vie économique; l'évaluation des recettes et des dépenses ; le rétablissement de la justice fiscale; l'assainissement du F.N.A.M.I.; l'accroissement de la dette publique; la situation de la trésorerie; rend hommage au ministre); pp. 248 à

Observations de MM. VAN HOUTTE, HARME-MEGNIES, DE WINTER; pp. 249, 250;

DE BAECK (concernant le contrôle des parastataux, l'application du prélèvement annoncé et son rendement; les affirmations du nouvel hebdomadaire La Gauche ; les nouveaux avantages sociaux à accorder; se demande comment le ministre a concilié sa politique budgétaire avec les déclarations de principe); pp. 259 à 260;

Observations de M. LIEBAERT, m.f.; pp. 259. 260; MOUREAUX (concernant la portée inaccoutumée de la discussion du budget ; le discours de M. JANS-SEN. le déficit des communes, la situation de la Société Nationale des Chemins de Fer, le problème de la sécurité sociale et certaines solutions; les parastataux ; la gestion de l'Etat lui-même ; réfute l'argument que le budget ne répond pas exactement à la situation actuelle : parle de la diminution des impôts et de la date à laquelle elle avait été promise); pp. 260 à 263;

Observations de MM. ANCOT, SMETS, ROLIN, DE WINTER. DE BLOCK, JANSSEN, HAR-MEGNIES, STRUYE, DE BOODT, DUVIEU-SART; pp. 260 à 263;

STRUYE (demande la parole pour une rectification de fait concernant les dégrèvements fiscaux dont question dans la déclaration gouvernementale de 1949; regrette les affirmations de M. MOU-REAUX); p. 263;

VAN HOUTTE (concernant les modifications au budget et ses caractéristiques principales ; le chiffre très élevé du budget et les économies drastiques : le report de certains crédits du budget ordinaire à l'extraordinaire et même au budget pour ordre ; la sous-évaluation de toute une série de postes du budget ordinaire : l'évaluation des recettes : la politique de l'index : s'étend sur les constatations suivantes : la chance exceptionnelle du gouvernement actuel, la consommation de toutes les plus-values fiscales et l'augmentation des dépenses publiques; l'aggravation des charges de l'économie privée, tant la charge para-fiscale que la fiscalité même : la politique des investissements publics. l'auquentation continuelle de la dette publique, la confiance compromise de l'éparque dans les émissions des pouvoirs publics); pp. 263 à 267;

Budgets. - Exercice 1957. - VOIES ET MOYENS (suite).

Observations de MM. LIEBAERT. DOUTREPONT.

YERNAUX; pp. 264 à 267; MOUREAUX (répond à M. STRUYE quant à la déclaration de 1949 et parle du débat qui a suivi) ;

Observation de M. STRUYE; p. 268; STRUYE (répond à M. MOUREAUX à propos de la réduction des impôts et rappelle les termes de la déclaration du gouvernement du 3 mai 1954); p 268;

VAN IMPE (réfute les arguments émis contre le gouvernement concernant la réduction du chômage, la baisse des rentes. le taux de l'escompte, parle de l'accroissement des intérêts. la pénurie de combustible et carburant; suggère des solutions); pp. 268

LIEBAERT, m.f. (répond aux observations formulées); pp. 269 à 273;

Observations de MM. STRUYE. VAN HOUTTE, DOUTREPONT, HARMEGNIES, R. HOU-BEN; pp. 269 à 272.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (20 décembre 1956). Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 273.

Discussion des articles du projet (20 décembre 1956). Art. 1 à 9.

Adoptés sans observations ; p. 273.

Vote (20 décembre 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 83 voix contre 51 et 8 abstentions; p. 287.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Budgets coloniaux. - V. Colonies.

Bureau définitif. - V. Chambres législatives/Sénat.

Bureau Permanent des Œuvres Nationales des Victimes de la guerre. - V. Guerre/Victimes de la guerre.

Bureaux de placement. - V. Affaires étrangères/Travail.

C.

Caisse d'amortissement de la Dette publique. - V. Finances/Dette publique.

Caisse des Dépôts et Consignations.

Ann. - Transmission du rapport sur les opérations de cette caisse pendant l'année 1955; p. 8 (13 novembre 1956).

Transmission du rapport sur les opérations de cette caisse pendant l'année 1956; p. 1328 (21 mai 1957).

Caisse générale d'Epargne et de Retraite.

Ann. - Transmission du compte rendu des opérations et de la situation de cette caisse pour l'année 1955 ; p. 8 (13 novembre 1956).

Caisse nationale de crédit professionnel. - V. Commerce et Industrie.

Cantines. - V. Enseignement/Institutions d'éducation de l'Etat.

Carte du feu (Titulaires de la ...). — V. Guerre/Anciens combattants — Soins médicaux et pharmaceutiques.

Casier civil. - V. Droit civil.

Catastrophes et accidents.

Ann. — M. le Président rend hommage aux victimes de la catastrophe minière de Marcinelle et au courage des sauveteurs. M. VAN ACKER, p.m., au nom du gouvernement, s'associe à cet hommage; p. 10 (13 novembre 1956).

SAUVETEURS BENEVOLES.

Proposition de loi portant réparation des dommages résultant de secours apportés à des tiers par des sauveteurs bénévoles.

Doc. — Nº 325. Proposition de loi de M. Pholien.
 Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 1622 (4 juillet 1957).

Catch. - V. Droit pénal/Combats de boxe.

Certificat d'immatriculation. — V. Communications/Navigation intérieure.

Chambres législatives. — V. aussi Affaires étrangères/ Conseil de l'Europe (Résolutions).

Chambres législatives - Sénat.

AJOURNEMENT.

Ann. — Le Sénat s'ajourne jusqu'au mardi 15 janvier 1957; p. 289 (20 décembre 1956).

Le Sénat s'ajourne sine die ; p. 1232 (10 avril 1957). Le Sénat s'ajourne sine die ; p. 1490 (6 juin 1957).

M. ROLIN, au nom du groupe socialiste, remercie le président pour le dévouement qu'il a sans cesse manifesté envers l'assemblée; il remercie également les membres du personnel;

le comte d'ASPREMONT LYNDEN, MM. COU-LONVAUX, NOEL et BUISSERET, m.c., s'associent aux paroles qui viennent d'être prononcées:

M. le PRESIDENT remercie les orateurs et le personnel;

Le Sénat s'ajourne jusqu'à convocation ultérieure; p. 1670 (4 juillet 1957).

BUREAU DEFINITIF.

Ann. -

Nomination du bureau définitif (13 novembre 1956).

M. STRUYE propose la réélection de tous les membres sortants, par acclamation; p. 4.

Sont réélus :

Président : M. GILLON ;

Premier vice-président : M. BOUILLY ;

Deuxième vice-président : M. MULLIE ;

Troisième vice-président : M. MOREAU de MELEN;

Secrétaires: MM. JESPERS. CROMMEN, MOU-LIN. DERBAIX, CRAEYBECKX et DE MAN;

Questeurs: MM. DOUTREPONT, VAN BUG-GENHOUT, HARMEGNIES, le baron ZUR-STRASSEN et M. DE STOBBELEIR; p. 4.

M. VREVEN est élu questeur du Sénat, en remplacement de M. De Stobbeleir, démissionnaire : p. 297 (15 janvier 1957).

Chambres législatives - Sénat (suite).

COMMISSIONS PERMANENTES.

Ann. — Modification dans la composition de la Commission du Travail et de la Prévoyance sociale; p. 24 (14 novembre 1956).

Modification dans la composition des Commissions de l'Intérieur, de l'Instruction publique et des Pétitions; p. 39 (20 novembre 1956).

Modification dans la composition des Commissions de la Justice, de la Santé publique et de la Famille, des Travaux publics, des Classes moyennes, de la Reconstruction et de la Revision de la Constitution; p. 361 (22 janvier 1956).

COMMISSIONS SPECIALES.

Ann. — Composition d'une Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant certaines dispositions en matière économique, financière et sociale; p. 694 (20 février 1957).

Composition d'une Commission spéciale chargée d'examiner les projets de loi relatifs au Marché commun et à l'Euratom; p. 1488 (6 juin 1956); p. 1524 (26 juin 1957).

COMPTES.

Ann. — M. le Président communique que la Cour des Comptes a constaté l'exactitude des comptes du Sénat pour l'exercice 1956; félicite les questeurs pour la façon dont ils s'acquittent de leur mission; p. 1524 (26 juin 1957).

DECES.

Ann. — M. le Président rend hommage à la mémoire du comte LIPPENS. Ministre d'Etat, ancien Président du Sénat; p. 5 (13 novembre 1956).

M. le Président annonce le décès de MM. VIGNE-RON et LOUMAYE, anciens sénateurs; p. 14 (14 novembre 1956).

M. le Président annonce le décès de M. FLAGEY, ancien sénateur; p. 122 (4 décembre 1956).

M. le Président rend hommage à la mémoire de M. KLUYSKENS, sénateur. M. REY, m.a.éc., s'associe à cet hommage, au nom du gouvernement; p. 294 (15 janvier 1957).

M. le Président annonce le décès de M. Narcisse STRUVAY, ancien sénateur; p. 295 (15 janvier 1957).

M. le Président annonce le décès du baron de SELYS LONGCHAMP, ancien sénateur; p. 326 (17 janvier 1957).

M. le Président annonce le décès de M. LEYNIERS, ancien sénateur; p. 801 (28 février 1957).

M. le Président annonce le décès de MM. René COLLE et Adrien HOUGET, anciens sénateurs; p. 1494 (18 juin 1957).

M. le Président rend hommage à la mémoire de M. F. TYCKAERT, Directeur général honoraire des services de la Questure du Sénat; p. 1509 (25 juin 1957).

M. le Président annonce le décès du baron GENDE-BIEN, ancien sénateur; p. 1524 (26 juin 1957).

DEMISSIONS.

Ann. — M. le Président annonce la démission de M. DE STOBBELEIR de son mandat de sénateur; p. 214 (19 décembre 1956).

Chambres législatives - Sénat (suite). INCIDENTS.

- Ann. Communication de M. le PRESIDENT concernant sa déclaration de la veille au sujet de la distribution aux membres de la Commission des Affaires étrangères du texte de l'accord culturel belgo-soviétique; pp. 41 à 42 (21 novembre 1956).
 - M. LEEMANS demande des explications au Ministre des Finances au sujet de l'augmentation du taux de l'escompte et aux conséquences éventuelles de cette mesure;
 - M. LIEBAERT, m.f., répond à M. LEEMANS à ce sujet; les conséquences de la mesure, le crédit utilisé par le secteur privé;

L'incident est clos; pp. 177 à 178 (6 décembre 1956).

- M. HENSKENS demande la parole pour un fait personnel concernant les articles de presse auxquels il a fait allusion et rectifie ses reproches à M. MUL-
- Observations de MM. SLEDSENS, DE BOODT, le PRESIDENT; pp. 568, 569 (7 février 1957).
- M. DELPORT ayant demandé d'interroger le Ministre de l'Instruction publique au sujet du retard dans le paiement des traitements des membres du personnel de l'enseignement libre technique normal et moyen et ayant appris que la question est traitée en ce moment à la Chambre, renonce à la parole; p. 1240 (4 avril 1957).
- M. STRUYE interroge le Ministre des Affaires étrangères au sujet d'un communiqué du Service du Tourisme de la ville de Malines, relatif à la visite de touristes russes:
- M. LAROCK, m.a.étr., déclare qu'il s'agit en l'occurrence de croisières purement touristiques, que ces voyages ne sont pas effectués dans le cadre de l'accord culturel belgo-soviétique. Cet accord n'est d'ailleurs pas en application, la Commission belge chargée de son exécution n'ayant pas été constituée à ce jour; pp. 1457 à 1458 (5 juin 1957).
- M. HARMEGNIES adresse une question orale au Ministre de l'Intérieur au sujet de la solution à bref délai du problème de l'assainissement des finances communales;
- M. VERMEYLEN, m.i., annonce les mesures que le gouvernement compte prendre pour venir en aide aux communes les plus obérées;
 - M. HARMEGNIES remercie le ministre mais regrette que les mesures envisagées ne constituent qu'une solution partielle;

L'incident est clos; p. 1494 (18 juin 1957).

LISTES.

- Doc. Nº 1. Liste alphabétique des membres du Sénat. Nº 2. Liste des membres du Sénat.
 - N° 3. Liste des projets et propositions de loi dont le Sénat est saisi.
 - Nº 4. Liste des commissions permanentes.

ORDRE DES TRAVAUX.

Ann. - M. VERMEYLEN, m.i., demande l'ajournement sine die du projet de loi modifiant la loi orgaChambres législatives - Sénat. - ORDRE DES TRA-VAUX (suite).

> nique sur le Conseil d'Etat, afin de lui permettre de modifier par la voie législative des dispositions linguistiques, ce qu'il envisageait de faire par arrêté roval:

- L'assemblée unanime manifeste son accord; Observations de MM. le PRESIDENT et DOUTRE-PONT; p. 136 (4 décembre 1956).
- Observations de M. le PRESIDENT relatives à l'examen du Budget des Travaux publics;
- M. HARMEGNIES propose de ne plus discuter en même temps le Budget extraordinaire et le Budget des Travaux publics;
- Observations de MM. JESPERS. DOUTREPONT, le PRESIDENT; pp. 398, 399 (24 janvier 1957).
- Par application de l'article 17 du Règlement, M. PHO-LIÉN demande que la séance soit levée et que la discussion du Budget de la Justice soit reprise à une date ultérieure ; pp. 1168, 1169 ;
- Observations de MM. le PRESIDENT, DE BLOCK, PHOLIEN, CROMMEN, ANCOT, LILAR, m.j., CHOT, DUVIEUSART, YERNAUX, MOU-REAUX, DERBAIX; pp. 1169 à 1170 (28 mars 1957).

OUVERTURE DE LA SESSION.

Ann. - Mme JANSON-Vve SPAAK, doyenne d'âge, déclare ouverte la session de 1956-1957; prononce son allocution; p. 4 (13 novembre 1956).

M. GILLON est réélu président du Sénat, prononce son discours et rend hommage à Mme JANSON-Vve SPAAK, parle de son voyage officiel au Congo, de l'agression dont a été victime la nation hongroise, déclare le Sénat constitué et qu'il en sera donné connaissance au Roi et à la Chambre des Représentants; p. 5 (13 novembre 1956).

PETITIONS.

Pétitions sur lesquelles la Commission a statué. Doc. - Nº 116. Feuilleton nº 1.

Nº 376. Feuilleton nº 2.

REGLEMENT.

Ann. - M. le PRESIDENT propose une dérogation aux articles 63 et 65 du règlement pour inscrire la prise en considération des demandes de naturalisation, de façon à pouvoir voter le jeudi 20 décembre ; p. 198 (18 décembre 1956).

SEANCES EXTRAORDINAIRES.

Ann. — Manifestation d'hommage à Mme JANSON-Vve SPAAK et à M. VAN BELLE, à l'occasion de leur trente-cinquième année de mandat.

Discours de MM. le PRESIDENT, GILLON, STRUYE, ROLIN, Mme CISELET, MM. NOEL et TROCLET, m.t.p.s.;

M. VAN BELLE remercie au nom des jubilaires; pp. 737 à 740 (21 février 1957).

VALIDATION DES POUVOIRS.

Ann. — Validation des pouvoirs de M. GANSEMAN, appelé à remplacer M. De Stobbeleir, sénateur démissionnaire

M. VERGEYLEN donne lecture de son rapport dans les deux langues nationales;

Les conclusions de ce rapport sont adoptées ;

Chambres législatives - Sénat. - VALIDATION DES POUVOIRS (suite).

M. GANSEMAN prête serment; p. 246 (20 décembre 1956).

Validation des pouvoirs de M. CLAEYS, appelé à remplacer M. Kluyskens, décédé;

M. VAN OUDENHOVE donne lecture de son rapport dans les deux langues nationales;

Les conclusions de ce rapport sont adoptées ;

M. CLAEYS prête serment; pp. 309, 310 (16 janvier 1957).

Chemins de fer. - V. Affaires étrangères/Communications. - V. aussi Communications.

Chèques postaux. - V. Communications.

Chômage. - V. Commerce et Industrie/Entreprises industrielles et artisanales - Aide de l'Etat.

Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. - V. Impôts/Impôts indirects - Droits d'enregistrement.

Code des droits de timbre. - V. Droits de timbre.

Code des taxes assimilées au timbre. - V. Taxes assimilées au timbre.

Colonies.

Proposition de résolution : le Sénat, considérant avec satisfaction les décrets récents, qui donnent au pouvoir exécutif mission d'appeler les populations congolaises à gérer - au sein d'assemblées territoriales et communales - des intérêts collectifs qui sont restés jusqu'ici de la compétence exclusive de l'administration; désirant suivre attentivement l'élaboration des mesures d'exécution de ces décrets ; charge sa Commission des Colonies d'en observer le développement et de lui faire rapport de semestre en semestre.

Ann. — Proposition de résolution de M. Van Remoortel; p. 1379 (28 mai 1957).

Observations de M. le PRESIDENT relatives à la recevabilité de la proposition de résolution Renvoi à la commission du règlement; p. 1379.

BUDGETS COLONIAUX. EXERCICE 1955.

Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1956 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1955.

Doc. — Nº 111. Exposé des motifs et projet de loi +

annexes.

Nº 260. Rapport de M. Moureaux.

Ann. - La discussion générale est jointe à celle du Budget du Ministère des Colonies pour l'exercice

Discussion de l'article unique (5 juin 1957). Adopté sans observations ; p. 1468.

Vote (6 juin 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 71 voix contre 52 et 13 abstentions; p. 1489.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1955.

Doc. - Nº 113. Exposé des motifs et projet de loi. Nº 261. Rapport de M. Moureaux.

Colonies. - BUDGETS COLONIAUX. - EXERCICE 1955 (suite).

Ann. - La discussion générale est jointe à celle du Budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1957.

Discussion des articles des tableaux (5 juin 1957). Tableaux 1 et 2.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1468.

Discussion des articles du projet (6 juin 1957). Art. 1 à 6.

Adoptés sans observations; pp. 1468 à 1469.

Vote (6 juin 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 71 voix contre 52 et 13 abstentions; p. 1489.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

EXERCICE 1957.

Projet de loi contenant le budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1957.

Doc. - Nº 78. Exposé des motifs et projet de loi. Nº 257. Rapport de M. Moureaux.

Ann. - La discussion générale est jointe à celle du Budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1957.

Discussion des articles des tableaux (5 juin 1957). Tableaux I et II.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1463.

Discussion des articles du projet (5 juin 1957). Art. 1 à 7.

Adoptés sans observations; p. 1463 à 1464.

Vote (o juin 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 71 voix contre 52 et 13 abstentions; p. 1489.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi contenant le budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1957.

Doc. - Nº 79. Exposé des motifs et projet de loi.

Nº 215. Amendement présenté par le Gouvernement.

Nº 258. Rapport de M. Moureaux.

Nº 302. Amendement présenté par le Gouvernement. Ann. - La discussion générale est jointe à celle du Budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1957.

Discussion des articles des tableaux (5 juin 1957). Tableaux I et II.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1464.

Discussion des articles du projet (5 juin 1957). Art. 1 à 10.

Adoptés sans observations; pp. 1464 à 1465.

Art. 10bis.

L'amendement du gouvernement tendant à insérer un article 10bis est adopté; p. 1465.

Art. 10ter.

L'amendement du gouvernement tendant à insérer un article 10ter est adopté; p. 1466.

Colonies. — BUDGETS COLONIAUX. — EXERCICE

1957 (suite).

Art. 11.

Adopté sans observations; p. 1466.

Les articles 10bis et ter sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés; p. 1466.

Vote (6 juin 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 71 voix contre 52 et 13 abstentions; p. 1489.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1957.

Doc. - Nº 80. Exposé des motifs et projet de loi. Nº 216. Amendements présentés par le Gouvernement. Nº 259. Rapport de M. Moureaux.

Ann. — La discussion générale est jointe à celle du Bud-get du Ministère des Colonies pour l'exercice 1957.

Discussion des articles des tableaux (5 juin 1957). Tableaux I à VI.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1466.

Discussion des articles du projet (6 juin 1957). Art. 1 à 11.

Adoptés sans observations; pp. 1466 à 1467.

Art. 11bis.

L'amendement du gouvernement tendant à insérer un article 11bis est adopté; p. 1467.

L'amendement du gouvernement tendant à insérer un article 11ter est adopté; p. 1468.

Art. 12.

Adopté sans observations; p. 1468.

Les articles 11bis et ter sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés; p. 1468.

Vote (6 juin 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 71 voix contre 52 et 13 abstentions; p. 1489.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

COMMUNICATIONS.

OTRACO.

Ann. - Transmission de 1º les bilan et compte de profits et pertes approuvés relatifs à l'exercice 1955 de cet office; 2º les comptes approuvés de prévision de recettes et dépenses tant ordinaires qu'extraordi-naires relatifs à l'exercice 1957 de l'office; p. 8 (13 novembre 1956).

CONSEIL COLONIAL.

Ann. - M. le Président communique que le mandat de membre du Conseil colonial, détenu par M. Léopold LE ROYE viendra à expiration le 15 décembre prochain; p. 80 (27 novembre 1957).

M. Léopold LE ROYE est réélu en qualité de membre du Conseil colonial; p. 193 (11 décembre 1957).

DECRETS.

Ann. - Projets de décrets :

1º ouvrant le domaine minier du Comité national du Kivu à la prospection publique des mines, ainsi que les amendements à ce projet de décret;

Colonies. - DECRETS (suite).

2º approuvant cinq conventions entre la colonie et la « Compagnie du Kasaï »;

3º deux projets de décrets octroyant des permis d'exploitation.

Transmis par le Ministre des Colonies; p. 7 (13 novembre 1956).

Six projets de décrets renouvelant des droits exclusifs de recherches minières et octroyant trois permis d'exploitation:

Transmis par le Ministre des Colonies ; p. 122 (4 décembre 1956).

Deux projets de décrets renouvelant des droits exclusifs de recherches minières.

Transmis par le Ministre des Colonies ; p. 326 (17 janvier 1956).

Trois projets de décrets renouvelant les droits exclusifs de recherches minières et octroyant un permis d'exploitation.

Transmis par le Ministre des Colonies; p. 374 (23 janvier 1957).

Quatre projets de décrets renouvelant des droits exclusifs de recherches minières.

Transmis par le Ministre des Colonies; p. 1041 (20 mars 1957).

Deux projets de décrets renouvelant les droits exclusifs de recherches minières et octroyant un permis d'exploitation.

Transmis par le Ministre des Colonies; p. 1244 (9 avril 1957).

Projet de décret approuvant la convention intervenue entre le Comité Spécial du Katanga et la Société d'Exploitation et de Recherches minières au Katanga. Transmis par le Ministre des Colonies; p. 1328 (21 mai 1957).

Six projets de décrets renouvelant les droits exclusifs de recherches minières et approuvant le renouvellement de droits exclusiis de recherches minières

Transmis par le Ministre des Colonies; p. 1493 (18 juin 1957).

Deux projets de décret approuvant des conventions. Transmis par le Ministre des Colonies; p. 1544 (27 juin 1957)

Un projet de décret approuvant la convention entre le Congo belge et la Société des Chemins de Fer vicinaux du Congo.

Transmis par le Ministre des Colonies ; p. 1577 (2 juillet 1957).

OFFICE DES CITES AFRICAINES.

Ann. - Transmission du rapport de gestion, du bilan et du compte de profits et pertes du dit office pour l'exercice 1955; p. 8 (13 novembre 1956).

PLAN DECENNAL.

Projet de loi modifiant la loi du 27 mai 1952 autorisant le Ministre des Colonies à exécuter sur ressources extraordinaires un plan décennal pour le développement économique et social du Congo belge.

Doc. - Nº 112. Exposé des motifs et projet de loi. Nº 345. Rapport de M. Van Remoortel.

Ann. -

Discussion générale (4 juillet 1957).

Discours de MM. VAN REMOORTEL, rapp. (expose le but du projet et parle de la majoration des estimations du plan décennal établi en 1952 par M. WIGNY); p. 1657;

Colonies. - PLAN DECENNAL (suite).

PHOLIEN (concernant l'attitude du P.S.C. à l'égard du plan décennal; justifie les raisons de sa mé-fiance, mais votera le projet; parle du rapport de M. VAN REMOORTEL, des prévisions de 1952, l'examen des crédits, l'adaptation du programme d'investissements en réévaluant les prix; l'augmentation sollicitée, la dette publique du Congo, la réalisation de travaux ; la situation économique en Belgique et l'octroi de crédits); pp. 1657 à 1658;

Observations de M. VAN REMOORTEL; pp. 1657

DULIEU (concernant les citations du rapporteur relativement au Ruanda-Urundi; le développement du marché intérieur ; l'exode rurale vers les centres ; l'agriculture au Congo; votera le projet); p. 1658;

DELPORT (expose son point de vue, sa méfiance, les raisons de son vote affirmatif; parle du malaise au Congo; des incidents autour d'un match de football à Léopoldville; du communiqué de l'agence Belga et de la radio de Léopoldville ; demande comment le dédommagement sera réglé; parle de la communauté belgo-congolaise); pp. 1658 à 1659;

HARMEGNIES (parle de l'octroi de crédit et du crédit communal; répond à M. PHOLIEN); p. 1659;

BUISSERET, m.c. (répond aux orateurs : parle de l'augmentation du nombre de médecins au Congo) : pp. 1659 à 1660;

La discussoin générale est close.

Discussion de l'article unique (4 juillet 1957). Adopté sans observations: p. 1660.

Vote (4 juillet 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 88 voix contre 2 et 2 abstentions; p. 1668.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Colonies. - V. aussi Budgets.

Colonies scolaires et de vacances. - V. Enseignement/ Institutions d'éducation de l'Etat.

Combats de boxe. - V. Droit pénal/Combats de boxe.

Commerce et Industrie.

ARTISANAT.

REGISTRE DE L'ARTISANAT.

Projet de loi relatif au registre de l'artisanat.

Doc. - Nº 41. Rapport de M. Camby.

Nº 51. Amendements proposés par M. PAIRON au texte adopté par la commission.

Nº 63. Amendement présenté par le Gouvernement au texte adopté par la commission.

Nº 253. Rapport de M. George.

Nº 330. Amendement proposé par M. Pairon au texte présenté par la commission.

Nº 335. Rapport complémentaire de M. Camby.

Discussion générale (11 décembre 1956).

Discours de MM. CAMBY, rapp. (résume la portée du projet qui tend à combattre le travail noir, parle de l'inscription au registre de l'artisanat. l'amendement de M. PAIRON. le choix de la commune pour tenir le registre. le paiement de la taxe, les sanctions); pp. 191 à 192;

Commerce et Industrie. - ARTISANAT.

REGISTRE DE L'ARTISANAT (suite)

NIHOUL (concernant son amendement, l'inscription au registre de l'artisanat ; la lutte contre le travail noir; souhaite la modification du projet dans le sens de son amendement); p. 192;

le PRESIDENT (annonce le dépôt par le gouvernement d'un amendement à l'article 1er et demande s'il ne conviendrait pas de remettre la discussion du projet à mardi prochain); p. 193;

MUNDELEER, m.c.m. (marque son accord sur la proposition de M. le PRESIDENT quant au renvoi de la discussion du projet à mardi prochain);

Observations de MM. le PRESIDENT, MACH-TENS, STUBBE, MUNDELEER, m.c.m.; p. 193.

L'ajournement est décidé; p. 193.

Reprise de la discussion générale (18 décembre 1956). Discours de MM. PAIRON (concernant le travail noir, la fraude des charges sociales et fiscales, les mesures prises en Belgique et à l'étranger pour protéger les travailleurs indépendants ; la teneur et les dispositions du projet, le travail fourni habituellement ; l'avis du Conseil d'Etat ; les sanctions à prévoir, l'importance du travail noir ; demande au Sénat de modifier les articles 1er et 11 dans un sens favorable); pp. 198 à 199;

MUNDELEER, m.c.m. (dit qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour empêcher le travail noir, parle des amendements; n'est pas d'accord avec M. PAIRON au sujet du libellé de l'article 1er ni sur le texte de cet article tel qu'il est présenté en commission; parle de l'amendement de M. PAI-RON, du caractère habituel du travail, des sanctions); pp. 199 à 200;

Observations de MM. STRUYE, ORBAN; p. 200; terme « habituellement »); p. 200;

ORBAN (concernant l'inefficacité des sanctions et l'absence d'une publicité suffisante ; envisage la possibilité de délivrer aux personnes inscrites au registre de l'artisanat une carte qui pourrait être exigée

par l'employeur); p. 201; Observations de M. STRUYE; p. 201;

VAN IMPE (s'oppose à l'amendement de M. PAI-RON); p. 201;

Observations de MM. PAIRON, ORBAN et MUN-DELEER, m.c.m; p. 201. La discussion générale est close.

Discussion des articles (18 décembre 1956). Art. 1.

Observations de MM. PAIRON, le PRESIDENT, R. HOUBEN, MUNDELEER, m.cm.; Intervention de MM. R. HOUBEN, ROLIN;

L'amendement de M. PAIRON est rejeté;

M. R. HOUBEN demande le renvoi en commission; pp. 201, 202;

La proposition de renvoi à la Commission de la Justice est adoptée; p. 202.

Renvoi en commission (18 juin 1957).

La Commission des Classes moyennes ayant demandé l'avis de la Commission de la justice et celle-ci ayant modifié l'article 1er du projet, M. le PRESI-DENT propose le renvoi à la Commission des Classes moyennes;

L'assemblée marque son accord; p. 1498.

Commerce et Industrie. - ARTISANAT.

REGISTRE DE L'ARTISANAT. (suite).

Reprise de la discussion générale (2 juillet 1957).

Discours de MM. PAIRON (concernant les discussions en commission; la lutte contre le travail noir et la fraude ; l'inscription au registre de l'artisanat ; la protection des classes moyennes en Belgique et à l'étranger; son amendement à l'article 1er); pp. 1579 à 1580;

SERVAIS, Maurice (concernant les discussions en commission; le terme « habituellement » employé à l'article 1er; l'inscription au registre de l'artisanat; appuie l'amendement de M. PAIRON, s'abtiendra au vote); p. 1580;

MUNDELEER, m.c.m. (concernant l'article $1^{\rm er}$; l'amendement de M. PAIRON; demande d'accepter le texte du gouvernement tel qu'il a été voté en commission); pp. 1580 à 1581;

PAIRON (concernant la discussion de la loi sur le registre du commerce; son amendement et la lutte contre le travail noir ; répond au ministre) ; p. 1581 ;

NIHOUL (concernant le but du projet ; demande au Sénat de voter l'amendement de M. PAIRON); p. 1581;

VAN IMPE (concernant l'amendement de M. PAI-RON et les termes employés à l'article 1er); p. 1581;

MUNDELEER m.c.m. (concernant les conséquences éventuelles de l'amendement de M. PAIRON); pp. 1581 à 1582;

PAIRON (n'est pas d'accord avec les déclarations du ministre et rappelle la justification de son amendement); p. 1582;

SMETS (concernant l'importance du problème ; l'application de la loi; la situation dans l'industrie du bâtiment; le travail effectué au rabais; s'abstiendra au vote) ; p. 1582 ;

le PRESIDENT (fait remarquer qu'il n'y a pas eu de renvoi à la Commission de Justice mais simplement une demande d'avis); p. 1582.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (2 juillet 1957). (Texte présenté par la Commission.)

Art. 1.

Observations de MM. SMETS et MUNDELEER; L'amendement de M. PAIRON est rejeté; p. 1582; L'article est adopté ; p. 1583.

Art. 2 à 10.

Adoptés sans observations; p. 1583.

Art. 11.

Intervention de MM. PAIRON, ANCOT, MUNDE-LEER;

L'amendement de M. PAIRON est rejeté; L'article est adopté; p. 1584.

Art. 12 et 13.

Adoptés sans observations; p. 1584.

sentants.

Vote (4 juillet 1957).

Le baron de DORLODOT justifie son vote; L'ensemble du projet de loi est adopté par 82 voix contre 1 et 61 abstentions; p. 1665. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des RepréCommerce et Industrie (suite).

BANQUES.

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs.

Doc. - Nº 177. Proposition de loi de Mme Ciselet. Ann. - Prise en considération. - Renvoi en commission; p. 1172 (2 avril 1957).

BREVETS ET MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE.

Projet de loi tendant à faciliter le dépôt des demandes de brevets, des marques de fabrique ou de commerce ainsi que des dessins et modèles industriels, à l'occasion des expositions internationales officielles ou officiellement reconnues organisées en Belgique.

- Nº 274. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 339. Rapport de M. De Winter. Ann. - Pas de discussion générale.

> Discussion des articles (27 juin 1957). Art. 1 à 7.

Adoptés sans observations ; pp. 1572, 1573.

Vote (4 juillet 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 90 voix et 2 abstentions; p. 1669.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL.

Ann. - Transmission du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 1956; p. 1287 (10 avril 1957).

COMMERCE EXTERIEUR.

Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. Doc. – N° 142. Rapport de M. Goossens.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (20 février 1957). Adopté sans observations; p. 672.

Vote (21 février 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 143 voix contre 9 et 9 abstentions; p. 736.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises.

Doc. - Nº 309. Rapport de M. Goossens. Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (18 juin 1957). Adopté sans observations; p. 1500.

Vote (25 juin 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 145 voix et 2 abstentions; p. 1514.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant ratification de deux arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises.

Doc. - Nº 350. Rapport de M. Goossens.

Commerce et Industrie. - COMMERCE EXTERIEUR (suite).

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (2 juillet 1957). Adopté sans observations; p. 1578.

Vote (4 juillet 1957). L'ensemble du projet de loi est adopté par 90 voix et 2 abstentions; p. 1669.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

ECONOMATS.

Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 1956 sur les économats.

Doc. - Nº 21. Exposé des motifs en projet de loi. Nº 40. Rapport de M. Vergeylen.

Discussion générale (11 décembre 1956).

Discours de M. VERGEYLEN, rapp. (dit que ly portée du projet a été exposée en commission et réfère à son rapport); p. 194.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (11 décembre 1956). Art. 1 et 2.

Adoptés sans observations; p. 194.

Vote (20 décembre 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 160 voix contre 1 et 1 abstention; p. 258.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET ARTISANALES.

AIDE DE L'ETAT.

Proposition de loi tendant à maintenir en vie les entreprises industrielles momentanément en difficulté et à combattre le chômage.

Ann. - Retrait de la proposition; p. 1328 (21 mai 1957).

Projet de loi concernant l'aide financière accordée par l'Etat à la construction ou à l'acquisition de bâtiments industriels et artisanaux en vue de l'expansion économique et de la résorption du chômage.

Doc. - Nº 315. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 349. Rapport de M. Vinois.

Nº 352. Amendements proposés par M. Warnant au texte adopté par la commission.

Nº 360. Amendements proposés par M. Ancot.

Ann. -

Discussion générale (27 juin 1957).

Discours de MM. REY, m.a.éc. (se demande si la loi du 31 mai 1955 doit être prolongée ou amendée); 1563;

ANCOT (concernant son amendement à l'article 2; regrette que la pêche maritime ait été oubliée); p. 1563

WARNANT (concernant la loi du 31 mai 1955, dite loi « REY », le but du projet; l'article 1er; l'amendement de M. LAHAYE à la Chambre; demande d'adopter son amendement rétablissant ainsi le texte de l'article 1er tel qu'il vient de la Chambre); pp. 1563 à 1564;

REY, m.a.éc. (concernant le projet initial; suggère d'adopter les amendements aux articles 1, 2 et 5 Commerce et Industrie. - ENTREPRISES INDUS-TRIELLES ET ARTISANALES.

AIDE DE L'ETAT (suite).

rétablissant le texte de la Chambre et de rejeter l'amendement à l'article 3 ; parle de l'application des lois de 1953 et 1955; répond à M. ANCOT au sujet de la pêche maritime); p. 1564;

ANCOT (remercie le ministre ; maintient son amendement relatif à la pêche maritime); pp. 1564 à 1565; MOLTER (concernant l'amendement de M. LA-HAYE à la Chambre ; l'amendement de M. WAR-NANT; la révision de la loi de 1955; la situation existante ; l'octroi de crédits ; la Société Nationale de Crédit à l'Industrie); pp. 1565 à 1566;

SEGERS (concernant les lois de 1953 et du 31 mai 1955 relatives à l'octroi de crédits ; la prolongation ou le renouvellement de la loi existante; exprime son opinion personnelle sur les amendements aux

articles 1, 2, 3 et 5); pp. 1566 à 1567;
Observations de M. ROLIN; p. 1566;
DOUTREPONT (concernant l'article 1er et les amendements proposés; l'octroi de crédits; le caractère régional de certaines sociétés : les actionnaires de la « Maatschappij tot bevordering van de Economische bedrijvigheid in West-Vlaanderen »; la Société Nationale de Crédit à l'Industrie); p. 1567:

Observations de MM. ANCOT et ROLIN; p. 1567; le PRESIDENT (proteste contre la façon d'agir de la Chambre qui est sur le point de partir en vacances, alors que certains projets peuvent encore être amen-

dés au Sénat); p. 1567; Observations de MM. RONSE, ROLIN, REY,

m.a.éc.; p. 1567;

REY, m.a.éc. (répond à M. DOUTREPONT ; parle de l'amendement de M. LAHAYE à la Chambre); . 1568 :

ROLIN (parle des amendements introduits au Sénat et des conséquences de leur adoption ; de l'amendement de M. LAHATE à la Chambre ; Brufina comme actionnaire dans la société régionale « West-Vlaamse Maatschappij » ; l'emploi des mots « caractère régional »); p. 1568

SEGERS (concernant « Brufina » et la « Société Générale de Belgique »; l'octroi de crédits dans les régions où un chômage structurel règne); p. 1568;

Observations de MM. le PRESIDENT, LEYNEN. DUVIEUSART, ROLIN; p. 1568;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (27 juin 1957). Art. 1.

L'amendement de M. WARNANT est adopté ; L'article 1er est adopté; p. 1569.

Art. 2.

L'amendement de M. WARNANT est adopté; L'amendement de MM. ANCOT et SOBRY est rejeté;

L'article 2 amendé est adopté ; p. 1569.

Art. 3.

L'amendement de M. WARNANT est adopté ; L'article 3 amendé est adopté ; p. 1571.

Art. 4.

Adopté sans observations; p. 1571.

Art. 5.

L'amendement de M. WARNANT est adopté; L'article amendé est adopté ; p. 1571.

Commerce et Industrie. - ENTREPRISES INDUS-TRIELLES ET ARTISANALES (suite).

AIDE DE L'ETAT (suite).

Art. 6 in fine.

Adoptés sans observations ; pp. 1571 à 1572.

Les articles amendés sont successivement mis aux voix et définitivement adoptés; p. 1572.

Vote (27 juin 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 52 voix contre 2 et 55 abstentions; p. 1572.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT.

Projet de loi relatif aux fonds communs de placement et modifiant le Code des droits de timbre et le Code des taxes assimiliées au timbre.

Doc. - Nº 19. Amendement proposé par M. Wiard.

 N° 23. Amendement proposé par M. Van Houtte.

Nº 34. Amendement présenté par le Gouvernement au texte adopté par la commission.

Ann. -

Discussion générale (22 novembre 1956).

Discours de MM. VAN HOUTTE, rapp. (concernant la portée du projet; les fonds d'investissement existants; les deux formules théoriquement possibles : celle de la constitution d'une société, la diversification du risque se produisant par la composition du patrimoine de la société et celle des dépôts indivis, la seule viable fiscalement ; la garantie de la bonne gestion de la société de gérance, le régime fiscal et le statut définitif des fonds de placement); pp. 60 à 61;

Observations de M. VAN REMOORTEL; p. 60;

WIARD (concernant l'existence et le principe de l'Investment trust, la double question relative au principe de la spécialisation des fonctions, le triple but des sociétés d'investissement; estime le projet incomplet et dangereux ; parle du type Mutual Fund, aux Etats-Unis, du danger, des trusts à capital variable et l'expérience américaine en ce domaine, l'Investment trust classique à capital fixe ; le danger de l'activité des open end trusts dans un marché comme Bruxelles; cite l'expérience de quatre années); pp. 61 à 63; DUVIEUSART (concernant les titres constituant

le fonds commun et qui seraient confiés en dépôt à une société qui le gérerait ; l'article 1er du projet) ;

p. 63;

Observations de MM. VAN REMOORTEL, LIE-

BAERT, m.f.; p. 63;

VAN HOUTTE, rapp. (répond brièvement à quelques observations de M. WIARD concernant les investissements et parle des types de placement collectif en France et en Angleterre); pp. 63 à 64;

HARMEGNIES (demande au rapporteur si le projet n'aura pas pour conséquence d'encourager l'évasion

des capitaux vers l'étranger); p. 64;

LIEBAERT, m.f. (dit que le projet a été étudié contradictoirement entre des membres du cabinet des finances et des spécialistes et souhaite que le Sénat adopte le projet à l'unanimité); p. 64.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (22 novembre 1956). (Texte présenté par la Commission.) Art. 1er.

L'article 1er est adopté sans observations; p. 64.

Commerce et Industrie. - FONDS COMMUNS DE PLACEMENT (suite).

Art. 2.

Observations de MM. VAN HOUTTE, DOUTRE-PONT, WIARD, le PRESIDENT; p. 64; Interventions de MM. VAN HOUTTE, rapp., DUVIEUSART, VAN REMOORTEL, VAN IMPE,

LIEBAERT, m.f.; pp. 64 à 66; Observations de MM. VAN REMOORTEL, DU-VIEUSART, ANCOT, le PRESIDENT, WIARD; pp. 65 et 66;

La première partie du 1er alinéa est adopté;

La deuxième partie du 1er alinéa est adopté;

Les deux derniers alinéas sont adoptés ;

L'ensemble de l'article 2 est adopté; p. 67.

Art. 3 à 9.

Ces articles sont adoptés sans observations; pp. 67 à 68.

Art. 10.

Intervention de M. VAN HOUTTE, rapp.; L'amendement de MM. VAN HOUTTE et cts est retiré;

L'amendement du gouvernement est adopté; L'article 10 amendé est adopté; p. 69.

Art. 11 à 12.

Ces articles sont adoptés sans observations ; p. 69.

Art. 13.

Cet article est adopté sans observations; p. 69. M. WIARD propose, par voie d'amendement, l'insertion d'un article 13bis nouveau;

Intervention de MM. WIARD, VAN HOUTTE, rapp.; p. 70;

Observations de M. LIEBAERT, m.f.; p. 70; L'amendement de M. WIARD n'est pas adopté; p. 70.

Art. 14.

Cet article est adopté sans observations; p. 70.

L'article 10, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté; p. 70.

Vote (6 décembre 1956).

M. SMETS justifie son vote;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 101 voix et 52 abstentions; p. 175.

Le projet de loi sera tranmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi allouant un crédit spécial à rattacher au budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1957, destiné à l'octroi d'un subside à la Société Coopérative de Gazéification Souterraine (SOCOGAŻ).

Doc. - Nº 102. Projet amendé par la Chambre des Représentants.

Nº 141. Rapport de M. De Block.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion des articles (20 février 1957).

Les articles 1 à 3 sont adoptés sans observations; p. 672.

Vote (21 février 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 67 et 8 abstentions; p. 736.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Commerce et Industrie (suite).

MINES.

Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur les mines, minières et carrières.

Doc. - Nº 76. Exposé des motifs et projet de loi.

Nº 129. Rapport de M. Beulers.

Nº 226. Projet amendé par la Chambre des Représentants.

Nº 249. Rapport de M. Beulers.

Nº 266. Amendements proposés par M. Neels.

Nº 281. Amendement proposé par M. Noël.

Ann. -

Discussion générale (20 février 1957).

Discours de M. BEULERS, rapp. (concernant l'examen du projet de loi et les dispositions qu'il comporte); p. 690;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (20 février 1957). Art. 1 à 5.

Adoptés sans observations; pp. 690, 691.

Vote (21 février 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 141 voix contre 1 et 8 abstentions; p. 735.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet amendé par la Chambre des Représentants; p. 1172 (2 avril 1957).

Discussion générale (4 juin 1957).

Discours de MM. TROCLET, m.t.p.s. (concernant un premier amendement au projet, tendant à introduire dans notre législation l'élément nécessaire pour assurer une meilleure tutelle sanitaire des travailleurs des mines; un second amendement obligeant les entreprises à présenter clairement les avis écrits donnés aux ouvriers au sujet de la sécurité et de l'hygiène); p. 1413;

NEELS (concernant ses amendements visant des modifications de forme au texte néerlandais); p. 1414; Observations de M. le PRESIDENT; p. 1414;

TROCLET, m.t.p.s. (concernant les amendements de M. NEELS); p. 1414;

NEELS (dit que le texte néerlandais doit également

avoir force de loi); p. 1414; HOUBEN, R. (concernant l'équivalence des deux textes français et néerlandais et de leur autnenti-

cité); p. 1414; le PRESIDENT (propose d'accepter le texte modifié dans le sens des amendements de M. NEELS et de renvoyer ensuite le texte à la Chambre); p. 1414;

TROCLET m.t.p.s. (marque son accord sur les considérations généralement émises et insiste pour que les textes français et néerlandais correspondent); p. 1414;

CUSTERS (concernant les concessions faites quant à l'emploi de certains termes néerlandais, d'accord avec le service de traduction); p. 1415;

Observations de M. NEELS; p. 1415; le PRESIDENT (demande si le Sénat est d'accord pour adopter les amendements proposés par M. NEELS); p. 1415;

NOEL (parle de son amendement); p. 1415; Observations de M. TROCLET, m.t.p.s.; p. 1415; La discussion générale est close.

Discussion des articles (4 juin 1957).

Art. 1er. L'amendement de M. NEELS est adopté ; L'amendement de M. NOEL est rejeté;

L'article, amendé, est adopté ; p. 1417.

Commerce et Industrie. - MINES (suite).

Art. 2.

Adopté sans observations ; p. 1417 .

Art. 3.

L'amendement de M. NEELS est adopté ; L'article 3, amendé, est adopté ; p. 1418.

Art. 4.

L'amendement de M. NEELS est adopté; L'article 4, amendé, est adopté; p. 1418.

Art. 5.

Adopté sans observations; p. 1418.

Les articles amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés; p. 1418.

Vote (6 juin 1957).

Le baron de DORLODOT justifie son vote ;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 8 abstentions; pp. 1487, 1488.

Le projet de loi sera renvoyé à la Chambre des Représentants.

OFFICE NATIONAL DU DUCROIRE.

Ann. - Transmission du rapport sur l'activité de l'office pour l'exercice 1955; p. 7 (13 novembre 1956).

Projet de loi complétant l'arrêté royal nº 42 du 31 août 1939, réorganisant l'Office National du Ducroire, modifié par la loi du 21 avril 1949.

Doc. - Nº 143. Rapport de M. Leemans. Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (20 février 1957). Adopté sans observations; pp. 672, 673.

Vote (21 février 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 141 voix contre 1 et 8 abstentions; p. 735.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi modifiant la mission de l'Office National du Ducroire.

Doc. - Nº 387. Exposé des motifs et projet de loi. Nº 393. Rapport de M. Leemans.

REGLEMENTATION DU COMMERCE.

BOUTEILLES.

Projet de loi rendant obligatoires, en vue d'assurer la loyauté des transactions commerciales, le marquage et la normalisation de la capacité des bouteilles.

Doc. - Nº 308. Amendements présentés par le Gouvernement.

VENTES A TEMPERAMENT.

Proposition de loi portant réglementation en matière de vente à tempérament.

Doc. - Nº 91. Rapport de M. Van Hemelrijck.

Ann. - La discussion générale est jointe à celle du projet de loi sur les ventes et prêts à tempérament. La proposition de loi vient à tomber par suite de l'adoption du projet de loi réglementant les ventes à tempérament et leur financement.

Proposition de loi relative aux ventes et prêts à tempérament.

Doc. - Nº 91. Rapport de M. Van Hemelrijck.

Ann. - La discussion générale est jointe à celle du projet de loi sur les ventes et prêts à tempérament.

La proposition de loi vient à tomber par suite de l'adoption du projet de loi réglementant les ventes à tempérament et leur financement.

Commerce et Industrie. - REGLEMENTATION DU COMMERCE.

VENTES A TEMPERAMENT (suite).

Projet de loi sur les ventes et prêts à tempérament. Nouvel intitulé :

Projet de loi réglementant les ventes à tempérament et leur financement.

Doc. - Nº 91. Rapport de M. Van Hemelrijck.

Nº 183. Amendement proposé par M. Hougardy.

Nº 184. Amendements proposés par M. Neybergh. Nº 185. Amendement proposé par M. Neybergh.

Nº 191. Amendements proposés par M. Rolin.

Nº 192. Amendements proposés par M. L. Desmet.

 N° 197. Amendements proposés par M. Hougardy.

Nº 198. Amendements proposés par M. Hougardy.

Nº 200. Amendements proposés par M. Van Impe. Nº 214. Rapport complémentaire de M. Van Hemel-

rijck.

N° 234. Amendement proposé par M. Flamme. N° 236. Amendement proposé par M. Van Impe. N° 240. Amendement proposé par M. L. Desmet.

Ann.

Discussion générale (13 mars 1957).

A cette discussion générale sont jointes celles de la proposition de loi portant réglementation en matière de vente à tempérament et de la proposition de loi relative aux ventes et prêts à tempérament.

Discours de MM. VAN HEMELRIJCK, rapp. (concernant le projet élaboré par la commission spéciale et son importance; la propension de ventes à tempérament ; la réglementation de cette vente ; les propositions successives déposées à la Chambre et au Sénat ; les législations étrangères au sujet des ventes à tempérament ; les dispositions de l'actuel projet d'ensemble; la protection de l'acheteur et de l'em-prunteur : la lettre de change ; les dispositions contenues dans divers articles); pp. 937 à 939;

DESMET, L. (concernant l'évolution du système des ventes à tempérament, la nécessité de leur réglementation, les avantages et désavantages du système; les charges provoquées par un achat à tempérament; les dispositions à prendre pour protéger l'acheteur; les faiblesses du projet discuté; le financement des ventes à tempérament ; les sociétés de financement; les abus) ; pp. 939 à 940 :

HOUGARDY (concernant l'importance du projet au point de vue économique et social ; le développement et l'utilité des ventes à tempérament ; les abus ; l'information et la protection de l'acheteur; ses amendements ; félicite le rapporteur) ; p. 940 ; Observations de M. le PRESIDENT ; p. 940 ;

REY. m.a.éc. (rend hommage au travail législatif de MM. RONSE et LEEMANS; remercie la commission spéciale et particulièrement son président, M. ROLIN ; félicite le rapporteur ; remercie les organismes de droit public pour leur collaboration à l'élaboration et à l'examen du projet ; parle de l'avis donné par le Conseil central de l'économie; l'amendement de M. HOUGARDY: l'essence du projet; les aspects sociaux : garanties aux acheteurs à tempérament ; les prêts à tempérament ; l'aspect économique du projet : son aspect monétaire : intervention de l'Institut d'Emission de la Banque Nationale. demande de cette Banque d'inscrire dans le texte même de la loi l'obligation de la consulter et l'échange de lettres à ce sujet : l'attitude de la commission spéciale quant à l'inclusion des services dans la loi, le problème des services à tempérament : la formalité des doubles; les contrats de brasserie; l'office de Commerc2 et Industrie. - REGLEMENTATION DU COMMERCE.

VENTES A TEMPERAMENT (suite).

documentation de la Centrale des risques; formule quelques réserves à propos de certaines dispositions); pp. 941 à 943;

Observations de M. ROLIN; p. 943;

le PRESIDENT (propose de remettre la discussion à la semaine prochaine, afin de laisser le loisir d'examiner les amendements annoncés); p. 943;

CUSTERS (se déclare d'accord avec la proposition du Président et demande que la commission, en collaboration avec le service de traduction, vérifie également

le texte néerlandais); p. 943; REY, m.a.éc. (est d'accord au sujet de la remise à huitaine et demande que le rapporteur se mette en rapport avec les services de traduction pour vérifier le texte néerlandais) ; pp. 943 à 944 ;

le PRESIDENT (décide de remettre la discussion au mercredi 20 mars 1957); p. 944.

Reprise de la discussion générale (9 avril 1957).

Discours de MM. VAN HEMELRIJCK, rapp. (concernant les amendements déposés; le rapport com-plémentaire; le champ d'application de la loi); . 1245 ;

HOUGARDY (remercie le rapporteur ; parle des dispositions de la loi, de certains paradoxes; de la limitation des taux de chargement; du champ d'application de la loi); pp. 1245 à 1246;

FLAMME (concernant la protection de l'acheteur; les prêts ou prestations de services ; le fait de vouloir l'inclusion parmi les ventes à tempérament de celles consenties pour l'achat de matériel à des fins professionnelles; le champ d'application de la loi); p. 1246;

SERVAIS, Maurice (concernant le principe du projet ; les prêts pour prestations de services ; l'acompte fixé à 15 p.c. du prin d'achat au comptant ; l'établissement d'une sorte de cadastre des ventes et prêts à tempérament-assumés par un ménage);

pp. 1246 à 1247; REY, m.a.éc. (remercie le rapporteur; répond aux observations); p. 1247;

Observations de M. Maurice SERVAIS; p. 1247; ROLIN (s'adresse à M. Maurice SERVAIS au sujet de la centralisation d'une documentation spéciale des divers engagements assumés par un ménage); p. 1247;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (9 avril 1957). (Texte présenté par la Commission spéciale.) Art. 1er

Intervention de MM. VAN HEMELRIJCK, REY; L'article est adopté; p. 1248.

Art. 2.

Intervention de MM. FLAMME, REY, ROLIN, VAN HEMELRIJCK; pp. 1249 à 1251 M. FLAMME retire son amendement au 5° de l'ar-

ticle: L'amendement de M. FLAMME au 1º est adopté;

Le 1° de l'article, amendé, est adopté; Les 2º. 3º, 4º et 5º sont adoptés;

L'article, amendé, est adopté ; p. 1251.

Art. 3.

Adopté sans observations; p. 1251.

Intervention de MM. L. DESMET, REY, ROLIN, ANCOT, STRUYE; pp. 1251 à 1252;

Commerce et Industrie. - REGLEMENTATION DU COMMERCE.

VENTES A TEMPERAMENT (suite).

Observations de MM. ROLIN, VAN HEMEL-RIJCK, LEEMANS; pp. 1252, 1253; L'amendement de M. L. DESMET est adopté; L'article 4, amendé, est adopté; p. 1253.

Intervention de M. PAIRON: L'article est adopté; p. 1253.

Intervention de M. ROLIN ; L'article est adopté ; p. 1253.

Art. 7. Intervention de M. PAIRON; pp. 1253, 1254; L'article est adopté ; p. 1254.

Art. 8.
Intervention de MM. STRUYE, REY, ROLIN, L. DESMET, VAN HEMELRIJCK; pp. 1254, 1255;

bservations de MM, VAN HEMELRI STRUYE, le PRESIDENT ; pp. 1254, 1255 ; Observations VAN HEMELRIJCK,

M. VAN HEMELRIJCK propose une nouvelle rédaction de l'alinéa 2 : MM. le Ministre, ROLIN et STRUYE marquent leur assentiment sur ce texte; L'article 8, modifié, est adopté; p. 1255.

Art. 9. Intervention de M. VAN HEMELRIJCK; L'article est adopté : p. 1255.

ART. 10.
Intervention de MM. VAN IMPE, VAN HEMEL-RIJCK; pp. 1255. 1256;
L'amendement de M. VAN IMPE est rejeté; L'article est adopté ; p. 1256.

Art. 11.
Intervention de MM. L. DESMET. ROLIN. REY; L'article est adopté; p. 1256.

Art. 12 à 16.

Adoptés sans observations; pp. 1256 à 1257.

Intervention de MM. LEEMANS, le PRESIDENT, VAN HEMELRIJCK;
Observations de MM, ROLIN, STRUYE, le PRESI-

DENT:

L'article est adopté; p. 1257.

Art. 18 à 22.

Adoptés sans observations ; pp. 1257 à 1258.

Art. 23.

Intervention de MM. PAIRON, VAN HEMELRIJCK, REY, le PRESIDENT;
M. VAN HEMELRIJCK propose une adjonction au

§ 3;

L'article, complété par l'adjonction, est adopté; p. 1258.

Art. 24. Intervention de M. VAN HEMELRIJCK; L'article est adopté ; p. 1259.

Art. 25.

Adopté sans observations; p. 1259.

Intervention de M. VAN HEMELRIJCK;
L'article, complété par l'adjonction proposée par
M. VAN HEMELRIJCK, est adopté; p. 1260.

Commerce et Industrie. - REGLEMENTATION DU COMMERCE.

VENTES A TEMPERAMENT (suite).

Art. 27 à 31.

Adoptés sans observations; p. 1260.

Le nouvel intitulé présenté par la commission est adopté; p. 1261.

Discussion des articles en seconde lecture (10 avril 1957). Observations de MM. le PRESIDENT, LEEMANS, DE BLOCK, VAN HEMELRIJCK; p. 1292;

Discours de MM. MUNDELEER, m.c.m. (déclare qu'en commission spéciale le texte adopté en seconde lecture et le rapport ont été approuvés à l'unanimité); p. 1292;

Observations de M. le PRESIDENT; p. 1292;

VAN HEMELRIJCK, rapp. (parle des amendements); pp. 1292 à 1293.

Discussion des articles amendés (10 avril 1957). Art. 2, 4, 8, 13, 17, 23, 24, 26.

Ces articles sont remis aux voix et définitivement adoptés; pp. 1293, 1294, 1295.

Vote (10 avril 1957). L'ensemble du projet de loi est adopté par 143 voix et 4 abstentions; pp. 1311, 1312.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

VENTES DE SOLDES.

Projet de loi modifiant l'arrêté royal nº 121 du 26 février 1935, protégeant les commerçants et les consommateurs contre certains procédés en matière de ventes en détail de marchandises non usagées.

Doc. — N° 318. Exposé des motifs et projet de loi. N° 334. Rapport de M. Van Impe.

Ann. -

Discussion générale (2 juillet 1957). Discours de MM. VAN IMPE, rapp. (concernant le but du projet, le droit du gouvernement de fixer la date des ventes de soldes); p. 1578;

PAIRON (concernant la réglementation des ventes en solde, son amendement tendant à la consultation préalable du Conseil supérieur des Classes moyennes); pp. 1578 à 1579; SERVAIS. Maurice (concernant la proposition de loi

déposée à la Chambre ; son amendement déposé et accepté en commission; votera le projet); p. 1579;

MUNDELEER, m.c.m. (concernant la consultation du Conseil supérieur des Classes moyennes; demande au Sénat de voter le projet tel qu'il a été voté en commission); p. 1579;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (2 juillet 1957). (Texte présenté par la Commission.)

Art. 1 à 2.

Adoptés sans observations; p. 1579.

Vote (4 juillet 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 90 voix et 2 abstentions; p. 1669.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Communes.

SEPULTURES.

Proposition de loi portant abrogation de l'article 6 du décret impérial du 23 prairial, an XII, relatif aux sépultures

Doc. — Nº 167. Proposition de loi de M. Sledsens. Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commis-sion; p. 1172 (2 avril 1957).

Communes (suite).

TERRITOIRE DES COMMUNES.

Projet de loi modifiant les limites des communes d'Overpelt et de Neerpelt.

Doc. - Nº 306. Exposé des motifs et projet de loi. Nº 321. Rapport de M. Allard.

Ann. Discussion générale (25 juin 1957).

Discours de M. LEYNEN (insiste pour que le ministre fasse approuver le projet par la Chambre, également avant les vacances); p. 1510; Observations de M. VERMEYLEN, m.i.; p. 1510;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (25 juin 1957). Art. 1 à 3.

Adoptés sans observations; p. 1510.

Vote (25 juin 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 145 voix et 2 abstentions; p. 1514.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Commerce extérieur. - V. Commerce et Industrie.

Commissaires. - V. Communications/Chemins de fer -S.N.C.B.

Commissions permanentes. — V. Chambres législatives — Sénat. - V. aussi Chambres législatives - Sénat - Listes. - V. aussi Motions d'ordre/Rolin.

Commissions spéciales. - V. Chambres législatives/Sénat.

Communauté économique européenne. - V. Affaires étrangères/Conseil de l'Europe. - V. aussi Chambres législatives, Cinat - Commissions spéciales.

Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. -V. Affaires étrangères.

Communes. - V. Associations de communes. - V. aussi Location de terrains par les administrations communales. — V. aussi Interpellations/R. Desmet. — V. aussi Provinces/Finances provinciales et communales.

Communications.

AVIATION.

REGIE DES VOIES AERIENNES.

Ann. - Transmission du bilan, le compte de pertes et profits et le rapport annuel sur l'activité de la régie relatifs à l'exercice 1954; p. 8 (13 novembre 1956).

CHEQUES POSTAUX.

Ann. - Transmission du compte d'exploitation de l'Office des Chèques Postaux pour l'exercice 1955; p. 1287 (10 avril 1957).

CHEMINS DE FER.

S.N.C.B.

Ann. - Nomination de membres du Collège des commissaires de la S.N.C.B. - M. le Président annonce que le mandat des trois membres nommés par le Sénat prendra fin le 31 décembre prochain ; il sera pourvu à leur remplacement au cours d'une séance ultérieure; p. 6 (13 novembre 1956).

Communications. — CHEMINS DE FER.

S.N.C.B. (suite).

M. LEGEIN, André, PALATE, Fernand, commissaires sortants et MARIOTTE, H., sont proclamés élus en qualité de commissaires de la S.N.C.B.; p. 193 (11 décembre 1956).

Il est attribué à M. ILIAS, ancien commissaire à la S.N.C.B. le titre honorifique de ses fonctions; p. 1000 (14 mars 1957).

IONCTION NORD-MIDI.

Ann. — Rapport sur l'exercice écoulé du Conseil d'administration de l'Office National pour l'Achèvement de la Ionction Nord-Midi:

Transmis par le Ministre des Communications; p. 326 (17 janvier 1956).

NAVIGATION INTERIEURE.

Projet de loi instituant le certificat d'immatriculation pour les bâtiments de navigation intérieure.

Doc. - Nº 245. Amendement présenté par le Gouvernement.

POSTES.

Projet de loi sur le Service des Postes.

Doc. - Nº 58. Rapport de M. Goossens.

Nº 59. Amendement proposé par M. De Block, au texte adopté par la commission.

Discussion générale (20 décembre 1956). Discours de MM. ANSEELE, m.c. (concernant le but et l'historique du projet; les usagers de la poste ; les deux notions nouvelles : assurer la distribution sauf les dimanches et jours fériés légaux. l'obligation, pour chaque habitation de posséder une boîte aux lettres d'ouverture conforme aux prescriptions; la distribution des journaux; l'article 5 du projet; d'autres petites modifications figurant dans l'exposé des motifs; les dispositions du chapitre VIII); pp. 237 à 238;

DE BLOCK (concernant la coordination des textes existants; l'obligation pour les habitations, d'avoir une boîte aux lettres convenable; la restriction de la distribution dominicale et la dérogation en ce qui concerne la distribution des journaux le dimanche; demande de ne pas modifier la situation de la presse et cite l'exemple de l'Angleterre ; parle de son amendement); pp. 238 à 239;

DELPORT (concernant la codification des règlements existants : l'adaptation des boîtes aux lettres : la suppression du service dominical ; la période transitoire ; n'est pas d'accord avec l'amendement de M. DE BLOCK): pp. 239 à 240; USELDING (concernant l'article 4 du projet; le ser-

vice des journaux quotidiens ; les dépôts-relais ; son amendement; l'engagement d'un personnel surnuméraire pour le service du dimanche; l'édition du dimanche des journaux); p. 240;

Observations de MM. ANSEELE. m.c., LEYNEN, corte d'ASPREMONT LYNDEN; p. 240;

SEGERS (concernant la codification des textes ; les prescriptions au sujet des boîtes aux lettres ; la distribution du dimanche; le but de la proposition de loi déposée antérieurement par M. DELPORT et lui-même : la période transitoire : l'adaptation de la presse à la situation ; les informations de la radio et de la télévision); p. 241;

Communications. - POSTES (suite).

comte d'ASPREMONT LYNDEN (concernant l'obligation d'avoir une boîte aux lettres et les dispositions de l'article 4; son amendement; la suppression de la distribution postale du dimanche et la distribution des journaux); pp. 241 à 242;

DE BLOCK (propose de finir la discussion en cours);

p. 242; STRUYE (propose de continuer la discussion au cours de la séance de l'après-midi); p. 242;

Observations de MM. DE BLOCK, comte d'ASPRE-MONT LYNDEN, baron de DOR! ODOT; p. 243; le PRESIDENT (décide de terminer la discussion en séance de l'après-midi); p. 243.

Reprise de la discussion générale (20 décembre 1956).

Discours de MM. LEYNEN (se déclare d'accord avec certaines observations de MM. SEGERS et DE BLOCK ; parle de la publicité par radio ou télévision; du repos dominical; de la distribution dominicale des journaux et des frais); p. 274;

GOOSSENS, rapp. (concernant les divergences de vues relatives aux boîtes aux lettres; la distribution de journaux le dimanche); pp. 274, 275;

DE GRAUW (concernant la distribution postale les dimanches et jours fériés; se déclare d'accord sur l'amendement de MM. DE BLOCK et GOOS-SENS); p. 275; DE BLOCK (répond à M. SEGERS concernant le

problème des journaux); p. 275;

ANSEELE, m.c. (demande au Sénat de voter l'amendement présenté par MM. DE BLOCK et consorts ; parle encore de l'article 4, de la distribution des journaux ; des dépôts-relais ; des boîtes postales) ; pp. 275 à 276;

Observations du comte d'ASPREMONT LYNDEN;

p. 276.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (20 décembre 1956). (Texte adopté par la Commission.)

Art. 1 à 3.

Adoptés sans observations; pp. 275 à 277.

L'alinéa 1er est adopté ; Intervention de M. USELDING;

L'amendement de M. USELDING est rejeté; p. 277;

L'alinéa 2 est adopté; p. 278

Intervention du comte d'ASPREMONT LYNDEN;

L'alinéa 3 est adopté; p. 278; Observations de M. le PRESIDENT et du comte d'ASPREMONT LYNDEN; pp. 278, 279;

L'alinéa 4 est adopté :

L'ensemble de l'article est adopté ; p. 279.

Art. 5 à 34.

Adoptés sans observations; pp. 279 à 282.

Art. 34bis

L'amendement de MM. DE BLOCK et GOOSSENS tendant à insérer un article 34bis est adopté; p. 282. L'article 35, supprimé en commission, est ainsi réintroduit; p. 282.

Art. 36 et 37.

Adoptés sans observations : p. 282.

L'article 34bis, qui devient l'article 35, est remis aux voix et définitivement adopté; p. 282.

Vote (20 décembre 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 103 voix contre 16 et 18 abstentions; p. 288.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Communications (suite).

RADIODIFFUSION/I.N.R.

CONSEIL DE GESTION.

Ann. - Nomination d'un membre en remplacement de M. Depresseux, décédé;

M. COULONVAUX (demande l'ajournement du vote, afin de permettre à la majorité de faire un choix qui lui convienne); p. 251;

M. STRUYE (annonce la candidature de M. HER-BIET et marque son désaccord formel sur les attaques dirigées par M. COULONVAUX contre la gestion de M. SEGERS); p. 251;

Observations de M. HARMEGNIES; p. 251;

La proposition d'ajournement est adoptée; p. 251 (20 décembre 1956);

M. Paul HERBIET .avocat près la Cour d'Appel de Liège, est désigné en qualité de membre de ce conseil; pp. 562, 563 (7 février 1957).

REDEVANCES.

Projet de loi relatif aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion.

Doc. - Nº 278. Exposé des motifs et projet de loi. N° 336. Rapport de M. Dekeyzer.

Ann. -

Discussion générale (2 juillet 1957).

Discours de M. DEKEYZER, rapp. (concernant la redevance sur les postes de télévision en Belgique et à l'étranger ; l'équipement, le nombre d'appareils, les heures d'émission, la construction de la tour pour l'amélioration des émissions de télévision); p. 1588;

YERNAUX (concernant la question du poste de Radio-Hainaut ; la redevance à payer par les téléspectateurs qui ne jouissent pas d'une bonne réception de la télévision belge ; la puissance des émetteurs ; l'installation de stations-relais ; les antennes de télévision); pp. 1588 à 1589;

Observations de MM. ORBAN et MOULIN; pp.

1588 et 1589.

SEGERS (concernant la taxe de radio et de télévision en Belgique et à l'étranger ; la création d'émetteurs régionaux renforcés à Tombeek-Wavre, Liège, Ruiselede; l'émetteur d'Anvers; la construction d'une tour de télévision ; l'article 9 relatif à l'exemption des taxes pour certaines catégories de personnes; le statut général de la T.V.; son abstention au vote); p. 1589

comte d'ASPREMONT LYNDEN (se rallie aux observations de M. SEGERS; parle de l'article 11 (procès-verbaux); déclare qu'il votera contre le projet si cet article est maintenu); pp. 1589 à 1590;

LEYNEN (concernant l'article 6 relatif aux relais de la télévision soumis à une autorisation du ministre ; demande la suppression de cet article); p. 1590;

DELPORT (concernant la construction de tours et de postes de retransmission pour télévision ; les mesures à prendre pour garantir de bonnes réceptions de T.V. et pour éviter les brouillages : le texte néerlandais du projet); p. 1590; Mme GERBEHAYE-Vve LEHOUCK (concernant

l'article 9-3° sur la détention d'un appareil de radiodiffusion sonore et de radiodiffusion télévisée par certains invalides de guerre); p. 1590;

DE BLOCK (concernant la construction de tours pour

la télévision); p. 1591;

ORBAN (s'associe aux déclarations faites par le comte d'ASPREMONT LYNDEN au sujet de l'article 11 (procès-verbaux) : p. 1591 ;

Communications. — RADIODIFFUSION/I.N.R.

REDEVANCES (suite).

ANSEELE, m.c. (concernant la télévision en Belgique et à l'étranger ; le système d'émetteur ; le réseau expérimental en Belgique ; le poste privé de Radio-Luxembourg; les accords de Stockholm; la distribution des canaux, d'accord avec les membres de la C.E.C.A., en prévision de la prochaine conférence à Stockholm; le côté technique de la télévision; les lignes des émissions françaises et néerlandaises; répond aux remarques formulées); pp. 1591 à 1594; Observations de MM. ORBAN, LEYNEN, AN-

COT; pp. 1592 à 1594. La discussion générale est close.

> Discussion des articles (2 juillet 1957). (Texte présenté par la Commission.) Art. 1 à 10.

Adoptés sans observations; pp. 1594 et 1595.

Art. 11.
Observations de MM. ORBAN, le PRESIDENT, comte d'ASPREMONT LYNDEN;

L'article est adopté; p. 1596.

Art. 12 in fine.

Adoptés sans observations ; p. 1596.

Vote (4 juillet 1957). Le baron de DORLODOT justifie son vote ; L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 2 et 58 abstentions; p. 1666.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

TELEGRAPHES ET TELEPHONES.

Projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 1930, créant la Régie des Télégraphes et des Téléphones.

Doc. - Nº 386. Exposé des motifs et projet de loi.

TRANSPORTS PAR ROUTE.

Projet de loi relatif aux redevances à percevoir en application de la réglementation du roulage, de l'hôtellerie, du transport rémunéré de personnes et du transport de choses, par véhicules automobiles.

Doc. — Nº 244. Exposé des motifs et projet de loi.
 Nº 317. Rapport de M. De Baeck.

Nº 331. Amendements proposés par le comte d'Aspremont Lynden.

Ann. -

Discussion générale (18 juin 1957).

Discours du comte d'ASPREMONT LYNDEN (présente, sous forme d'amendements, deux observations de pure forme); p. 1501;

DE BAECK, rapp. (concernant les amendements du comte d'ASPREMONT LYNDEN); p.,1501;

DE BLOCK (estime que le texte ne peut être accepté tel quel; parle des modifications proposées); pp. 1501 à 1502;

ANSEELE, m.c. (se déclare d'accord avec les amendements du comte d'ASPREMONT LYNDEN); p. 1502.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (18 juin 1957).

Art. 1er.

L'amendement du comte d'ASPREMONT LYNDEN est adopté;

L'article, amendé, est adopté; p. 1502.

L'amendement du comte d'ASPREMONT LYNDEN est adopté:

L'article, amendé, est adopté; p. 1502.

Communications. - TRANSPORTS PAR ROUTE (suite).

Art. 3 à 6.

Adoptés sans observations; pp. 1502 à 1503.

Les articles 1et 2 sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés; p. 1503.

Vote (25 juin 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 145 voix et 2 abstentions; p. 1514;

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Communications. — V. aussi Affaires étrangères. — V. aussi Colonies. - V. aussi Procédure pénale -Tribunaux de police.

Communications officielles. - V. Président.

Comptabilité de l'Etat. - V. Finances.

Compte général de l'Administration des Finances. - V. Finances/Comptabilité de l'Etat.

Comptes. - V. Chambres législatives - Sénat.

Comptes provinciaux. - V. Provinces/Finances provinciales et communales.

Conférence internationale du Travail. - V. Gouvernement.

Congo Belge. - V. Affaires étrangères/Impôts. - V. aussi Colonies. - V. aussi Enseignement/Enseignement supérieur - Equivalence de diplômes et titres

Congrès du mouvement européen à Rome. - V. Motions d'ordre/Coulonvaux.

Conseil colonial. - V. Colonies.

Conseil consultatif interparlementaire. - V. Affaires étrangères/Benelux.

Conseil consultatif interparlementaire. - V. Motions d'ordre/Rolin.

Conseil de gestion de l'I.N.R. — V. Communications/Ra-diodiffusion.

Conseil d'Etat. - V. Droit public.

Conseil Supérieur des Œuvres Nationales des victimes de la guerre. - V. Guerre/Victimes de la guerre.

Conseillers à la Cour de Cassation. - V. Organisation judiciaire/Cour de Cassation. - Présentation de candidats.

Conservation des monuments et sites. - V. Arts, sciences

Constitution. - V. Revision de la Constitution.

Contingent. - V. Armée.

Contrainte par corps. - V. Procédure pénale.

Contribution nationale de crise. - V. Impôts directs -Revenus.

Conventions internationales. - V. Affaires étrangères.

Cotisations. - V. Sécurité sociale.

Cour de Cassation. - V. Organisation judiciaire.

Cour de Justice de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. — V. Affaires étrangères/Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

Cour des Comptes.

Ann. - Transmission de :

- 1º Les délibérations prises par le Conseil des Ministres les 20 avril, 15, 22 et 29 juin, 6 et 20 juillet, 24 août et 7 septembre 1956, et relatives à des dépenses faites en marge de budgets;
- 2º Les exposés, ainsi qu'un exemplaire des délibérations du Conseil des Ministres des 29 mars, 4 mai, 22 et 29 juin et 24 août 1956, qui ont mis fin aux différends survenus entre ce collège et le Ministre des Finances, le Ministre de la Santé publique et de la Famille et le Ministre de la Défense Nationale;
- 3º un exposé du dissentiment survenu entre ce collège et le Ministre de la Défense nationale au sujet d'un prix de soumission, ainsi qu'une ampliation de la délibération du Conseil des Ministres du 20 avril 1956:
- 4º une ampliation, accompagnée d'un exposé, de la délibération prise par le Conseil des Ministres le 7 septembre écoulé, en vue d'accorder une pension de réparation;
- 5º un exposé et une ampliation de la délibération du Conseil des Ministres du 4 mai 1956, au sujet d'un différend survenu entre ce collège et le Ministre de la Défense nationale relatif à la liquidation d'une prime;
- 6º les délibérations prises par le Conseil des Ministres les 28 septembre, 5 et 19 octobre 1956 et relatives à des dépenses faites en marge du budget.
- Renvoi à la Commission des Finances ; p. 7 (13 novembre 1956).
- Transmission de deux exposés des dissentiments qui se sont produits entre ce collège et le département de la Défense nationale, ainsi que de deux ampliations des délibérations du Conseil des Ministres en date du 27 avril et du 7 septembre 1956.
- Renvoi à la Commission des Finances; p. 14 (14 novembre 1956).
- Transmission des délibérations prises par le Conseil des Ministres les 31 octobre et 9 et 16 novembre 1956, relatives à des dépenses faites en marge du budget;
- Renvoi à la Commission des Finances; p. 122 (4 décembre 1956).
- Transmission des délibérations prises par le Conseil des Ministres le 31 octobre et les 16 et 23 novembre 1956 et relatives à des dépenses faites en marge de budgets;
- Renvoi à la Commission des Finances; p. 186 (11 décembre 1956).
- Transmission de 1° un exposé ainsi qu'un exemplaire de la délibération du Conseil des Ministres du 31 octobre 1956 concernant le dissentiment survenu entre ce collège et le Ministre des Finances; 2° les délibérations prises par le Conseil des Ministres le 23 novembre 1956 et relatives à des dépenses faites en marge des budgets;
- Renvoi à la Commission des Finances; p. 198 (18 décembre 1956).

Cour des Comptes

- Transmission de 1° les délibérations du Conseil des Ministres des 9 mars et 21 septembre 1956, qui ont mis fin au différend survenu entre ce collège et le Ministre de la Défense nationale et le Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction; 2° les délibérations prises par le Conseil des Ministres le 30 novembre et le 14 décembre 1956 et relatives à des dépenses faites en marge de budgets;
- Renvoi à la Commission des Finances; p. 295 (15 janvier 1957).
- Transmission du compte des opérations du Fonds d'Amortissement de la dette publique pour l'année 1955 ainsi que pour la période du 1^{er} janvier 1956 au 15 mars 1956; p. 295 (15 janvier 1957).
- Transmission de la délibération du Conseil des Ministres du 16 novembre 1956, qui a mis fin au différend survenu entre ce collège et le département de la Défense nationale;
- Renvoi à la Commission des Finances; p. 374 (23 janvier 1957).
- Transmission de la délibération prise par le Conseil des Ministres le 18 janvier 1957 et relative à des dépenses faites en marge du budget;
- Renvoi à la Commission des Finances; p. 488 (5 février 1957).
- Transmission de la délibération prise par le Conseil des Ministres le 18 janvier 1957 et relative à des dépenses faites en marge du budget;
- Renvoi à la Commission des Finances; p. 576 (12 février 1957).
- Transmission des délibérations prises par le Conseil des Ministres le 1er et le 8 février 1957 et relatives à des dépenses faites en marge du budget;
- Renvoi à la Commission des Finances; p. 830 (5 mars 1957).
- Transmission des délittrations prises par le Conseil des Ministres les 8 et 15 février 1957 et relatives à des dépenses faites en marge du budget; p. 922 (12 mars 1957).
- Transmission d'un exposé du différend surgi entre ce collège et le Ministre de la Défense nationale;
- Renvoi à la Commission des Finances; p. 1086 (26 mars 1957).
- Transmission des délibérations prises par le Conseil des Ministres les 8 et 15 mars 1957, et relatives à des dépenses faites en marge du budget;
- Renvoi à la Commission des Finances; p. 1328 (21 mai 1957).
- Transmission de : 1º la délibération prise par le Conseil des Ministres le 12 avril 1957 sous le nº 803 et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du Ministère des Affaires économiques ; 2º un exposé ainsi qu'une ampliation concernant le différend qui a surgi entre ce collège et le Ministre des Finances ;
- Renvoi à la Commission des Finances; p. 1379 (28 mai 1957).
- Transmission des délibérations prises par le Conseil des Ministres les 10, 17 et 24 mai 1957 et relatives à des dépenses faites en marge de budgets;
- Renvoi à la Commission des Finances; p. 1493 (18 juin 1957).
- Transmission de la délibération prise par le Conseil des Ministres le 31 mai 1957 et relative à des dépenses faites en marge du budget;
- Renvoi à la Commission des Finances ; p. 1509 (25 juin 1957).

Cour des Comptes. - V. aussi Provinces/Finances provinciales et communales - Comptes provinciaux.

Crédit agricole. - V. Agriculture/Prêts agricoles - Institut National de crédit agricole.

Crédit professionnel. - V. Commerce et Industrie/Caisse nationale de crédit professionnel.

Crédits provisoires. - V. Finances/Comptabilité de l'Etat.

Crédits supplémentaires. - V. Colonies/Budgets coloniaux. - V. aussi Finances/Comptabilité de l'Etat.

Crustacés. - V. Eaux et Forêts/Pêche - Pêche maritime.

Cumul médico-pharmaceutique. - V. Art de guérir.

D

Décès. - V. Chambres législatives/Sénat.

Déclarations gouvernementales. - V. Gouvernement. -V. aussi Motions d'ordre/Struye.

Déconfiture. - V. Droit civil.

Décrets. - V. Colonies.

Démissions. - V. Chambres législatives/Sénat.

Dentistes. - V. Enseignement/Enseignement supérieur -Equivalence de diplômes et titres.

Dessins industriels. - V. Commerce et Industrie/Brevets et marques de fabrique ou de commerce.

Dette publique. - V. Finances.

Diplômes. - V. Enseignement - Enseignement supérieur -Equivalence de diplômes et de titres.

Distributions d'eau. - V. Impôts/Impôts directs.

Divorce. - V. Droit civil. - V. aussi Droit civil/Mariage.

Dommages résultant des accidents du travail. - V. Sécurité sociale/Accidents du travail.

Dommages résultant de secours apportés à des tiers. -V. Catastrophes et accidents/Sauveteurs bénévoles.

Dotation de captivité. - V. Guerre.

Douanes et Accises. - V. Affaires étrangères/Benelux. -V. aussi Impôts/Impôts indirects.

Droit civil.

ADOPTION.

Projet de loi modifiant le chapitre Ier du titre VIII du livre I^{er} du Code civil relatif à l'adoption. Doc. — N° 27. Exposé des motifs et projet de loi.

Droit civil (suite).

ADULTERE.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code civil (L. Ier Titre VII, Chapitre III) sur les enfants adultérins.

Nouveau titre:

Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code civil (Livre Ier, Titres VII et VIII), relatives à la paternité, à la filiation et à l'adoption.

Doc. - Nº 300. Rapport de M. Chot + annexe.

Nº 367. Amendement proposé par M. Orban au texte de la commission.

Discussion générale (4 juillet 1957).

Discours de MM. ORBAN (propose l'ajournement de la discussion générale afin de permettre d'examiner à fond son amendement); p. 1644;

ROLIN (demande de discuter à fond cette importante proposition de loi au cours de la séance); . 1644;

LILAR, m.j. (insiste pour qu'on fasse droit à la demande de M. ROLÍN); p. 1644;

L'ajournement n'est pas prononcé; p. 1644; CHOT, rapp. (critique l'amendement de M. ORBAN et invite le Sénat à adopter les conclusions de la commission); pp. 1644 à 1646; Observations de M. ORBAN; pp. 1644 et 1645;

ORBAN (demande à l'Assemblée de se rallier à son amendement dont il expose la portée; déclare que la présente proposition constitue un pas de plus dans la voie du démantèlement de la famille, qu'elle tente de concilier deux intérêts contradictoires, l'intérêt de la famille et celui des enfants adultérins; fait des observations au sujet des aliments dus aux enfants adultérins; conclut qu'il n'existe en fait aucune raison justifiant la légitimation s'il existe des enfants d'un mariage antérieur et que cette légitimation serait souvent contraire à l'intérêt de l'enfant adultérin lui-même); pp. 1646 à 1650;

Observations de MM. CHOT, rapp., ROLIN, HAR-MEGNIES, MOUREAUX, DELMOTTE; pp.

1647 à 1650;

Mme CISELET (constate que le projet de la commission ne permet pas de légitimer par un mariage subséquent de leurs père et mère naturels tous les enfants adultérins nés plus de trois cents jours après la séparation de fait des deux époux ; déclare que le texte constitue un compromis et que la réforme pourra être étendue plus tard à des cas plus nombreux ; se réjouit de voir assouplir les conditions de l'adoption); pp. 1650 et 1651; MM. ROLIN (concernant la nécessité de veiller à la

défense de la famille et de la concilier avec les intérêts de l'enfant adultérin ; les dispositions qui élargissent la possibilité d'adoption ; les aliments dus aux enfants adultérins ; les dispositions du présent projet qui visent les cas d'adultère ne comportant pas à l'égard du conjoint un manque de loyauté); pp.

1651 et 1652;

Observations de M. ORBAN; pp. 1651 et 1652;

LILAR, m.j. (demande au Sénat de repousser l'amen-

dement de M. ORBAN); p. 1652; ANCOT (concernant le moyen d'harmoniser l'intérêt de la famille et celui des enfants adultérins; les aliments dus aux enfants adultérins ; la solution de compromis); pp. 1652 et 1653;

ORBAN (demande au ministre si les tribunaux seront habilités à décider en toute liberté s'ils estiment que mieux vaut ne pas accorder la légitimation dans les cas où il existe un enfant naturel et devant l'assu-

Droit civil. - ADULTERE (suite).

rance du ministre, retire son amendement); p. 1653; Observations de M. LILAR, m.j.; p. 1653. La discussion générale est close.

> Discussion des articles (4 juillet 1957). Art. 1 et 2.

Adoptés sans observations; p. 1653.

M. ORBAN retire son amendement; L'article est adopté ; p. 1654.

Art. 4.

Intervention de MM. VAN IMPE et ROLIN; L'article est adopté; p. 1654.

Art. 5 in fine.

Adoptés sans observations; pp. 1654 à 1655.

Le nouveau titre est adopté; p. 1655.

Vote (4 juillet 1957).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 84 voix et 6 abstentions; p. 1667.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

BAIL A FERME.

DROIT DE PREEMPTION.

Projet de loi relatif au droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux.

Doc. - Nº 340. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. - Renvoi aux commissions réunies de l'agriculture et de la justice; p. 1588 (22 juillet 1957).

CASIER CIVIL.

Proposition de loi créant le casier civil et organisant la publicité des incapacités.

Doc. — Nº 265. Proposition de loi de M. Lagae.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 1509 (25 juin 1957).

DECONFITURE.

Proposition de loi relative à la déconfiture.

Ann. - Prise en considération. - Renvoi en commission; p. 58 (22 novembre 1956).

DIVORCE.

Proposition de loi sur l'admissibilité du divorce lorsqu'un des conjoints au moins est étranger.

Doc. - Nº 390. Proposition de M. Rolin.

DROITS ET DEVOIRS DES EPOUX.

Projet de loi relatif aux droits et devoirs respectifs des époux.

Doc. - Nº 69. Exposé des motifs et projet de loi. Nº 346. Rapport de Mme Ciselet.

Ann. -

Ajournement (3 juillet 1957).

Le PRESIDENT (dit qu'il entre dans les intentions du Sénat de terminer ses travaux demain; propose de renvoyer la discussion du projet de loi après les vacances vu le grand nombre d'orateurs inscrits);

RÔLIN (insiste sur l'importance du projet et demande

Droit civil. - DROITS ET DEVOIRS DES EPOUX (suite).

d'entamer sans délai la discussion des textes);

p. 1606;

STRUYE (estime qu'on fera plus d'honneur au projet en y consacrant les premières séances de la rentrée; dit qu'une discussion approfondie est nécessaire et

que le dépôt d'amendements est prévu); p. 1606; COULONVAUX (partage l'avis de M. STRUYE sur la discussion du projet à la rentrée parlemen-

taire); p. 1606;

Observations de MM. DOUTREPONT, WAR-NANT, BUISSERET, m.c.; p. 1606;

LILAR, m.j. (estime qu'on ne peut terminer l'examen d'un tel projet en quelques heures; demande qu'il soit inscrit à l'ordre du jour des séances de rentrée); pp. 1606 à 1607;

Mme CISELET (partage l'opinion exprimée par M. ROLIN; préférerait siéger la semaine prochaine);

p. 1607;

ROLIN (maintient son point de vue; votera contre

l'ajournement); p. 1607;
Observations de M. le PRESIDENT et le comte d'ASPREMONT LYNDEN; p. 1607;

L'ajournement est prononcé; p. 1607.

Projet de loi modifiant l'article 214, g), du Code civil. Doc. - Nº 272. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

EPARGNE DE LA FEMME MARIEE ET DU MINEUR.

Projet de loi étendant la capacité de la femme mariée et du mineur à certains dépôts d'épargne.

Doc. - Nº 271. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

MARIAGE.

Proposition de loi modifiant l'article 162 du Code civil. Nouveau titre : Projet de loi modifiant l'article 164 du

Doc. - Nº 10. Proposition de loi de M. Rolin.

Nº 128. Rapport de Mme Beeckman-Vve Vandervelde.

Ann. - Prise en considération. - Renvoi en commission; p. 58 (22 novembre 1956).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (4 avril 1957).

Art. 1 et 2.

Adoptés sans observations; p. 1223.

Le nouvel intitulé est adopté ; p. 1223.

Vote (4 avril 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 129 voix et 2 abstentions; p. 1240.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

PATERN!TE ET FILIATION. ENFANTS NATURELS.

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du Code civil relatives aux enfants naturels. Doc. - Nº 16. Proposition de loi de Mme Janson-Vve Spaak.

Ann. - Prise en considération. - Renvoi en commission; p. 140 (5 décembre 1956).

Droit civil (suite).

PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES.

Projet de loi portant modification de l'article 20, 5°, de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques et de l'article 546 de la loi du 18 avril 1851 sur les faillites. banqueroutes et sursis et portant abrogation de l'article 80, 1º, de l'arrêté royal du 30 novembre 1939, nº 64, contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Doc. - Nº 338. Rapport de M. Molter.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion des articles (2 juillet 1957). Art. 1 à 3.

Adoptés sans observations; pp. 1577 à 1578.

Vote (4 juillet 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 90 voix et 2 abstentions; p. 1669.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

REGIME MATRIMONIAL.

Projet de loi complétant les articles 1409 et 1425 du Code civil relatifs à la communauté légale et y introduisant un article 1424bis.

Doc. - Nº 363. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

SEPARATION DE CORPS.

Projet de loi complétant les dispositions du Code civil en ce qui concerne les effets de la séparation de corps

Doc. - Nº 45. Rapport de Mme Ciselet.

Ann. -

Discussion générale (11 décembre 1956).

Discours de Mme CISELET, rapp. (concernant le but du projet, le texte du nouvel article 311ter du Code civil qui modifie légèrement l'article 266bis);

p. 189; MM. ORBAN (croit que le nouveau texte évitera de nombreux procès qui perdront leur utilité; p. 190;

VAN IMPE (estime que la disposition du nouveau texte au sujet de la transcription va à l'encontre des intérêts de la femme et rend sa position plus délicate et dangereuse; propose de supprimer cette disposition superfétatoire); p. 190;

Observations de MM. LILAR, m.j., et le PRESI-

DENT; p. 190;

LILAR, m.j. (estime que le texte répond dans une large mesure au souci de sauvegarder les intérêts des tiers); p. 190; Observations de M. VAN IMPE; p. 190.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (11 décembre 1956) Adopté sans observations ; p. 190.

Vote (20 décembre 1956).

L'ensemble du proiet de loi est adopté par 160 voix contre 1 et 1 abstention; p. 258

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Pronosition de loi modifiant l'article 310 du Code civil. Doc. - Nº 372. Proposition de loi de M. George.

SUCCESSIONS. Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1900 apportant des modifications au régime successoral des petits

Doc. - Nº 394. 2me rapport complémentaire de M. Ronse.

Droit commercial.

SOCIETES COMMERCIALES.

Projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935.

Droit commercial. - SOCIETES COMMERCIALES (suite).

Doc. - Nº 362. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Projet de loi relatif à l'escompte et à la mise en gage de la facture.

Doc. - Nº 388. Amendements présentés par le Gouvernement.

Droit de préemption. - V. Droit civil/Bail à ferme.

Droit de réponse. - V. Droit public/Presse.

Droit pénal.

COMBATS DE BOXE.

Projet de loi interdisant les matches et exhibitions de catch et réglementant les combats et exhibitions de

Doc. - Nº 84. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

REHABILITATION.

Proposition de loi complétant la loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation en matière pénale.

Nº 233. Proposition de loi de M. Ronse.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 1329 (21 mai 1957).

SURETE DE L'ETAT.

Projet de loi relatif à l'épuration civique. Doc. - Nº 88. Exposé des motifs et projet de loi.

Nº 252. Amendement présenté par le Gouvernement.

Droit public.

CONSEIL D'ETAT.

LANGUES.

Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat. Doc. — Nº 13. Rapport de M. Yernaux.

Nº 14. Amendement proposé par M. Sledsens. Nº 35. Amendements proposés par M. Custers.

Nº 39. Amendement proposé par M. Van Hemelrijck.

Nº 42. Sous-amendements proposés par M. Custers.

Discussion générale (22 novembre 1956).

Discours de MM. NIHOUL (concernant les modifications apportées à la législation existante, l'emploi des langues en ce qui concerne la procédure. le rôle accordé à l'auditorat, la nouvelle méthode de nomination des auditeurs et des substituts; le nombre considérable de nominations de substituts. le détachement d'un nombre relativement élevé de substituts et d'auditeurs à d'autres fonctions, l'autorisation accordée à certains membres du Conseil d'Etat d'exercer des professions dans l'enseignement);

VERMEYLEN. m.i. (affirme que le projet tend à apporter des modifications techniques à une loi appliquée depuis huit ans et qu'il ne s'agit en aucune facon d'une modification de la structure du Conseil d'Etat ; rend hommage à l'activité du Conseil d'Etat; répond aux questions posées par M. NIHOUL) ; pp. 74 à 75;

Observations de MM. ANCOT, STRUYE, NI-HOUL: pp. 74 et 75;

VAN REMOORTEL (se joint aux louanges adressées au Conseil d'Etat ; se réjouit de voir l'auditorat restitué à son rôle véritable ; parle du détachement de certains membres de l'auditorat dans des cabinets ministériels) : p. 75 :

ALLARD (concernant l'article 26 de la loi de 1946 et les réformes préconisées d'ordre linguistique; sa

Droit public. - CONSEIL D'ETAT

LANGUES (suite).

proposition de loi déposée le 7 juin 1955 ; l'article 27 de la loi de 1946; demande une révision complète des lois linguistiques); pp. 75 à 76;

VAN IMPE (suggère d'atténuer la rigueur de la loi et d'admettre l'emploi de la langue que les parties auront mutuellement acceptée); p. 76;

Observations de M. DULIEU; p. 76;

SLEDSENS (demande de ne pas terminer la discussion générale ce jour, afin de permettre à ses collègues et à lui-même d'approfondir le texte du projet et d'introduire des amendements, se déclare prêt à exposer son point de vue mercredi prochain); p. 76;

Observations de MM. le PRESIDENT, VERMEY-LEN, m.i., CUSTERS; p. 76;

YERNAUX, rapp. (s'étonne de la tournure que prend la discussion et répond aux observations de M. CUS-TERS); p. 77;

Observations de M. le PRESIDENT; p. 77;

VERMEYLEN, m.i. (propose d'aborder l'examen du projet de loi relatif au Conseil d'Etat mardi, à 14 heures); p. 77;

Observations de M. le PRESIDENT; p. 77;

YERNAUX, rapp. (souhaite que la discussion soit amorcée mardi, de façon à permettre aux membres de l'opposition de présenter leurs amendements); p. 77;

Observations de MM. VERMEYLEN, SLEDSENS.

le PRESIDENT : p. 77 ; le PRESIDENT (demande aux auteurs des amendements de les déposer avant lundi ; la discussion du projet sera continuée mercredi); p. 77.

Ajournement (4 décembre 1957).

M. VERMEYLEN, m.i. (demande l'ajournement sine die du projet arin de lui permettre de modifier, par la voie législative, des dispositions linguistiques, ce qu'il envisageait de faire par arrêté royal); p. 136; L'assemblée unanime manifeste son accord; p. 136; Observations de MM. le PRESIDENT et DOUTRE-PONT; p. 136.

NATIONALITE.

Proposition de loi tendant à modifier la loi sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité. Doc. - Nº 15. Proposition de loi de Mme Janson-

Vve Spaak. Ann. - Prise en considération. - Renvoi en commission; p. 140 (5 décembre 1956).

PRESSE.

DROIT DE REPONSE.

Projet de loi relatif au droit de réponse. Doc. - Nº 375. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

REVISION DE LA CONSTITUTION. ARTICLE 22.

Revision de l'article 22 de la Constitution. Doc. - Nº 212. Rapport de M. De Block. ARTICLE 47.

Revision de l'article 47, alinéa 1er, de la Constitution.

Ann. - Ajournement du vote (4 juillet 1957). La droite s'étant retirée de l'hémicycle avant le vote sur le projet de loi relatif à la pension des employés.

Droit public. -- REVISION DE LA CONSTITUTION

ARTICLE 47 (suite).

le quorum de présence n'est pas atteint et il n'est pas procédé au vote; p. 1668.

ARTICLE 56bis.

Revision de l'article 56bis de la Constitution. Doc. - Nº 320. Rapport de M. Dehousse.

ARTICLE 57.

Revision de l'article 57 de la Constitution. Doc. - Nº 377. Rapport de M. Henskens.

Droits d'auteur. - V. Arts, sciences et lettres.

Droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. -V. Droit civil/Privilèges et hypothèques. — V. aussi Impôts/Impôts indirects.

Droits d'entrée. — V. Affaires étrangères/Benelux — Douanes et Accises. — V. aussi Impôts/Impôts indirects - Douanes et Accises.

Droits de succession. - V. Affaires étrangères/Impôts. -V. aussi Impôts/Impôts indirects. - V. aussi Impôts/Impôts indirects - Droit d'enregistrement.

Droits de timbre. - V. Commerce et Industrie/Fonds communs de placement. - V. aussi Impôts/Impôts indirects - Droits d'enregistrement.

Droits et devoirs des époux. - V. Droit civil.

Durée du temps de service militaire. - V. Motions d'ordre/Struye.

E

Eaux et Forêts.

PECHE FLUVIALE.

Projet de loi tendant à compléter la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale.

Doc. - Nº 275. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 356. Rapport de M. Piot.

Ann. - Discussion générale (4 juillet 1957).

Discours de M. PIOT, rapp. (signale que le rapport ne fait pas mention de la présence du comte d'AS-PREMONT LYNDEN à la commission, alors qu'il a pris une part importante aux travaux de celle-ci; déclare que le projet tend à modifier la composition des commissions provinciales qui répartissent les sommes pour le fonds piscicole afin de permettre aux minorités de pêcheurs d'y être représentées); p. 1660.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (4 juillet 1957). Adopté sans observations; p. 1660.

Vote (4 juillet 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 90 voix et 2 abstentions; p. 1669.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Eaux et Forêts. - PECHE FLUVIALE (suite).

Projet de loi tendant à modifier la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale.

Doc. - Nº 276. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 357. Rapport de M. Piot.

Ann. -

Discussion générale (4 juillet 1957).

Discours de MM. PIOT, rapp. (relatif à la nécessité de réexaminer l'ensemble du problème de la pêche; l'intervention insuffisante des pouvoirs publics en faveur de ce sport paisible et sain; le droit des propriétaires riverains); p. 1660; comte d'ASPREMONT LYNDEN (critique les me-

sures tendant à « nationaliser » en quelque sorte la pêche; estime qu'une indemnité doit être allouée

aux propriétaires); p. 1660; COULONVAUX (déclare qu'il partage entièrement les sentiments exprimés par le comte d'ASPRE-MONT LYNDEN); p. 1660;

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (4 juillet 1957). Adopté sans observations; pp. 1660 à 1661.

Vote (4 juillet 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 90 voix et 2 abstentions; p. 1669.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 1er juilles 1954 sur la pêche fluviale.

Doc. - Nº 369. Rapport de M. Henskens.

PECHE MARITIME.

Projet de loi autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de protégor les réserves de poissons, de crustacés et de mollusques en mer.

Doc. - Nº 213. Rapport de M. Roelants.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion des articles (10 avril 1957). Art. 1 à 5.

Adoptés sans observations; p. 1274.

Vote (10 avril 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 143 voix et 4 abstentions; pp. 1311, 1312.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Ecole primaire de l'Etat à Lanaken. - V. Interpellations/ Levnen.

Economats. - V. Commerce et Industrie.

Employés. - V. Pensions/Vieillesse et décès prématuré.

Enfants. - V. Droit civil/Eparane de la femme mariée et du mineur. - V. aussi Droit civil/Mariage. V. aussi Pensions/Vieillesse et décès prématuré — Enfants adoptés. — V. aussi Travail/Femmes et Enfants.

Enfants adoptés. - V. Pensions/Vieillesse et décès pré-

Enfants adultérins. - V. Droit civil/Adultère.

Enfants anormaux et handicapés. - V. Enseignement/ Enseignement primaire - Enfants handicapés.

Enfants incestueux. - V. Droit civil/Mariage.

Enfants naturels. - V. Droit civil/Paternité et filiation.

Enseignement.

Proposition de loi portant modification de la loi du 27 juillet 1955 fixant des règles d'organisation de l'enseignement de l'Etat, des provinces et des com-munes, et de subvention, par l'Etat, d'établissements d'enseignement moyen, normal et technique.

Doc. - Nº 205. Proposition de loi de M. Jespers.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 1172 (2 avril 1957).

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 31ter de la loi organique de l'enseignement primaire.

Doc. - Nº 72. Proposition de loi de M. Busieau.

Nº 313. Rapport de M. Delport.

Ann. - Prise en considération. - Renvoi en commission; p. 310 (16 janvier 1957).

Discussion générale (18 juin 1957).

Discours de MM. DELPORT. rapp. (concernant le but de la proposition; le calcul de la pension des professeurs du quatrième degré ; certaines conditions d'admission à l'enseignement qui sont moins favora-

bles); p. 1495; COLLARD. m.i.p. (se rallie à la proposition de loi et répond à M. DELPORT); p. 1495;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (18 juin 1957). (Texte présenté par la Commission.)

Art. 1 et 2.

Adoptés sans observations; p. 1495.

Vote (25 juin 1957).

L'ensemble de la proposition est adopté par 145 voix et 2 abstentions; p. 1514.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

ENFANTS HANDICAPES.

Proposition de loi portant modification de l'article 2 de la loi organique de l'enseignement primaire.

Doc. - Nº 204. Proposition de loi de M. Jespers. Nº 312. Rapport de M. Vandermeulen.

Ann. - Prise en considération. - Renvoi en commission; p. 1172 (2 avril 1957).

Discussion générale (18 juin 1957).

Discours de MM. VANDERMEULEN, rapp. (expose le but du projet); p. 1496;

JESPERS (remercie le rapporteur et le Ministre de l'Instruction publique ; parle de la réduction du nombre minimum d'élèves des classes spéciales pour enfants handicapés; de l'agréation par la commune d'une école pour enfants handicapés; fait une communication concernant la proposition de loi de M. BUSIEAU relative aux écoles pour enfants handicapés); pp. 1496, 1497;

COLLARD, m.i.p. (rappelle ses réalisations et expérimentations relatives à l'enseignement des enfants handicapés; se rallie à la proposition de loi de

M. JESPERS) ; p. 1497.

Discussion de l'article unique (18 juin 1957). Adopté sans observations ; p. 1497.

La discussion générale est close.

Enseignement. — ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

ENFANTS HANDICAPES (suite).

Vote (25 juin 1957).

L'ensemble de la proposition est adopté par 145 voix et 2 abstentions; p. 1514.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Proposition de loi complétant l'article 23 de la loi organique de l'enseignement primaire.

Doc. - Nº 224. Proposition de loi de M. Busieau. Nº 310. Rapport de M. Delor.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 1244 (9 avril 1957).

Discussion générale (18 juin 1957). Discours de M. LEYNEN (déclare que l'opposition approuvera la proposition de loi nonobstant son abstention lors du vote en commission); p. 1497.

Renvoi en commission (18 juin 1957).

M. COLLARD, m.i.p. (demande le renvoi en commission afin de pouvoir vérifier la situation de certains établissements d'enseignement pour enfants handicapés qui vient de lui être signalée) ; p. 1497 ;

Le Sénat se déclare d'accord ; la proposition de loi est renvoyée en commission; p. 1497.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.

Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur des sciences vétérinaires et agronomiques par l'Etat.

Doc. - Nº 384. Exposé des motifs et projet de loi.

EQUIVALENCE DE DIPLOMES ET TITRES.

Projet de loi relatif à l'équivalence des diplômes au profit des médecins exerçant leur art au Congo belge ou au Ruanda-Urundi.

Doc. - Nº 61. Rapport de M. Dulieu.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion des articles (20 décembre 1956). Art. 1 à 3.

Adoptés sans observations ; pp. 282 à 283.

Vote (20 décembre 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 6 abstentions; p. 289.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Proposition de loi relative à l'équivalence des diplômes au profit des docteurs en médecine, chirurgie ou accouchements, des licenciés en sciences dentaires et des pharmaciens résidant en Belgique et remplissant certaines conditions.

Nouveau titre: Proposition de loi relative à l'équivalence des diplômes au profit des docteurs en médecine, chirurgie ou accouchements, des docteurs en médecine vétérinaire, des licenciés en sciences dentaires et des pharmaciens résidant en Belgique et remplissant certaines conditions.

- Nº 157. Proposition de loi de M. Allard. Nº 311. Rapport de M. Deliège.

Ann. - Prise en considération. - Renvoi en commission; p. 922 (12 mars 1957).

Discussion générale (18 juin 1957). Discours de M. DELIEGE. rapp. (expose le but de la proposition); pp. 1495, 1496.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (18 juin 1957).

Art. 1 à 3.

Adoptés sans observations; p. 1496.

Enseignement. - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.

EQUIVALENCE DE DIPLOMES ET TITRES (suite).

Le nouvel intitulé proposé par la commission est adopté; p. 1496.

Vote (25 juin 1957).

L'ensemble de la proposition est adopté par 145 voix et 2 abstentions; p. 1514.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

MEDECINS VETERINAIRES.

Proposition de loi interprétant l'article 54 de la loi du 4 avril 1890 relative à l'enseignement et à l'exercice de la médecine vétérinaire, modifiée par la loi du 23 avril 1949.

Doc. - Nº 189. Proposition de loi de M. Ferijn.

Ann. - Prise en considération. - Renvoi en commission; p. 1086 (26 mars 1957).

Renvoi aux commissions réunies de l'Agriculture et de l'Instruction publique; p. 1339 (21 mai 1957).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

Proposition de loi modifiant la loi organique de l'enseignement technique du 29 juillet 1953.

Doc. - Nº 255. Proposition de loi de M. Busieau. Nº 358. Rapport de M. Solau.

Ann. - Prise en considération. - Renvoi en commission; p. 1413 (4 juin 1957).

ENSEIGNEMENT MARITIME.

Projet de loi organique de l'enseignement maritime. Doc. — N° 231. Rapport de M. De Block.

Discussion générale (10 avril 1957).

Discours de MM. DE BLOCK, rapp. (rend hommage aux membres de la commission ; parle de la situation actuelle de l'enseignement maritime; du statut de cet enseignement ; de la flotte commerciale belge ; du statut de l'enseignement de la pêche; du point de vue de la minorité et de la majorité au sujet du projet ; de l'application de la loi ; de la gratuité de l'enseignement dans ce secteur); pp. 1277 à

DELPORT (concernant la formation des pêcheurs et des gens de mer; le nombre limité d'écoles; les dispositions de la loi de 1955 reprises dans le projet; les déclarations faites par le ministre en commission et le respect des droits acquis ; demande au ministre des déclarations rassurantes ; parle de l'abstention du groupe P.S.C. lors du vote); p. 1279;

NEELS (concernant la coordination de la loi); p. 1279;

ANSEELE, m.c. (concernant les innovations et modifications apportées par la loi ; l'enseignement maritime et le régime linguistique dans les écoles de navigation : l'exploitation du Mercator : la reprise par l'Etat de l'internat des écoles de navigation d'Anvers, l'Association maritime belge; le recrutement des élèves; la collaboration entre la force navale et l'enseignement; le minerval à payer par les étrangers ; les écoles libres de pêche ; les écoles subsidiées ; les droits acquis ; répond aux questions posées); pp. 1279 à 1280.

Discussion des articles (10 avril 1957).

Art. 1er.

Adopté sans observations; p. 1280.

La discussion générale est close.

Enseignement. - ENSEIGNEMENT TECHNIQUE. ENSEIGNEMENT MARITIME (suite).

Art. 2.

Intervention de M. NEELS qui propose une modification de pure forme;

L'article, ainsi modifié, est adopté; p. 1280.

Art. 3 à 7.

Adoptés sans observations; pp. 1280 à 1281.

Art. 8.

Observations de MM. DE BLOCK, le PRESIDENT, STRUYE; p. 1281;

L'amendement proposé par la commission est adopté ; L'article, amendé, est adopté ; p. 1281.

Art. 9 à 30.

Adoptés sans observations; pp. 1281 à 1283.

Art. 31

Observations de M. DE BLOCK; L'article est adopté ; p. 1283.

Art. 32 à 42.

Adoptés sans observations; pp. 1283 à 1285. L'article 8, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté; p. 1285.

Vote (10 avril 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix et 59 abstentions; p. 1299.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

FONDS NATIONAL DES ETUDES.

Proposition de loi portant modification de la loi du 19 mars 1954, instituant un Fonds national des Etudes.

Doc. - Nº 50. Rapport de M. Detaevernier.

Ann. -

Discussion générale (11 décembre 1956). Discours de M. DETAEVERNIER, rapp. (dit que la commission a adopté la proposition à l'unanimité et qu'il est superflu de s'attarder à ce sujet) ; p. 190. La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (11 décembre 1956). Adopté sans observations ; p. 191.

Vote (20 décembre 1956).

L'ensemble de la proposition est adopté par 160 voix contre 1 et 1 abstention; p. 258.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants,

INSTITUTIONS D'EDUCATION DE L'ETAT.

Projet de loi organique des pensionnats, homes, restaurants, cantines, maisons de jeunesse, colonies scolaires et de vacances relevant du Ministère de l'Instruc-

tion publique.

Doc. — N° 277. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

PERSONNEL SCIENTIFIQUE ET ENSEIGNANT BELGE A L'ETRANGER.

Projet de loi fixant le statut du personnel scientifique et enseignant belge chargé d'une mission internationale.

Ann. -

Discussion générale (22 novembre 1956).

Discours de M. SOLAU, rapp. (engage le Sénat à voter le projet); p. 71. La discussion générale est close.

Enseignement. - PERSONNEL SCIENTIFIQUE ET ENSEIGNANT BELGE A L'ETRANGER (suite).

> Discussion des articles (22 novembre 1956). Art. 1 à 15.

Ces articles sont adoptés sans observations; pp. 71 à 73.

Vote (6 décembre 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 138 voix et 2 abstentions; pp. 175, 176.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi relatif à la situation pécuniaire et administrative des membres du personnel enseignant des écoles soumises au régime de la loi organique de l'enseignement primaire qui ont séjourné en pays allié durant la guerre 1940-1945.

Doc. - Nº 279. Rapport de M. Philips.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion des articles (6 juin 1957). Art. 1 à 4.

Adoptés sans observations; p. 1486.

Vote (6 juin 1957). Le baron de DORLODOT justifie son vote; p. 1486. L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 8 abstentions; pp. 1487, 1488.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Enseignement. - V. aussi Interpellations/Leynen.

Entreprises industrielles et artisanales. - V. Commerce et industrie.

Epargne de la femme mariée et du mineur. - V. Droit

Epuration civique. - V. Droit pénal/Sûreté de l'Etat.

Equivalence de diplômes et de titres. - V. Enseignement/ Enseignement supérieur.

Espagne. — V. Affaires étrangères/Sécurité sociale.

Euratom. - V. Affaires étrangères/Forces armées -Union de l'Europe Occidentale. -V. aussi Affaires étrangères/Conseil de l'Europe.

Eurofima. - V. Affaires étrangères/Communications -Chemins de fer.

Exhibition de boxe et de catch. - V. Droit pénal/Combats de boxe.

Experts. - V. Procédure pénale.

Exportation. - V. Commerce et Industrie/Commerce extérieur.

Expositions internationales. - V. Commerce et Industrie/ Brevets et marques de fabrique ou de commerce.

F

Faillite. - V. Droit civil/Privilèges et hypothèques.

Faits personnels. - V. Incidents.

Femmes et enfants. - V. Droit civil/Epargne de la femme mariée et du mineur. - V. aussi Travail.

Finances.

COMPTABILITE DE L'ETAT. ADMINISTRATION DES FINANCES.

Compte général de l'Administration des Finances.

Ann. - Transmission des résultats apparaissant dans le compte général de l'Administration des Finances établi pour l'année 1954 et transmis à la Cour des Comptes le 17 avril 1956; p. 7 (13 novembre 1956). Transmission des résultats apparaissant dans le compte

général de l'Administration des Finances établi pour l'année 1955 et transmis à la Cour des Comptes le 29 septembre 1956; p. 342 (22 janvier 1957).

CREDITS PROVISOIRES.

Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1957 et postposant la clôture des opérations d'établissement des impôts directs pour l'exercice 1956.

Doc. - Nº 71. Rapport de M. Doutrepont.

Ann.

Discussion générale (20 décembre 1956).

L'urgence est décrétée; p. 286.

M. DOUTREPONT, rapp. (donne lecture de son rapport); p. 286.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (20 décembre 1956). Art. 1 à 5.

Adoptés sans observations; pp. 286, 287.

Vote (20 décembre 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 83 voix contre 51 et 8 abstentions; p. 287.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1957. Doc. - Nº 217. Rapport de M. Doutrepont.

Ann. -

Discussion générale (28 mars 1957). Discours de M. DOUTREPONT, rapp. (expose le but du projet); p. 1153. La discussion générale est close.

Discussion des articles (28 mars 1957). Art. 1 à 3.

Adoptés sans observations; pp. 1153, 1154.

Vote (28 mars 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix contre 69 et 4 abstentions; p. 1161. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

CREDITS SUPPLEMENTAIRES.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1956 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1955 et antérieurs.

Doc. - Nº 6. Exposé des motifs et projet de loi + annexes.

8. Amendements présentés par le gouvernement. Nº 25. Rapport de M. Doutrepont.

Ann.

Discussion générale (5 décembre 1956). Discours de MM. DOUTREPONT, rapp. (concer-

nant les irrégularités budgétaires, la multiplication des crédits supplémentaires, les dépassements de crédits ; la nécessité de prendre en temps voulu les décisions en matière de rémunérations, d'indemnités diverses et de pensions du personnel ; les projets

Finances. — COMPTABILITE DE L'ETAT (suite).

CREDITS SUPPLEMENTAIRES (suite).

de loi susceptibles d'entraîner des dépenses non prévues au budget et le vote simultané des crédits nécessaires pour l'exécution de la loi pendant l'exercice en cours; la rédaction des cahiers des charges avec un maximum de précision ; les avances du Trésor ; le subside au Palais des Beaux-Arts ; les créances pour des travaux engagés en 1951, mais exécutés avec retard ; la créance dont les pièces de liquidation ont été introduites après la clôture de l'exercice; le paiement de dommages-intérêts; les avances récupérables ; la société anonyme « Le Logis militaire » ; l'Office de la Navigation ; les amendements ; l'organisation de l'exposition ; les associations sans but lucratif constituées dans les divers ministères ; le caractère constitutionnel et le contrôle

parlementaire); pp. 140 à 143; Observations de MM. JESPERS, le PRESIDENT, LIEBAERT, m.f., HARMEGNIES, ORBAN, VAN HOUTTE et DELMOTTE; pp. 140 à 143;

P. DE SMET (concernant les crédits sollicités pour 1956 et l'examen du feuilleton de crédits supplémentaires ; l'aggravation des dépenses à l'extraordinaire ; les montants absolus nets des crédits supplémentaires aux budgets ordinaire et extraordinaire pour les exercices 1945 à 1955; les délibérations du Conseil des Ministres donnant lieu à des avances de trésorerie ; l'augmentation des crédits supplémentaires et des avances de trésorerie en 1948; la loi instituant la comptabilité des dépenses engagées; ses questions parlementaires posées en 1952 et 1954; la pression des majorités); pp. 143 à 146;

Observations de MM. DOUTREPONT, HOUTTE, LIEBAERT, m.f., ANCOT; pp. 143

DOUTREPONT, rapp. (concernant l'amendement du Ministre de l'Agriculture); p. 146;

IANSSEN (concernant le montant des crédits supplémentaires et des avances de trésorerie; les crédits supplémentaires en 1952 et 1953; l'historique de la loi du 20 juillet 1921 sur la comptabilité des dépenses engagées ; les délibérations soumises par le gouvernement à la Cour des Comptes ; la circulaire du 28 janvier 1953; compare les feuilletons de crédits supplémentaires antérieurs; détaille certains postes du feuilleton actuel, notamment les subventions à l'enseignement et l'achat des Fagnes et des terrains sablonneux près de La Panne, parle de l'exposition de 1958; demande au gouvernement de veiller à rentrer dans la légalité); pp. 146 à 151;

Observations de MM. DOUTREPONT, le PRESI-DENT, ORBAN, VAN REMOORTEL, AN-COT, BOUILLY, LIEBAERT, m.f.; pp. 147 à 151;

LIEBAERT, m.f. (remercie le rapporteur; parle de l'augmentation réelle des dépenses sollicitées pour le budget de 1956; détaille certains postes prévus à l'extraordinaire et certaines avances de trésorerie; parle de la situation du Palais des Beaux-Arts de Bruxelles ; répond à M. JANSSEN concernant l'exposition de Bruxelles; évoque une note datée du 16 sévrier 1952 émanant de M. DUVIEUSART alors Ministre des Affaires économiques et mentionne les paroles prononcées par M. VAN HOUTTE le 2 février 1956; répond à M. P. DE SMET; parle de l'exécution du budget 1956); pp. 151 à 154;

Observations de MM. DOUTREPONT, VAN HOUTTE, le PRESIDENT, JANSSEN, VAN

Finances. - COMPTABILITE DE L'ETAT.

CREDITS SUPPLEMENTAIRES (suite).

REMOORTEL, ORBAN, P. DE SMET; pp. 151 à 154;

DOUTREPONT, rapp. (concernant les chiffres du budget cités par M. P. DE SMET; l'opposition de M. JANSSEN aux dépassements de crédits et aux avances de trésorerie; les délibérations ministérielles; l'achat des Fagnes; les crédits relatifs à l'Instruction publique; le contrôle de la comptabilité et les opérations financières du Palais des Beaux-Arts); pp. 155 à 156;

Observations de MM. DUVIEUSART, JANSSEN. LIEBAERT, m.f., ANCOT; pp. 155, 156;

JANSSEN (concernant la justification des crédits et l'achat des Fagnes); p. 156;

LIEBAERT, m.f. (concernant les crédits relatifs aux différents ministères qui participent à l'exposition de 1958); p. 156.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (6 décembre 1956). (Texte adopté par la Commission.)

Art. 133 (Art. 1er du tableau).

Intervention de M. LEFEBVRE, m.a.; pp. 160 à 162;

Observations de MM. le PRESIDENT, BOUILLY, DOUTREPONT, ANCOT, JANSSEN; pp. 161 à 162:

L'article est adopté; p. 162.

Les articles 147 et suivants, ainsi que les articles des sections 1 à 7 incluses et les articles 3 à 14 inclus de la section 8 sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 162.

Art. 22 (section 8).

Intervention de MM. LIEBAERT, m.f., DOUTRE-PONT, VAN REMOORTEL; pp. 163, 164; Observations de M. HARMEGNIES; p. 163;

L'amendement de M. VAN REMOORTEL est adop-

té; p. 164; L'article, amendé, est adopté; p. 164.

Art. 27 et 28 (section 8).

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 164.

Les articles du tableau relatifs aux dépenses extraordinaires sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 164.

> Discussion des articles du projet de loi (6 décembre 1956).

> > Art. 1 à 14.

Adoptés sans observations; pp. 164 à 170.

Art. 15.

Intervention de MM. DOUTREPONT, LEFEB-VRE, m.a., ANCOT; pp. 170 à 171;

L'amendement du gouvernement tendant au rétablis-sement de l'article 15 est adopté; p. 172; L'article 15 est adopté ; p. 172.

Art. 16 à 24.

Adoptés sans observations ; pp. 172 à 173. Les articles amendés sont successivement remis aux voix et adoptés; p. 173.

Vote (6 décembre 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 83 voix contre 69 et 5 abstentions; p. 174.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Finances. — COMPTABILITE DE L'ETAT (suite).

ORGANISMES ET SERVICES DECLARES NULS.

Ann. - Transmission du dixième rapport du Comité de liquidation pour le premier semestre 1956; p. 8 (13 novembre 1956).

Transmission du onzième rapport du Comité de liquidation; p. 729 (21 février 1957).

DETTE PUBLIQUE. CAISSE D'AMORTISSEMENT.

Ann. - Transmission du rapport sur les opérations d'amortissement de la dette publique effectuées en 1956; p. 1493 (18 juin 1957).

MONNAIE.

Projet de loi relatif au statut monétaire.

Doc. - Nº 218. Rapport de M. Wiard.

Ann. -

Discussion générale (10 avril 1957).

Discours de MM. WIARD, rapp. (concernant le quadruple objectif du projet; félicite le gouvernement pour cette initiative); p. 1269;

JANSSEN (concernant les mesures préconisées par la Banque nationale; les modificaitons de notre statut monétaire ; les principaux avantages du projet ; l'encaisse-or; le régime de l'étalon-or; la discipline monétaire internationale ; la réunion du Conseil d'administration de la Chambre de commerce internationale; la libre convertibilité; l'article 4 du projet de loi relatif à la convertibilité); pp. 1269 à 1270;

VAN LAEYS (justifie son abstention lors du vote en commission; parle des dévaluations monétaires, des épargnants-souscripteurs que l'on a induit en erreur); p. 1270;

LIÉBAERT, m.f. (répond aux observations); p. 1270. La discussion générale est close.

Discussion des articles (10 avril 1957).

Art. 1 à 8.

Adoptés sans observations; pp. 1270 à 1272.

Vote (10 avril 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 143 voix et 4 abstentions; pp. 1311 à 1312.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

OFFICE DES SEQUESTRES.

Ann. - Transmission du rapport sur l'activité de l'Office au 31 décembre 1955; p. 8 (13 novembre 1956).

Finances. - V. aussi Affaires étrangères.

Finances provinciales et communales. — V. Provinces.

Fonds communal d'Assistance publique. - V. Interpellations/R. Desmedt.

Fonds communs de placement. - V. Commerce et Indus-

Fonds d'amortissement de la dette publique. - V. Cour des Comptes (15 janvier 1957).

Fonds des communes. — V. Interpellations/R. Desmedt.

Fonds de sécurité d'existence. — V. Sécurité sociale.

Fonds national des Etudes. — V. Enseignement.

Forces armées. — V. Armée. — V. aussi Affaires étrangères.

Force navale. - V. Armée/Officiers.

France. - V. Affaires étrangères/Armes.

Froment. - V. Interpellations/Mullie.

Frontières. - V. Affaires étrangères.

G

Gage. - V. Droit commercial.

Garde territoriale antiaérienne. - V. Armée/Contingent.

Gaz. - V. Commerce et Industrie.

Gendarmerie.

Projet de loi sur la Gendarmerie. Doc. — Nº 283, Rapport de M. Moreau de Melen. Ann. —

Discussion générale (4 juin 1957).

Discours de MM. MOREAU de MELEN, rapp. (concernant la nécessité de voter le projet qui reprend certains principes inclus dans les statuts antérieurs et en modifie d'autres; le caractère militaire de la gendarmerie; sa dépendance du Ministère de la Défense nationale et, pour certaines questions, des Ministères de l'Intérieur et de la Justice; l'article 19 sur l'emploi des armes; quelques erreurs typographiques dans le rapport); p. 1428;

SPÍNOY, m.d.n. (remercie et félicite le rapporteur);

p. 1428.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (4 juin 1957). (Texte présenté par la Commission.)

Art. 1 à 73.

Adoptés sans observations; pp. 1429 à 1435.

Vote (6 juin 1957).

Le baron de DORLODOT justifie son vote; p. 1486. L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 8 abstentions; pp. 1487, 1488.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Gouvernement.

Ann. — Communication de M. TROCLET, m.t.p.s., relative aux arrêtés royaux en matière de pension des ouvriers mineurs, le travail souterrain des enfants dans les mines, la protection et la sécurité du travail, les logements temporaires; le projet de loi sur le travail des femmes et des enfants; pp. 250 à 251 (20 décembre 1956).

Transmission de la déclaration gouvernementale sur les conventions et recommandations de la Conférence internationale du Travail; p. 1328 (21 mai

1957).

COMPOSITION.

Ann. — Communication de M. le Premier Ministre concernant l'arrêté royal du 13 mai 1957 acceptant la démission de M. SPAAK de ses fonctions de Ministre des Affaires étrangères et portant nomination de M. LAROCK et de M. FAYAT, respectivement aux fonctions de Ministre des Affaires étrangères et de Ministre du Commerce extérieur; p. 1327 (21 mai 1957).

Gouvernement (suite).

DECLARATIONS GOUVERNEMENTALES.

Ann. -

Communication du gouvernement (13 novembre 1956). Discours de MM. VAN ACKER, p.m. (s'associe à l'hommage rendu par le PRESIDENT aux victimes de la catastrophe de Marcinelle, le gouvernement songe aux familles des disparus, pense au deuil qui frappe la nation italienne, admire le courage des sauveteurs belges et étrangers et évoque l'admirable mouvement de solidarité issu de toutes les couches de la population en Belgique et au delà des frontières, parle des questions posées quant aux causes de la tragédie ainsi que des problèmes de sécurité qui sont liés à ceux de l'amélioration des conditions d'exploitation, évoque la grave crise internationale qui a éclaté, à quelques jours d'intervalle dans le Proche-Orient et en Hongrie, dit que l'attitude de la Belgique à l'O.N.U. est réglée par trois préoccupations essentielles : ne donner la voix de la Belgique qu'à la cause de la paix et du droit. s'associer à des décisions équitables et réellement efficaces pour raffermir l'autorité des Nations Unies, avoir le souci de la solidarité occidentale; regrette que la Belgique n'ait été ni consultée ni informée par aucun des Grands occidentaux, à aucun moment, avant l'éclatement de la crise, exprime sa satisfaction de constater qu'un sentiment unanime s'est manifesté quand la paix et le droit sont menacés, s'incline devant l'héroïsme de la nation hongroise, parle de l'accord culturel négocié à Moscou, déclare que, dès le 8 novembre, le gouvernement a informé le Kremlin que cet accord ne serait pas appliqué); pp. 10 et 11.

Observations du comte d'ASPREMONT LYNDEN;

p. 11;

le PRESIDENT (propose de commencer la discussion de la déclaration gouvernementale le lendemain);

STRUYE (marque som accord sur cette procédure, déclare que l'opposition n'interpellera pas, par personne interposée, M. SPAAK, légitimement absent, pour tout ce qui pourrait se rapporter à son comportement personnel); p. 11;

LAROCK, m.c.ext. (déclare qu'il est prêt à faire un court exposé d'ensemble avant le débat); p. 11;

le PRESIDENT (dit qu'il accordera la parole à un membre de l'opposition communiste au sujet de la motion de MM. STRUYE, ROLIN et COULON-VAUX, motion indépendante de la déclaration gouvernementale); pp. 11, 12;

LAROCK, m.c.ext. (demande que l'intervention du représentant de la gauche communiste vienne à son

heure); p. 12.

Discussion (14 novembre 1956).

Observations de M. le PRESIDENT relatives à la procédure à suivre ; p. 14 ;

Discours de MM. LAROCK, m.c.ext. (fait un exposé des événements internationaux, résume les faits, les décisions prises et les raisons de ces décisions, les hostilités dans le Moyen-Orient, la proposition belge au Conseil de Sécurité et les raisons de notre abstention, les communications téléphoniques avec le Ministre des Affaires étrangères en voyage en Russie la séance de l'Assemblée générale des Nations Unies et l'abstention belge à la motion américaine, les événements en Hongrie, la motion américaine, au Conseil de Sécurité et la condamnation de l'agression russe par l'Assemblée générale des Nations Unies, les secours envoyés et le problème des réfugiés. l'accord culturel belgo-soviétique, la reconnaissance ou non-reconnaissance du gouvernement

Gouvernement. - DECLARATIONS GOUVERNE-MENTALES (suite).

Kadar, les conséquences politiques et économiques de la crise dans le Proche-Orient) . pp. 14 à 18; STRUYE (félicite le Ministre du Commerce extérieur, fait état des évènements tragiques qui se sont produits tant sur le plan international que sur le plan intérieur, proteste contre le refus du gouvernement de réunir les chambres législatives, remercie et félicite le président de l'Assemblée des termes dont il s'est servi pour traduire les sentiments profonds de l'Assemblée, en flétrissant le crime commis contre la Hongrie, parle de la position que la Belgique doit prendre dans le domaine de l'aide urgente à apporter à la population hongroise, dit qu'il est de notre devoir d'aller plus loin et de ne négliger aucun des moyens limités dont nous pouvons disposer sur le plan politique, estime que l'accord culturel belgo-soviétique doit être dénoncé sans réserve, aborde la question de la reconnaissance du gouvernement Kadar et des initiatives qui pourraient être prises au sujet de la représentation valable de la Hongrie à l'O.N.U., examine les responsabilités respectives dans la crise du Proche-Orient approuve la constitution d'une force de police internationale et l'envoi éventuel de volontaires belges, dit que ses conclusions rejoignent celles que définissait le Ministre du Commerce extérieur en ce qui concerne le devoir d'assistance aux pays sous-développés, la faiblesse dont a témoigné l'Organisation des Nations Unies et les divisions qui se sont fait jour entre certains Européens d'une part et certains « Atlantiques » d'autre part, insiste sur la nécessité de faire aboutir dans le plus bref délai les projets de marché commun, déclare que le gouvernement aura le pays tout entier derrière lui dans la mesure où il défendra par tous les moyens en son pouvoir la juste cause de la Hongrie); pp. 18 à 21;

Observations de MM. VAN REMOORTEL, DE BLOCK, SLEDSENS, DEHOUSSE, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE et M. OR-BAN; pp. 19 et 20;

DEHOUSSE (déclare que tout en remplaçant son chef de groupe, son discours improvisé ne peut être considéré comme étant prononcé au nom de ses amis politiques, parle de la crise du Proche Orient et de la non-consultation de la Belgique par ses grands alliés, de l'opération franco-britannique en Egypte et la nationalisation du canal de Suez, la constitution d'une force de police internationale et l'attitude de l'Egypte à son égard, compare l'opération franco-britannique en Egypte et l'intervention soviétique en Hongrie, parle de la résolution adoptée par la Commission des Affaires étrangères du Sénat, fait allusion au cas d'Israël, traite de la solidarité atlantique, de la révision nécessaire du N.A.T.O., examine le cas de la Hongrie, l'accord culturel belgo-soviétique, les relations entre les différents pays, 1' « Europe » et l'Organisation européenne); pp. 21 à 24;

Observations de MM. STRUYE, Mme BEECK-MAN-Vve VANDERVELDE, MM. MOULIN, comte d'ASPREMONT LYNDEN, VAN ACKER p.m., ORBAN, DELMOTTE, COULONVAUX et NOEL; pp. 22 à 24;

COULONVAUX (souhaite que le débat soit poursuivi mardi prochain); p. 24;

le PRESIDENT (marque son accord après consultation); p. 24;

Observations de MM. STRUYE et NOEL: p. 24.

Gouvernement. - DECLARATIONS GOUVERNE-MENTALES (suite).

Reprise de la discussion (20 novembre 1956).

Discours de MM. COULONVAUX (rend hommage à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre du Commerce extérieur ainsi qu'aux orateurs qui l'ont précédé à la tribune, fait l'éloge de la nation hongroise, énumère les conditions nécessaires à l'efficacité de l'O.N.U., la volonté sincère de paix, le respect des sanctions infligées au membre qui enfreint la charte, la création d'une force internationale, insiste sur la nécessité d'achever l'organisation de l'O.T.A.N., évoque la Communauté européenne de défense, estime que l'Euratom doit être lié intimement au marché commun, sans restriction, approuve les instructions données à notre délégué auprès de l'O.N.U., commente les événements de Suez); pp. 26 à 28;

Observations de MM. ROLIN et STRUYE; pp. 27 à 28;

NOEL (justifie l'intervention soviétique en Hongrie, examine les causes du mouvement révolutionnaire hongrois, le but des couches sociales qui y participèrent et l'évolution du mouvement, souligne le rôle joué par l'émigration hongroise et Radio Europe libre, déclare qu'il faut aider au maximum le peuple hongrois, afin de lui permettre d'établir une démocratie socialiste qui corresponde à ses aspirations, dénonce la politique des blocs et insiste sur la nécessité de pratiquer une politique de détente, souligne l'attitude différente adoptée par le gouvernement dans l'affaire de Suez et dans les événements de Hongrie); pp. 28 à 31;

Observations de MM. STRUYE, le comte d'ASPRE-MONT LYNDEN et VANDER BRUGGEN; pp. 29 à 31;

LAROCK, m.c.ext. (répond aux arguments développés par M. NOEL, rappelle les faits, stigmatise l'attitude russe, déclare que la Belgique veut une politique de détente sans ressentiment, tout en renforçant ses alliances défensives); pp. 31, 32;

Observations de M. NOEL; p. 32;

comte d'ASPREMONT LYNDEN (répond aux arguments de MM. COULONVAUX et NOEL, tire es conclusions des événements internationaux : l'Afrique ouverte à la propagande communiste avec le concours de Nasser, la certitude d'un soulèvement des peuples opprimés le jours où les armées soviétiques s'avanceraient vers le centre de l'Europe pour atteindre l'Occident, la réprobation unanime de la répression sanglante de Budapest, aborde la question du traité culturel belgo-soviétique, conteste son utilité et demande qu'il soit dénoncé, regrette que le texte du traité n'ait pas été distribué) ; pp. 32 à 34;

Observations de MM. HARMEGNIES, COULON-VAUX, STRUYE, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, MM. BOUILLY, NOEL, ROLIN, SMETS; pp. 32 à 34;

le PRESIDENT (déclare que le Ministre des Affaires étrangères a promis de communiquer les documents aux membres de la Commission des Affaires étran-

gères); p. 34;

ROLIN (examine les causes des troubles au Proche-Orient, la façon dont les événements se sont déroulés, les conséquences juridiques, politiques et économiques, évoque les événements de Pologne, commente le drame hongrois, condamne l'intervention russe, examine la possibilité d'une intervention militaire des occidentaux, parle du devoir d'aide à

Gouvernement. - DECLARATIONS GOUVERNE-MENTALES (suite).

l'égard de la Hongrie, parle des principales imperfections du fonctionnement des Nations Unies et des conditions nécessaires à l'accomplissement de leur tâche, du vote belge à l'O.N.U., de la participation belge à la force de police internationale, de la nécessité pour les petites nations plus que toutes autres de s'appuyer constamment sur le droit); pp. 34

Observations de MM. ORBAN, YERNAUX, LA-ROCK, m.c.ext., STRUYE et MOREAU de ME-

LEN; pp. 35 à 38.

Reprise de la discussion (21 novembre 1956). Discours de MM. MOREAU de MELEN (concernant le fondement juridique que l'U.R.S.S. donne à sa présence actuelle en Hongrie : l'appel du gouvernement hongrois et le pacte de Varsovie ; la fai-blesse manifestée par les Nations Unies, l'influence de la structure interne des Etats sur leur politique étrangère et donc sur la paix; l'amélioration des Nations Unies, le renforcement de la solidarité atlantique et la nécessité de faire l'Europe ; l'aide matérielle et politique dont a besoin la Hongrie; le message des écrivains hongrois aux écrivains français; rend hommage à la jeunesse hongroise); 42 à 43;

LEYNEN (constate qu'il est le premier orateur dans ce débat à parler néerlandais ; déclare qu'il ne suffit pas de respecter les principes de la Charte des Nations Unies, mais qu'il faut faire respecter les décisions de l'O.N.U. sous peine d'envenimer une situation existante et d'aboutir au conflit armé; cite l'exemple de Suez ; marque son accord avec l'attitude de notre gouvernement à New York; examine les répercussions de la crise de Suez : accroissement du prestige de Nasser dans le monde arabe et de l'influence soviétique; exprime sa sympathie pour le peuple hongrois; demande que l'accord culturel belgo-soviétique soit dénoncé ; déclare que la Charte des Nations Unies doit être modifiée, que la nonobservance d'une résolution doit être sanctionnée par l'exclusion du membre intéressé ; dit qu'une politique réaliste doit tendre à une forme de coexistence acceptable pour tous, qu'il faut donner à la Russie la certitude la plus large que les pays occupés qui actuellement sont ses ennemis, pourraient être des amis en possesion d'une indépendance totale); pp. 43 à 46;

Observations de MM. CROMMEN, ROLIN, OR-BAN. STRUYE, le PRESIDENT; pp. 43 à 46; de la VALLEE POUSSIN (fait un rapport succinct de l'activité de la Commission du Conseil de l'Europe réunie à Vienne et chargée de s'occuper des réfugiés ; regrette la carence des délégués du Comité des Ministres ; insiste sur le caractère national de la révolution hongroise et la participation prépondérante des jeunes ; rend hommage à l'action de l'Autriche en faveur des réfugiés; demande que les réfugiés hongrois soient reçus sur un pied de parfaite égalité, comme des hommes à qui l'on donne du travail; rend hommage au gouvernement belge pour son action rapide et courageuse en faveur des réfugiés hongrois; parle des rapports Est-Ouest et de la défaite morale et politique subie par la Russie, de la politique extérieure russe de détente et de la faiblesse du monde occidental partagé entre une politique américaine et une politique européenne. de la politique intérieure russe de déstalinisation et des difficultés qui surgissent en matière industrielle et agricole et en ce qui concerne la crise des nationaGouvernement. - DECLARATIONS GOUVERNE-MENTALES (suite).

> lités; parle de la politique générale de l'O.N.U., de la politique de promotion du droit international, de la sanction imparfaite, des motifs de l'abstention de la Belgique au vote à l'O.N.U.; émet des considérations sur les deux grandes puissances en présence

et l'armement atomique); pp. 46 à 51;
Observations de MM. STRUYE, DOUTREPONT,
DEHOUSSE, ROLIN, ORBAN, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, MM. 16 PRESI-DENT et LAROCK, m.c.ext.; pp. 47 à 50;

ORBAN (concernant la déclaration faite par le Premier Ministre et l'attitude adoptée par le gouvernement au Conseil de Sécurité ; les responsabilités dans l'affaire de Suez ; les aspects juridiques de l'accord culturel belgo-soviétique, les arguments qui justifient la dénonciation de cet accord; la motion de la section belge de la Commission internationale des juristes, les instructions données aux représentants belges à l'O.N.U. au sujet de la motion cubaine relative à la déportation des Hongrois, la reconnaissance des représentants du gouvernement Kadar au sein de l'O.N.U.; l'incompatibilité existant entre les concepts juridiques de l'Est et de l'Ouest) ; pp. 51 à 54;

Observations de MM. ROLIN, STRUYE, DE BLOCK, VERGEYLEN; pp. 51 à 54;
DUVIEUSART (concernant l'indépendance et l'existence même d'Israël); p. 54; de MM. ROLIN, STRUYE, DE

LAROCK, m.c.ext. (déclare que le Ministre des Affaires étrangères répondra aux questions relatives à l'accord culturel; revendique pour le peuple hongrois et les autres peuples encore assujettis, le droit à des élections libres et démocratiques ; regrette que certains peuples du Proche-Orient se soient laissé entraîner dans une politique agressive à l'égard d'Israël et des nations occidentales, dans une politique qui a favorisé les entreprises de l'U.R.S.S.; est d'avis que l'incependance et les droits des nation sarabes doivent être intégralement respectés, estime que la question de Suez doit être résolue internationalement; examine les conséquences économiques qui résulteront de la crise actuelle) ; pp. 54 à 56:

Observations de MM. STRUYE et ORBAN et de Mme BEECKMAN - Vve VANDERVELDE:

DUVIEUSART (demande si la valeur de l'uranium suivra un mouvement pareil à celui du pétrole et du coût des frêts); p. 56;

LAROCK, m.c.ext. (demande de pouvoir étudier le problème); p. 56; Observations de M. DOUTREPONT; p. 56.

La discussion est close.

Grand-Duché de Luxembourg. - V. Affaires étrangères/ Assurances - Responsabilité civile. - V. aussi Affaires étrangères/Benelux.

Greffiers. - V. Organisation judiciaire/Personnel judiciaire.

Guerre.

ANCIENS COMBATTANTS.

Proposition de loi tendant à compléter l'article premier des lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947 coordon-nées par l'arrêté du Régent du 19 juin 1947 et relatives aux droits de priorité des anciens combattants et assimilés.

Doc. - Nº 323. Rapport de M. Yernaux.

Guerre. - ANCIENS COMBATTANTS (suite).

nn. Discussion générale (25 juin 1957). Dsicours de M. YERNAUX, rapp. (concernant le but de la proposition; sa rétroactivité; les amendements du gouvernement); p. 1510;

Discussion de l'article unique (25 juin 1957). (Texte présenté par la Commission.)

Adopté sans observations; p. 1510.

La discussion générale est close.

Vote (25 juin 1957).

L'ensemble de la proposition est adopté par 145 voix et 2 abstentions; p. 1514.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

SOINS MEDICAUX ET PHARMACEUTIQUES.

Projet de loi tendant à octroyer le bénéfice de soins médicaux et pharmaceutiques gratuits aux titulaires de la carte du feu.

- Nº 371. Exposé des motifs et projet de loi. Nº 389. Amendement présenté par le Gouvernement. DOTATION DE CAPTIVITE.

Projet de loi modifiant l'article 7 de la loi du 18 août 1947 réglant le statut des prisonniers de guerre et relatif au montant de la dotation de captivité. Doc. - Nº 126. Rapport de M. Rassart.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (20 février 1957). Adopté sans observations; p. 689.

Vote (21 février 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 141 voix contre 1 et 8 abstentions; p. 735.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

VICTIMES CIVILES.

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparation à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918 et aux victimes civiles de la guerre 1940-1945.

Doc. — N° 75. Rapport de M. Lacroix. N° 86. Amendements proposés par M. Pontus au texte adopté par la commission.

Nº 100. Sous-amendement proposé par M. Godin aux amendements de M. Pontus.

Nº 153. Amendements proposés par M. Stubbe.

Ann. -

Discussion générale (20 février 1957). Discours de MM. LEBURTON, m.s.p.f. (fait une déclaration introductive au débat ; parle des dispositions essentielles, l'économie du projet, les avantages prévus en faveur des intéressés, les dispositions techniques qui tendent à combler les lacunes de la loi du

15 mars 1954); pp. 673 à 674; LACROIX, rapp. (détaille les modifications importantes aux textes anciens se rapportant aux catégories des victimes civiles de la guerre 1914-1918 et aux victimes civiles de la guerre 1940-1945); pp.

674 à 675;

PONTUS (concernant l'application du projet de loi à la population des régions de l'Est); p. 675;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (20 février 1957). (Texte présenté par la Commission.) Art. 1 à 5.

Adoptés sans observations; pp. 675 à 677.

Guerre. - VICTIMES CIVILES (suite).

Art. 5bis.

Intervention de MM. PONTUS et LEBURTON; M. PONTUS retire son amendement tendant à l'insertion d'un article 5bis; p. 678.

Art. 6.

Les 1º et 3º sont adoptés; pp. 681, 682;

Intervention de MM. DERBAIX, LEBURTON, le PRESIDENT, STRUYE, LACROIX (qui demande la remise du vote); La proposition est rejetée;

Observations de MM. DELMOTTE, CROMMEN, le PRESIDENT, STRUYE; p. 683;

Intervention de MM. LEBURTON, STRUYE, DER-BAIX:

Observations de MM. STRUYE, DELMOTTE, DERBAIX;

L'amendement de MM. STUBBE et cts au 4º de l'article est rejeté;

Le 4° de l'article est adopté; p. 683; Intervention de MM. STUBBE et LEBURTON;

M. STUBBE retire son amendement au 2º de l'arti-

Le 2º de l'article est adopté; p. 683;

Les 5° au 12° inclus sont adoptés; p. 683;

Intervention de MM. STUBBE, LEBURTON; Observations de MM. le PRESIDENT et STUBBE ;

Les amendements de MM. STUBBE et cts au 13º de l'article sont rejetés;

Le 13° de l'article est adopté; p. 684.;

Les 14º au 20º inclus de l'article sont adoptés ; p. 684 ; Interventions de MM. STUBBE, LEBURTON, DE MAN:

Observations de MM. le PRESIDENT et PON-TUS:

L'amendement de MM. STUBBE et cts au 21° est

Le premier amendement en ordre subsidiaire de MM. STUBBE et cts au 21° est retiré; les deux autres sont rejetés; pp. 684 à 686;

L'amendement de MM. STUBBE et cts au 22° de l'article est retiré;

Le 22º de l'article est adopté; p. 687;

L'ensemble de l'article est adopté; p. 687.

Art. 7 et 8.

Adoptés sans observations; p. 687.

Art. 8bis.

Intervention de MM. GODIN, LEBURTON, PON-TUS; pp. 687, 688;

Le sous-amendement de M. GODIN est rejeté; L'amendement de M. PONTUS tendant à insérer un article 8bis est rejeté; p. 688.

Art. 9 et 10.

Adoptés sans observations; p. 688.

Vote (21 février 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 141 voix contre 1 et 8 abstentions; p. 735.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi tendant à modifier l'article 2 des lois coordonnées sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre.

Doc. - Nº 364. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Guerre (suite).

VICTIMES DE LA GUERRE.

Projet de loi relatif à la création d'un Conseil Supérieur des Œuvres Nationales des victimes de la guerre et d'un Bureau Permanent des Œuvres Nationales des victimes de la guerre.

Doc. — Nº 343. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 347. Rapport de M. Lacroix.

Ann. -

Discussion générale (3 juillet 1957).

Discours de MM. LACROIX, rapp. (concernant le contrôle, la coordination ou la fusion des œuvres nationales de guerre; l'autonomie et le statut de l'O.N.I.G. et de l'O.N.A.C.; les deux instances de contrôle : le bureau permanent et le Conseil supérieur, leur composition, leur compétence; la discussion en commission et les remarques formulées à certains articles; invite le Sénat à voter le projet); p. 1600;

DE BOODT (concernant l'administration de l'O. N.I.G.; la composition du Conseil supérieur; la question parlementaire de M. VAN IN sur le manque de confiance de certaines associations d'anciens combattants dans les œuvres nationales et la réponse du ministre; les intentions du ministre sur la représentation des groupements au Conseil supérieur, le respect des lois linguistiques; la décentralisation de l'O.N.I.G. et l'organisation des comités de province et d'arrondissement); pp. 1600 à 1601;

DE GRAUW (approuve le but du projet et la création d'un Conseil supérieur et d'un bureau permanent des œuvres nationales des victimes de la guerre); p. 1602;

CUSTERS (se rallie aux paroles de M. DE BOODT; parle du respect de la loi linguistique; de l'article 5 et des objections de M. KIEBOOMS à la Chambre; l'article 6; la disposition pénale dans l'article 14); p. 1602;

LEBURTON, m.s.p.f. (concernant l'assainissement du secteur des œuvres des victimes de la guerre; la nécessité de contrôle; les soins totaux gratuits aux victimes de la guerre 1940-1945; l'O.N.I.G.; la fusion ou l'autonomie des œuvres de guerre; répond aux orateurs); pp. 1602 à 1604;

DE BOODT (demande au ministre de lui fournir une réponse écrite aux questions auxquelles il n'a pas répondu oralement); p. 1604;

La discussion générale est close.

Discussion des article (3 juillet 1957).

Art. 1 in fine.

Adoptés sans observations p. 1604 à 1606.

Vote (4 juillet 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 90 voix et 2 abstentions; p. 1669;

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

H

Habitations.

SOCIETE NATIONALE DE LA PETITE PROPRIETE TERRIENNE.

Ann. — Transmission du bilan et du rapport du Conseil d'administration de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne pour l'exercice social 1956; p. 1244 (9 avril 1957). Handicapés. — V. Enseignement/Enseignement primaire — Enfants handicapés. — V. aussi Hygiène et Santé.

Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. — V. Affaires étrangères/Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

Homes. — V. Enseignement/Institutions d'éducation de l'Etat.

Hommages. — V. Chambres législatives/Sénat — Séances extraordinaires. — V. aussi Président.

Hongrie. - V. Affaires étrangères.

Horticulture. — V. Affaires étrangères/Agriculture et Horticulture.

Hôtellerie. - V. Communications/Transports par route.

Huissiers. - V. Organisation judiciaire.

Hygiène et Santé.

HANDICAPES.

Projet de loi relatif à la formation et à la réadaptation professionnelles ainsi qu'au reclassement social des handicapés.

Doc. — Nº 316. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

RADIATIONS IONISANTES.

Projet de loi relatif à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes. Doc. — N° 385. Exposé des motifs et projet de loi.

Hypothèques. - V. Droit civil/Privilèges et hypothèques.

Immeubles destinés à l'installation des représentants diplomatiques et consulaires. — V. Impôts/Impôts indirects — Droits d'enregistrement.

Immunisation fiscale. - V. Impôts/Impôts directs.

Importation. — V. Commerce et Industrie/Commerce extérieur.

Impôts.

IMPOTS DIRECTS. IMMUNISATION FISCALE.

Proposition de loi complétant l'article 3 de la loi du 18 mai 1929 modifiant certaines dispositions fiscales relatives à la Société Nationale des Distributions d'Eau, ainsi qu'aux associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distributions d'eau ou pour des objets d'intérêt communal, formées selon les conditions de la loi du 18 août 1907 ou de celles du 1er mars 1922.

Nouveau titre: Proposition de loi modifiant certaines dispositions fiscales relatives à la Société Nationale des Distributions d'Eau ainsi qu'aux associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distributions d'eau ou pour des objets d'intérêts communal, formées selon les conditions de la loi du 18 août 1907.

Doc. — Nº 38. Amendement présenté par le gouvernement.

Nº 46. Rapport de M. Harmegnies.

Impôts. - IMPOTS DIRECTS.

IMMUNISATION FISCALE (suite).

Ann. Discussion générale (11 décembre 1956).

Discours de M. HARMEGNIES, rapp. (dit que la commission s'est ralliée à la proposition de M. SLEDSENS, modifiée par l'amendement du gouvernement); p. 194.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (11 décembre 1956). (Texte de la Commission.)

Art. 1 à 4.

Adoptés sans observations; p. 194. La modification de l'intitulé est également approuvée ; p. 194.

Vote (20 décembre 1956).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 160 voix contre 1 et 1 abstention; p. 258.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

IMPOTS EXTRAORDINAIRES.

Proposition de loi modifiant la loi du 16 octobre 1945 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels, réalisés en période de guerre.

Doc. - Nº 87. Proposition de loi de M. van Loenhout.

Ann. - Prise en considération; renvoi en commission; p. 412 (29 janvier 1957).

Retrait de la proposition; p. 1392 (28 mai 1957).

Taxe conjoncturelle.

Projet de loi portant certaines dispositions en matière financière, économique et sociale.

Doc. - No 148. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 162. Rapport de M. Molter + annexes.

Nº 163. Amendements proposés par M. Pholien.

Nº 164. Amendement subsidiaire proposé par M. Pholien.

Nº 165. Amendement proposé par M. Pholien.

Nº 166. Amendement proposé par M. Van Laeys.

Nº 169. Amendement proposé par M. Nihoul.

Nº 170. Amendement proposé par M. Orban.

Nº 178. Amendement proposé par M. Ancot.

Nº 179. Amendement proposé par M. Nihoul.

Ann. -

Proposition de renvoi au Conseil d'Etat, pour avis (6 mars 1957).

M. le PRESIDENT (donne lecture d'une lettre de M. STRUYE, tendant à renvoyer le projet au Conseil d'Etat, pour avis ; lit une note qu'il a rédigée et qui expose les rétroactes de l'épineux problème; appelle l'attention sur l'urgence et expose les raisons qui l'empêchent de donner satisfaction à la demande de M. STRUYE sans y être expressément convié par le Sénat ; parle de la consultation de l'Assemblée au sujet du renvoi au Conseil d'Etat) ; pp. 849 à 850;

M. STRUYE (invoque l'article 2 de la loi du 23 décembre 1946 sur le Conseil d'Etat; estime que le prétexte de l'urgence ne répond pas à la réalité; expose son point de vue au sujet de la consultation du Conseil d'Etat et du pouvoir du Président d'envoyer le projet à ce Conseil; décrit la portée de la loi); pp. 850 à 852;

Impôts. — IMPOTS DIRECTS.

IMPOTS EXTRAORDINAIRES. - Taxes conjoncturelle (suite).

Observations de MM. YERNAUX, HARMEGNIES. le PRESIDENT; pp. 851 à 852;

M. ROLIN (parle de l'urgence de la loi, du pouvoir donné aux présidents des deux assemblées de consulter le Conseil d'Etat, de l'avis à demander à

l'Assemblée à ce sujet); p. 852; Observations de M. ANCOT; p. 852; M. ORBAN (parle du danger qu'il pourrait y avoir à interpréter la notion d'urgence de telle manière que dans l'avenir on puisse l'invoquer trop fréquemment); pp. 852 à 853;

Observations de MM. le PRESIDENT et ROLIN;

p. 852; M. VAN REMOORTEL (est persuadé que le débat se déroulera avec toute l'ampleur nécessaire et s'as-socie aux motifs invoqués par le Président); p. 853; Observations de M. ORBAN; p. 853;

M. le PRESIDENT met aux voix la question de savoir si l'Assemblée souhaite qu'il saisisse le Conseil

d'Etat du projet de loi; p. 853; Intervention de MM. ORBAN et le PRESIDENT; p. 853;

La réponse de l'Assemblée est négative ; p. 853.

Discussion générale (6 mars 1957).

Discours de MM. MOLTER, rapp. (concernant l'exceptionnel sens réel du projet, l'opinion publique, l'évolution et l'adaptation du projet, les efforts du gouvernement pour aller au devant de l'opinion publique, le danger d'inflation conséquent à la haute conjoncture et la solution de cette question, la solution à apporter aux importants problèmes des parastataux et de l'assurance maladie ; la portée du projet : la politique d'investissement ; les allocations familiales ; la discussion du projet en commission ; donne son avis sur 1. projet); pp. 854 à 855;

Observations de M. STRUYE; pp. 854, 855;

ORBAN (examine les aspects constitutionnels du projet; estime qu'il tend à rompre l'équilibre entre les pouvoirs législatif et exécutif; parle des prérogatives du Parlement et des pleins pouvoirs du gouvernement; se demande pour quelles raisons et de quel droit le gouvernement peut demander les pleins pouvoirs; parle de l'intitulé du projet, l'absence d'une clause prévoyant un rapport et une ratification des décisions promulguées et cite l'exemple de lois de pleins pouvoirs votées antérieurement ; estime que le présent projet n'est pas constitutionnel et rappelle les conclusions du centre d'études pour la réforme de l'Etat ; évoque les discussions sur les pleins pouvoirs qui ont eu lieu antérieurement et cite des orateurs de l'époque, la consultation du Conseil d'Etat); pp. 855 à 859;

Observations de MM. STRUYE, DOUTREPONT, ROLIN, DE BLOCK; pp. 856 à 859;

Reprise de la discussion générale (6 mars 1957).

Discours de MM. DOUTREPONT (concernant sa position au sujet du projet, l'article 78 de la Constitution, la constitutionnalité du projet, l'affectation des recettes, le principe de l'annalité et de la spécialité, l'article 14 du projet et son rattachement au budget pour ordre des recettes et des dépenses. la coordination de la politique financière et administrative de certains organismes d'intérêt public, le contrôle du Parlement et de la Cour des Comptes); pp. 860 à 862;

Impôts. - IMPOTS DIRECTS

IMPOTS EXTRAORDINAIRES. - Taxes conjoncturelle (suite).

VAN IMPE (concernant la signification du terme « prélèvement » ; sa destination : partie à la recherche scientifique et partie à des fins sociales ; le but du projet ; l'inflation ; la hausse des prix et des salaires ; la constitutionnalité) ; pp. 862 à 863 ;

Observations de M. ORBAN; pp. 862, 863;

VAN HOUTTE (s'attache à démontrer que le projet poursuit plutôt un but financier que des objectifs économiques et sociaux; demande comment il se fait que les dépenses globales du budget ordinaire et extraordinaire, en décembre 1956, étaient inférieures à celles de décembre 1955; examine l'historique du projet dans l'ordre chronologique; parle de l'accord des employeurs et employés, de la destination du produit du prélèvement, de la majoration générale des charges de sécurité sociale; de la taxation des bénéfices exceptionnels en 1952 et cite un passage du discours de M. LIEBAERT à l'occasion de la discussion de ce projet; traite l'aspect fiscal du projet); pp. 863 à 868;

Observations de MM. HARMEGNIES, STRUYE, ORBAN, comte d'ASPREMONT LYNDEN, VANAUDENHOVE, m.t.p.r., LIEBAERT, m.f., le PRESIDENT; pp. 864 à 868;

LIEBAERT, m.f. (concernant la nécessité pour le gouvernement de suivre une politique conjoncturelle; la situation chez les associés de Benelux dans les pays voisins, en Suisse et aux Etats-Unis; l'évolution des prix ; cite les paroles prononcées par M. De Straercke à Liège, le 31 janvier 1957 ; explique sur quelles bases le gouvernement a été amené à prendre ses responsabilités; dit que le projet concrétise l'accord de principe réalisé entre les organisations patronales et ouvrières ; rappelle les différents volets du projet; réfute l'argument que le projet ait une incidence quelconque sur la trésorerie de l'Etat; parle de la réduction du taux initial du prélèvement; donne quelques prévisions au sujet de la taxation; parle de la répercussion éventuelle du projet sur les exploitations agricoles et les sociétés coloniales; des décaissements de 1955 comparés à ceux de 1956; du rendement du projet de loi et la répartition entre les secteurs économique et social; de l'incidence de la taxe sur les entreprises et sur les personnes physiques ; de l'incidence de la fiscalité belge sur les revenus ; de la charge fiscale en Belgique et dans d'autres pays ; des investissements); pp. 868 à 871;

Observations du comte d'ASPREMONT LYNDEN; p. 868, 869; MM. YERNAUX, MOREAU de MELEN, ANCOT, VAN HOUTTE, TROCLET, m.t.p.s.; pp. 868 à 871;

VAN REMOORTEL (estime que certaines rentrées d'origine africaine doivent retourner aux territoires d'outre-mer et propose que le terme « Etat » cité dans l'article 7 soit interprété de façon à couvrir également les territoires d'outre-mer); p. 871;

Observations de M. ANCOT; p. 871;

ADAM (réfute les arguments que M. REY, m.a.éc., a émis en commission et à la Chambre au sujet des investissements; parle de l'économie de la Belgique; de la déclaration de M. REY en commission disant que le prélèvement supplémentaire sera à peine ressenti par les actionnaires; parle de la taxation des entreprises belges et des sociétés congolaises, du bénéfice des sociétés et du tableau dressé par la

Impôts. - IMPOTS DIRECTS

IMPOTS EXTRAORDINAIRES. - Taxes conjoncturelle (suite).

Fédération des Industries belges à ce sujet; de l'incidence du prélèvement sur l'avenir des entreprises; des investissements nets et bruts; du marché des capitaux; de l'avis donné par la Banque Nationale; de la situation dans les pays voisins; des immunisations fiscales accordées par la loi du 1^{er} juillet 1954 et des entreprises frappées actuellement par le projet; du coût de production; fait des suggestions concernant l'octroi d'une prime exceptionnelle); pp. 871 à 874;

Observations de MM. DE BLOCK, YERNAUX, FLAMME, HARMEGNIES; pp. 872 à 874;

NIHOUL (concernant les contradictions entre les faits et les déclarations faites autour du projet, l'application du prélèvement à une société anonyme et l'application à une entreprise appartenant à une personne physique; la crainte des classes moyennes d'un prélèvement « provisoire », l'augmentation des charges sociales; le taux de la sécurité sociale; l'article 16 et les pouvoirs du gouvernement; se réfère à la situation de 1945; parle des intérêts des petites et moyennes entreprises, des commerçants et des agriculteurs); pp. 874 à 876;

Observations de MM. LIEBAERT, m.f., REMSON, VAN ACKER, p.m.; p. 875;

SERVAIS. Léon (demande à la majorité d'être présente pour entendre les discours de l'opposition); p. 876;

DE BLOCK (estime que la règle invoquée par M. Léon SERVAIS doit valoir pour les deux fractions de l'Assemblée); p. 876;

GODIN (demande d'avancer le plus possible les travaux aujourd'hui); p. 876;

Observations de M. le PRESIDENT; p. 876;

CAMBY (concernant la haute conjoncture, les conséquences de cette situation économique, la tâche du gouvernement, le rôle d'opposition du P.S.C., les pouvoirs spéciaux, la taxe exceptionnelle); p. 877;

Observations de M. Léon SERVAIS; p. 877;

PAIRON (concernant les personnes frappées par le projet, les pouvoirs spéciaux et ses conséquences pour les classes moyennes, l'augmentation des prix, des charges fiscales; l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, le blocage des prix, la fixation de prix minima, les classes moyennes en général); pp. 877 à 879;

Observations de MM. LIEBAERT, m.f., le PRESI-DENT; p. 878.

Reprise de la discussion générale (7 mars 1957).

Discours de MM. R. HOUBEN (concernant les dispositions du projet qui exclut la participation des citoyens à la vie politique et à l'économie; le texte même de la loi : les articles 7, 15, les dispositions concernant les parastataux; la place de la loi dans le cadre de travail général du gouvernement et sa comparaison avec certaines autres lois; le programme socialiste, la démocratie politique, l'exclusion du Parlement et des organismes professionnels de la discussion du projet); pp. 881 à 883;

Observations de MM. DEKEYZER, DE BLOCK, ORBAN; p. 883;

COULONVAUX (concernant les divergences qui se manifestent dans les rangs de la droite au sujet du projet; l'aspect social du projet; le but réel envisagé par l'opposition; l'opinion de la presse catholique et des leaders de la C.S.C.; la campagne de la

Impôts. - IMPOTS DIRECTS

IMPOTS EXTRAORDINAIRES. - Taxes conjoncturelle (suite).

C.S.C. pour la semaine des cinq jours ; la conférence donnée à Liège par M. De Staercke, le 31 janvier 1957; les pouvoirs spéciaux; l'évolution de la situation pendant les dernières années ; l'assainissement du F.N.A.M.I.; l'article 78 de la Constitution; la révision constitutionnelle ; l'exemple de l'Angleterre; proteste contre les interruptions qui l'empêchent de poursuivre son discours ; quitte la tribune); pp. 884 à 886;

Observations de MM. STRUYE, ORBAN, comte d'ASPREMONT LYNDEN, ANCOT, Léon SER-VAIS, GODIN, le PRESIDENT, PHOLIEN. RASSART, DE BLOCK; pp. 884 à 886;

STRUYE (demande à ses amis de ne plus interrompre M. COULONVAUX; estime qu'il n'est pas nécessaire d'allonger le débat par des discussions qui n'ont pas trait au projet même); p. 886;

Observations de M. le PRESIDENT; pp. 886, 887;

COULONVAUX (concernant les pouvoirs spéciaux, le pouvoir d'appréciation et la sanction du groupe libéral; les pouvoirs spéciaux en matière de prix et salaires; la capacité d'achat du franc; les parastataux ; les enquêtes sur la solvabilité des emprunteurs; l'assainissement du F.N.A.M.I., la notion de « prélèvement » ; l'article publié par M. Harmel dans Le Soir); pp. 887 à 888;

VAN LAEYS (examine les divers objectifs du projet et ce qu'il en reste ; parle de l'origine du projet, des impôts, du prélèvement, de la situation des sociétés belges et congolaises, du système d'amortissement, de l'épargne, des pleins pouvoirs); pp. 888 à 889.

Reprise de la discussion générale (7 mars 1957).

Discours de MM. NOEL (concernant la position des différentes fractions des partis politiques en regard du projet ; l'attitude des libéraux ; les inquiétudes au sujet de la hausse des salaires ; l'opinion publique ; le blocage des salaires, le coût de la vie, les sociétés belges et coloniales; les investissements; une augmentation généralisée et extra-conventionnelle; les protestations contre le blocage des salaires et contre le relèvement du plafond de la sécurité sociale, les revendications syndicales, l'article 16, les inquiétudes de la classe ouvrière au sujet de la réforme du F.N.A.M.I.; les aspects positifs du projet); pp. 891 à 893;

SERVAIS, Léon (concernant les conversations entre employeurs et travailleurs, la conférence de presse du 19 octobre, la réunion paritaire du 21 novembre 1956; les interventions de la majorité pendant l'actuelle discussion; le prélèvement sur le salaire des travailleurs ; le blocage du prélèvement à la Banque Nationale; la présentation du projet; examine le mécanisme du projet, les opérations à effectuer et leur résultat ; démontre que le prélèvement se fera en faveur du Trésor qui en sera le bénéficiaire absolu : parle de l'article 15 du projet sur les allocations familiales, de l'assainissement de l'assurance maladie-invalidité; du blocage des salaires); pp. 893 à 894 et 895 à 898;

Observations de MM. SMETS, ROLIN, YER-NAUX, TROCLET, m.t.p.s., ORBAN, DECOENE, LIEBAERT, m.f., SLEDSENS, LACROIX, HARMEGNIES, COULONVAUX, DULIEU, DE BLOCK. LEYNEN; pp. 893 à 898;

Impôts. — IMPOTS DIRECTS

IMPOTS EXTRAORDINAIRES. - Taxe conjoncturelle (suite).

VAN ACKER, p.m. (remercie le rapporteur ; émet des considérations concernant la perception de la taxe, l'argument de mener une politique de régression sociale, l'origine du projet, les raisons pour lesquelles le taux de prélèvement a été réduit à 5 ½ p. c.. l'accord des syndicats sur l'essentiel des avantages, le maintien du pouvoir d'achat, la productivité, le principe des 45 heures, les pouvoirs spéciaux, les dépenses pour l'invalidité, les 2.000 francs de supplément de pension. l'assurance maladie-invalidité, les abus du chômage des fèmmes, les prix et salaires, les parastataux et leur personnel, l'augmentation de 5 p. c. des allocations sociales, l'index, la situation économique du pays, le chômage en général ; répond aux orateurs); pp. 898 à 903;

Observations de MM. VAN HOUTTE, STRUYE, ORBAN, ANCOT, Léon SERVAIS, de la VAL-LEE POUSSIN, R. HOUBEN, PHOLIEN, HOU-GARDY; pp. 898 à 903;

ROLIN (répond à M. ORBAN au sujet du reproche de versatilité qui lui a été adressé à propos des pouvoirs spéciaux); p. 903;

Observations de MM. ORBAN et STRUYE; p. 903;

comte d'ASPREMONT LYNDEN (concernant l'article 1er du projet qui ne fait aucune distinction entre les sociétés qui vont être frappées par la taxe et la S.N.C.B., la S.N.C.V. et les tramways bruxellois; le discours de M. COULONVAUX); pp. 903 à 905;

Observations de MM. RASSART, COULONVAUX, HARMEGNIES, DOUTREPONT; pp. 904 à 905;

DUVIEUSART (concernant la consultation du Conseil d'Etat, les pouvoirs spéciaux ; le produit du prélèvement et son affectation; la portée sociale du projet : l'évolution du revenu national ; la situation du secteur agricole; le sort des capitaux investis); pp. 905 à 907;

VAN REMOORTEL. MM. Observations de STRUYE, LIEBAERT, m.f., NOEL; pp. 905 à

La discussion générale est close.

Discussion des articles (7 mars 1957).

Art. 1er

Intervention de MM. PHOLIEN, LIEBAERT, VAN REMOORTEL, ANCOT, VAN ACKER; pp. 908 à 911;

Observations de MM. HARMEGNIES, comte d'AS-PREMONT LYNDEN, ANCOT; pp. 909 à 911;

Les amendements de MM. PHOLIEN et cts sont rejetés;

L'amendement subsidiaire de MM. PHOLIEN et cts est rejeté ; p. 911 ;

L'article est adopté; p. 912.

Adopté sans observations ; p. 912.

Art. 3.
Intervention de MM. VAN LAEYS, LIEBAERT; Observations de M. SLEDSENS; L'amendement de MM. VAN LAEYS et cts est re-

L'article est adopté; p. 912.

Art. 4 et 5.

Adoptés sans observations; p. 912;

Impôts. - IMPOTS DIRECTS.

IMPOTS EXTRAORDINAIRES. - Taxe conjoncturelle (suite).

Art. 6.

Intervention de M. VAN LAEYS; L'article est adopté; p. 913.

Intervention de M. NIHOUL;

L'amendement de MM. NIHOUL et ADAM est rejeté;

L'article est adopté; p. 914.

Art. 8 à 15.

Adoptés sans observations; pp. 915 à 916.

Intervention de M. NIHOUL; L'amendement de M. NIHOUL est rejeté; p. 916; L'article est adopté ; p. 917.

Art. 17.

Intervention de M. PHOLIEN qui retire son amendement;

L'article est adopté ; p. 917.

Art. 18.

Adopté sans observations; p. 917.

Intervention de M. ORBAN; son amendement tendant à insérer un article 19 (nouveau) est rejeté; p. 918;

Intervention de MM. ANCOT et VAN ACKER; l'amendement de M. ANCOT tendant à insérer un article 19 (nouveau) est rejeté; p. 919.

Vote (7 mars 1957).

M. STRUYE justifie le vote négatif du groupe P.S.C.; p. 919.

Le projet de loi est adopté par 88 voix contre 61 et 5 abstentions; p. 920.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

RECOURS.

Projet de loi portant interprétation des articles 7 et 8 de la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs reproduits par l'article 1er de la loi du 23 juillet 1953 (article 67 des lois coordonnées).

Nouveau titre : Projet de loi modifiant et complétant la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs, modifiée par la loi du 23 juillet 1953.

Doc. - Nº 64. Rapport de M. Camby.

Nº 118. Amendements présentés par le Gouvernement.

Ann. - Le projet de loi est renvoyé à la Commission de la Justice; p. 689 (20 février 1957).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (10 avril 1957).

Art. 1 à 4.

Adoptés sans observations ; pp. 1265, 1266.

Le nouvel intitulé proposé par la commission est adopté; p. 1266.

Vote (10 avril 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 143 voix et 4 abstentions; pp. 1311. 1312.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Impôts. - IMPOTS DIRECTS (suite).

REVENUS.

Proposition de loi portant exonération de l'impôt sur les revenus en faveur des jeunes ménages.

Doc. - Nº 110. Proposition de loi de M. De Grauw.

Ann. - Prise en considération. - Renvoi en commission; p. 802 (28 février 1957).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus en matière de taxe mobilière, et les lois coordonnées relatives à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de capitaux investis.

Doc. - Nº 154. Rapport de M. Molter.

Nº 238. Amendements présentés par le Gouvernement au texte adopté par la commission.

Nº 304. Rapport complémentaire de M. Molter.

Ann. -

Discussion générale (10 avril 1957).

A cette discussion générale est jointe celle de la proposition de loi interprétant et complétant les articles 18 et 22 des lois relatives aux impôts sur les revenus, coordonnées par l'arrêté du Régent du 15 janvier 1948.

Proposition de renvoi en commission (10 avril 1957). Discours de MM. VAN HOUTTE (estime qu'il est impossible d'examiner les amendements du gouvernement au cours de la séance ; propose de renvoyer à la commisison le projet et les amendements) ; p. 1267;

LIEBAERT, m.f. (se rallie à la proposition de M. VAN HOUTTE); p. 1267;

PARMENTIER (appuie la proposition de renvoi);

p. 1267;
HARMEGNIES (appuie la proposition de renvoi); p. 1267

P. DE SMET (déplore, en sa qualité de président de la Commission des Finances la position prise par le ministre; parle du travail de la Commission des Finances et d'un éventuel renvoi des projets à la Chambre ; demande également le renvoi en commis-

sion); p. 1267; LIEBAERT, m.f. (répond à M. P. DE SMET, concernant les débats en commission); p. 1267; Observations de M. le PRESIDENT; p. 1267;

P. DE SMET (concernant les heures anormales de la séance de la Commission des Finances); p. 1267; CLAEYS (déclare ne pouvoir se rallier à la propo-

sition d'ajournement); p. 1267;

VAN HOUTTE (dit que toute la discussion ne porte que sur quelques articles; se demande s'il n'aurait pas été préférable de déposer plusieurs projets distincts); pp. 1268, 1269

Observations de MM. LEYNEN, DOUTREPONT, HARMEGNIES; p. 1268.

Le projet et la proposition de loi sont renvoyés en commission; p. 1268.

Discussion générale (18 juin 1957).

Discours de MM. DUVIEUSART (demande des précisions sur la façon dont la commission s'est prononcée); p. 1504;

MOLTER, rapp. (explique pourquoi des six articles du projet initial il n'en reste plus que trois); p. 1504; CLAEYS (concernant les débats relatifs au projet ; la situation des petites épargnants ; la date d'entrée en

vigueur de la loi); p. 1504. La discussion générale est close.

Impôts. — IMPOTS DIRECTS

REVENUS (suite).

Discussion des articles (18 juin 1957). Art. 1 à 3.

Adoptés sans observations; pp. 1504 à 1505.

Vote (25 juin 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 145 voix et 2 abstentions; p. 1514.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Proposition de loi interprétant et complétant les articles 18 et 22 des lois relatives aux impôts sur les revenus, coordonnées par arrêté du Régent du 15 janvier 1948.

Doc. - Nº 154. Rapport de M. Molter. Nº 304. Rapport complémentaire de M. Molter.

Ann. - La discussion générale de cette proposition est jointe à celle du projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus en matière de taxe mobilière et les lois coordonnées relatives à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de capitaux investis.

Projet de loi modifiant l'article 61 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus

Doc. - Nº 374. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

IMPOTS INDIRECTS. DOUANES ET ACCISES.

Droits d'entrée.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 24 novembre 1955 relatif au tarif des droits d'entrée.

Discussion générale (22 novembre 1956). Discours de M. DOUTREPONT, rapp. (propose au Sénat de voter le projet de loi) ; p. 71 ; La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (22 novembre 1956). L'article unique est adopté sans discussion ; p. 71.

Vote (6 décembre 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 138 voix et 2 abstentions; pp. 175 et 176.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 24 décembre 1955 relatif au tarif des droits d'entrée.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (22 novembre 1956). L'article unique est adopté sans observations; p. 71.

Vote (6 décembre 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 138 voix et 2 abstentions; pp. 175 et 176.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 25 mai 1956 relatif au tarif des droits d'entrée. Doc. - Nº 264. Rapport de M. Doutrepont.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (4 juin 1957).

Adopté sans observations ; pp. 1435, 1436.

Vote (6 juin 1957).

Le baron de DORLODOT justifie son vote; p. 1486. L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 8 abstentions; pp. 1487, 1488.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Impôts. - IMPOTS INDIRECTS (suite).

DROITS D'ENREGISTREMENT.

Projet de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, pour permettre l'enregistrement gratuit des acquisitions, par les Etats étrangers, d'immeubles destinés à l'installation de leur représentation diplomatique ou consulaire.

Doc. - Nº 120. Rapport de M. Wiard.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion des articles (20 février 1957). Les articles 1 et 2 sont adoptés sans observations; p. 689.

Vote (21 février 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 141 voix contre 1 et 8 abstentions; p. 735.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi modifiant l'article 140 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. Doc. — N° 188. Rapport de M. Wiard.

Discussion générale (10 avril 1957). Discours de MM. WIARD, rapp. (concernant le but du projet, la disposition relative à la rétroactivité);

p. 1266; LIEBAERT, m.f. (concernant la disposition relative à la rétroactivité); p. 1266.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (10 avril 1957). Art. 1 et 2.

Adoptés sans observations; p. 1266.

Vote (10 avril 1957). L'ensemble du projet de loi est adopté par 143 voix et 4 abstentions; pp. 1311, 1312.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Proposition de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement d'hypothèque et de greffe en vue d'exonérer certaines prorogations de société du droit proportionnel d'enregistrement.

Ann. — Retrait de la proposition; p. 1328 (21 mai 1957).

Projet de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, le Code des droits de succession et le Code des droits de timbre.

Doc. - Nº 333. Exposé des motifs et projet de loi.

DROITS DE SUCCESSION.

Proposition de loi complétant l'article 149 du Code des droits de succession.

Doc. - Nº 355. Proposition de loi de M. Pairon.

Ann. - Prise en considération. - Renvoi en commission; p. 1622 (4 juillet 1957).

TAXE DE SEJOUR.

Projet de loi prorogeant la loi du 6 juillet 1953 relative aux taxes communales sur les « maisons de logement » ou « taxes de séjour ».

Doc. - Nº 324. Rapport de M. Machtens.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (25 juin 1957).

Adopté sans observations; p. 1511.

Vote (25 juin 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 145 voix et 2 abstentions; p. 1514.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale,

Impôts. - IMPOTS INDIRECTS.

TAXE DE SEJOUR (suite).

Proposition de loi modifiant les lois relatives aux taxes de séjour des étrangers, coordonnées le 12 octobre 1953.

Doc. — N° 370. Rapport de Mme Beeckman-Vve Vandervelde.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 58 (22 novembre 1956).

Renvoi à la Commission de la Justice; p. 187 (11 décembre 1956).

TAXES ASSIMILEES AU TIMBRE.

Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre.

Ann. — Retrait du projet de loi; p. 8 (13 novembre 1956).

Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre.

Doc. - Nº 47. Rapport de M. Harmegnies.

La discussion générale est close.

Ann. Discussion générale (11 décembre 1956).
 Discours de M. HARMEGNIES, rapp. (demande au Sénat de voter le projet à l'unanimité); p. 195.

Discussion de l'article unique (11 décembre 1956). Adopté sans observations; p. 195.

Vote (20 décembre 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 160 voix contre 1 et 1 abstention; p. 258.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi modifiant le Code des faxes assimilées au timbre en vue d'accorder l'exemption de certaines taxes aux organismes chargés de veiller aux sépultures de militaires étrangers.

Doc. — Nº 194. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 229. Rapport de M. Breyne.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion des articles (10 avril 1957). Art. 1 à 4.

Adoptés sans observations; p. 1268.

Vote (10 avril 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 143 voix et 4 abstentions ; pp. 1311, 1312.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Taxe de luxe.

Projet de loi portant ratification de l'article 2 de l'arrêté royal du 5 décembre 1955 modifiant le règlement général sur les taxes asimilées au timbre.

Doc. — Nº 195. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 230. Rapport de M. Ligot.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (10 avril 1957). Adopté sans observations ; pp. 1268, 1269.

Vote (10 avril 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 143 voix et 4 abstentions; pp. 1311, 1312. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale. Impôts. – V. aussi Affaires étrangères. – V. aussi Interpellations/Moureaux.

Incapacité. - V. Droit civil/Casier civil.

Incidents. - V. Chambres législatives/Sénat.

Industrie. - V. Commerce et Industrie.

I.N.R. - V. Communications/Radiodiffusion.

Insolvabilité frauduleuse. — V. Procédure pénale/Contrainte par corps.

Institutions d'éducation de l'Etat. - V. Enseignement.

Institut National de crédit agricole. — V. Agriculture/ Prêts agricoles.

Interpellations.

COULONVAUX.

Ann. — Interpellation au Premier Ministre et au Ministre de l'Intérieur « sur les mesures prises par le gouvernement dans la limite de ses pouvoirs pour s'assurer que les travaux de revision de la Constitution se poursuivent et s'achèvent avant la fin de la législature ». — Demande; p. 405 (24 janvier 1957).

d'ASPREMONT LYNDEN (Comte).

Ann. — Interpellation à M. le Ministre des Affaires étrangères « sur les conditions dans lesquelles il a signé un accord culturel avec l'U.R.S.S. et sur l'impérieux devoir de la Belgique de dénoncer sans retard cet accord »; demande; p. 9 (13 novembre 1956).

La discussion est fixée au jeudi 29 novembre; p. 80 (27 novembre 1956).

M. SPAAK, m.a.étr., déclare qu'il doit assister ce jeudi à une réunion des experts de la relance européenne et demande que la discussion soit fixée au mardi 3 décembre; p. 86 (27 novembre 1956).

Discussion (4 décembre 1956).

M. le PRESIDENT fait des observations relatives aux dispositions réglementaires en matière de temps de parole; p. 122.

Discours du comte d'ASPREMONT LYNDEN (concernant les circonstances dans lesquelles le Ministre des Affaires étrangères a donné sa signature à l'accord culturel belgo-soviétique, le nombre des ministres envoyés en Russie pour la négociation des termes de l'accord et pour la signature de celuici, les fonctionnaires supérieurs faisant partie de la délégation et les journalistes ayant suivi le voyage, les événements internationaux et plus spécialement la répression russe en Hongrie. l'absence ou le manque d'informations pendant le séjour en Russie, le communiqué signé avec M. Chepilov; l'accord culturel et son contenu; la dénonciation rapide et radicale de cet accord; pp. 122 à 127;

Observations de MM. ROLIN, ORBAN, SPAAK, m.a.étr., DOUTREPONT, MOULIN, DE BLOCK, le PRESIDENT, YERNAUX et DEHOUSSE; pp. 123 à 127;

MM. SPAAK, m.a.étr. (concernant l'inopportunité du voyage en Russie, l'atmosphère de détente internationale qui a précédé les visites qui ont eu lieu Interpellations. - d'ASPREMONT LYNDEN (comte) (suite).

> à Moscou en application de la politique de compréhension; la date du voyage, la chronologie du voyage et des événements internationaux, les déclarations de M. Chepilov, les nouvelles données, les consultations téléphoniques avec M. Larock, Ministre du Commerce extérieur, les déclarations faites à son retour de Moscou; l'accord culturel, l'accusation d'alliance communiste, l'article relatif à la culture commune, la dénonciation de l'accord, la non-

application de l'accord en l'absence de commission permanente mixte); pp. 127 à 133;
Observations de MM. ORBAN, comte d'ASPRE-MONT LYNDEN, le PRESIDENT. STRUYE, SMETS, LAROCK, m.c.ext.; pp. 127 à 133;

STRUYE (concernant l'erreur commise par le Ministre des affaires étrangères de s'être mis dans l'impossibilité de rester en contact avec le monde extérieur dans une période où des crises graves s'annoncent; les termes de l'accord culturel, la collaboration de groupements de jeunesse reconnus, les intérêts culturels communs. l'absence d'exemples étrangers; l'ordre du jour qu'il a déposé); pp. 134 à 135; Observations de MM. DOUTREPONT, DE BLOCK.

VAN REMOORTEL, COLLARD, m.i.p., SPAAK,

m.a.étr.; pp. 134 à 135;

ROLIN (concernant la forme de l'accord culturel, le fait que l'intervention du Parlement s'impose, étant donné qu'il y a prévision de création de bourses d'études pendant cinq ans, la dénonciation de l'accord et la solution meilleure qu'est la suspension de l'exécution de cet accord jusqu'à ce que les circonstances soient redevenues normales et favorables à des échanges culturels) ; pp. 135 à 136 ;

Observations de M. STRUYE; p. 136;

DEHOUSSE (s'associe à la thèse exposée par M. RO-LIN, rectifie l'observation qu'il a faite le 14 novembre dernier au sujet de la force obligatoire de l'accord culturel; dit qu'il n'est pas partisan des accords culturels en forme simplifiée, demande que les accords soient publiés, désapprouve la dénonciation de l'accord et dit que nous nous trouvons devant la notion nouvelle d'impossibilité psychologique

d'exécution; pp. 136 à 137; le PRESIDENT (rappelle la teneur de l'ordre du jour déposé par MM. STRUYE et Edg. DE BRUY-NE; annonce un second ordre du jour déposé par MM. ROLIN et COULONVAUX); p. 137;

COLLARD, m.i.p. (concernant la justification de l'accord culturel, la solution des problèmes d'ordre matériel qui se posaient à la suite des échanges culturels déjà existants, les accords culturels conclus avec d'autres pays, la révision de la technique et de la politique de négociation et de conclusion des accords culturels, la commission permanente mixte. les intérêts culturels communs, les échanges de groupements

de jeunesse); pp. 137 à 138; Observations de MM. ROLIN. DEHOUSSE et STRUYE; p. 138.

L'incident est clos.

Vote sur les ordres du jour (6 décembre 1956). L'ordre du jour de confiance est adopté; par 85 voix contre 67 et 4 abstentions; p. 177.

de DORLODOT (Baron).

Ann. - Interpellation au Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction « sur les taux usuraires appliqués par l'administration pour la location de certains terrains ». - Demande ; p. 198 (18 décembre 1956).

Interpellations. - de DORLODOT (baron) (suite).

Discussion (23 janvier 1957).

Discours du baron de DORLODOT (concernant la redevance pour un terrain appartenant à l'Etat et situé le long d'une route de l'Etat; la fixation de la redevance ; le fait précis qui justifie l'intervention de l'orateur : demande au Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction et au Sénat s'ils sont d'accord avec le taux de 15 p. c. prévu pour la fixation de la redevance); p. 374;

Observations de M. DE BOODT; p. 374;

VANAUDENHOVE, m.t.p.r. (concernant la redevance pour la location d'un terrain de l'Etat; les raisons invoquées par son prédécesseur de 1927 pour modifier la méthode alors en vigueur ; démontre que le taux de location de 15 p.c. n'est pas excessif; déclare maintenir la législation en vigueur) ; pp. 374 à 375:

Observations de M. le PRESIDENT, baron de DOR-LODOT. M. BOUILLY; p. 375.

L'incident est clos.

DELOR.

Ann. - Interpellation au Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction « sur le refus du département des Travaux publics de donner à la Société R.I.T. de Genval, l'autorisation d'ériger de nouvelles installations sur le territoire de la commune de Rixensart ». - Demande; p. 969 (14 mars 1957).

DESMEDT (R.).

Ann. - Interpellation à M. le Ministre de l'Intérieur « sur les incidences de la modification des critères appliqués à la répartition du Fonds des communes et du Fonds communal d'Assistance publique ». -Demande; p. 195 (11 décembre 1956).

Discussion (19 décembre 1956).

Discours de MM. R. DESMEDT (concernant la situation intenable créée dans les communes rurales par l'application de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances communales et provinciales; l'insuffisance du montant mis à la disposition du Fonds des communes ; la loi du 18 juillet 1955 ; l'équilibre du budget des communes rurales ; les retenues opérées par la nouvelle loi ; la loi de 1956 ; la majoration de 5 p.c. du Fonds des communes et sa répartition; cite des exemples; parle des additionnels sur l'impôt foncier comme seul revenu; de la lourde charge de l'entretien de la voirie); pp. 223 à 224:

Observations de MM. le PRESIDENT et VAN BUGGENHOUT; p. 224;

VERMEYLEN, m.i. (répond à M. R. DESMEDT quant à l'application de la loi du 24 décembre 1948 et cite des exemples; parle de la modification dans la répartition des subsides, les dettes des communes, les retenues ; la solution au problème actuel des communes. les mesures générales à prendre, l'entretien de la voirie dans les communes et la perception d'une taxe spéciale); pp. 224 à 225;

d'ASPREMONT LYNDEN (abonde dans le sens de M. R. DESMEDT et apporte une confirmation chiffrée sur la situation de certaines communes de sa région ; parle des travaux publics et de l'entretien des routes, les services techniques provinciaux ; répond au Ministre de l'Intérieur); pp 225 à 226;

Observations de M. VERMEYLEN, m.i.; p. 226;

Interpellations. — DESMEDT (R.) (suite).

PONCELET (concernant la situation des communes de la province de Luxembourg ; la loi du 24 décembre 1948 et ses conséquences; la loi de 1955 et les prélèvements ; la répartition du Fonds des communes; les additionnels; formule des griefs contre la gestion du ministre); pp. 226 à 227;

GODIN (concernant l'assainissement des finances communales et l'équilibre des budgets des communes; le recours abusif à l'emprunt pratiqué par certaines communes. la répartition du Fonds des communes); pp. 227 à 228;

Observations de MM. VERMEYLEN et GODIN; pp. 227 et 228;

VAN PETEGHEM (se déclare d'accord avec M. R. DESMEDT et parle de la situation dans la commune d'Eksaarde); p. 228;

VERMEYLEN. m.i. (justifie sa politique; parle de la situation d'ensemble des communes, les critères actuels; répond aux orateurs; pp. 228 à 229;

Observations de MM. PONCELET et GODIN; p. 228;

R. DESMEDT (concernant les dépenses libres dans les communes où les centimes additionnels s'élèvent à plus de 1.000 ou 1.500, l'augmentation des dettes: les subsides de l'Etat au Fonds des communes et les critères de répartition) ; p. 229 ;

Observations de M. VERMEYLEN, m.i.; p. 229. L'incident est clos.

DUVIEUSART.

Ann. - Interpellation à M. le Ministre des Finances « sur a) les explications absolument incomplètes qu'il a données au Sénat lors des débats sur le budget des Voies et Moyens ; b) l'expédient insolite auquel il a dû avoir recours de toute urgence, et spécialement dès le 21 décembre 1956, pour parer à la crise de la trésorerie ; c) les conséquences graves qui découlent, pour le pays, de la politique financière du gouvernement ». — Demande ; observations de MM. HARMEGNIES. le PRESIDENT. DUVIEUSART; p. 296 (15 janvier 1957).

Discussion (17 janvier 1957).

Discours de MM. DUVIEUSART (concernant la note schématique qu'il a adressée au Ministre des Finances : l'examen de la situation financière du pays lors de la discussion du budget des Voies et Moyens; la déclaration du Premier Ministre, du Ministre des Finances et de son remplaçant à la Chambre, M. Rey; la situation de la trésorerie; l'avance demandée aux banquiers le 21 décembre et le délai de remboursement; la situation : remboursement dettes extérieures – Fonds monétaire : l'opération de 1952 par M. JANSSEN et celle de 1956 par M. LIEBAERT; les opérations de soutien du Fonds des rentes ; les conséquences de la politique gouvernementale ; la mesure du déficit ; propose que le Sénat invite la Commission des Finances à faire un rapport sur l'état des récents engagements du Trésor vis-à-vis des banques et de la Banque Nationale et sur les exigences de son assainissement); pp. 326 à 330;

Observations de MM. DOUTREPONT, LIEBAERT, m.f., HARMEGNIES, REMSON, DULIEU; pp. 326 à 330 :

LIEBAERT, m.f. (concernant le contenu des deux notes de M. DUVIEUSART; l'aspect technique de l'opération financière de 1952 et de celle de

Interpellations. - DUVIEUSART (suite).

1956; l'avance faite par les banques, le montant, la date de remboursement ; la situation exacte des finances publiques); pp. 330 à 331; Observation3 de M. ANCOT; p. 331;

ADAM (concernant l'appel aux banques du 21 décembre dernier; les informations incomplètes fournies au Parlement ; le prélèvement conjoncturel ; les institutions financières parastatales; les avances aux institutions publiques de crédit et aux sociétés nationales d'habitations, les échéances; le crédit communal; les emprunts auprès des parastataux; le recours plus grand des banques à l'intervention de la Banque Nationale ; la justification de l'opération sur le Fonds monétaire international; les moyens financiers classiques : impôt et emprunt ; les causes des difficultés de trésorerie ; l'assurance maladieinvalidité; le déficit permanent de la S.N.C.B.; la concentration des travaux publics en un même lieu; les taxes compensatoires et les impôts indirects); pp. 331 à 335;

Observations de MM. LIEBAERT, m.f., DE BOODT, DULIEU, BOUILLY. HARMEGNIES, DOUTREPONT, HOUGARDY, le PRESIDENT; pp.

332 à 334;

VAN ACKER, p.m. (concernant la situation financière du pays ; les difficultés de trésorerie ; le plafond des avances de la Banque Nationale ; l'argent ; le système du recours à des emprunts ; le montant des emprunts contractés par le gouvernement précédent et le gouvernement actuel ; l'encaisse-or ; les difficultés des dernières semaines ; le coût de la vie et la diminution du pouvoir d'achat; l'exposition de 1958; pp. 335 à 337;

Observations de MM. VAN HOUTTE. HARME-GNIES. ROLIN. P. DE SMET. ORBAN, DE WINTER. DULIEU. DEHOUSSE, STRUYE, DUVIEUSART. ADAM. PHOLIEN, DE DUVIEUSART. ADAM. PHOLIEN, DE BOODT, ANCOT, Léon SERVAIS; pp. 335 à

337:

STRUYE (annonce le dépôt d'un ordre du jour ; parle de la portée fondamentale de l'interpellation; la déclaration du Ministre des Finances du 19 décemcembre dernier ; le caractère insolite des opérations passées avec les banques ; lit le texte de son ordre du jour; pp. 337 à 339;

Observations de MM. HARMEGNIES. VAN ACKER p.m., le PRESIDENT, ORBAN; pp. 337

à 338;

COULONVAUX (concernant le libellé de l'interpellation et son développement ; l'opération financière ; la situation financière actuelle; l'exposé de M. STRUYE; la revision de la Constitution); p. 339;

Observations de MM. R. HOUBEN, STRUYE, VAN GERVEN, ORBAN, FERIJN; p. 339;

le PRESIDENT (rapelle les termes de l'ordre du jour déposé par MM. STRUYE et RONSE; annonce le dépôt d'un ordre du jour de confiance émanant de MM. COULONVAUX et ROLIN); pp. 339 à 340;

DOUTREPONT (répond à M. ADAM concernant les chiffres du budget; la dette publique; répond à certaines allusions de M. VAN HOUTTE); p. 340.

L'incident est clos.

Vote sur les ordres du jour (24 janvier 1957).

L'ordre du jour de confiance est adopté par 90 voix contre 73 et 2 abstentions; p. 396.

M. STRUYE demande qu'il soit procédé à un second

Interpellations. — DUVIEUSART (suite).

vote portant sur l'ordre du jour qu'il a déposé; p. 397;

Observations de MM. le PRESIDENT, DOUTRE-PONT, HARMEGNIES, PARMENTIER, DEL-MOTTE, ROLIN; pp. 397, 398;

La démande de M. STRUYE n'est pas adoptée : p. 398.

Interpellation au Ministre des Communications « sur le retard et l'insuffisance de réponse à une question qu'il lui a posée, par la voie des questions parlementaires, le 4 décembre 1956, au sujet de la reclassification d'une partie du personnel de la Régie des Télégraphes et Téléphones ». - Demande; p. 626 (13 février 1957).

La discussion est jointe à celle du Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1957.

LEYNEN.

Ann. - Interpellation de M. le Ministre de l'Instruction publique « sur la création d'une école primaire de l'Etat à Lanaken, ainsi que sur l'annexion de la section préparatoire de l'athénée royal de Hasselt à l'école normale de l'Etat de cette ville ». — Demande; p. 9 (13 novembre 1956).

Discussion (27 novembre 1956).

Discours de MM. LEYNEN (base le développement de son interpellation sur deux faits qui se sont produits dans le Limbourg : le détachement de la section préparatoire de l'athénée royal de Hasselt pour l'annexer à la nouvelle école normale de l'Etat et la création de la toute première école primaire de l'Etat à Lanaken; parle de la « lutte scolaire à Knokke », du château Alicebourg, rend hommage aux collecteurs de l'œuvre « Ecole et Famille »);

Observations de MM. ROLIN, ORBAN, DEKEY-ZER, YERNAUX, DECOENE, HENSKENS,

SLEDSENS; pp. 81 à 86;

COLLARD, m.i.p. (répond aux questions de M. LEY-NEN au sujet des faits scolaires qui se sont produits à Hasselt et à Lanaken, parle de la situation de l'enseignement dans la province de Limbourg, de la commune de Assebroek, de l'aquisition du château Alicebourg); pp. 87 à 91;

Observations de Mile DRIESSEN, MM. STRUYE, ORBAN, SLEDSENS, YERNAUX, le PRESI-DENT, BUSIEAU, MOREAU de MELEN, DE-

MARNEFFE; pp. 88 à 91;

VERMEYLEN, m.i. (parle de son entretien avec le bourgmestre de Lanaken et de son ignorance quant à l'achat d'une propriété par la commune); p. 91;

DELPORT (concernant l'esprit de l'intervention du ministre à Lanaken, reproche au ministre ses conceptions étatiques dans le domaine de l'enseignement, parle de la situation à Tirlemont); pp. 91

LEYSEN (revient sur certains aspect de la situation existant à Lanaken, parle de l'article 1er de la loi du 27 juillet 1955, de l'autonomie communale, proteste contre la politique scolaire du ministre); p. 92;

Observations de MM. COLLARD, m.i.p., VERMEY-LEN, m.i., DULIEU; p. 92;

VERMEYLEN, m.i. (proteste vivement contre les accusations lancées par M. LEYSEN); p. 92; Observation de M. ORBAN; p. 92;

Interpellations. - LEYNEN (suite).

HENSKENS (parle de la situation scolaire à Hasselt, des écoles normales de l'Etat ou libres en pays flamand); p. 93;

Observations de MM. ORBAN, SLEDSENS; p. 93; le PRESIDENT (annonce le dépôt de 1° un ordre du jour de confiance de M. BUSIEAU, Mme CISE-LET, MM. CROMMEN et PARMENTIER; 2° un ordre du jour de MM. STRUYE et Edg. DE BRUYNE); pp. 93 et 94; ERMEYIEN mi (deire

VERMEYLEN, m.i. (désire savoir quelle est la décision du Conseil communal de Lanaken visée dans la

motion de la droite) ; p. 94 ; LEYNEN (répond aux Ministres de l'Intérieur et de l'Instruction publique, reparle de la situation à Lanaken et de l'acquisition du château Alicebourg); pp. 94 à 95;

Observations de MM. VERMEYLEN, m.i., COL-LARD, m.i.p., YERNAUX; pp. 94 et 95;

VERMEYLEN, m.i. (déclare qu'il n'existait pas d'option au moment où la commune apprit que l'Etat était acquéreur du domaine d'Alicebourg); p. 95; Observations de MM. ORBAN et SLEDSENS;

DE MAN (parle du compromis conclu par la commune de Roulers avec les liquidateurs d'une usine et de la parution d'un arrêté royal sur les expropriations à Roulers en faveur de l'enseignement technique, demande aux Ministres de l'Intérieur et de l'Instruction publique si le compromis, approuvé et transmis à l'Administration provinciale, est valable); pp. 95 et 96;

Observations de M. VERMEYLEN, m.i.; p. 95; VERMEYLEN, m.i. (répond à M. DE MAN concernant le compromis de Roulers, parle de l'enseignement officiel dans le province de Limbourg en général

et à Lanaken en particulier); p. 96; COLLARD, m.i.p. (répond à M. DE MAN au sujet du compromis de Berelers, fournit les explications au sujet de l'achat du domaine d'Alicebourg à Lanaken, parle des délibérations, de ses sources d'information, rappelle les faits qui se sont produits au Conseil communal de Lanaken, de l'école primaire ouverte récemment, de l'école primaire libre et mixte dans la commune de Jandrain-Jandre-nouille, demande à l'opposition de réfléchir à l'im-

portance de son point de vue); pp. 96 à 97; Observations de MM. DELPORT, LEYNEN, DOU-TREPONT, VERMEYLEN, m.i.; pp. 96 et 97;

L'incident est clos.

Vote sur les ordres du jour (6 décembre 1956). L'ordre du jour de confiance est adopté par 85 voix contre 64 et 3 abstentions; p. 176.

MOUREAUX.

Ann. - Interpellation au Ministre des Finances « sur les mesures que compte prendre le gouvernement pour qu'une application étroite et inhumaine de la loi fiscale ne frappe pas les sauveteurs de la catastrophe du Bois du Cazier, à Marcinelle ». - Demande d'urgence; p. 1328 (21 mai 1957).

Ann. - Interpellation au Ministre de l'Agriculture « sur la politique inconsidérée que le gouvernement a l'intention de suivre en ce qui concerne la récolte de froment indigène de 1957 ». — Demande ; p. 432 (30 janvier 1957).

La discussion de cette interpellation est jointe à la discussion générale du budget du Ministère de

l'Agriculture pour l'exercice 1957.

Invalides. - V. Guerre/Victimes civiles. - V. aussi Pensions/Pensions militaires.

Italie. - V. Affaires étrangères/Armes.

J

Jonction Nord-Midi. - V. Communications.

Langues. - V. Armée. - V. aussi Droit public/Conseil d'Etat. - V. aussi Motions d'ordre/de Dorlodot (baron).

Listes. - V. Chambres législatives/Sénat. - V. aussi Organisation judiciaire/Cour de Cassation - Présentation de candidats. - V. aussi Chambres législatives/Sénat - Pétitions.

Location de terrains par les administrations communales. - V. Interpellations/de Dorlodot (baron).

Maisons de jeunesse. - V. Enseignement/Institutions d'éducation de l'Etat.

Maisons de logement. - V. Impôts/Impôts indirects. -Taxe de séjour.

Marcinelle. - V. Catastrophes et Accidents. - V. aussi Interpellations/Moureaux.

Mariage. - V. Droit civil.

Marques de fabrique ou de commerce. — V. Commerce et Industrie/Brevets et marques de fabrique ou de commerce.

Médecins. - V. Art de guérir/Cumul médico-pharmaceutique. - V. aussi Enseignement/Enseignement supérieur - Equivalence de diplômes et titres.

Médecins vétérinaires. - V. Enseignement/Enseignement supérieur.

Milice. - V. Armée.

Mines. - V. Catastrophes et accidents. - V. aussi Commerce et industrie. - V. aussi Interpellations/ Moureaux.

Modèles industriels. - V. Commerce et industrie/Brevets et marques de fabrique ou de commerce.

Mollusques. - V. Eaux et Forêts/Pêche - Pêche maritime.

Monnaie. - V. Finances.

Monuments et sites. - V. Arts, sciences et lettres/Conser vation des monuments et sites.

Motions d'ordre.

COULONVAUX.

Ann. - A la suite d'un article paru dans La Libre Belgique au sujet du voyage parlementaire à Rome, souhaite connaître la liste des membres du Sénat qui y participent; demande s'il existe un rapport de cause à effet entre ce voyage et le fait que le Sénat ne siège pas la semaine prochaine;

Observations de MM. RONSE, ORBAN. COULON-

VAUX :

M. le PRESIDENT dégage la responsabilité du Bureau ; regrette que de tels déplacements soient organisés pendant la session parlementaire; propose au Sénat de s'ajourner sine die ;

Observations du baron NOTHOMB et de M. HAR-

MEGNIES;

M. ROLIN constate qu'en raison de ce voyage les réunions de commission ne seront guère possibles; le baron de DORLODOT fait des observations au sujet des frais qu'entraîne ce voyage;

L'incident est clos; pp. 1447 à 1449 (5 juin 1957).

CUSTERS.

Ann. - Demande le renvoi en commission du projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des ouvriers, afin d'examiner les amendements déposés par le gouvernement. M. TROCLET, m.t.p.s., s'oppose au renvoi en com-

mission;

M. MOULIN demande le rejet de la proposition de M. CUSTERS

M. le PRESIDENT propose de terminer la discussion générale et d'ajourner la discussion des articles ;

Observations de M. R. HOUBEN ;

L'incident est clos; pp. 1424 à 1425 (4 juin 1957).

de DORLODOT (Baron).

Ann. - Demande la traduction in extenso du discours prononcé par M. SDINOY, m.d.n., au cours de la discussion du projet de loi sur la milice;

M. le PRESIDENT déclare qu'il ne peut donner complètement satisfaction au baron de DORLO-DOT, mais qu'il demandera aux rédacteurs du compte rendu analytique de dorner une relation étendue lorsque l'objet en discuss on le justifie par son importance;

L'incident est clos; pp. 1539 à 1540 (26 juin 1957).

DOUTREPONT.

Ann. - Constate que trois séances déjà ont été consacrées au Budget de l'Agriculture et demande au Président de faire usage de son droit de limiter le temps de parole;

M. DE BOODT demande que le temps de parole ne soit pas limité et que la discussion du budget soit

continuée la semaine suivante ;

M. HARMEGNIES demande quand sera discuté le projet relatif à la pension des employés qui figure déjà à l'ordre du jour;

M. CROMMEN demande de terminer le débat ce iour même

M. LEFEBVRE, m.a., demande que le débat soit poursuivi ce jour et continué mardi prochain;

L'assemblée marque son accord sur la proposition formulée par MM. DE BOODT et LEFEBVRE. m.a.;

Observations de MM. le PRESIDENT, HARME-GNIES, VERMEYLEN, m.i. et DE BLOCK, au sujet de la discussion du projet de loi relatif à la pension des employés et du Budget de l'Intérieur; pp. 561 à 562 (7 février 1957).

L'incident est clos.

Motions d'ordre (suite).

DUVIEUSART.

Ann. - Demande que l'assemblée aborde l'examen

des projets relatifs aux problèmes économiques; Observations de MM. R. HOUBEN, HARME-GNIES, BOUILLY, DOUTREPONT et WAR-NANT; pp. 1295 à 1296 (10 avril 1957).

L'incident est clos.

Demande de réunir avant les vacances la Commission spéciale chargée d'étudier le projet de Marché commun et d'Euratom;

Observations de M. le PRESIDENT et du baron de DORLODOT;

L'incident est clos; p. 1573 (27 juin 1957).

FLAMME.

Ann. - Déclare que l'ordre du jour ne prévoyant pas une prolongation de séance, il a pris des engagements et qu'il sera obligé de quitter la séance à 18 heures;

Observations de MM. le PRESIDENT, ORBAN et

DUVIEUSART;
M. le PRESIDENT avance le tour de parole de M. FLAMME; p. 114 (28 novembre 1956). L'incident est clos.

ROLIN.

Ann. - M. ROLIN insiste sur la nécessité d'une coopération efficace entre les commisisons parlementaires et le Conseil interparlementaire de Benelux, demande de prendre contact avec la Chambre;

M. STRUYE demande de ne pas désigner immédiatement les délégués, afin de laisser aux groupes le

temps de conférer;

M. le PRESIDENT marque son accord; p. 12 (13 novembre 1956).

L'incident est clos

STRUYE.

Ann. - M. STRUYE souhaite que le bureau veuille bien, un jour prochain, prendre une décision de principe au sujet des prises de vues photographiques dans la salle des séances :

Observations de MM. BOUILLY, le PRESIDENT. HARMEGNIES; p. 12 (13 novembre 1956).

Motion d'ordre relative à la réunion simultanée, le lendemain, des commissions réunies des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et de la Commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi relatif à la taxe exceptionnelle de conjoncture, alors que la réunion de cette dernière commisison avait été à l'unanimité fixée à la semaine suivante ;

M. PARMENTIER (invoque l'urgence du projet et demande de suivre la suggestion faite par le gouvernement);

M. STRUYE (déclare que le Président de la commission a décidé de sa propre initiative de modifier la décision prise par la commission et estime qu'il n'a pas ce droit);

M. ROLIN (déclare que les commissions se réunissent sur convocation du président qui prend l'avis de la commission mais peut, s'il y a un fait nouveau, retarder, ajourner ou avancer la réunion de la commission);

M. le PRESIDENT (dit que le Ministre des Affaires étrangères revient exprès de l'étranger pour faire une communication aux commissions réunies et que la réunion ne peut donc être remise);

Motions d'ordre. - STRUYE (suite).

M. STRUYE (demande que la Commission spéciale se réunisse le lendemain, mais à une autre heure) ; Observations de MM. DUVIEUSART. ANCOT, VAN HOUTTE, DOUTREPONT et NIHOUL; pp. 712 à 714 (20 février 1957).

L'incident est clos.

M. STRUYE demande l'avis du Président et de l'Assemblée au sujet des nouvelles dispositions fort importantes en matière militaire que le gouvernement compte communiquer à la Chambre des Représentants seulement. - Estime qu'il serait inadmissible qu'une des deux Chambres fut tenue dans l'ignorance de cette déclaration et demande que le Ministre de la Défense nationale ait les mêmes égards pour le Sénat que pour la Chambre ;

M. le PRESIDENT déclare avoir fait une démarche auprès du Premier Ministre, que celle-ci n'a pas abouti parce que le Premier Ministre estime que le Sénat aura l'occasion d'instituer un débat au sujet des questions militaires lors de la discussion du projet de loi sur la milice. - Propose de discuter

ce projet le mardi suivant; M. STRUYE demande que ce projet soit mis à l'ordre

du jour du jeudi suivant;

Le baron de DORLODOT déclare avoir demandé la réduction de la durée du service militaire il y a dix

M. DE BLOCK, critique l'aspect politique de la mo-

M. HARMEGNIES s'oppose à la proposition de M. STRUYE:

Mme CISELET marque l'accord de son groupe avec la déclaration du Président ;

M. VAN BUGGENHOUT fait des observations au sujet du dépôt tardif d'amendements; L'incident est clos; pp. 1498 à 1500 (18 juin 1957).

Mouvement européen. - V. Congrès du Mouvement européen à Rome.

Moyen-Orient. - V. Affaires étrangères/Hongrie et Moyen-Orient.

N

Naissances princières. - V. Président/Relations extérieurs. - V. aussi Roi et Famille royale.

Nationalité. - V. Droit public.

Naturalisations.

Projets de loi accordant la naturalisation.

. — Nº 48. Rapport de MM. V. De Bruyne, Allard, Delor, chev. de Schaetzen, Doutrepont, Knops, Mme Gerbehaye-Vve Lehouck, MM. Oblin et Van Bulck.

Nº 49. Feuilletons nºs 1 à 15.

Ann. - M. le PRESIDENT propose une dérogation aux articles 63 et 65 du règlement pour inscrire la prise en considération des demandes de naturalisation, de façon à pouvoir voter le jeudi 20 décembre;

L'Assemblée marque son accord ; p. 198 (18 décembre 1956).

Naturalisations (suite).

Scrutin sur la prise en considération; pp. 218, 219. 229 à 236 (19 décembre 1956). Pas de discussion générale.

Discussion des articles uniques (20 décembre 1956). Les articles uniques sont adoptés sans observations; pp. 251 à 258.

Vote (20 décembre 1956).

L'ensemble des projets de loi est adopté par 160 voix contre 1 et 1 abstention; pp. 258, 259.

Les projets de loi seront soumis à la sanction royale.

Projets de loi accordant la naturalisation.

Doc. — Nº 220. Rapport de MM. V. De Bruyne, Allard, de la Vallée Poussin, Delor, le chevalier de Schaetzen, Doutrepont, Knops, Mme Gerbehaye-Vve Lehouck, MM. Oblin et Van Bulck.

N° 221. Feuilletons n°s 1 à 17.

Ann. — Scrutin sur les prises en considération; pp. 1249
à 1250 (9 avril 1957); p. 1264 (10 avril 1957).
Pas de discussion générale.

Discussion des articles uniques (10 avril 1957). Adoptés sans observations ; pp. 1299 à 1311.

Vote (10 avril 1957).

L'ensemble des projets de loi est adopté par 137 voix contre 6 et 4 abstentions ; p. 1311.

Les projets de loi seront soumis à la sanction royale.

Navigation intérieure. — V. Communications.

Neerpelt. - V. Communes/Territoire des communes.

Notariat.

Projet de loi interprétant l'article 31, alinéa 2, de la loi du 25 Ventôse, An XI, contenant organisation du notariat, modifié par la loi du 23 octobre 1950.

Doc. — N° 22. Exposé des motifs et projet de loi.
 N° 209. Rapport de M. Derbaix.

Ann. -

Discussion générale (4 avril 1957).

Discours de M. DERBAIX, rapp. (concernant la portée du projet et les règles qui doivent présider à la suppression d'études notariales); p. 1224;

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (4 avril 1957). Adopté sans observations; pp. 1224 à 1225.

Vote (4 avril 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 128 voix et 2 abstentions ; pp. 1240, 1241.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

0

Objecteurs de conscience. - V. Armée/Milice.

Office des chèques postaux. — V. Communications/Chèques postaux.

Office des cités africaines. - V. Colonies.

Office des Sequestres. - V. Finances.

Office d'exploitation des transports coloniaux. — V. Colonies/Communications — OTRACO.

Office national du ducroire. - V. Commerce et Industrie.

Office National pour l'Achèvement de la jonction Nord-Midi. — V. Communications/Jonction Nord-Midi.

Officiers. - V. Armée.

Opium. — V. Affaires étrangères/Agriculture et horticulture.

Ordre des travaux. - V. Chambres législatives - Sénat.

Organisation européenne d'études photogrammétriques expérimentales. — V. Affaires étrangères/Arts, sciences et lettres — Photogrammétrie.

Organisation internationale du Travail. — V. Affaires étrangères/Travail.

Organisation judiciaire.

Projet de loi modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire modifiée par la loi du 10 juin 1955. Doc. — N° 139. Exposé des motifs et projet de loi. N° 181. Rapport de M. Pholien.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion des articles (4 avril 1957). (Texte présenté par la Commission.)

Art. 1 à 4.

Adoptés sans observations; p. 1225.

Vote (4 avril 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 128 voix et 2 abstentions; p. 1241.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

COUR DE CASSATION.

PRESENTATION DE CANDIDATS.

Liste des candidats présentés par la Cour de Cassation, le 11 juillet 1956, pour la place de conseiller à la dite Cour, vacante à la suite de la démission de M. Demoulin, Conseiller.

Doc. - Nº 7. Liste des candidats.

Ann. — Transmission de la liste des candidats présentés par la Cour de Cassation à une place de conseiller vacante; la présentation de la liste du Sénat sera faite au cours d'une séance ultérieure; p. 6 (13 novembre 1956).

M. le PRESIDENT annonce la désignation des candidats au cours de la séance du 28 novembre 1956;

p. 58 (22 novembre 1956).

Scrutin (6 décembre 1956).

M. CONSTANT, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est proclamé premier candidat;
p. 173.
M. VROONEN, ayant obtenu la majorité absolue

M. VROONEN, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est proclamé second candidat; p. 173.

HUISSIERS.

Projet de loi modifiant le Décret impérial du 14 juin 1813. portant règlement sur l'organisation et le service des huissiers.

Doc. — Nº 210. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Projet de loi relatif aux fonctions d'huissier de justice. Doc. — N° 332. Exposé des motifs et projet de loi.

Organisation judiciaire (suite).

PERSONNEL JUDICIAIRE. GREFFIERS.

Projet de loi portant révision du statut des greffiers de l'ordre judiciaire et du personnel des greffes, des cours et des tribunaux.

Doc. - Nº 269. Projet amendé par la Chambre des Représentants.

Nº 391. Rapport de M. Van Hemelrijck.

REGIE DU TRAVAIL PENITENTIAIRE.

Ann. - Transmission pour l'exercice 1954 de 1º le rapport sur l'activité de l'institution ; 2º le bilan général et le compte général de profits et pertes; 3º les bilans et les comptes de profits et pertes particuliers des ateliers de la Régie disposant de 25.000 francs et plus de capital immobilisé en machines et outils; p. 8 (13 novembre 1956).

Transmission pour l'exercice 1955 de 1° le rapport sur l'activité de l'institution; 2° le bilan général et le compte général de profits et pertes ; 3º les bilans et les comptes de profits et pertes particuliers des ateliers de la Régie disposant de 25.000 francs et plus de capital immobilisé en machines et outils; pp. 1123, 1124 (27 mars 1957).

TRIBUNAUX DE POLICE.

Projet de loi étendant la compétence territoriale du tribunal de police d'Anvers. Doc. — Nº 246. Rapport de M. DE BAECK.

Ann. -

Discussion générale (6 juin 1957).

Discours de MM. SLEDSENS (concernant le but du projet; l'intervention des administrations communales dans les frais des tribunaux de police ; la tendance à l'annexion de la ville d'Anvers ; la situation des fonctionnaires du ministère public près les tribunaux de police qui seront supprimés); pp. 1473 à 1474;

LILAR. m.j. (répond aux questions de M. SLED-SENS); p. 1475.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (6 juin 1957). (Texte présenté par la Commission.)

Art. 1 à 3.

Adoptés sans observations; p. 1475.

Vote (6 juin 1957).

Le baron de DORLODOT justifie son vote ; p. 1486. L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 8 abstentions; pp. 1487, 1488;

Le projet de loi est renvoyé à la Chambre des Représentants.

Organismes et Services déclarés nuls. - V. Finances/ Comptabilité de l'Etat.

OTRACO. - V. Colonies/Communications.

Ouverture de la session. - V. Chambres législatives -Sénat.

Ouvriers. - V. aussi Ouvriers civils. - V. aussi Motions d'ordre/Custers. - V. aussi Pensions/Vieillesse et décès prématuré. - V. aussi Travail/Salaires et traitements.

Overpelt. - V. Communes/Territoire des communes.

Paternité et filiation. - V. Droit civil.

Pays-Bas. - V. Affaires étrangères/Assurances - Responsabilité civile. - V. aussi Affaires étrangères/ Benelux. - V. aussi Affaires étrangères/Frontières.

Pêche. - V. Affaires étrangères. - V. aussi Eaux et Forêts.

Pensionnats. - V. Enseignement/Institutions d'éducation de l'Etat.

Pensions.

PENSIONS DE REPARATION.

Proposition de loi complétant l'article 45 des lois sur les pensions de réparation coordonnées par arrêté du Régent du 5 octobre 1948.

Doc. - Nº 106. Proposition de loi de M. Allard. Nº 368, Rapport de M. Custers.

Ann. - Prise en considération. - Renvoi en commission; p. 801 (28 février 1957). Renvoi à la Commission des Finances; p. 1661 (4 juillet 1957).

PENSIONS MILITAIRES.

Proposition de loi tendant à interpréter et à compléter la loi du 14 février 1955 réglant l'attribution de bonifications d'ancienneté à certains invalides de la guerre de 1940-1945.

Doc. - Nº 146, Rapport de M. Vreven.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (13 mars 1957).

L'article unique est rejeté.

En conséquence le Sénat se rallie aux conclusions de la commission tendant au rejet de la proposition de loi; p. 944.

VIEILLESSE ET DECES PREMATURE. AGENTS DES POUVOIRS PUBLICS

Projosition de loi complétant la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques.

Doc. - Nº 172. Proposition de loi de M. De Grauw.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 1086 (26 mars 1957).

EMPLOYES.

Proposition de loi relative à la pension des employés. Doc. - Nº 94. Rapport de M. Parmentier.

Ann. - Discussion générale jointe à celle du projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des employés; p. 603 (13 février 1957).

La proposition vient à tomber par suite de l'adoption du projet de loi relatif à la pension des employés.

Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des employés.

Doc. - Nº 94. Rapport de M. Parmentier.

Nº 117. Amendements proposés par M. Léon Servais.

Nº 121. Amendements proposés par M. Neels. Nº 127. Amendement proposé par M. Neels. Nº 130. Amendement proposé par M. Custers.

Nº 131. Amendement proposé par M. Neels.

Pensions. - VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.

EMPLOYES (suite).

Nº 132. Amendement proposé par M. Parmentier.

Nº 133. Amendement proposé par M. Briot.

Nº 135. Amendement présenté par le Gouvernement.

Nº 136. Amendement proposé par Mlle Driessen.

Nº 137. Amendements proposés par M. R. Houben.

Nº 138. Amendements proposés par M. R. Houben.

Nº 144. Amendements proposés par M. Noël.

Nº 145. Sous-amendement proposé par M. Neels à

l'amendement du Gouvernement (Doc. nº 135). N° 147. Amendements proposés par M. Warnant.

Nº 149. Amendements présentés par le Gouverne-

Nº 151. Sous-amendement de M. Jespers à l'amendement de M. Léon Servais.

Nº 152. Amendements proposés par M. Noël.

Nº 156. Sous-amendement proposé par M. Neels à l'amendement du Gouvernement.

N° 160. Texte adopté au premier vote. N° 203. Rapport complémentaire de M. Parmentier. Nº 359. Projet amendé par la Chambre des Repré sentants.

Nº 361. Rapport de M. Parmentier.

Nº 366. Amendement proposé par M. Neels.

Nº 373. Amendements proposés par M. R. Houben.

Ann. -

Discussion générale (13 février 1957).

Discours de MM. PARMENTIER, rapp. (concernant la date du dépôt du projet, son but essentiel et ses correctifs, son côté technique; les renseignements demandés et les revendications : l'examen simultané du projet gouvernemental et de la proposition de loi de M. Léor Servais, à qui il rend hommage; l'addendum au rapport qui est le compte rendu des amendements présentés; l'amélioration de la situation des vieux pensionnés du secteur civil, l'allocation spéciale de 2.000 francs ; les avantages prévus accordés avec effet rétroactif au 1er janvier 1956; l'établissement du nouveau plan de financement ; le tableau des avantages et des inconvénients du projet dressé par la F.I.B.); pp. 603 à 605;

TROCLET, m.t.p.s. (rend hommage à la Commission du Travail et de la Prévoyance sociale tout entière, à M. PARMENTIER et à M. Léon SERVAIS; fait un exposé doctrinal et général sur le problème de la pension des employés; rappelle brièvement la structure du régime actuel; parle des caractéristiques du projet qui est un projet de loi de système définitif sans être immuable et auquel on peut apporter des améliorations sans modifier la structure du système; traite du problème de financement : les cotisations, les taux, le plafond ; les quatre systèmes de financement en matière de pension de retraite et de survie : la capitalisation individuelle, la répartition pure, la répartition étalée, la capitalisation collective qui est le système adopté; le problème des réserves mathématiques, l'instauration du système de la prime nivelée; parle du problème institution-nel; du pluralisme des caisses et de leur condition d'existence : création d'une deuxième réserve mathématique appelée fonds B, constitution d'une troisième réserve appelée fonds de répartition, versement de ces deux réserves dans un « fonds de péréquation » avec le bénéfice sur la gestion du portefeuille assurance-pension des employés; traite du problème des prestations : les règles générales relatives à ces

Pensions. - VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.

EMPLOYES (suite).

prestations, déduction pour anticipation, conditions d'accès à la pension, pension à carrière mixte et à carrière partielle, journées assimilées, pension des employés à l'étranger, les occupations occasionnelles et partielles; parle de l'objectif à atteindre par la loi : réaliser progressivement les 75 p.c.; du problème des « anciens » ; de l'amendement du gouvernement relatif aux anciens ; de la responsabilité de la solidité

financière du régime); pp. 605 à 611; Observations de MM. MOULIN. DULIEU. R. HOUBEN, CUSTERS, Léon SERVAIS, SMETS;

pp. 605 à 611.

Reprise de la discussion générale (13 février 1957).

Discours de MM. TROCLET, m.t.p.s. (concernant la double péréquation du projet de loi : péréquation des traitements et péréquation des pensions); p.

HOUBEN, R. (félicite M. PARMENTIER; parle de ses objections contre le projet ; 1° le régime général du projet et sa tendance à remplacer une assurance sociale par une aide sociale; les conditions requises pour répondre aux exigences de l'assurance sociale; 2º le système tendant à l'étatisation complète. les quinze sociétés d'assurances agréées, la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, la Caisse nationale de la Pension des Employés et de son statut; 3º la suppression des droits bien précisés; l'octroi des avantages soumis à certaines conditions ; la cessation complète de tout travail et son amendement à ce sujet ; 4º le système financier ; la capitalisation individuelle, la capitalisation collective; 5º les avantages prévus qui ne sont pas proportionnels aux charges imposées; les amendements du gouvernement: les défauts techniques du projet : le compte individuel, la législation antérieure ; le montant des cotisations des ouvriers); pp. 613 à 617;

Observations de MM. MOULIN, ANCOT, HAR-MEGNIES, DULIEU, PARMENTIER; pp. 614

MOULIN (remercie les membres de la Commission du Travail et de la Prévoyance sociale et le Ministre ; félicite M. PARMENTIER ; parle de la pension unique, du maintien de la pluralité des caisses, de la question du financement, des pensions extralégales ou complémentaires constituées par les employés; des employés frontaliers; des amendements du gouvernement); pp. 617 à 618;

PARMENTIER, rapp. (répond à M. R. HOUBEN au sujet de ses observations concernant le plan de financement; parle du placement et du contrôle du placement des fonds, du pourcentage d'intérêt possible ; de l'adaptation des plafonds à l'index) ; p. 618 ;

SERVAIS. Léon (s'associe à l'hommage rendu à M. PARMENTIER : établit des comparaisons entre le projet discuté et la proposition déposée par lui le 23 juin 1955; parle de la création d'une caisse unique, de la liberté d'inscription dans une caisse choisie par l'employé. du maintien des 17 caisses actuelles; des plafonds différents dans la sécurité sociale; de l'engagement contractuel entre l'organisme et l'employé; de la gestion paritaire de la Caisse nationale des Pensions pour Employés ; de la nouvelle Caisse nationale des Pensions pour Emplovés: du prêt obligatoire de 500 millions au F.N.A.M.I.; formule des conclusions; lit le texte d'une circulaire remise par l'Administration des Pos-

Pensions. - VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.

EMPLOYES (suite).

tes à tous les percepteurs des postes à propos d'une carte distribuée aux pensionnés payés mensuellement : parle de l'adaptation automatique des pensions; des cotisations et des avantages envisagés par le ministre ; des réserves mathématiques et de la réserve du Fonds d'Allocation pour Employés ; de l'amendement du gouvernement ; conteste les chiffres et les prévisions établissant les charges financières du projet ; parle de l'allocation spéciale de 2.000 fr. aux employés et à tous les pensionnés et demande qui supportera cette charge; traite de la destination des prélèvements ; de la marge de sécurité, de la fusion des régimes, des veuves, du plan de financement, des surestimations de dépenses et des sousestimations des recettes; du retard dans la liquidation des pensions pour ouvriers; des prévisions de réserve accumulée ; de l'affectation des sommes versées par les employés et ouvriers; de la capitalisation individuelle); pp. 618 à 625;

Observations de MM. HARMEGNIES, TROCLET. DULIEU. le PRESIDENT, DOUTREPONT. Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, MM PARMENTIER. ANCOT, R. HOUBEN, DE WINTER, MOULIN. ADAM, SMETS, DUVIEUSART, YERNAUX; pp. 618 à 624;

VAN IMPE (dit que le projet fait preuve d'une grande méfiance dans la capacité de prévoyance des intéressés, aurait voulu lui donner une direction différente en respectant les intérêts légitimes des employés; demande quel usage on fera des 75 milliards dont on parle, quel sera le prix de la gestion; craint que la somme dont on parle passe dans les dépenses de l'Etat); pp. 625 à 626;

Observations de MM. ANCOT, YERNAUX; pp. 625 à 626.

Reprise de la discussion générale (14 février 1957). Mme MELIN-ép. GUILMAIN (concernant les grands principes du projet; les veuves; les amendements du gouvernement; les employés bénéficiaires de la pension d'isolé et la discrimination faite entre les travailleurs des deux sexes); p. 628;

MM. DE BAECK (dit que ses objections rencontrent celles de M. VAN IMPE; parle des inconvénients de la capitalisation individuelle, de la suppression du droit personnel à la pension; du système de répartition suggéré par M. R. HOUBEN); p. 629;

HARMEGNIES (concernant son interpellation adressée le 18 mars 1952 au Ministre Van den Daele sur le retard dans l'amélioration du sort des employés en matière de pension; l'étude parallèle du projet gouvernemental et de la proposition de M. Léon SERVAIS; des amendements du gouvernement; de la pension extra-légale et de la faculté d'obtenir le capital, soit au décès, soit à la retraite; l'âge de la pension; le problème de l'invalidité; les professions accessoires; la question relative au domicile du retraité; souhaite qu'on en vienne à la caisse unique avec le système de répartition); pp. 629 à 631.

Observations de MM. TROCLET. VERHAEST. Léon SERVAIS. R. HOUBEN; pp. 629 à 630;

PARMENTIER, rapp. (concernant les discussions qui ont eu lieu depuis août 1955 au sujet du projet et son accord complet sur le texte actuel; répond à M. HARMEGNIES sur les assurances extra-légales; parle de la liberté pour l'employé de choisir sa Pensions. - VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.

EMPLOYES (suite).

caisse d'assurances; répond à M. VAN IMPE au sujet de l'utilisation des fonds qui seront à la disposition de l'Etat dans les années à venir); p. 631;

Observations de MM. REMSON, HARMEGNIES, DULIEU, Léon SERVAIS; p. 631;

CUSTERS (félicite M. PARMENTIER; compare le but du projet gouvernemental au but de la proposition introduite par M. Léon SERVAIS et parle de la différence fondamentale entre les deux initiatives, de la loi du 18 juin 1930; reproche au ministre de vouloir, par ce projet même, réaliser une étatisation aussi poussée que possible; abonde dans le sens de MM. R. HOUBEN et Léon SERVAIS au sujet des tendances étatiques du ministre; parle de la situation juridique des employés, de leurs droits civils et de l'opinion émise par la presse socialiste même (SETCA); de la destruction de l'autonomie des caisses existant actuellement; de la régression de la gestion paritaire dans les différentes institutions; du contrôle des caisses; des réserves des caisses de pension); pp. 632 à 635;

Observations de M. ANCOT; p. 634;

VAN BUGGENHOUT (concernant les modes de constitution d'une pension; le système de la pension pour les mineurs; la loi de 1930 et la modification de ce régime pour obtenir une augmentation de pension; la gestion paritaire; les pouvoirs du ministre; l'investissement des fonds de pension; la gestion de la caisse des pensions pour employés; les frais d'administration); pp. 637 à 638;

Observations de MM. TROCLET, m.t.p.s, et ANCOT: p. 638;

WARNANT (félicite le rapporteur; parle de la nécessité de revoir le régime des pensions pour employés et les efforts faits en ce domaine; du principe de 75 p.c. de la moyenne des traitements comme base du régime et des solutions différentes préconisées par les libéraux et par les socialistes; du projet actuel qui est une heureuse initiative; de ses amendements; de l'harmonisation de tous les régimes de pension ; du système de financement ; des réserves de l'ordre de 75 milliards; de la faculté pour les employés de demander le paiement anticipé d'un pourcentage d'un certain nombre d'annuités; de l'octroi d'une pension réduite à ceux qui continueraient à exercer leur profession après l'âge normal de la pension; des veuves et la rente de survie à la veuve qui se remarie; des isolés; de la suppression partielle des avantages revenant aux employés de nationalité étrangère; de la pension anticipée des employés; de l'organisme d'assurances qui renonce à son agréation et dont l'effectif d'assu-rés passe à la Caisse nationale des Pensions pour Employés; du double système de juridiction); pp. 639 à 642;

Observations de MM. Léon SERVAIS, ANCOT; p. 639;

MM. PARMENTIER, rapp. (répond à MM. VAN IMPE. CUSTERS et VAN BUGGENHOUT et cite des arguments qui ont été invoqués lors de la création de la Caisse d'Epargne); p. 642;

TROCLET, m.t.p.s. (répond aux orateurs); pp. 642

Observations de MM. Léon SERVAIS, YERNAUX, R. HOUBEN, de la VALLEE POUSSIN, MOU-LIN; pp. 643 à 645. Pensions. - VIEILLESSE ET DECES PREMATURE EMPLOYES (suite).

Reprise de la discussion générale (19 février 1957).

Discours de MM. TROCLET, m.t.p.s. (s'étend sur la réforme du régime, le droit personnel et inconditionnel de l'assuré sur la rente, la gestion des capitaux constitués dans les caisses privées, le problème de la caisse unique, la capitalisation collective, la disproportion invoquée entre les avantages de la nouvelle loi et les efforts demandés aux employeurs et employés; répond aux orateurs); pp. 656 à 661;

Observations de MM. CUSTERS, REMSON, R. HOUBEN, Léon SERVAIS, VERHAEST, SLEDSENS, VAN BUGGENHOUT, le PRESIDENT;

pp. 657 à 660;

Observations de MM. le PRESIDENT, DUVIEU-SART, MOULIN, HARMEGNIES, PARMEN-TIER. rapp., Léon SERVAIS. DELMOTTE TROCLET, m.t.p.s., R. HOUBEN (concernant l'opportunité de renvoyer le projet en commission pour la discussion des amendements); pp. 661 à 662 :

JESPERS (concernant l'exposé des différents points de vue lors de la discussion générale du projet; compare le projet à l'étude à la proposition de M. Léon SERVAIS; les amendements de l'opposition); p. 663;

- SERVAIS, Léon (répond au ministre au sujet de l'adaptation automatique des pensions, du plan de financement, de la marge de sécurité, de l'emploi du terme « redevance », des veuves, des veuves remariées, des 2.000 francs de supplément promis aux pensionnés et l'incidence de cette charge sur le financement ; parle de la pluralité des caisses) ; pp. 663 à 666:
- Observations de MM. VAN HOUTTE, TROCLET, m.t.p.s., MOULIN, le PRESIDENT, HARME-GNIES; pp. 664 à 666;
- R. HOUBEN (répond au ministre quant à la distinction entre le régime assurance sociale et celui de la prévoyance sociale; les caisses privées et leur gestion; la capitalisation collective; le statut de l'organisme assureur; l'adaptation automatique des pensions); pp. 666 à 667;

CUSTERS (parle encore du caractère de droit civil que revêt la pension ; des extraits de la presse socialiste S.E.T.C.A.); pp. 667 à 668;

MOULIN (s'adresse à M. Léon SERVAIS au sujet du plan de financement et du plafond prévu dans la proposition SERVAIS); pp. 668 à 669;
Observations de MM. STRUYE, Léon SERVAIS,

TROCLET, m.t.p.s., YERNAUX, le PRESI-DENT; pp. 668 à 669;

SERVAIS. Léon (parle encore de la marge de sécurité et des 2,000 francs d'augmentation à tous les anciens pensionnés); p. 669;

TROCLET, m.t.p.s. (répond à M. Léon SERVAIS) ; pp. 669 à 670;

Observation de M. Léon SERVAIS; p. 670; La discussion générale est close.

Discussion des articles (20 février 1957).

Art. 1er.

L'article 1er est adopté sans observations ; p. 694.

Art. 2.

Interventions de MM. NEELS, PARMENTIER, VAN IMPE, TROCLET; pp. 694 à 695;

Pensions. - VIEILLESSE ET DECES PREMATURE EMPLOYES (suite).

Observations de MM. PARMENTIER, TROCLET. CUSTERS, le PRESIDENT, NEELS; pp. 694

L'amendement de M. NEELS est adopté ; L'article 2 ainsi amendé est adopté ; p. 695.

Art. 3.

Le sous-amendement de MM. JESPERS et VER-HAEST à l'amendement de M. Léon SERVAIS et cts est rejeté; p. 695;

Intervention de MM. Léon SERVAIS, TROCLET, CUSTERS, SMETS, PARMENTIER; pp. 695 à 696:

Observations de MM. Léon SERVAIS, CUSTERS, le PRESIDENT, R. HOUBEN, LEYNEN; p. 696;

L'amendement de M. Léon SERVAIS et cts, modifié, est adopté; p. 696;

Les alinéas 1 et 2 du paragraphe 1er de l'article 3 sont adoptés;

Le troisième alinéa du paragraphe 1er de l'article 3, dont la suppression est demandée par M. R. HOU-BEN et cts, est adopté; p. 697;

Le paragraphe 2 de l'article 3 est adopté ; p. 697 ; Intervention de MM. NEELS et TROCLET; p. 697. Le paragraphe 3 de l'article 3 est adopté ; p. 697 ; L'ensemble de l'article 3 est adopté ; p. 697.

Art. 4.

Intervention de M. NOEL; p. 697; L'amendement de MM. NOEL et MERENNE est rejeté; p. 697;

Intervention de MM. CUSTERS, Léon SERVAIS; p. 699;

Observations de MM. le PRESIDENT, TROCLET; p. 699;

Intervention de MM. Léon SERVAIS, TROCLET, PARMENTIER, NEELS; pp. 699 à 702;

Observations de MM. TROCLET, SMETS, DU-LIEU, le PRESIDENT, PARMENTIER, CUS-TERS; pp. 700 à 702;

L'amendement de M. Léon SERVAIS au paragraphe 1er est rejeté; p. 702;

Intervention de MM. Léon SERVAIS, NEELS, TROCLET; p. 703;

Observations de MM. HARMEGNIES, le PRESI-DENT, TROCLET; p. 703;

La première partie du sous-amendement de M. NEELS sur les cinq chiffres (jusqu'au chiffre 56.875) du paragraphe 1er est rejete; p. 703;

L'amendement du gouvernement au paragraphe 1er est adopté; p. 703; ;

La deuxième partie du sous-amendement de M. NEELS modifiant les chiffres figurant dans le paragraphe 2 du texte du gouvernement est rejetée;

Intervention de MM. Léon SERVAIS, HARME-GNIES, PARMENTIER, DELMOTTE; pp. 704 à 705;

Observations de MM. HARMEGNIES, le PRESI-DENT, DULIEU, Léon SERVAIS, DURAY, DE BOODT; pp. 704 à 705;

L'amendement de MM. Léon SERVAIS et cts au paragraphe 2 est rejeté; p. 705;

L'amendement du gouvernement est adopté; p. 706; L'article 4 amendé est adopté; p. 706.

Pensions. - VIEILLESSE ET DECES PREMATURE EMPLOYES (suite).

Art. 5.

Inervention de MM. R. HOUBEN, TROCLET, DUVIEUSART, NOEL, STUBBE, CUSTERS, SMETS, ROLIN, Léon SERVAIS, VAN IMPE; pp. 706 à 712;

Observations de MM. R. HOUBEN, TROCLET, DUVIEUSART, ROLIN, ORBAN, NOEL, le PRESIDENT, BOUILLY, STUBBE, MOULIN, CUSTERS; pp. 706 à 712.

Reprise de la discussion des articles (21 février 1957).

Art. 5 (suite).

Intervention de M. R. HOUBEN; p. 729;

Observation de M. le PRESIDENT; p. 729;

Les trois premiers alinéas, tels qu'ils sont proposés par le gouvernement, sont adoptés; p. 730; L'amendement de M. R. HOUBEN et cts au 4^{me} ali-

néa est rejeté; p. 730;

Le dernier alinéa (texte gouvernemental) est adopté ;

L'ensemble de l'article 5 est adopté; p. 731.

Adopté sans observations ; p. 731.

Art. 7.

Intervention de MM. BRIOT, PARMENTIER, rapp.; pp. 731, 732;

Observations de MM. CUSTERS, le PRESIDENT ; p. 732;

L'amendement de M. BRIOT et cts au 2° de l'article

est adopté; p. 732; Intervention de MM, NEELS, TROCLET, CUSTERS, PARMENTIER; pp. 732 à 734;

Observations de MM. CUSTERS, PARMENTIER,

TROCLET : p.

L'amendement de M. NEELS au 6° est adopté; p. 734; L'amendement du gouvernement tendant à ajouter un 7° à l'alinéa 1er est adopté; p. 734; Intervention de M. VAN IMPE; p. 734;

L'article 7 amendé est adopté ; p. 734.

Reprise de la discussion des articles (26 février 1957).

Art. 8.

Intervention de MM. Léon SERVAIS, TROCLET; pp. 743, 744;

La première partie de l'amendement de M. Léon SER-VAIS tendant à remplacer le troisième alinéa du paragraphe 1er est rejetée; p. 744;

Le 2^{me} amendement de M. Léon SERVAIS au paragraphe 1er est rejeté; p. 744;

L'amendement de M. Léon SERVAIS au paragraphe 2 est rejeté; p. 744;

L'amendement de MM. NOEL et MERENNE est rejeté; p. 744;

Intervention de MM. NEELS, R. HOUBEN, TRO-CLET; pp. 744 à 745;

Observation de M. R. HOUBEN; p. 745;

Les amendements de M. NEELS et cts sont rejetés ; p. 745;

Les amendements du gouvernement sont adoptés; p. 746;

L'article 8 amendé est adopté; p. 746.

Art. 9.

Observations de MM. le PRESIDENT, TROCLET, DULIEU; p. 746;

Pensions. - VIEILLESSE ET DECES PREMATURE EMPLOYES (suite).

Les amendements de MM. NOEL et MERENNE

sont rejetés; p. 746; Interventions de MM. NEELS, TROCLET, Léon

SERVAIS; pp. 746 à 747; Observations de M. le PRESIDENT; p. 747;

L'article 9 est adopté; p. 747.

Observations de M. le PRESIDENT; p. 748; Il a été tenu compte de l'amendement de M. WAR-NANT à l'article 10 lors du vote de l'article 7; p. 748;

Art. 10.

MM. NEELS et CUSTERS ont introduit un amendement tendant à insérer un article 10bis; il a été tenu compte de cet amendement lors du vote de l'amendement présenté à l'article 7; p. 748.

Observation de M. le PRESIDENT; pp. 748, 749; M. le PRESIDENT déclare irrecevable chacun des amendements de M. R. HOUBEN, de M. NOEL, de M. WARNANT tendant à supprimer le paragra-

phe 1er de cet article;
Intervention de MM. WARNANT, R. HOUBEN,
TROCLET, DELMOTTE, CUSTERS, VAN
IMPE, COULONVAUX, SMETS, PARMENTIER, LACROIX, ANCOT; pp. 749 à 754;
Observations de MM. ANCOT, DELMOTTE, DULIEU, R. HOUBEN, Léon SERVAIS, STUBBE,
CUSTERS TROCLET le DDESIDENT; pp. 749

CUSTERS, TROCLET, le PRESIDENT; pp. 749 à 754;

Le paragraphe 1er est rejeté; p. 754; Observation de M. le PRESIDENT; p. 755;

Intervention de MM. Léon SERVAIS et TROCLET ;

Observations de MM. Léon SERVAIS et le PRE-SIDENT:

Le paragraphe 2 est adopté; p. 755;

Le paragraphe 3 est adopté ; p. 755 ;

L'ensemble de l'article 11, amputé de son paragraphe 1er, est adopté; p. 755.

Art. 12.

L'article 12 est adopté sans observations ; p. 756.

Art. 13.

Intervention de MM. R. HOUBEN, VANDER BRUGGEN, TROCLET; pp. 756 à 757; L'article 13 est adopté; p. 757.

Art. 14.

L'amendement de MM. NOEL et MERENNE est rejeté; p. 758;

Intervention de Mlle DRIESSEN; p. 758;

L'amendement de Mlle DRIESSEN et M. Léon SER-

VAIS est rejeté; p. 758; Intervention de MM. Léon SERVAIS et R. HOU-BEN; p. 758;

Observations de MM. Léon SERVAIS, TROCLET, p. 758:

L'amendement de M. Léon SERVAIS et cts au paragraphe 4 est rejeté; p. 759;

L'ensemble de l'article 14 est adopté ; p. 759.

Art. 15.

M. le PRESIDENT déclare l'amendement de M. R. HOUBEN et cts irrecevable; p. 759; Intervention de MM. R. HOUBEN, WARNANT,

TROCLET;

Pensions. - VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.

EMPLOYES (suite).

L'article 15 est amputé de l'alinéa 1^{er}, à la suite de l'amputation du paragraphe 1^{er} de l'article 11; pp. 759, 760;

Intervention de MM. R. HOUBEN, ROLIN; p. 760; L'amendement du gouvernement est adopté; p. 760; L'article 15 amendé est adopté; p. 760.

Art. 16.

Intervention de MM. CUSTERS, TROCLET; p. 761;

L'amendement du gouvernement est adopté; p. 761; L'article 16 amendé est adopté; p. 761.

Art. 17.

La discussion de cet article est réservée; p. 761.

Art. 18.

Intervention de MM. R. HOUBEN, TROCLET, CUSTERS, VAN IMPE; pp. 761 à 763;

L'amendement de M. R. HOUBEN est rejeté; p. 763;

L'article 18 est adopté; p. 763.

Reprise de la discussion des articles (27 février 1957).

Art. 17.

Observations de MM. le PRESIDENT, MOULIN, YERNAUX ; p. 777 ; Intervention de MM. Léon SERVAIS, R. HOUBEN,

CUSTERS, TROCLET, PARMENTIER; pp. 777 à 779:

Observations de MM. HARMEGNIES, TROCLET, DULIEU, Léon SERVAIS; pp. 778 à 779; L'amendement de M. Léon SERVAIS et cts est

rejeté; p. 779;

La première partie de l'amendement de MM. NOEL et MERENNE est rejetée;

La seconde partie de cet amendement est irrecevable; p. 779;

Le 5º de l'article est adopté; p. 780;

La proposition du ministre au sujet du 5° de l'article est adoptée;

Le paragraphe 5 ainsi amendé est adopté; p. 780; Les paragraphes 6, 7 et 8 sont adoptés; p. 780; L'ensemble de l'article 17 est adopté ; p. 780.

Art. 19.

L'amendement de MM. NOEL et MERENNE est rejeté; p. 780;

Intervention de MM. CUSTERS, SMETS, R. HOUBEN, PARMENTIER, Léon SERVAIS, TROCLET; pp. 781 à 786;

Observations de MM. Léon SERVAIS, CUSTERS, R. HOUBEN, DE WINTER, SMETS, DE BLOCK, YERNAUX, MOULIN, le PRESIDENT; pp. 782 à 786;
M. ANCOT propose le renvoi de l'article en com-

La proposition de renvoi en commission est rejetée; p. 786;

L'amendement de M. CUSTERS est rejeté; p. 787; L'article 19 est adopté; p. 787.

Adopté sans observations; p.787.

Pensions. - VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.

EMPLOYES (suite).

Art. 21.

Intervention de MM. Léon SERVAIS et PARMEN-TIER; p. 788;

Intervention de MM. Léon SERVAIS et PARMEN-TIER; p. 788;

L'amendement de MM. Léon SERVAIS et cts au paragraphe 1er est rejeté; p. 788;

Intervention de MM. Léon SERVAIS, R. HOU-BEN, VAN BUGGENHOUT, PARMENTIER, TROCLET, ROLIN (qui demande le renvoi de cet article en commission); pp. 789 à 792;

Observations de MM. HARMEGNIES, VAN BUGGENHOUT, le PRESIDENT, DU-LIEU. BOUILLY; pp. 789 à 791;

La proposition de renvoi en commission est adoptée;

Observations de MM. Léon SERVAIS, TROCLET, le PRESIDENT, CUSTERS, MOULIN; p. 792; Intervention de MM. Léon SERVAIS, TROCLET; pp. 792 à 793;

L'amendement de MM. Léon SERVAIS et cts au paragraphe 4 est rejeté; p. 793.

Adopté sans observations; p. 793.

Intervention de M. R. HOUBEN (qui retire son amendement); p. 793;

L'article 23 est adopté; p. 793.

Art. 24 à 27.

Adoptés sans observations; pp. 793 à 794.

rui. 28.

L'amendement du gouvernement est adopté; p. 795; L'article 28 amendé est adopté ; p. 795.

Art. 29.

Intervention de M. Léon SERVAIS; p. 795; L'article 29 est provisoirement réservé; p. 795.

Art. 30 et 31.

Adoptés sans observations; pp. 795 à 796.

Art. 32.

L'amendement du gouvernement est adopté; p. 797; Intervention de M. R. HOUBEN (qui propose une modification de forme); p. 797;

L'article 32 amendé avec la modification de forme proposée par M. R. HOUBEN, est adopté; p. 797.

Art. 33.

L'amendement de MM. MERENNE et NOEL est rejeté; p. 797;

L'article 33 est adopté; p. 797.

Art. 33bis.

L'amendement de M. PARMENTIER tendant à l'insertion d'un article 33bis est adopté; p. 798; Intervention de M. PARMENTIER; p. 798.

Intervention de MM. R. HOUBEN, Léon SER-VAIS; p. 798;

Observations de MM. le PRESIDENT et TROCLET,

L'article 34 est adopté ; p. 798.

Pensions. - VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.

EMPLOYES (suite).

Art. 29.

Intervention de MM. DUVIEUSART, TROCLET; pp. 798, 799;

Observation de M. TROCLET; 799;

L'article 29 est adopté; p. 799.

Discussion des articles en seconde lecture (26 mars 1957).

Intervention de M. PARMENTIER, concernant certains articles du projet; pp. 1087 à 1088.

Art. 2, 3 et 4.

Ces articles amendés, sont mis aux voix et définitivement adoptés; p. 1087.

Intervention de M. R. HOUBEN; Observation de M. TROCLET;

L'article, amendé, est mis aux voix et définitivement adopté; p. 1089.

Art. 7, 8.

Ces articles, amendés, sont mis aux voix et définitivement adoptés; p. 1090.

Art. 15.

Intervention de M. TROCLET;

L'article, amendé, est mis aux voix et définitivement adopté; p. 1091.

Art. 16.

Cet article, amendé, est mis aux voix et définitivement adopté; p. 1091.

Art. 21.

Intervention de MM. Léon SERVAIS, TROCLET, CUSTERS, R. HOUBEN, PARMENTIER; pp. 1091 à 1092:

Observations de MM. Léon SERVAIS, VERMEY-LEN, le PRESIDENT, TROCLET; p. 1092; L'amendement de M. Léon SERVAIS est rejeté;

p. 1092;

L'article, amendé, est mis aux voix et définitivement adopté; p. 1092.

Art. 28 et 32.

Ces articles, amendés, sont mis aux voix et définitivement adoptés; p. 1092.

Art. 34.

L'amendement proposé par la commission est adopté; L'article 34, amendé est adopté ; p. 1094.

Vote (28 mars 1957).

M. Léon SERVAIS, WARNANT, VAN RE-MOORTEL et HARMEGNIES justifient le vote de leur groupe; pp. 1158, 1159.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 82 voix contre 72 et 10 abstentions; p. 1159.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet amendé par la Chambre des Représentants; p. 1566 (27 juin 1957).

Reprisc de la discussion générale (3 juillet 1957). Discours de MM. PARMENTIER, rapp. (concernant le projet amendé par la Chambre; la portée des principaux amendements; les déclarations du ministre et de M. MOULIN, rapporteur lors de la discussion du projet relatif à la pension des ouvriers ; détaille certains articles ; parle de la constitution et de l'activité d'une commission mixte de fonctionnai-

Pensions. - VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.

EMPLOYES (suite).

res et de parlementaires ; demande au Sénat d'adopter les amendements présentés et de voter le projet):

pp. 1607 à 1608;

HOUBEN (concernant l'exposé du rapporteur; les objections formulées contre le projet au Sénat lors de la première discussion; l'organisme-assureur ; le système de financement ; les réserves ; les charges imposées aux employés; les cotisations; les droits des assurés ; la pension inconditionnelle ; les modifications apportées au projet à la Chambre; estime que dans son ensemble cette loi reste préjudiciable pour les employés); pp. 1608 à 1610;

Observations de MM. WYN, SMETS, HARME-

GNIES, MOULIN; p. 1609;

WARNANT (remercie le ministre d'avoir admis certains amendements; parle des améliorations apportées par le projet au régime en vigueur ; estime que l'on pourrait atteindre le même progrès social par d'autres formules ; parle de la conception de la sécurité sociale; du droit des employés de travailler après 65 ans tout en bénéficiant d'une rente ; l'abaissement du plafond des cotisations; son plan de financement sur la base de 84.000 francs; les modifications apportées au texte par la Chambre; le salaire différé ; les avantages et les charges du projet ; l'impopularité du projet et les réactions des employes); pp. 1610 à 1611;

Observations de MM. MOULIN, DELMOTTE, ANCOT, SMETS, HARMEGNIES, le PRESI-

DENT; pp. 1610 et 1611;

CUSTERS (concernant le projet modifié par la Chambre qui ne satisfait aucune des objections fondamentales de l'opposition ; les critiques émises lors de la première discussion au Sénat ; l'impossibilité de modifier son attitude en ce qui concerne le projet; le discours et l'attitude de M. WARNANT; proteste contre la façon dont le Sénat travaille et estime que les vacances de la Chambre ne peuvent constituer un motif suffisant pour voter ce projet incomplet) ; pp. 1611 à 1612 ;

Observations de MM. le PRESIDENT, JESPERS, HARMEGNIES, STRUYE, MACHTENS, OR-BAN, HARMEGNIES, COULONVAUX; pp.

1613 et 1614;

SERVAIS, Léon (estime que les modifications apportées au projet par la Chambre des Représentants sont insuffisants; parle de l'attitude de M. WAR-NANT; du paiement des cotisations; du financement de la loi; constate qu'il existe une tendance à passer par dessus le Parlement pour régler certains projets qui sont de sa compétence exclusive; parle des droits et libertés des travailleurs); pp. 1614 à 1615;

Observations de MM. MOULIN, R. HOUBEN, WARNANT, ANCOT, TROCLET, m.t.p.s.; pp. 1614 et 1615;

DELMOTTE (concernant les droits accordés par le projet ; le système de la répartition ; l'argument d'étatisme ; votera le projet) ; p. 1615 ;

TROCLET, m.t.p.s. (répond aux observations formulées : parle du projet tel qu'il revient de la Chambre après modification); pp. 1615 à 1616;

Observations de MM. CUSTERS, R. HOUBEN, WARNANT; p. 1616;

VAN IMPE (concernant l'article 5 relatif aux employés habitant à l'étranger; l'interprétation de cet Pensions. - VIEILLESSE ET DECES PREMATURE EMPLOYES (suite).

article par certains services administratifs; cite un

exemple); p. 1617; TROCLET, m.t.p.s. (répond à M. VAN IMPE); p. 1617;

Observations de M. VAN IMPE; p. 1617;

R. HOUBEN (reprend certains passages du discours du ministre et parle des prises de position de chaque parti); p. 1617;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (4 juillet 1957).

Art. 1 et 2.

Adoptés sans observations ; pp. 1622 à 1623.

Art. 3.

Intervention de MM. NEELS, TROCLET; L'article est adopté; p. 1623.

Adopté sans observations; p. 1623.

Art. 5.

Intervention de M. R. HOUBEN L'amendement de M. R. HOUBEN est rejeté; L'article est adopté ; p. 1624.

Intervention de MM. TROCLET, R. HOUBEN, PARMENTIER:

L'article est adopté; pp. 1624 à 1625.

Art. 7.

Intervention de MM. R. HOUBEN, TROCLET, CUSTERS; pp. 1626 à 1627;

L'amendement de M. R. HOUBEN est rejeté; p. 1627; Intervention de MM. NEELS, PARMENTIER, DOUTREPONT; pp. 1627 et 1628; L'amendement de M. NEELS est rejeté;

L'article est adopté; p. 1628.

Art. 8 à 19.

Adoptés sans observations; pp. 1628 à 1633.

Art. 20.

Intervention de MM. R. HOUBEN, Léon SERVAIS; pp. 1634 et 1635

Observations de MM. TROCLET, WIARD, HAR-MEGNIES, WARNANT, DOUTREPONT; p.

L'amendement de M. R. HOUBEN est rejeté; p. 1635; Intervention de MM. NEELS, PARMENTIER

Observations de MM. JESPERS, le PRESIDENT, SLEDSENS;

L'article est adopté ; p. 1636.

Art. 21.

Adopté sans observations ; p. 1636.

Art. 22.
Intervention de MM. R. HOUBEN, TROCLET; p. 1637;

L'amendement de M. R. HOUBEN est rejeté; L'article est adopté; p. 1638.

Art. 23.

Adopté sans observations; p. 1638.

Art. 24.

Intervention de MM. CUSTERS, TROCLET, RO-LIN, R. HOUBEN, STRUYE, DURAY; pp. 1638 et 1639;

Pensions. - VIEILLESSE ET DECES PREMATURE

L'amendement de M. R. HOUBEN est rejeté; p. 1639; L'article est adopté; p. 1640.

Art. 25 in fine.

Adoptés sans observations; p. 1640 à 1643.

Vote (4 juillet 1957).

MM. STRUYE et WARNANT justifient le vote de leur groupe; pp. 1666 et 1667;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix et 4 abstentions; p. 1667.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

ENFANTS ADOPTES.

Projet de loi complétant en faveur des enfants adoptés la législation sur les pensions de survie à charge du Trésor public.

Doc. - Nº 337. Rapport de M. Lacroix.

Ann. -

Discussion générale (2 juillet 1957).

Discours de M. LACROIX, rapp. (expose le but du projet); p. 1587;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (2 juillet 1957).

Art. 1 à 4.

Adoptés sans observations; pp. 1587 à 1588.

Vote (4 juillet 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 90 voix et 2 abstentions; p: 1669.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

OUVRIERS.

Projet de loi modifiant la loi du 21 mai 1955, relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers.

Doc. - Nº 93. Exposé des motifs et projet de loi + annexe.

Nº 250. Rapport de M. Moulin.

Nº 256. Amendements présentés par le Gouvernement au texte de la commission.

Nº 282. Amendements proposés par M. Noël au texte de la commission.

Nº 292. Amendements présentés par le Gouvernement au texte de la commission.

Nº 293. Sous-amendement présenté par le Gouvernement.

 N° 298. Amendement proposé par M. R. Houben au texte de la commission.

Nº 299. Amendement proposé par M. Mérenne au texte de la commission.

 N° 305. Rapport complémentaire de M. Moulin.

Demande d'ajournement (4 juin 1957).

Motion d'ordre de M. CUSTERS qui demande le renvoi en commission pour examen des amendements déposés par le gouvernement; p. 1424;

M. TROCLET, m.t.p.s., s'oppose au renvoi en com-

M. MOULIN demande le rejet de la proposition de M. CUSTERS;

M. le PRESIDENT propose de terminer la discussion générale et d'ajourner la discussion des articles ; Observations de M. R. HOUBEN;

La demande d'ajournement n'est pas adoptée ; pp. 1424 à 1425.

Pensions. - VIEILLESSE ET DECES PREMATURE OUVRIERS (suite).

Discussion générale (4 juin 1957).

Discours de MM. MOULIN, rapp. (concernant les modifications apportées aux articles 8, 10 et 15 de la loi du 21 mai 1955 ; le projet de loi relatif à la pension des employés quasi similaire au projet en discussion; les amendements du gouvernement); pp. 1425 à 1426;

CUSTERS (concernant l'harmonisation des régimes de pension des ouvriers et des employés; le côté

technique du projet); p. 1426; Observations de MM. MOULIN et TROCLET, m.t.

p.s.; p. 1426; R. HOUBEN (concernant les amendements du gouvernement et ceux de l'opposition); p. 1426; Observations de M. MOULIN, rapp.; p. 1426;

TROCLET, m.t.p.s. (répond aux observations et précise certains éléments modifiant la loi du 21 mai 1955; parle des amendements du gouvernement); p. 1426 à 1427;

Observations de M. CUSTERS; pp. 1426 et 1427; NOEL (concernant la portée de ses amendements; la situation des victimes de la guerre); p. 1427; Observations de M. R. HOUBEN; p. 1427;

La discussion générale est close. Le projet est renvoyé en commission pour l'examen de certains articles; p. 1427.

> Discussion des articles (6 juin 1957). (Texte présenté par la Commission.)

Intervention de MM. MOULIN et TROCLET au sujet des amendements que la Commission du Travail et de la Prévoyance sociale vient d'examiner; p. 1476.

Art. 1er.

Adopté sans observations; p. 1476.

Art. 1bis.

L'amendement proposé par la commisison tendant à insérer un article 1bis est adopté; L'article est adopté; p. 1477.

Art. 2 et 3.

Adoptés sans observations; p. 1477.

Intervention de M. NOEL;

L'amendement de MM. NOEL et MERENNE est rejeté;

L'article est adopté ; p. 1477.

Observations de MM. TROCLET, MOULIN, le PRESIDENT;

L'amendement de la commission est adopté; L'article 5, amendé est adopté; pp. 1477, 1478.

Art. 5bis.

L'amendement de la commission tendant à insérer un article 5bis est adopté;

L'article est adopté ; p. 1478.

Art. 6 à 9.

Adoptés sans observations; p. 1478.

Intervention de M. NOEL;

L'amendement de MM. NOEL et MERENNE tendant à insérer un article 9bis est rejeté;

L'amendement de la Commission tendant à insérer un article 9bis est adopté; l'article est adopté; p. 1479. Pensions. - VIEILLESSE ET DECES PREMATURE OUVRIERS (suite).

Art. 10.

Adopté sans observations ; p. 1479.

MM. NOEL et MERENNE retirent leur premier amendement ;

Intervention de MM. NOEL et TROCLET;

Le deuxième amendement de MM. NOEL et ME-RENNE est rejeté; p. 1479;

L'article est adopté; p. 1480;

MM. NOEL et MERENNE retirent leur amendement tendant à insérer un article 11bis; p. 1480.

Art. 12 à 16.

Adoptés sans observations; pp. 1480 à 1481.

Art. 17.

MM. NOEL et MERENNE retirent leur amendement:

L'article est adopté; p. 1481.

Art. 18 à 20.

Adoptés sans observations; p. 1481.

Art. 21.

MM. NOEL et MERENNE retirent leur amendement; p. 1481;

Intervention de MM, NEELS, MOULIN; pp. 1481, 1482:

L'amendement proposé par la commission est adopté ; p. 1482;

L'article amendé est adopté; p. 1483.

Art. 22 à 24.

Adoptés sans observations ; p. 1483.

Art. 24bis.

L'amendement de la commission tendant à insérer un article 24bis est adopté;

L'article est adopté; p. 1483.

Art. 25.
Intervention de MM. NEELS et TROCLET; L'amendement proposé par la commission est adopté ; L'article, amendé, est adopté; p. 1483.

Intervention de M. R. HOUBEN: l'amendement de MM. R. HOUBEN et NEELS tendant à insérer un article 25bis est rejeté; p. 1484.

Art. 26 à 29.

Adoptés sans observations; pp. 1484 à 1485.

MM. NOEL et MERENNE retirent leur amendement tendant à insérer un article 29bis; p. 1485.

Art. 30 à 32.

Adoptés sans observations; pp. 1485 à 1486.

Art. 33.

L'amendement proposé par la commission est adopté : L'article, amendé, est adopté; p. 1486.

Les articles amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés; p. 1486.

Vote (6 juin 1957).

M. R. HOUBEN justifie le vote de son groupe; p. 1489.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 69 voix et 60 abstentions; p. 1490.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Pensions. - VIEILLESSE ET DECES PREMATURE

PERSONNEL ENSEIGNANT.

Proposition de loi régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement moyen.

Doc. - Nº 176. Proposition de loi de M. Leynen.

Ann. - Prise en considération. - Renvoi en commission; p. 1086 (26 mars 1957).

Pensions. — V. aussi Motions d'ordre/Custers.

Pérou. - V. Président.

Personnel. - V. Administrations publiques. - V. aussi Interpellations/Duvieusart.

Personnel de la Régie des Télégraphes et des Téléphones. V. Interpellations/Duvieusart.

Personnel enseignant. - V. Chambres législatives/Sénat - Incidents. - V. aussi Enseignement/Personnel scientifique et enseignant belge à l'étranger. V. aussi Pensions/Vieillesse et décès prématuré.

Personnel judiciaire. - V. Organisation judiciaire.

Personnel scientifique et enseignant belge à l'étranger. -V. Enseignement.

Pétitions. - V. Chambres législatives/Sénat.

Pharmacie. - V. Art de guérir/Cumul médico-pharmaceutique. - V. aussi Enseignement/Enseignement supérieur - Equivalence de diplômes et titres.

Photogrammétrie. — V. Affaires étrangères/Arts, sciences ci lettres.

Photographies. - V. Prises de vues photographiques dans la salle des séances.

Pigeons. - V. Agriculture.

Plan décennal. - V. Colonies.

Poissons. - V. Eaux et Forêts/Pêche - Pêche maritime.

Polders et wateringues.

Proposition de loi complétant la loi du 5 juillet 1956 relative aux wateringues.

Doc. - Nº 122. Proposition de loi de M. Sledsens.

Nº 208. Rapport de M. Henskens.

Nº 242. Amendement proposé par M. Sledsens au texte présenté par les commissions réunies.

Ann. - Prise en considération. - Renvoi en commis-

sion; p. 612 (13 février 1957).

Discussion générale (10 avril 1957).

Discours de MM. HENSKENS, rapp. (concernant les modifications proposées dans la proposition de loi et qui ne se rapportent qu'aux articles 4, 15, 18 et postérieurs de la loi de base) ; p. 1272 ; LEFEBVRE, m.a. (répond à M. HENSKENS) ;

p. 1272; HENSKENS (concernant l'amendement de M. SLED-SENS visant à la suppression de l'article 13); p. 1272.

La discussion générale est close.

Polders et wateringues (suite).

Discussion des articles (10 avril 1957). (Texte présenté par les commissions réunies.)

Art. 1er.

L'amendement de M. SLEDSENS est adopté ; L'article amendé est adopté ; p. 1273.

Adopté sans observations; p. 1274.

L'article 1er est remis aux voix et définitivement adopté; p. 1274.

Vote (10 avril 1957).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 143 voix et 4 abstentions; pp. 1311, 1312.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi relatif aux Polders. Doc. — Nº 140. Rapport de M. Sledsens. Nº 190. Amendement proposé par M. Supré.

nn. Discussion générale (14 mars 1957). Discours de MM. LEFEBVRE, m.a. (concernant l'économie du projet, parallèle à celle du projet sur les wateringues ; la nécessité d'adapter la législation nouvelle ; l'historique du projet ; la différence entre le projet sur les polders et celui sur les wateringues: les inondations et l'association des administrations communales au fonctionnement du régime des polders ; l'article 14 du projet : organisation de la participation des adhérités à l'assemblée générale; félicite les membres des commissions réunies de l'Agriculture et des Travaux publics et particulièrement le rapporteur, M. SLEDSENS); pp. 969 à 970;

SLEDSENS, rapp. (concernant le double aspect du projet : intérêt des polders pour l'agriculture et protection de la population contre les dangers d'inondation ; le plan Delta ; l'existence d'un service du « Waterstaat » aux Pays-Bas; les avantages du projet et l'analogie avec le projet sur les wateringues; la reprise des digues par l'Etat; la reprise des régions menacées d'inondation dans les zones poldériennes; les potpolders; le contrôle des autorités de tutelle sur les directions poldériennes; les dispositions transitoires concernant le personnel des

polders); pp. 970 à 971

Observations de M. SOBRY; p. 971;

VAN GERVEN (concernant les articles 95 et 96 du projet, relatifs au recours et le remplacement des mots « le Roi » par les mots « le Conseil d'Etat »; l'exécution des travaux dans les polders, dont question aux articles 80 à 88; le rapport de la commission de 1932 et l'article 96 ancien et nouveau; l'article 97 et le paiement des travaux extraordinaires; ses suggestions au sujet d'éventuelles modifications

au projet); pp. 971 à 972; Obesrevations de M. SLEDSENS. rapp.; p. 972; SOBRY (concernant l'harmonisation des projets sur les polders et sur les wateringues ; le caractère statutaire du projet ; la commission Soenens chargée de la révision du statut sur les polders, en 1930; l'organisation actuelle des polders ; la participation des bourgmestres à l'administration des polders ; l'intérêt des communes dans les polders ; les travaux à exécuter dans les polders; la mission agricole des polders; l'amendement de M. SUPRE; ses amendements introduits en commission; la limite d'âge pour le personnel des polders ; l'assainissement des terres humides) ; pp. 972 à 975 ; Observations de MM. VAN BUGGENHOUT, LE-

FEBVRE, m.a., SLEDSENS, rapp.; pp. 973 à 974;

Polders et wateringues (suite).

VAN BUGGENHOUT (concernant la non-existence d'une législation sur les polders et les wateringues; l'origine des polders, l'aperçu historique sur l'existence des wateringues; l'ingérence des communes dans les polders; les inondations de février 1953; les ruptures de digues dans le passé; le danger du plan Delta; la formule des intercommunales); pp. 975 à 977;

Observations de M. SOBRY; pp. 975, 977; VAN PETEGHEM (concernant le rôle des polders; la réélection des membres de l'administration des polders ; les jurés, les digues ; le plan Delta ; le « Bazelpolder » et l'urgence d'y prévoir une station de pompage; les réparations et améliorations au polder de Kruibeke; les routes dans les polders; le Melselepolder); pp. 977 à 978;

BLOCK (concernant la législation désuète des polders, les dangers du plan Delta et des inondations ; les digues ; la reprise des digues par l'Etat ; la dispersion des digues; fait des suggestions); p. 978.

Reprise de la discussion générale (14 mars 1957). Discours de MM. HENSKENS (concernant l'aperçu historique du projet discuté depuis 1911 ; la commission SOENENS instituée en 1930 ; les inondations de février 1953 ; la représentation des petits propriétaires; le vote au scrutin secret sur certaines questions posées par l'assemblée; la limite d'âge dans les administrations poldériennes; l'intervention des administrations communales dans la gestion des pol-ders ; la reprise des digues par l'Etat ; les superficies minima donnant droit de vote individuel ; l'amendement de M. SUPRE; rappelle l'action du gouvernement en faveur de l'agriculture); pp. 979 à 981; Observations de MM. SLEDSENS. rapp., SOBRY,

DECOENE, FERIJN; pp. 980 à 981; VAN IMPE (concernant le sort des petits propriétaires qui ne peut dépendre de celui des grands propriétaires et leur droit de vote ; l'association temporaire des polders); p. 981;

LEFEBVRÉ, m.a. (répond aux orateurs) ; pp. 981 à

Observations de MM. VAN GERVEN. ORBAN, SLEDSENS, rapp., SOBRY; p. 982. La discussion générale est close.

Discussion des articles (14 mars 1957).

Art. 1 à 13.

Adoptés sans observations ; p. 983 à 985.

Art. 14.

Intervention de MM. SUPRE. SLEDSENS, LEFEB-VRE, DE BLOCK. VAN BUGGENHOUT. SO-BRY, le PRESIDENT: pp. 985 à 987;

Observations de MM. HENSKENS, SOBRY; pp. 986 à 987;

L'amendement de M. SUPRE est rejeté : L'article 14 est adopte ; p. 988.

Art. 15 à 115.

Adoptés sans observations; pp. 988 à 1000.

Vote (14 mars 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 142 voix et 2 abstentions; p. 1000.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Rectification de vote (14 mars 1957).

Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE rectifie son vote; p. 1001.

Police de roulage. - V. Procédure pénale/Tribunaux de

Politique financière du gouvernement. - V. Interpellations/Duvieusart.

Postes. - V. Communications.

Préemption. - V. Droit civil/Bail à ferme - Droit de préemption.

Prélèvement conjoncturel. - V. Impôts/Impôts directs/ Impôts extraordinaires - Taxe conjoncturelle.

Prescription des actions publique et civile. - V. Procédure pénale.

Présentation de candidats. - V. Organisation judiciaire/ Cour de Cassation.

Président.

CATASTROPHES ET ACCIDENTS.

Ann. - Rend hommage aux victimes de la catastrophe minière de Marcinelle et au courage des sauveteurs ; p. 10 (13 novembre 1956).

COMMUNICATIONS OFFICIELLES.

Ann. - Annonce que, par message du 13 novembre 1956. la Chambre des Représentants a fait connaître au Sénat qu'elle s'est constituée dans sa séance de ce jour; p. 14 (14 novembre 1956).

DECES.

. — Rend hommage à la mémoire du comte LIP-PENS, Ministre d'Etat, ancien président du Sénat; p. 5 (13 novembre 1956).

Annonce le décès de MM. VIGNERON et LOU-MAYE, anciens sénateur; p. 14 (14 novembre

Annonce le décès de M. FLAGEY, ancien sénateur; p. 122 (4 décembre 1956).

Rend hommage à la mémoire de M. le Sénateur KLUYSKENS; p. 294 (15 janvier 1957)

Annonce le décès de M. Narcisse STRUVAY, ancien sénateur; p. 295 (15 janvier 1957).

Annonce le décès du baron de SELYS LONG-CHAMP, ancien sénateur; pp. 326 (17 janvier 1957).

Annonce le décès de M. LEYNIERS, ancien sénateur; p. 801 (28 février 1957).

Annonce le décès de MM. René COLLE et Adrien HOUGET, anciens sénateurs; p. 1494 (18 juin 1957).

Rend hommage à M. F. TYCKAERT, Directeur général honoraire des services de la Questure du Sénat; p. 1509 (25 juin 1957)

Annonce le décès du baron GENDEBIEN, ancien sénateur; p. 1524 (26 juin 1957).

DIVERS.

- Rend hommage à M. le sénateur RONSE à l'occasion de son rétablissement ; p. 14 (14 novembre 1956).

Rend hommage à Mme JANSON-Vve SPAAK, doyenne d'âge, à l'occasion de ses 35 ans de mandat parlementaire; pp. 190 à 191 (11 décembre 1956).

Président. - DIVERS (suite).

Rend hommage à M. P.-H. SPAAK, à l'occasion de sa nomination en qualité de secrétaire général de l'O T.A.N.; p. 198 (18 décembre 1956).

Salue le retour de M. le sénateur MOUREAUX que la maladie avait éloigné du Sénat pendant quelque temps; p. 561 (7 février 1957).

Rend hommage à Mme JANSON-Vve SPAAK et à M. VAN BELLE, à l'occasion de leur trente-cinquième année de mandat; pp. 737, 738 (21 février 1957).

Salue le retour de M. le sénateur DEKEYZER dont l'état de santé avait inspiré des inquiétudes; p. 742 (26 février 1957).

Annonce le prochain rétablissement de M. BOUILLY, premier vice-président du Sénat; p. 1326 (21 mai 1957).

Salue le retour de M. le sénateur JESPERS; p. 1378 (28 mai 1957).

HOMMAGES.

Ann. — Annonce l'hommage fait au Sénat par MM. les Gouverneurs des provinces de Brabant. Flandre occidentale, Flandre orientale, Hainaut et Limbourg d'un exemplaire du texte des discours qu'ils ont prononcés à l'occasion de l'ouverture de la session ordinaire 1956 des conseils provinciaux; p. 7 (13 novembre 1956).

Annonce l'hommage fait au Sénat d'un exemplaire de l'exposé de la situation administrative de la province de Namur pour l'année 1955; p. 7 (13 novembre 1956).

Annonce l'hommage fait au Sénat par M. le Procureur général près la Cour de Cassation d'un exemplaire du discours qu'il a prononcé le 15 septembre 1956, à l'audience solennelle de rentrée de cette Cour; p. 7 (13 novembre 1956).

OUVERTURE DE LA SESSION.

Ann. — M. GILLON est réélu président du Sénat, prononce son discours et rend hommage à Mme JANSON-Vve SPAAK, parle de son voyage officiel au Congo, de l'agression dont a été victime la nation hongroise, déclare le Sénat constitué et qu'il en sera donné connaissance au Roi et à la Chambre des Représentants; p. 5 (13 novembre 1956).

RELATIONS EXTERIEURES.

Ann. — Annonce l'invitation d'une délégation du Sénat par la République tchécoslovaque; p. 14 (14 novembre 1956).

Donne connaissance de l'hommage rendu à la Belgique

par le Sénat péruvien; p. 26 (20 novembre 1956).

Donne lecture de la réponse faite à S.E.M. Zdenek FIERLINGER, Président de l'Assemblée nationale de la République tchécoslovaque; p. 187 (11 décembre 1956).

Rend hommage à la mémoire de M. Theodore KOER-NER, Président de la République autrichienne; p. 294 (15 janvier 1957). — Donne connaissance des remerciements du Gouvernement autrichien; p. 392 (24 janvier 1957).

Donne connaissance des remerciements reçus de LL. AA.RR. le Prince et la Princesse Jean de Luxembourg en réponse aux félicitations qu'il leur avait adressées au nom du Sénat, à l'occasion de la naissance du Prince Jean et de la Princesse Margaretha; p. 1413 (4 juin 1957).

Presse. - V. Droit public.

Prêts. — V. Commerce et Industrie/Réglementation du commerce — Vente à tempérament.

Prêts agricoles. - V. Agriculture.

Prises de vues photographiques dans la salle des séances.

—. V. Motions d'ordre/Struye.

Prisonniers de guerre. - V. Guerre/Dotation de captivité.

Prisons. — V. Organisation judiciaire/Régie du travail pénitentiaire.

Privilèges et hypothèques. — V. Droit civil. Prix Nobel.

Ann. — Transmission par le Comité Nobel du Parlement norvégien d'un exemplaire d'une circulaire concernant la distribution du Prix Nobel de la Paix en 1957; p. 7 (13 novembre 1956).

Problèmes économiques. — V. Motions d'ordre/Duvieusart.

Procédure civile.

PROCEDURE D'INJONCTION DE PAYER.

Proposition de loi instituant une procédure simplifiée en vue du recouvrement de certaines créances commerciales.

Doc. - Nº 109. Proposition de loi de M. Warnant.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 1086 (26 mars 1957).

SAISIE CONSERVATOIRE.

Proposition de loi relative à la saisie conservatoire immobilitée,

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 58 (22 novembre 1956).

SEPARATION DE BIENS.

Projet de loi simplifiant la procédure en matière d'autorisation de la femme mariée en matière de séparation de biens.

Doc. - Nº 44. Rapport de Mme Ciselet.

Ann. -

Discussion générale (11 décembre 1956).

Discours de M. ORBAN (concernant les articles 215 et 219 du Code civil; l'article 861 du Code de procédure civile, la position actuellement adoptée par la jurisprudence quant à l'interprétation des articles; la simplification de la procédure); pp. 187 à 188;

Mme CISELET, rapp. (ne partage pas l'avis de M. ORBAN sur l'interprétation à donner à l'article 219 du Code civil; parle du but du projet, du nouveau texte de l'article 861 du Code de procédure civile; donne son interprétation des mots « les causes de son refus » et demande l'avis du ministre à ce sujet); p. 188;

LILAR, m.j. (ne veut pas engager le Sénat dans une discussion doctrinale sur la portée de l'article 219 du Code civil; parle de la simplification de la procédure établie par l'article 861 du Code de procédure civile et l'interprétation du texte soumis aux délibérations); pp. 188, 189.

La discussion générale est close.

Procédure civile. - SEPARATION DE BIENS (suite).

Discussion des articles (11 décembre 1956). Art. 1 à 4.

Adoptés sans observations; p. 189.

Vote (20 décembre 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 160 voix contre 1 et 1 abstention; p. 259.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Procédure d'injonction de payer. — V. Procédure civile.

Procédure pénale.

CONTRAINTE PAR CORPS.

Proposition de loi relative à l'insolvabilité frauduleuse.

Ann. - Prise en considération. - Renvoi en commission; p. 58 (22 novembre 1956).

EXPERTS. SERMENT.

Projet de loi modifiant l'article 44 du Code d'Instruction criminelle, en ce qui concerne le serment des experts en matière pénale.

Doc. - Nº 273. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 295, Rapport de M. Camby.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (18 juin 1957). Adopté sans observations; p. 1501.

Vote (25 juin 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 145 voix et 2 abstentions; p. 1514.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

PRESCRIPTION DES ACTIONS PUBLIQUE ET CIVILE.

Projet de loi modifiant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. Doc. - Nº 17. Amendement présenté par le gouverne-

Nº 158. Rapport de M. Lagae.

Nº 232. Amendements proposés par M. De Baeck.

Ann. - La discussion générale de ce projet est jointe à celle du projet de loi complétant le second alinéa de l'article 26 du Code d'Instruction criminelle, complété par l'article 1er de la loi du 30 mars 1891.

Projet de loi complétant le second alinéa de l'article 26 du Code d'Instruction criminelle, complété par l'article premier de la loi du 30 mars 1891.

Doc. - Nº 158. Rapport de M. Lagae.

Ann. -

Discussion générale (4 avril 1957).

A cette discussion générale est jointe celle du projet de loi modifiant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. Discours de MM. LAGAE, rapp. (parle du but du projet; fournit des explications et donne les raisons pour lesquelles la commission s'est prononcée pour la prescription civile après trente ans); pp. 1225 à 1226;

LILAR, m.j. (concernant les amendements déposés par MM. DE BAECK et cts; propose, soit de renvoyer le projet à la commission pour examen des amendements, soit d'ajourner l'examen du projet) : p. 1226;

Procédure pénale. - PRESCRIPTION DES ACTIONS

PUBLIQUE ET CIVILE (suite).

ROLIN (ne voit pas la nécessité d'un renvoi en commission; se déclare d'accord sur l'ajournement); 1227:

LILAR, m.j. (se rallie à l'avis de M. ROLIN); p. 1227. L'examen de ces projets de loi est ajourné.

TRIBUNAUX DE POLICE.

Projet de loi modifiant la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage.

Doc. - Nº 114. Exposé des motifs et projet de loi. Nº 168. Rapport de M. De Baeck.

Ann. -

Discussion générale (4 avril 1957).

Discours de M. DE BAECK, rapp. (concernant une erreur qui s'est glissée dans le texte néerlandais du projet); p. 1223.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (4 avril 1957). Adopté sans observations; pp. 1223, 1224.

Vote (4 avril 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 128 voix et 2 abstentions; pp. 1240, 1241.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Procédure pénale. — V. aussi Armée.

Professions.

UNIONS PROFESSIONNELLES.

Projet de loi modifiant l'article 4 de la loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles.

Doc. - Nº 270. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Nº 294. Rapport de M. Ligot.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (18 juin 1957). Adopté sans observations; p. 1501.

Vote (25 juin 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 145 voix et 2 abstentions; p. 1514.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Provinces.

FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Proposition de loi modifiant les lois du 24 décembre 1948 et du 18 juillet 1955, concernant les finances provinciales et communales.

Doc. - Nº 202. Rapport de M. Allard.

 N° 243. Amendements proposés par M. Uselding.

Ann. -

Discussion générale (10 avril 1957). Discours de MM. USELDING (remercie la Commission de l'Intérieur; parle du prélèvement en faveur du Fonds spécial; de la participation des communes à la répartition du Fonds des communes ; des communes se trouvant en difficulté; de l'existence d'un patrimoine communal; des servitudes imposées par l'Etat; analyse le mécanisme de sa proposition et cite des exemples ; parle des conclusions du conseil d'administration et de la sous-commission du Fonds des communes ; les préoccupations de la généralité des administrateurs communaux; son amendement à sa proposition); pp. 1275 à 1276;

Provinces. - FINANCES PROVINCIALES ET COM-MUNALES (suite).

ALLARD, rapp. (concernant l'examen de la proposition de loi en commission; l'évolution de la question depuis 1948; la loi de 1948 et la répartition du Fonds; la situation des localités qui n'avaient pas de centimes additionnels; la loi de 1955, modifiée par celle de 1956; les additionnels au foncier; la situation du contribuable dans le Luxembourg; propose de rejeter la proposition; pp. 1276 à 1277; Observations de MM. le PRESIDENT, VERMEY-

LEN. m.i.; p. 1277;

USELDING (concernant les conclusions adoptées par la sous-commission du Fonds des communes); p. 1277:

VERMEYLEN, m.i. (répond à M. USELDING et parle des modifications à apporter à la loi de 1948) ;

USELDING (déclare maintenir sa proposition); p. 1277;

DE MAN (concernant l'alimentation du Fonds instauré en 1948; la solution du problème des finances provinciales et communales; les difficultés financières de nombreuses communes ; les modifications à apporter à la loi de 1948); p. 1277

La discussion générale est close.

Discussion des articles (10 avril 1957).

Art. 1er

L'amendement de M. USELDING est rejeté; L'article est rejeté; p. 1297.

Le Sénat rejette la proposition de loi de M. USEL-DING; p. 1297.

FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES. COMPTES PROVINCIALIX

Ann. - Transmission d'un exemplaire du compte provincial de la province de Flandre orientale pour l'exercice 1954; p. 14 (14 novembre 1956).

Proposition de loi complétant la loi provinciale et instituant une procédure en cas de refus par la Cour des Comptes de viser les mandats de paiement relatifs aux dépenses provinciales.

Doc. - Nº 77. Proposition de M. Lagae. Nº 241. Rapport de M. De Man.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 310 (16 janvier 1957). Pas de discussion générale.

Discussion des articles (6 juin 1957).

Art. 1 à 3.

Adoptés sans observations ; p. 1475.

Vote (6 juin 1957). Le baron de DORLODOT justifie son vote ; p. 1486. L'ensemble de la proposition est adopté par 125 voix et 8 abstentions; pp. 1487, 1488.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Publicité des incapacités. - V. Droit civil/Casier civil.

Quatrième assemblée européenne. - V. Affaires étrangères.

Question orales. - V. Chambres législatives, Sénat, Incidents.

R

Radiations ionisantes. - V. Hygiène et Santé.

Radiodiffusion. - V. Communications.

Recours. - V. Impôts/Impôts directs.

Recouvrement de créances commerciales. - V. Procédure civile/Procédure d'injonction de payer.

Redevances. — V. Communications/Radiodiffusion. — V. Aussi Communications/Transport par route.

Régie des Télégraphes et des Téléphones. - V. Interpellations/Duvieusart.

Régie des voies aériennes. - V. Communications/Avia-

Régie du travail pénitentiaire. - V. Organisation judi-

Régime matrimonial. - V. Droit civil.

Registre de l'artisanat, - V. Commerce et Industrie/ Artisanat.

Règlement. - V. Chambres législatives/Sénat.

Règlementation du commerce. - V. Commerce et Indus-

Régularisations. - V. Finances/Comptabilité de l'Etat -Crédits supplémentaires.

Réhabilitation. - V. Droit pénal.

Relations extérieures. - V. Président.

Représentants diplomatiques et consulaires. - V. Impôts/ Impôts indirects - Droits d'enregistrement.

Responsabilité civile. - V. Affaires étrangères/Assu-

Restaurants. - V. Enseignement/Institutions d'éducation de l'Etat.

Revenus. - V. Impôts/Impôts directs.

Revision de la Constitution. - V. Droit public. - V. aussi Interpellations/Coulonvaux.

Roi et Famille royale.

Ann. - M. le PRESIDENT donne connaissance des remerciements reçus en réponse aux félicitations qu'il a adressées à S.M. le Roi, à S.M. le Roi Léopold et à S.M. la Reine Elisabeth, à l'occasion de la naissance du Prince Jean et de la Princesse Margaretha, à Betzdorf; p. 1413 (4 juin 1957).

Ruanda. - V. Affaires étrangères/Impôts. - V. aussi Colonies. - V. aussi Enseignement/Enseignement supérieur - Equivalence de diplômes et titres.

Saisie conservatoire. - V. Procédure civile.

Salaires et traitements. - V. Travail.

Salubrité. - V. Travail.

Sauveteurs bénévoles. - V. Catastrophes et accidents.

Sauveteurs de la catastrophe du Bois de Cazier, à Marcinelle. - V. Interpellations/Moureaux.

Sciences vétérinaires et agronomiques. - V. Enseignement/Enseignement supérieur.

Séances extraordinaires. - V. Chambres législatives/

Section préparatoire de l'athénée de Hasselt. - V. Interpellations/Leynen.

Sécurité des travailleurs. — V. Travail/Salubrité.

Sécurité sociale.

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Projet de loi modifiant la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Doc. - Nº 254. Exposé des motifs et projet de loi. Nº 291. Rapport de M. Wyn.

Discussion générale (4 juin 1957).

Discours de M. WYN, rapp. (concernant le but du projet; les observations faites en commission; l'amendement déposé; le contrôle médical; le libre choix du médecin); p. 1423.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (4 juin 1957). (Texte présenté par la Commission.)

Art. 1 et 2.

Adoptés sans observations; p. 1424.

Vote (6 juin 1957).

Le baron de DORLODOT justifie son vote ; L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 8 abstentions; p. 1487, 1488.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

COTISATIONS.

Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Doc. - Nº 280. Proposition de loi de M. Moureaux.

Ann. - Prise en considération. - Renvoi en commission; p. 1622 (4 juillet 1957).

FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE.

Projet de loi modifiant la loi du 28 juillet 1953 concernant les fonds de sécurité d'existence. Doc. — N° 68. Projet transmis par la Chambre des

Représentants.

Nº 70. Rapport de M. Neels.

Ann. - L'urgence est décrétée; p. 285 (20 décembre 1957).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (20 décembre 1956). Art. 1 et 2.

Adoptés sans observations; p. 285.

Sécurité sociale. - FONDS DE SECURITE D'EXIS-TENCE (suite).

Vote (20 décembre 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 6 abstentions; p. 289.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi concernant les Fonds de sécurité d'existence.

Doc. - Nº 237. Projet amendé par la Chambre.

TRAVAILLEURS DOMESTIQUES.

Proposition de loi abrogeant l'arrêté du Régent du 2 avril 1947 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et travailleurs liés par un contrat de louage de service domestique des cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith et abrogeant l'article 58 de l'arrêté royal du 17 juin 1955 portant règlement général du régime de retraite et de survie des ouvriers.

Ann. - Prise en considération. - Renvoi en commission; p. 58 (22 novembre 1956).

Sécurité sociale. - V. aussi Affaires étrangères.

Sénat. - V. Chambres législatives.

Séparation de biens. - V. Procédure civile.

Séparation de corps. — V. Droit civil.

Sépulture. - V. Communes. - V. aussi Impôts/Impôts indirects - Taxes assimilées au timbre.

Serment. - V. Procédure pénale/Experts.

Sites. - V. Arts, sciences et lettres/Conservation des monuments et sites.

S.N.C.B. - V. Communications/Chemins de fer.

Société coopérative de Gazéification souterraine. - V. Commerce et Industrie - Gaz.

Société financière internationale. - V. Affaires étrangères/Finances.

Société Nationale de la Petite Propriété terrienne. - V. Habitations.

Société nationale des distributions d'eau. - V. Impôts/ Impôts directs.

Société R.I.T. de Genval. - V. Interpellations/Delor.

Sociétés commerciales. - V. Droit commercial.

Socogaz. — V. Commerce et Industrie/Gaz.

Soins médicaux et pharmaceutiques gratuits. - V. Guerre/ Anciens combattants.

Statut monétaire. - V. Finances/Monnaie.

Stupéfiants. - V. Affaires étrangères/Agriculture et horticulture/Opium.

Substances radioactives. - V. Hygiène et Santé/Radiations ionisantes.

Successions. — V. Affaires étrangères/Impôts — Droits de succession. — V. aussi Droit civil.

Suède. — V. Affaires étrangères/Impôts. — V. aussi Affaires étrangères/Impôts. — Droits de succession.

Sûreté de l'Etat. - V. Droit pénal.

Sursis. - V. Droit civil/Privilèges et hypothèques.

T

Taxe conjoncturelle. — V. Impôts/Impôts directs — Impôts extraordinaires.

Taxe de luxe. — V. Impôts/Impôts indirects — Taxes assimilées au timbre.

Taxe de séjour. — V. Impôts/Impôts indirects.

Taxe mobilière. - V. Impôts/Impôts directs - Revenus.

Taxes assimilées au timbre. — V. Commerce et Industrie/ Fonds communs de placement. — V. aussi Impôts/ Impôts indirects.

Tchécoslovaquie. - V. Président.

Télégraphes et Téléphones. - V. Communications.

Territoire des communes. - V. Communes.

Titres et valeurs. - V. Commerce et Industrie/Banques.

Traitements. — V. Chambres législatives/Sénat — Incidents. — V. aussi Travail/Salaires et traitements.

Transit. - V. Commerce et Industrie/Commerce exté-

Transports. - V. Communications.

Travail.

FEMMES ET ENFANTS.

Projet de loi modifiant la loi sur le travail des femmes et des enfants.

Doc. — Nº 227. Projet transmis par la Chambre des représentants.

représentants. N° 247. Rapport de Mme Mélin-ép. Guilmain. N° 297. Amendements proposés par M. Custers.

Ann. -

Discussion générale (4 juin 1957).

Discours de Mme MELIN-ép. GUILMAIN, rapp. (concernant l'occupation d'enfants dans la mine; les dispositions de l'arrêté gouvernemental du 14 décembre 1956; les dispositions du projet; la sécurité dans la mine, la formation professionnelle des jeunes, le présalaire; la revision de l'article 4 du projet); pp. 1418, 1419;

MM. TROCLET, m.t.p.s. (concernant les mineurs d'âge occupés au fond des charbonnages; la réduction de la main-d'œuvre juvénile dans les mines de charbon; la fixation d'un âge minimum d'admission à l'emploi dans les travaux souterrains; les principes et formules de la recommandation n° 96 émanant de la Conférence Internationale du Travail; la por-

Travail. - FEMMES ET ENFANTS (suite).

tée exacte du projet; la « présence » de jeunes travailleurs en vue de la formation professionnelle; les modalités d'application du projet); pp. 1419 à 1420:

Observations de M. HARMEGNIES; p. 1419;

CUSTERS (concernant l'âge d'admission à la mine; l'interdiction pour les jeunes gens de moins de 18 ans d'être présents sur les chantiers souterrains comme chaînon dans le processus de production; l'emploi du terme « présence »; la formation des jeunes mineurs et leur stage technique; ses amendements); pp. 1420 à 1421;

R. HOUBEN (concernant la portée exacte du texte relatif à la présence dans les mines, les travaux d'exercice, les travaux effectués en vue de la production dans les liens d'un contrat de louage de services; la présence des « garçons » et celle des « jeunes filles » dans les mines; l'âge d'admission aux chantiers souterrains des mines); p. 1421;

Observations de M. TROCLET, m.t.p.s.; p. 1421;

TROCLET, m.t.p.s. (répond à M. R. HOUBEN, parle du travail des femmes, l'âge d'admission à la mine; la présence aux chantiers souterrains de jeunes gens âgés de 16 à 18 ans; les amendements de M. CUS-TERS); pp. 1421 à 1422;

Observations de M. R. HOUBEN et MOREAU de MELEN; p. 1421;

CUSTERS (concernant la possibilité d'octroyer, dans le cadre du stage technique, une certaine indemnité à titre d'encouragement); p. 1422;

TROCLET, m.t.p.s. (répond à M. CUSTERS); p. 1422;

R. HOUBEN (demande des éclaircissements au sujet du terme « présence » ; parle de visites guidées de jour et de nuit ; de la présence de femmes dans les mines) ; p. 1422 ;

Observations de MM. TROCLET, m.t.p.s., ROLIN, VAN BUGGENHOUT; p. 1422.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (4 juin 1957).

Art. 1er.

L'amendement de M. CUSTERS et de Mile DRIES-SEN est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; p. 1423.

Art. 2 et 3.

Adoptés sans observations; p. 1423.

Art. 4.

Intervention de MM. CUSTERS et TROCLET; L'article est adopté; p. 1423.

Art. 5 (nouveau).

L'amendement de M. CUSTERS et Mlle DRIESSEN tendant à l'insertion d'un article 5 nouveau est adopté; p. 1423.

L'article 1^{er} amendé et l'article 5 (nouveau) sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés; p. 1423.

Vote (6 juin 1957).

Le baron de DORLODOT justifie son vote; L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 8 abstentions; pp. 1487, 1488.

Le projet de loi sera renvoyé à la Chambre des Représentants. Travail (suite).

SALAIRES ET TRAITEMENTS.

Projet de loi modifiant la loi du 18 août 1887 relative à l'incessibilité et à l'insaisissabilité des salaires des ouvriers

- Nº 225. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

SALUBRITE.

Projet de loi modifiant la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail.

Doc. - Nº 81. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 174. Rapport de M. Muyldermans. N° 199. Amendement présenté par le Gouvernement.

Nº 239. Amendements proposés par M. Neels.

Ann. -

Discussion générale (10 avril 1957).

Discours de MM. MUYLDERMANS, rapp. (concernant les accidents du travail, les maladies professionnelles et les mesures prises pour la protection des travailleurs ; le but du projet ; la représentation des organisations patronales les plus représentatives et la présentation des candidats); p. 1288;

TROCLET, m.t.p.s. (remercie et félicite le rapporteur ; dit que le texte du projet est parallèle à celui relatif aux charbonnages et remercie M. BEULERS, rapporteur de ce dernier projet ; traite le fond du problème et parle des amendements de M. NEELS); p. 1288.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (10 avril 1957).

Art. 1 et 2.

Adoptés sans observations; p. 1288.

Intervention de MM. PARMENTIER, TROCLET; Observations de M. le PRESIDENT;

L'amendement du gouvernement, scus-amendé par M. PARMENTIER, est adopté;
Les amendements de M. NEELS sont adoptés;

L'article, amendé, est adopté; p. 1291.

Intervention de MM. NEELS, TROCLET; Observations de MM. le PRESIDENT et TRO-CLET, concernant une erreur matérielle dans l'ar-

L'article, modifié, est adopté; p. 1291.

Art. 5.

Adopté sans observations; p. 1292.

Intervention de M. TROCLET;

L'amendement de M. NEELS est adopté ; L'article, amendé, est adopté ; p. 1292.

Art. 7 à 10.

Adoptés sans observations ; p. 1292.

Vote (10 avril 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 143 voix et 4 abstentions; pp. 1311, 1312.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Travail. - V. aussi Affaires étrangères. - V. aussi Organisation judiciaire/Régie du Travail pénitentiaire. - V. aussi Gouvernement.

Travailleurs domestiques. - V. Sécurité sociale.

Travaux publics.

VOIES NAVIGABLES.

Projet de loi donnant le planning des crédits budgétaires à allouer, en vue de la réalisation d'un programme de travaux pour la mise au gabarit de 1.350 tonnes ou plus de certaines voies navigables.

Doc. - Nº 101. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Nº 124. Rapport de M. Lemal.

Ann. -

Ajournement (20 février 1957).

M. LEYNÉN (demande l'ajournement de la discussion au lendemain matin); p. 691;

L'assemblée marque son accord ; p. 692.

Discussion générale (21 février 1957).

Discours de MM. SEGERS (concernant la valeur du projet, la garantie des réalisations, l'importance de la navigation intérieure comme moyen de transport, les buts du projet ; le trafic intérieur à la suite du plan Delta, l'importance de la Meuse et les travaux à effectuer afin de pouvoir faire face à la concurrence de la France); pp. 715 à 716;

DE BLOCK (émet certaines critiques au sujet des fonctionnaires supérieurs du département ; parle du canal circulaire de Gand, l'adaptation des bateaux aux canaux mis au gabarit de 1.350 tonnes; la prévision des moyens financiers, l'entretien des canaux existants, la question de savoir ce que la Belgique fera eu égard à la Lorraine : chemins de fer, routes, voies d'eau; demande au ministre de faire calculer le prix de revient des transports par eau dans notre pays et de finir les travaux en cours); pp. 716 à 717;

VAN DEN STORME (concernant l'utilité d'un réseau de voies d'eau calibrées, le timing, le financement et le programme du projet discuté; les crédits prévus pour Anvers; le montant des engagements de janvier et de février sur les deux milliards prévus pour les voies d'eau; l'ordre d'exécution des travaux ; le canal Nimy-Péronnes ; la liaison par voie d'eau avec la France; la Meuse; le Haut-Escaut; le port de Gand; le canal Gand-Bruges; le canal circulaire de Gand); pp. 717 à 718;

DELOR (marque sa satisfaction au sujet du projet qui va doter nos régions du sud des voies d'eau que nécessite leur développement économique; parle de l'exécution des travaux endéans les dix ans prévus par le plan); p. 719;

CLAEYS (concernant la portée du projet; le timing et le planning des travaux ; se rallie aux observations de M. VAN DEN STORME sur les travaux du haut Escaut ; demande de relier les travaux du canal Nimy-Péronnes, du Haut-Escaut, du canal circulaire de Gand et la mise au gabarit du canal Gand-Bruges-Ostende en vue de le rendre praticable aux bateaux d'un tonnage plus élevé); pp. 719

HARMEGNIES (concernant la nécessité de moderniser sans aucun retard le réseau de nos voies d'eau; le programme établi et les prévisions budgétaires de 1957 à 1966 ; l'achèvement des travaux pour les trois régions : le Borinage, le Tournaisis, le port de Gand ; les travaux du canal Nimy-Blaton-Escaut au Mont des Groseilliers); pp. 720 à 721;

DECOENE (concernant l'influence des travaux envisagés sur les inondations ; le canal Bruxelles-Charleroi ; l'assainissement de la vallée de la Senne et de

la Dendre); p. 721; VAN BUGGENHOUT (estime que le projet envisage un programme plutôt qu'une exécution de travaux :

Travaux publics. - VOIES NAVIGABLES (suite).

parle de l'alimentation des canaux mis au gabarit de 1.350 tonnes; les mesures envisagées par les Néerlandais en matière d'évacuation des eaux et les mesures à prendre en Belgique; l'amélioration des régions agricoles; la concurrence; le prix des transports; la politique du transport par route et par eau; la hauteur du niveau d'eau de la mer); pp. 721 à 722:

VAN BULCK (concernant la nécessité d'exécuter les travaux au canal de Clabecq-Seneffe-Charleroi en commençant par Clabecq; la communication canal Albert-Rupel en passant par Viersel et Lierre; l'adaptation de la navigation intérieure au nouveau gabarit des canaux); pp. 722, 723;

LEMAL, rapp. (constate qu'aucune voix ne s'est élevée contre le projet et espère qu'il sera voté à l'unanimité); p. 723;

Observations de MM. LEYNEN et DE BLOCK; p. 723;

VANAUDENHOVE, m.t.p.r. (répond aux orateurs); pp. 723, 724;

VAN DEN STORME (questionne encore le ministre au sujet du Haut-Escaut); pp. 724, 725;

VANAUDENHOVE ,m.t.p.r. (répond aux orateurs); p. 725;

Observations de M. HARMEGNIES; p. 725;

CLAEYS (dit qu'il n'a pas eu de réponse satisfaisante au sujet du canal Ostende-Gand et du canal circulaire de Gand); p. 726;

Observations de M. VANAUDENHOVE. m.t.p.r.; p. 726;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (21 février 1957).

Art. 1 à 3.

Adoptés sans observations ; pp. 726, 727.

Vote (21 février 1957).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 126 voix contre 1 et 29 abstentions ; p. 737.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Trésorerie. - V. Interpellations/Duvieusart.

Tribunaux de police. — V. Procédure pénale. — V. aussi Organisation judiciaire/Tribunaux de police.

Turquie. - V. Affaires étrangères/Accords commerciaux.

u

Union de l'Europe occidentale. — V. Affaires étrangères/ Forces armées.

Unions professionnelles. - V. Professions.

U.R.S.S. — V. Accord culturel belgo-soviétique. — V. aussi Affaires étrangères/Hongrie et Moyen-Orient.

Urundi. — V. Affaires étrangères/Impôts. — V. aussi Colonies. — V. aussi Enseignement/Enseignement supérieur. — Equivalence de diplômes et titres.

 \mathbf{v}

Validation des pouvoirs. — V. Chambres législatives/ Sénat.

Véhicules automobiles. — V. Affaires étrangères/Assurances — Responsabilité civile. — V. aussi Communications/Transports par route.

Vente à tempérament. — V. Commerce et Industrie/Règlementation du commerce.

Ventes de soldes. — V. Commerce et Industrie/Règlementation du commerce.

Victimes civiles. - V. Guerre.

Victimes de la guerre. - V. Guerre.

Vieillesse et décès prématuré. - V. Pensions.

Voies navigables. - V. Travaux publics.

Voyages parlementaires. — V. Congrès du Mouvement européen à Rome.

W

Wateringues. - V. Polders et wateringues.